



# De la sociologie à la prosopographie historique des élites : regards croisés sur la France et l'Allemagne

Hervé Joly

## ► To cite this version:

Hervé Joly. De la sociologie à la prosopographie historique des élites : regards croisés sur la France et l'Allemagne. Histoire. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), 2008. <tel-00536658>

**HAL Id: tel-00536658**

**<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00536658>**

Submitted on 16 Nov 2010

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Hervé JOLY**

**De la sociologie à la prosopographie historique des élites :  
regards croisés sur la France et l'Allemagne**

**Mémoire de synthèse présenté  
pour l'habilitation à diriger des recherches**

**Jury :**

**Dominique BARJOT, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-Sorbonne  
Paris IV**

**Christophe CHARLE, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris 1  
Panthéon-Sorbonne, membre de l'Institut universitaire de France**

**Jean-Claude DAUMAS, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Franche-  
Comté, membre de l'Institut universitaire de France**

**Patrick FRIDENSON, directeur d'études à l'EHESS (garant)**

**Yves GRAFMEYER, professeur émérite de sociologie à l'université Lumière Lyon 2**

**André GRELON, directeur d'études à l'EHESS**

**Michel MARGAIRAZ, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris 8  
Vincennes–Saint-Denis**

**École des Hautes études en sciences sociales**

**2008**

# Sommaire

<b>Introduction</b>	7
<b>I<sup>ERE</sup> PARTIE : LES PATRONS FRANÇAIS ENTRE SOCIOLOGIE DES ELITES ET PROSOPOGRAPHIE HISTORIQUE</b>	
	13
<b>I) Héritage sociologique et travaux historiques</b>	14
A) L'héritage sociologique	14
B) L'importance des travaux historiques	24
<b>II) L'évolution depuis le début des années 1990</b>	58
A) Une sociologie des élites peu renouvelée	58
B) Le dynamisme de l'histoire	60
<b>II<sup>E</sup> PARTIE : L'ETUDE DES ELITES ECONOMIQUES ALLEMANDES, DE L'EFFACEMENT AU RENOUVEAU</b>	69
<b>I) Flux et reflux de la sociologie des élites</b>	70
A) La vague des années 1950-1960	70
B) Les seules <i>Elitenstudien</i> généralistes des années 1970-1995	74
C) Le succès académique et médiatique d'une « entreprise individuelle » : Michael Hartmann (1995)	76
<b>II) Le dynamisme récent de l'historiographie allemande des entreprises et des entrepreneurs</b>	82
A) L'émergence retardée d'une histoire critique des entreprises	82
B) Une historiographie des entrepreneurs encore restreinte	107
<b>Conclusion</b>	29
<b>Bibliographie</b>	133

## Introduction

Ce mémoire est l'occasion de faire le bilan d'un parcours d'une vingtaine d'années de recherche dont la linéarité n'apparaît pas nécessairement évidente et d'essayer d'en dégager la cohérence. Tout petit je n'ai pas rêvé d'être chercheur en sciences humaines et sociales... je n'ai même longtemps pas bien su qu'un tel métier pourrait exister. J'ai d'abord fait des choix d'orientation par défaut. Élève de l'ancienne section « C » (aujourd'hui S) au lycée parce que j'étais bon en maths, je n'avais pas l'intention de poursuivre les filières d'excellence prédestinées, qu'il s'agisse des classes préparatoires maths sup ou HEC, à la fois parce que je n'avais pas assez de goût pour les disciplines scientifiques et parce que le monde de l'entreprise auquel elles me semblaient largement prédestiner ne m'attirait pas. J'envisageais vaguement le journalisme qui me semblait alors le seul moyen de m'impliquer dans ce qui m'intéressait, les problèmes politiques, économiques et sociaux contemporains, sans quitter une posture d'observateur... J'envisageais un temps d'intégrer Sciences Po Paris mais le concours d'accès à cet établissement prestigieux a intimidé le provincial que j'étais. J'envisageais un temps une prépa littéraire, au moins sous la forme d'une hypokhâgne S (avec des maths et de l'économie) préparant à l'ENS Cachan, mais des résultats moyens en français et en philosophie m'en ont dissuadé. À la surprise de mes enseignants, je m'orientais finalement vers une inscription en première année de droit à la faculté de Poitiers, un choix qui dans la logique sélective du système français pouvait apparaître comme un manque d'ambition... Mais, après que la programmation d'un cinéma d'art et essai associatif a occupé beaucoup de mon temps de lycéen, j'ai pris un plaisir nouveau aux études universitaires. Le droit constitutionnel et l'économie politique enseignés à titre principal en première année m'ont passionné et j'ai pris, pour la première fois, plaisir à en faire plus que le strict nécessaire pour réussir... En deuxième année, j'ai commencé à goûter un peu moins des matières juridiques plus techniques comme le droit administratif ou les finances publiques. Un cours magistral d'« introduction à la science administrative », opportunément transformé par son auteur, le politiste Jacques Gerstlé, en cours de sociologie de l'État, m'a ouvert sur de nouvelles perspectives. J'ai ainsi appris l'existence à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne d'une filière de licence en droit, option science politique, que j'ai rejointe l'année suivante. Au milieu d'étudiants qui la suivent depuis la première année, j'ai dû mettre les bouchées doubles pour rattraper mes lacunes en science politique et en sociologie. Je me mets à lire

Durkheim, Weber, Bourdieu, etc. Je découvre cette « nouvelle sociologie politique » qui s'affirme à Paris I notamment<sup>1</sup> face à l'orthodoxie de la discipline alors incarnée par la rue Saint-Guillaume (Sciences Po) et le Centre d'études de la vie politique française (CEVIPOF). Le cours d'« histoire des institutions » de Jacques Lagroye, en fait d'histoire sociale du politique avant qu'on parle encore de « socio-histoire », m'a notamment beaucoup marqué. L'année suivante, c'est l'abandon complet du droit avec l'entrée en maîtrise de science politique, option sociologie politique. Sur le modèle maintenu des facultés de droit, il n'y a pas de mémoire à préparer mais j'ai là encore la chance d'y suivre de grands cours, ceux de Pierre Birnbaum, Daniel Gaxie et Michel Offerlé en particulier. L'ambiance est très stimulante parmi les étudiants et les discussions interminables, avec les intéressants travaux pratiques que constitue le mouvement étudiant de novembre-décembre 1986. Alors que M. Offerlé nous avait rudement annoncé en préambule de son cours qu'à « deux ou trois exceptions près », notre formation de sociologie politique ne nous servirait qu'à briller dans les salons, nous sommes aujourd'hui près d'une dizaine de cette promotion à avoir fait de l'enseignement supérieur et de la recherche notre métier<sup>2</sup>. Entre-temps, j'ai abandonné mes projets de Sciences Po et de journalisme. L'initiation à la recherche n'arrive véritablement que l'année suivante, et encore par la voie détournée de ce qui s'appelait alors un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) de Politiques publiques et gestion des organisations dirigé par Jean-Claude Thoenig. Ce choix d'une filière professionnelle pouvait surprendre par rapport à mes nouvelles ambitions. Mais le diplôme d'études approfondies (DEA) de Paris I, dont j'ai suivi certains cours en parallèle, ne distribuait plus pour des raisons administratives d'allocation de recherche et l'analyse des politiques publiques apparaissait comme une spécialisation d'avenir. Les études de cas et les cours trop pratiques m'ont cependant rapidement lassé. En fin d'année, quand se pose la question d'un stage, je n'ai pas envie de rejoindre un cabinet de conseil ou une administration. Un intervenant dans le cursus, le sociologue Michel Bauer, propose un stage dans son laboratoire, le Groupe d'analyse des politiques publiques (GAPP), dirigé par le même J.-C. Thoenig. En complément de ses

---

<sup>1</sup> Elle vient de publier ce qui nous apparaissait alors comme son manifeste, le plus séduisant par sa provocation qu'abouti article « Ordre politique et ordre social » de Bernard LACROIX dans le par ailleurs classique Madeleine GRAWITZ et Jean LECA (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985, tome 1, p. 469-482.

<sup>2</sup> Citons, sans que la liste soit nécessairement exhaustive, Patrick Bruneteaux (chargé de recherche CNRS, Centre de recherches politiques de la Sorbonne), Alfredo Joignant (professeur à l'Institut d'affaires publiques de l'Université du Chili à Santiago), Arnaud Lechevalier (maître de conférences en économie à Paris I, chercheur au Centre Marc Bloch à Berlin), Gilles Massardier (maître de conférences en science politique à Lyon 2), Isabelle Sommier (maître de conférences en science politique à Paris I, directrice du Centre de recherches politiques de la Sorbonne), Bénédicte Zimmermann (directrice d'études en sociologie à l'EHESS).

propres recherches sur le recrutement des dirigeants des grandes entreprises françaises<sup>3</sup>, il s'agirait de faire une étude sur la composition des organes qui sont supposés choisir ces élites, les conseils d'administration des grandes entreprises françaises des années 1970 à nos jours (1988). La chronologie traverse les périodes des nationalisations de 1982 et des premières privatisations de 1986, avec la constitution si controversée à l'époque des fameux « noyaux durs » balladuriens. Pour un lecteur pas très assidu des pages « entreprises » de la presse, c'est la découverte d'un terrain nouveau qui, avec le phénomène massif des grands corps et des pantouflages, ne m'éloigne toutefois pas complètement du terrain plus familier de l'État. Le stage se transforme en rédaction d'un mémoire de recherche, pour lequel je découvre des sources qui vont me devenir familières, comme les dictionnaires biographiques *Who's who*, les annuaires des anciens élèves des grandes écoles ou les rapports annuels des sociétés<sup>4</sup>. Cette initiation à la recherche m'oblige à ne plus seulement me contenter de lire – et de critiquer en dénonçant souvent les « prénotions » du « sens commun » comme on l'apprenait si bien en science politique à Paris I – les recherches des autres. Le choc de la réalité empirique est rude. Je me rends compte que notamment les contraintes de la disponibilité des sources, dans un monde des affaires alors encore plus opaque qu'aujourd'hui, imposent une grande modestie dans le travail.

Le DESS même reconverti en recherche s'avère finalement « professionnalisant »... : M. Bauer me propose en effet un emploi auprès de lui comme chercheur sur contrat, dans le cadre cette fois-ci d'un laboratoire plus important auquel il est également associé, le Laboratoire de sociologie du changement institutionnel (LSCI), installé à l'Institut de recherche sur les sociétés contemporaines (IRESCO) (Paris 17<sup>e</sup>) et dirigé alors par Renaud Sainsaulieu. Je me retrouve intégré au sein d'une équipe sympathique, comportant de nombreux doctorants et jeunes chercheurs sur contrat, dont l'orientation à dominante croziérienne n'est toutefois guère en phase avec ma culture bourdieusienne<sup>5</sup>. Cette embauche marque pour M. Bauer le passage d'une activité « chercheur artisan isolé » (en équipe simplement avec Élie Cohen puis Bénédicte Bertin-Mourot) à celui d'animateur d'une petite équipe, qui s'étoffe ensuite avec d'autres recrutements pour constituer cette petite « PME » de la recherche qu'a été pendant les années 1990 au sein du LSCI l'Observatoire des

<sup>3</sup> Il a publié l'année précédente, après deux ouvrages et de nombreux articles cosignés avec Élie Cohen, cette fois-ci avec la collaboration de Bénédicte Bertin-Mourot, *Les 200. Comment devient-on un grand patron ?*, Paris, Le Seuil, 1987.

<sup>4</sup> Consultés à l'époque à la chambre de commerce et d'industrie de Paris ou, avant le versement des collections aux Archives nationales (transférées au Centre des archives du monde du travail à Roubaix ensuite), à la Société des bourses françaises (SBF) ou encore dans des collections peu complètes à la Bibliothèque nationale ou à la bibliothèque de Sciences Po.

<sup>5</sup> Qualificatif préféré ici à celui de « bourdivin », généralement employé de manière péjorative...

dirigeants. Cette activité de collaborateur scientifique ne pouvant être que temporaire, je le cumule une inscription en DEA, cette fois-ci dans le cadre du DEA de Sciences sociales monté quelques années plus tôt entre l'École normale supérieure et l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), dans la perspective d'une thèse. Je choisis de rester dans le même champ des élites économiques, mais, pour éviter d'entrer en concurrence avec les travaux que je mène pour Michel Bauer, j'adopte une perspective historique, la date de 1969 étant alors retenue comme frontière à nos entreprises scientifiques respectives... C'est alors que je suis amené à travailler sous la direction de Christophe Charle (alors directeur de recherche CNRS à l'Institut d'histoire moderne et contemporaine), en DEA, avec un mémoire sur le phénomène du « pantouflage » parmi les dirigeants des grandes entreprises françaises entre 1945 et 1969, puis en thèse. Après avoir réveillé une pratique scolaire de la langue allemande, je m'oriente alors, d'abord dans une perspective comparative qui devient ensuite exclusive, vers le terrain germanique, pour étudier le recrutement des élites économiques dans un pays où n'existent ni grandes écoles ni grands corps. Je bénéficie d'une allocation de recherche du programme franco-allemand qui existait alors sous la responsabilité d'Hinnerk Bruhns au ministère de la Recherche pour la financer, ce qui me permet de m'y consacrer à plein temps, avec notamment un séjour pendant une année entière en Allemagne (1989-1990), effectué pour l'essentiel à Hambourg où se trouve, notamment avec les fonds du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv (HWWA), l'essentiel de mes sources<sup>6</sup>. À mon retour l'année suivante en France, je reste, dans mes enseignements comme moniteur (1990-1992) puis attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) (1992-1994) aux universités de Paris VII et de Poitiers, dans la continuité de ma formation initiale de science politique, filière dans laquelle, faute d'agrégation d'histoire, j'envisage ma carrière académique ultérieure. Après la soutenance de ma thèse qualifiée, après négociation au sein du jury<sup>7</sup>, « de sociologie politique » à l'EHESS<sup>8</sup> en septembre 1993, je demande et j'obtiens l'inscription sur les listes de qualification aux postes de maître de conférences en science politique et en sociologie. Mais mon recrutement inattendu au CNRS dès 1994 par la commission d'histoire moderne et contemporaine, sur un poste fléché de chargé de recherche sur l'histoire de l'Europe du Nord et de l'Est découvert au dernier moment, et mon affectation au Centre

---

<sup>6</sup> Le Centre Marc Bloch, Centre franco-allemand de recherche en sciences sociales, n'existait pas encore à l'époque ; il n'a été créé qu'en 1992.

<sup>7</sup> Composé, outre C. Charle, des historiens Patrick Fridenson (EHESS), Hartmut Kaelble (université Humboldt, Berlin) et des sociologues P. Birnbaum et M. Bauer.

<sup>8</sup> La mention « science politique » n'existait pas alors à l'EHESS et la mention « histoire », qui aurait correspondu à l'affiliation disciplinaire de mon directeur de thèse, me paraissait alors inappropriée en termes de carrière.

Pierre Léon d'histoire économique et sociale à Lyon m'ont orienté définitivement vers l'histoire.

Quatorze ans plus tard, ce mémoire de synthèse est l'occasion de faire, dans une perspective et une chronologie subjectives, une revue de l'évolution de l'espace intellectuel dans lequel s'est inscrit mon travail. Dans quel contexte s'inscrivait l'objet « recrutement des élites économiques » au moment où j'ai commencé mes recherches, en 1988-1989, en France puis en Allemagne, à la fois en sociologie et en histoire pour chaque pays ? Comment ce contexte, auquel j'ai été plus ou moins personnellement associé, a-t-il évolué ensuite ? Il s'agit ici non seulement de présenter les travaux menés, mais aussi de s'interroger sur les conditions scientifiques et institutionnelles de leur production. Cette question n'est pas indifférente à un moment où la politique de recherche est plus que jamais en débat, et elle est également utile avant de présenter en conclusion les projets de recherche que j'envisage de mener, ou auxquels j'espère m'associer dans les années à venir.



## **I<sup>ERE</sup> PARTIE**

### **LES PATRONS FRANÇAIS ENTRE SOCIOLOGIE DES ELITES ET PROSOPOGRAPHIE HISTORIQUE**

Les premières références sur les élites dont a entendu parler l'étudiant en science politique que j'étais ont bien sûr été celles de la sociologie politique, les travaux de Pierre Birnbaum en particulier pour la France, et au-delà les débats américains déjà anciens entre une approche oligarchique (Wright Mills) ou pluraliste (Robert Dahl). Ce n'est que dans un second temps que j'ai été amené à découvrir la richesse des travaux historiques sur le sujet.

## I) Héritage sociologique et travaux historiques

### A) L'héritage sociologique

Dans la science politique des années 1980 telle qu'elle était enseignée à l'université Paris I, la sociologie des élites apparaissait comme un objet assez classique, qui, comme la sociologie du vote, ne faisait plus partie des priorités de recherche. Les travaux de référence dataient plutôt des années 1970, avec en particulier les ouvrages successifs de Pierre Birnbaum sur *Les Sommets de l'État* (1977<sup>9</sup>) ou *La Classe dirigeante française* (1978<sup>10</sup>). De manière intéressante, leur auteur s'était alors revendiqué d'une inspiration bourdieusienne<sup>11</sup> qu'il a reniée depuis, se faisant au contraire un temps, dans le sillage de Raymond Boudon, le porte-drapeau de l'introduction de l'individualisme méthodologique en France<sup>12</sup>. Il s'était ainsi éloigné de nombreux collègues et d'une grande partie de la nouvelle génération de chercheurs qui allait donner naissance à la revue *Politix* pour qui la référence bourdieusienne restait centrale<sup>13</sup>. La publication commune en 1985 d'un ouvrage, *Les Élitistes socialistes au pouvoir*<sup>14</sup>, dont la lecture m'avait à sa sortie beaucoup marqué, parce qu'elle montrait combien le travail sociologique pouvait nourrir des interrogations politiques de l'époque sur les effets des contraintes de l'exercice du pouvoir sur les socialistes français, faisait travailler ensemble des auteurs qui allaient ensuite fortement s'opposer : on y retrouvait, sous la direction de Pierre Birnbaum, des contributions des politistes de référence bourdieusienne comme Daniel

<sup>9</sup> Pierre BIRNBAUM, *Les Sommets de l'État, Essais sur l'élite du pouvoir en France*, Paris, Le Seuil, 1977 (réédité en 1994).

<sup>10</sup> P. BIRNBAUM (avec Charles BARUCQ, Michel BELLAICHE, Alain MARIÉ), *La Classe dirigeante française : Dissociation, interpénétration, intégration*, Paris, PUF, 1978.

<sup>11</sup> « Les recherches qui se rapprochent le plus de celles qu'on entreprend ici ont été élaborées dans le cadre du Centre de sociologie européenne : ainsi Pierre Bourdieu, Luc Boltanski, Monique de Saint Martin et Olgierd Lewandowski ont-ils tour à tour analysé certaines fractions de la classe dominante. Ces travaux sont importants car ils constituent en France l'une des rares tentatives d'étude sociologique de la classe dominante. » Pierre Birnbaum et son équipe s'en démarquaient seulement en indiquant qu'ils « adopt[aient] une perspective historique qui n'est présente qu'accessoirement dans les travaux précités » ; *ibid.*, p. 20-21.

<sup>12</sup> Voir le volume collectif codirigé en 1986 qui pouvait apparaître comme le manifeste à l'origine de cette nouvelle orientation : P. BIRNBAUM, Jean LECA (dir.), *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques (réédité en 1991).

<sup>13</sup> Il peut bien sûr supposer que l'éloignement de P. Birnbaum n'est pas étranger au rejet de son travail sur la classe dirigeante par P. Bourdieu, avec lequel il avait pourtant revendiqué sa proximité, au détour de notes assassines : voir ainsi la référence bibliographique au livre *La Classe dirigeante en France*, associé à celui d'Ezra N. SULEIMAN, *Les Élitistes en France. Grands corps et grandes écoles* (Paris, Le Seuil, 1979) dans *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989, note 10, p. 339), présentés de manière, au moins pour le premier, injuste comme « ne s'appuyant pas sur des enquêtes précises ». Un peu plus loin (note 12, p. 492), il est reproché à P. Birnbaum et à son équipe de ne pas avoir tenu compte des probabilités bien différentes d'apparition dans l'annuaire biographique *Who's who* entre 1954 et 1976, ceci rendant « quelque peu hasardeux d'essayer de déduire les transformations de la classe dirigeante d'une étude comparative de la population du *Who's who* à différentes époques ». L'étude aurait donc confondu sociologie de la source et sociologie de la classe dirigeante... La lecture de l'introduction (p. 18-20) suggère pourtant que les auteurs n'étaient pas complètement dupes du problème...

<sup>14</sup> Pierre BIRNBAUM (dir.), *Les Élitistes socialistes au pouvoir. 1981-1985*, Paris, Presses universitaires de France, 1985.

Gaxie, Michel Offerlé et leurs élèves. Cet ouvrage a aussi été pour moi l'occasion de découvrir des travaux auxquels j'allais ensuite être étroitement associé ensuite, ceux de Michel Bauer<sup>15</sup>. Avec ce sujet sur les élites économiques, je me trouvais ainsi confronté, avant même d'adopter une perspective pluridisciplinaire en m'engageant vers l'histoire<sup>16</sup>, à un champ scientifique très éclaté, avec des chercheurs issus de traditions sociologiques opposées.

### 1) L'incontournable héritage bourdieusien

Les travaux de Pierre Bourdieu et du Centre de sociologie européenne sont bien sûr une référence incontournable pour quiconque veut s'orienter vers la sociologie des élites, même si son animateur a toujours, sans jamais semble-t-il s'en expliquer véritablement, évité le concept d'« élite(s) ». Il l'écarte en effet au profit de celui de « classe dominante » au singulier, divisée en « fractions » (« patrons de l'industrie et du commerce », « professions libérales », « cadres administratifs supérieurs »), se distinguant des « classes moyennes » et « populaires » dans un espace social dynamique à trois dimensions, par opposition aux « représentations unidimensionnelles en strates de l'échelle sociale » à laquelle semble associée la notion d'élite<sup>17</sup>.

Sur le patronat en particulier, le gros article cosigné avec Monique de Saint Martin paru en 1978 constitue une référence majeure<sup>18</sup>. Il existait certes des travaux antérieurs, mais ils n'ont pas connu la même postérité. On peut citer le livre déjà ancien (1961) d'une chercheuse en économie du CNRS, Nicole Delefortrie-Soubeyroux, sur *Les Dirigeants de l'industrie française*<sup>19</sup>, qui, dans le cadre d'une enquête dirigée par Jean-Marcel Jeanneney,

<sup>15</sup> Avec une contribution intitulée « La gauche au pouvoir et le grand patronat : sous les pavés... des mouvements de classe dirigeante », p. 263-306.

<sup>16</sup> On peut considérer ici qu'il n'y a pas au plan scientifique de véritable frontière disciplinaire entre la sociologie et la science politique, dans sa composante sociologique du moins, abstraction faite des autres branches comme la philosophie politique ou l'étude des relations internationales ; elle n'existe que comme frontière académique entre une discipline issue des anciennes facultés de lettres et une autre issue des anciennes facultés de droit, avec les modes de recrutement universitaire spécifiques qu'elle en a hérités (agrégation du supérieur).

<sup>17</sup> Voir Pierre BOURDIEU, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979, p. 128-138. Le rejet du concept d'élite(s) est exprimé explicitement dans un ouvrage de synthèse par deux sociologues d'inspiration bourdieusienne (cf. *infra*), Michel PINÇON et Monique PINÇON-CHARLOT, *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La Découverte, collection Repères, 2003 (1<sup>ère</sup> éd. 2000) : « Cette conception de l'espace social rejette l'idée de strates hiérarchisées non antagonistes, simple constat dans la synchronie d'un état donné des distributions. Cela conduit à considérer les limites entre les classes et les fractions de classe comme des frontières dont les délimitations précises sont aussi des objets de lutte de classement. » (p. 109) ; « Les échelles de stratification sont ainsi plus proches dans leur conception des thèses sur l'égalité des chances et sur la société ouverte, permettant à chacun de faire ses preuves, que des conceptions de l'exploitation et de la domination. Ce n'est pas un hasard si ces théories de la stratification parlent plus volontiers d'élites que de bourgeoisie. » (p. 111).

<sup>18</sup> P. BOURDIEU, Monique de SAINT MARTIN, « Le Patronat », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 20-21, 1978, p. 3-82.

<sup>19</sup> Paris, A. Colin, 1961.

constituait la première étude statistique menée à partir d'un « échantillon » sur le recrutement de dirigeants d'entreprises. Des données précises sont fournies sur leurs origines géographiques (lieux de naissance et de résidence), l'origine sociale ou les études effectuées. Le problème est que la composition du corpus reste étrangement obscure : il associe des « membres de conseil d'administration » (1 993), des « cadres supérieurs » (611) et des « chefs d'entreprise » (343) sans que les critères soient précisés. Les traitements ne distinguent pas entre ces populations très dissemblables. Les données peuvent donc difficilement être utilisées pour des comparaisons. Quelques années plus tard, en 1972, est également paru un article intitulé « Carrière des dirigeants et contrôle de l'entreprise » dans la revue *Sociologie du travail*, de Dominique Monjardet (1942-2006)<sup>20</sup>, qui s'est fait connaître ensuite comme sociologue de la police. Le corpus était là beaucoup plus restreint, portant sur les 96 PDG des 100 premières entreprises industrielles françaises en 1968<sup>21</sup>. Les données sont plus complètes que chez Delefortrie-Soubeyroux : la profession du père est ainsi connue pour 81 % d'entre eux, contre environ 60 %. Le recrutement apparaît aussi plus fermé socialement, avec une extraction dominante dans « la classe supérieure industrielle et financière », l'absence de diplôme de l'enseignement supérieur impliquant par ailleurs « une origine sociale industrielle ». L'article met également l'accent sur un phénomène important : « la fréquence des PDG issus du service public », 28 au total, 22 sur les 84 entreprises privées, ce qui montre l'ampleur du « pantouflage »<sup>22</sup>.

L'article de P. Bourdieu et de M. Saint Martin n'est pas donc un travail nouveau, l'étude portant simplement sur un corpus un peu plus large que celui de Monjardet de quelque 216 PDG de grandes entreprises. Mais, comme souvent chez le futur professeur au Collège de France, il affiche une ambition qui tend à faire table rase de ce qui a pu le précéder. Cette étude reflète très bien, avec son exigence théorique, son écriture sophistiquée, sa posture critique implacable, l'ampleur de son matériel empirique, à la fois la remarquable brillance de l'œuvre bourdieusienne et son extraordinaire prétention. Ce texte est comme toujours très séduisant parce qu'il commence par déconstruire des catégories du « sens commun » comme l'opposition entre patrons propriétaires et managers, en insistant sur la fermeture sociale commune de leur recrutement, les diplômes élitistes des uns remplaçant les privilèges de

<sup>20</sup> Vol. 13, n° 2, 1972, p. 131-144. La recherche est présentée comme s'inscrivant dans une « recherche plus ample dont le rapport est en cours de publication. » Il s'agissait probablement de l'étude sur l'encadrement menée avec Georges BENGUIGUI et Antoine GRISET, publiée en 1978 sous le titre *La Fonction d'encadrement : recherche sur les relations entre technique, organisation et division du travail chez les techniciens, agents de maîtrise et cadres de l'industrie*, Paris, La Documentation française, 1978.

<sup>21</sup> Quatre couples d'entreprises ont le même PDG.

<sup>22</sup> On relève encore à la même époque un mémoire de diplôme d'études supérieures (DES) de Dominique DANIC-CAREIL, « Les dirigeants des cent premières entreprises françaises », université Paris II, 1975, 109 p.

naissance des autres. L'analyse qui en découle est appuyée sur le dépouillement annoncé d'une profusion de sources de toute nature et débouche sur ce qui était à l'époque très neuf, une analyse factorielle, avec la répartition des patrons français – ou du moins d'une petite minorité d'entre eux – dans un espace à deux dimensions. On apprend ainsi que s'opposent un ancien et un nouveau patronat et un patronat privé et public<sup>23</sup>, beaucoup de patrons se trouvant toutefois concentrés à proximité du croisement des axes... De manière intéressante, cet article n'a guère connu de prolongement dans la sociologie bourdieusienne. L'objet patronal n'y a guère été abordé, notamment si l'on regarde les sommaires de la revue *Actes de la recherche en sciences sociales*. Et, en 1989, lorsque P. Bourdieu publie son livre de référence sur la classe dominante française, *La Noblesse d'État*, il se contente pour le chapitre qu'il consacre au patronat de reprendre une version abrégée, mais en rien actualisée, de l'article publié 11 ans auparavant<sup>24</sup>. Cela revient à affirmer que, quels que soient les changements politiques et économiques intervenus dans l'intervalle (avec notamment rien moins que les nationalisations massives de 1982 et les premières vagues de privatisations lancées entre 1986 et 1988), si les hommes se sont renouvelés, rien n'a changé sur le fond et que notamment que le phénomène de reproduction est intact. Cet article a exercé probablement un grand effet intimidant sur la communauté scientifique parce qu'il était difficile de le contester dans ses conclusions, vu l'assurance avec laquelle elles sont assénées. Il a toujours été difficile de discuter les travaux de P. Bourdieu sans s'exposer à une rupture complète, qui débouchait au mieux sur une parfaite ignorance de sa part, au pire sur un « assassinat » au détour d'une note en bas de page<sup>25</sup>. Il m'a fallu beaucoup de temps pour me dégager de cette entreprise d'intimidation scientifique et percevoir les limites de cet article : le caractère restreint du corpus étudié<sup>26</sup>, le caractère lacunaire de certaines données empiriques<sup>27</sup>, la construction discutable de certaines

---

<sup>23</sup> Les patrons associés au pôle public ne sont pas nécessairement à la tête d'entreprises publiques, surtout à une époque qui précède les nationalisations de 1982, mais ils sont liés à l'État au moins par leur trajectoire (passage par les grands corps en particulier).

<sup>24</sup> Une note en bas de page précise au début du chapitre qu'il a été écrit « en collaboration avec Monique de Saint Martin »..., ce qui n'était plus tout à fait la cosignature d'origine, probablement largement justifiée par l'ampleur du travail d'enquête menée par l'intéressée... Cette affaire a contribué à la dégradation progressive de ses relations avec P. Bourdieu et à son départ ultérieur du Centre de sociologie de l'éducation et de la culture.

<sup>25</sup> Pour une analyse du phénomène de la part de deux anciennes disciples en rupture de ban, l'une plutôt agressive et polémique, l'autre plus ambivalente et subtile dans son éloignement, voir Jeannine VERDÈS-LEROUX, *Le Savant et la politique. Essai sur le terrorisme sociologique de Pierre Bourdieu*, Paris, Grasset, 1998 et Nathalie HEINICH, *Pourquoi Bourdieu*, Paris, Gallimard, 2007.

<sup>26</sup> Limité pour l'étude de 1972 aux présidents-directeurs généraux (PDG) des 241 plus grandes entreprises françaises et, pour une comparaison historique, aux PDG des « 100 premières sociétés industrielles de 1952 et 1962 », la pertinence du choix du seul PDG n'étant pas ici interrogée (voir sur ce point la discussion dans le chapitre 1 du mémoire de recherche).

<sup>27</sup> Faute d'informations suffisantes sur certains d'entre eux, l'analyse pour 1972 est ainsi réduite de 241 à 216 individus, les PDG éliminés étant rapidement caractérisés dans une note comme peu intéressants parce que

variables<sup>28</sup>, l'absence de présentation claire des résultats statistiques<sup>29</sup>, le caractère finalement très qualitatif des analyses avec la concentration sur des exemples souvent plus spectaculaires que représentatifs<sup>30</sup>, etc. La posture était clairement critique voire dénonciatrice : il s'agissait d'affirmer l'importance implicitement pérenne de par son caractère inéluctable, toute nouvelle filière étant nécessairement récupérée par une même logique implacable, du phénomène de reproduction. La rupture aussi violente que brutale à partir de 1984 du plus brillant élève, Luc Boltanski, avec P. Bourdieu n'a pas débouché sur un renouvellement des travaux sur les élites<sup>31</sup>, l'intéressé passant d'une sociologie critique à « une sociologie de la critique »<sup>32</sup>, qui l'amène à travailler plutôt à travailler sur des textes, pour établir « une grammaire » des différents répertoires de justifications par les acteurs<sup>33</sup>, même s'il investit ensuite le monde de l'entreprise<sup>34</sup>.

Le renouvellement à la fin des années 1980 de la sociologie des élites, économiques en particulier, est venu de deux « petites entreprises » indépendantes, auxquelles je me suis trouvé un temps associé, l'une largement indifférente dans ses concepts et ses références à l'héritage bourdieusien, celle de Michel Bauer, l'autre dans une filiation revendiquée sans jamais avoir appartenu au premier cercle des disciples, celle de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot.

## 2) Le renouvellement de Michel Bauer et de son équipe : apports et limites

Michel Bauer était, comme son partenaire de longue date Élie Cohen, issu du Centre de sociologie et de l'innovation de l'École des mines de Paris, dirigé à l'époque par Lucien Karpik. Il avait ensuite rejoint le GAPP puis le LSCI. Sous de tels auspices, il ne s'inscrivait

---

moins bien dotés socialement : « ils appartiennent tous aux sociétés les moins importantes, ne font pas parler d'eux dans la presse spécialisée, ne figurent pas dans les annuaires biographiques, etc. », p. 78.

<sup>28</sup> En l'absence de définition précise, il semble que relèvent ainsi d'une origine sociale dans la « classe dominante » tous ceux qui ne sont pas issus des classes populaires ou moyennes, ces dernières définies étroitement, à l'exclusion par exemple des enseignants du secondaire...

<sup>29</sup> On cherche vainement des tableaux précis et complets sur la répartition des origines sociales et des formations scolaires.

<sup>30</sup> Pour une discussion de cet article et sa mise en perspective par rapport à d'autres travaux de sociologie des élites économiques, voir Hervé JOLY, « Les études sur le recrutement du patronat : une tentative de bilan critique », *Sociétés contemporaines*, n° 68, 2007, p. 133-154.

<sup>31</sup> Sujet sur lequel L. Boltanski avait, outre sa magistrale étude sur la construction de la catégorie des cadres (*Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit, 1982), travaillé autrefois aux côtés de P. Bourdieu : voir (avec P. BOURDIEU et M. de SAINT MARTIN), « Les stratégies de reconversion », *Information sur les sciences sociales*, vol. 12 (5), 1973, p. 61-113 et « L'espace positionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », *Revue française de sociologie*, vol. 4, n° 1, 1973, p. 3-20.

<sup>32</sup> Voir son article « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, n° 10-11, 1990, p. 124-134.

<sup>33</sup> Voir l'ouvrage fondateur écrit avec Laurent THÉVENOT, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

<sup>34</sup> Voir, avec Eve CHIAPELLO, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

clairement pas dans une filiation bourdieusienne et, s'il fallait lui trouver des références en sociologie, ce serait plutôt du côté d'Alain Touraine. Mais, si les premiers travaux de M. Bauer avec É. Cohen comportaient encore une composante théorique<sup>35</sup>, il s'est ensuite rapidement orienté dans une perspective très empiriste, pragmatique, qui ne s'encombrait plus guère de questionnements abstraits ou de discussions bibliographiques. Les ouvrages sont écrits dans un style vivant, imagé<sup>36</sup>, avec des concepts qui se veulent accrocheurs (« les catapultés », « les parachutés », « les montagnards », etc.) et des titres de chapitres qui font plutôt penser à ceux à l'époque du journal *Libération* (« Comment franchit-on le mur du sang ? », « Les corps branchés sur le réseau », etc.). M. Bauer et B. Bertin-Mouroit inventent ainsi, à la tête d'une équipe qui prend le nom d'Observatoire des dirigeants, une nouvelle manière de faire de la sociologie, beaucoup moins académique. Les travaux sont moins publiés sous la forme de livres ou d'articles scientifiques que de brochures diffusées auprès des « décideurs ». Leurs interlocuteurs sont moins leurs pairs que des journalistes friands des résultats spectaculaires de leurs travaux sur les privilèges des diplômés des très grandes écoles ou des membres des grands corps. Ils jouent habilement des contradictions du monde économique en parvenant à faire financer leurs recherches critiques sur le recrutement patronal par de grandes entreprises, et en particulier par des directions de ressources humaines intéressées à trouver des clefs pour donner à croire que leurs systèmes de détection des « hauts potentiels » peuvent avoir un impact et que les jeux ne sont pas faits d'avance<sup>37</sup>, ou des cabinets de chasseurs de têtes intéressés au développement d'un marché des dirigeants qui leur laisserait plus de place que celui passant par les réseaux traditionnels des grands corps<sup>38</sup>.

L'expérience comme chercheur sur contrat pendant un an (1988-1989), pendant l'année de DEA, avant l'obtention d'une allocation de recherche et le départ pour l'Allemagne, puis ensuite encore sous la forme de collaborations plus occasionnelles, s'est avérée très formatrice. J'y ai appris les méthodes du travail documentaire sur des sources

<sup>35</sup> Voir, en annexe, de *Qui gouverne les groupes industriels ? Essai sur l'exercice du pouvoir du et dans le groupe industriel*, Paris, Le Seuil, 1981, le long chapitre bibliographique, p. 236-277.

<sup>36</sup> Voir, dans cette veine (avec E. COHEN), *Les Grandes Manœuvres industrielles*, Paris, Belfond, 1985 et surtout *Les 200*, *op. cit.*

<sup>37</sup> C'est le cas de la recherche sur laquelle je suis engagé en octobre 1988, qui porte sur le recrutement des cadres dirigeants (donc de populations élargies qui dépassent le cercle restreint des directions générales ou des comités exécutifs, et dont l'étude suppose l'accès à des sources internes) et qui est financée par des contributions d'une dizaine de grandes entreprises. Elles sont moins nombreuses à jouer le jeu d'ouvrir leurs données, seules, de manière intéressante, des entreprises encore publiques à l'époque le faisant (EDF, Rhône-Poulenc, Air Inter, Bull, Usinor-Sacilor), en nous permettant d'accéder aux CV de leurs cadres dirigeants et de réaliser des entretiens individuels avec certains d'entre eux. Les résultats de ces enquêtes stimulantes n'ont malheureusement jamais été véritablement publiés, notamment en raison des exigences de confidentialité posées par les entreprises.

<sup>38</sup> Les cabinets Heidrick & Struggles puis Boyden éditent ainsi des brochures issues d'enquêtes successives menées par l'Observatoire.

diverses, la conduite d'entretiens semi-directifs auprès de dirigeants d'entreprise au contact de chercheurs au dynamisme contagieux. Je restais cependant frustré de réflexions théoriques qui devenaient de plus en plus étrangères à M. Bauer. Je me révélais un collaborateur exigeant par mes questionnements réguliers sur l'usage de certaines catégories, comme sa fameuse typologie des trois « atouts » (« État », « Capital » et « Carrière »). Si l'ambiance de travail toujours amicale et tolérante qui régnait dans cette équipe me laissait la possibilité de m'exprimer, on me faisait bien comprendre que les choses roulaient bien comme ça et qu'il n'y avait aucune raison de les remettre en cause. La sociologie de M. Bauer était « critique » dans un sens très différent de P. Bourdieu : si, pour le second, la reproduction apparaît comme un phénomène largement irréductible, laissant peu d'espoir à un éventuel changement<sup>39</sup>, pour le premier, un autre fonctionnement était possible, il suffirait que les acteurs le veuillent bien<sup>40</sup>. M. Bauer n'adhérait pas à une théorie du complot qui verrait dans les privilèges des grandes écoles et des grands corps en France le produit d'une simple conspiration d'une petite clique étroite, il était bien conscient des pesanteurs de l'ancrage historique d'un tel système dans la culture étatique et élitiste française, mais il lui paraissait possible que, dans un univers aussi mouvant et concurrentiel que le monde économique, d'autres logiques entrent en jeu, en particulier la loi des meilleurs, à partir également d'influences étrangères de plus en plus fortes. La limite d'un travail isolant aussi nettement patrons issus du capital, de l'État ou de l'entreprise était qu'il suscitait inévitablement la question : au fond, qu'est-ce que tout cela change ? Derrière sa typologie ternaire, il ignorait toujours superbement, ce qui ne manquait jamais de me choquer au regard de ma culture bourdieusienne, l'« homologie structurale » qu'il pouvait y avoir entre ces diverses catégories, l'opposition mise en avant entre elles pouvant correspondre simplement à différentes formes d'une reproduction sociale équivalente, entre héritiers des grandes familles propriétaires, enfants de la bourgeoisie de robe entrés au service de l'État ou enfants de la bourgeoisie d'affaires faisant directement carrière en entreprise à la sortie d'écoles de commerce privées notamment. La variable « origine sociale » est en effet toujours à peu près ignorée dans les travaux de l'Observatoire des dirigeants. À mes interrogations il était toujours répondu soit que les sources manquaient pour en faire un traitement satisfaisant, soit que les résultats seraient de toute façon sans

---

<sup>39</sup> Ce qui entre d'ailleurs dans une contradiction que P. Bourdieu n'a jamais résolue de son vivant avec l'engagement militant qu'il a eu ensuite, après le succès de l'ouvrage sous sa direction *La Misère du monde* (Paris, Le Seuil, 1993), sur l'usage qui pourrait être fait de sa sociologie pessimiste dans une perspective de changement social. Il s'en sortait toujours par une pirouette pas vraiment convaincante sur l'intérêt qu'il y avait pour les acteurs à connaître les contraintes sociales pour mieux s'en libérer.

<sup>40</sup> Voir la conclusion manifeste du livre *Les 200* : « Il faut dé-ré-gu-ler (sic !) le marché des dirigeants », *op. cit.*, p. 259-271.



surprise, les enfants des couches supérieures occupant bien entendu une position écrasante. Autre interrogation récurrente, dans quelle mesure un patron issu de la filière plus ou moins explicitement valorisée comme méritante par M. Bauer, celle de l'« atout carrière », serait-il un meilleur dirigeant qu'un héritier du capital ou un ancien fonctionnaire ? Les tentatives par certains chercheurs en gestion, notamment anglo-saxons, d'établir une relation statistique entre performances des entreprises et profil des patrons ne m'ont jamais paru bien convaincantes, tant est grand le nombre d'autres variables susceptibles d'affecter les résultats qu'il faudrait contrôler. On peut toujours trouver des exemples dans un sens d'héritiers ou de patrons d'État qui coulent leur entreprise, mais ils sont toujours faciles à contrebalancer par la réussite brillante d'autres. L'autre argument souvent employé par M. Bauer est qu'il est important pour le fonctionnement général d'une institution que, si ce n'est chacun de ses membres, du moins ceux de l'encadrement supérieur aient l'impression qu'ils ont, en fonction de leurs mérites, une chance d'accéder au sommet et que les jeux ne sont pas faits d'avance en fonction de critères extraprofessionnels. Mais on peut lui répondre que tout le monde n'aspire pas nécessairement à devenir PDG de son entreprise, et qu'un poste de « n° 1 » réservé par exemple à un héritier pourrait ne pas exclure un jeu beaucoup plus ouvert pour les autres fonctions. La notion de « mérites professionnels » mériterait aussi d'être discutée, ce que n'a non plus fait M. Bauer, parce qu'elle ne repose pas nécessairement sur des données objectives. Il faut toutefois reconnaître que si ces partis pris m'ont permis de prendre conscience des limites d'un travail sur le recrutement des élites, je ne suis pas sûr de les avoir véritablement dépassées près de vingt ans plus tard...

### **3) Élités économiques et élites mondaines : les travaux des Pinçon-Charlot**

Dans le cadre de ma formation de DEA de sciences sociales en 1988-1989, je me suis aussi trouvé associé aux travaux que menait Monique Pinçon-Charlot, intervenante dans cette formation, avec son mari Michel Pinçon et à l'époque Paul Rendu dans le cadre du Centre de sociologie urbaine (CSU). J'ai ainsi été amené sous leur direction à rédiger un « mémoire *ad hoc* » sur le pantouflage des inspecteurs des Finances. J'ai ainsi été associé aux premiers cas d'une « entreprise sociologique familiale » spectaculairement féconde ensuite. Michel Pinçon était jusqu'alors connu comme un sociologue du logement social et du monde ouvrier<sup>41</sup>,

---

<sup>41</sup> Voir sa thèse *Dimension objective et dimension symbolique des besoins : de l'analyse du logement social à la problématique de l'habitus*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle, université de Paris VIII (dir. Paul de Gaudemar), 1978 puis son ouvrage *Désarrois ouvriers : familles de métallurgistes dans les mutations industrielles*, Paris, L'Harmattan, 1987.

d'inspiration plutôt bourdieusienne<sup>42</sup>, son épouse également comme une spécialiste de sociologie urbaine et du travail<sup>43</sup>. L'un et l'autre avaient été amenés, avec Paul Rendu<sup>44</sup>, à aborder d'une manière ou d'une autre un autre univers que leurs terrains habituels des milieux populaires en s'intéressant, pour le premier, au « patronat paternel » de la vallée de la Meuse dans le cadre de son étude sur les ouvriers métallurgistes<sup>45</sup> et, pour la seconde, dans le cadre d'un contrat, aux consommations des hauts fonctionnaires<sup>46</sup>. Ils ont ensuite appliqué ensemble leurs méthodes à l'étude d'un objet exotique pour eux, les beaux quartiers, en étudiant à la fois les modes d'habitat et les pratiques sociales (rallyes, cercles)<sup>47</sup>. L'ouvrage publié en 1989 chez un grand éditeur a connu un succès inhabituel pour une étude sociologique<sup>48</sup>. Alors qu'on aurait pu attendre qu'ils jettent un regard hostile sur un univers auquel tout culturellement les opposait, ils ont su s'attirer la confiance de ses ressortissants pour le pénétrer par des entretiens et de l'observation participante<sup>49</sup> – des méthodes guère employées par P. Bourdieu et ses disciples –, et adopter dans leur écriture une démarche compréhensive (au sens weberien) sans être véritablement complaisante. Ce livre et les nombreux qui ont suivi ensuite sur des sujets voisins<sup>50</sup> ont trouvé un public dans les milieux concernés, qui s'y retrouvaient avec plaisir, et dans ceux qui pouvaient avoir intérêt à en connaître les clefs pour essayer d'y accéder, en faisant ainsi de modernes « manuels de savoir-vivre mondain »... Le succès d'un ouvrage comme *La Distinction*<sup>51</sup> de P. Bourdieu pourrait aussi correspondre en partie à un

<sup>42</sup> Comme le suggère le titre de sa thèse et sa collaboration occasionnelle à la revue *Actes de la recherche en sciences sociales*.

<sup>43</sup> Voir par exemple son étude *Espace social et espace culturel : analyse de la distribution socio-spatiale des équipements culturels et éducatifs en région parisienne*, Paris, Centre de sociologie urbaine, 1979.

<sup>44</sup> Appartenant à une autre génération, celui-ci a pris sa retraite vers 1990, ne poursuivant pas ses recherches avec eux.

<sup>45</sup> Voir son article (avec Paul RENDU), « Un patronat paternel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 57-58, 1985, p. 95-102.

<sup>46</sup> Voir le rapport (avec Paul RENDU), *Pratiques et représentations des consommations collectives dans la haute fonction publique*, Paris, CSU, 1985. En 1988, elle avait avec le même un projet de livre intitulé *Où et comment vivent les hauts fonctionnaires* dans lequel il était prévu que mon travail s'insère et qui n'est semble-t-il jamais paru.

<sup>47</sup> Il faut aussi signaler, un peu plus tard, le travail d'enquête d'un autre chercheur venu par la sociologie urbaine à l'étude des élites, Yves GRAFMEYER (qui a soutenu, sous la direction d'Alain Girard, en 1990 une thèse d'État à l'université Paris 5 sous le titre *Identités sociales et espaces de mobilité, approche longitudinale de quelques milieux lyonnais*) sur le *Tout-Lyon*, qui est à la fois une analyse fine de l'évolution au cours du XX<sup>e</sup> siècle de cet annuaire mondain lyonnais et des familles qui s'y rassemblent ; *Quand le Tout-Lyon se compte. Lignées, alliances, territoires*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1992.

<sup>48</sup> Michel PINÇON, Monique PINÇON-CHARLOT, *Dans les beaux quartiers*, Paris, Le Seuil, 1989.

<sup>49</sup> Dans une veine plus ouvertement ethnologique encore, il faut également signaler le remarquable travail, celui-ci sans prolongement dans ce champ, de Béatrix LE WITA, *Ni vue, ni connue. Approche ethnographique de la culture bourgeoise*, Paris, Éditions de la MSH, 1988.

<sup>50</sup> *Quartiers bourgeois, quartiers d'affaires*, 1992 ; *La Chasse à courre, ses rites et ses enjeux*, 1993 (réédition Petite bibliothèque Payot 2006) ; *Grandes fortunes. Dynasties familiales et formes de richesse en France*, 1997 (réédition Petite bibliothèque Payot 2003), tous à Paris chez Payot ; *Nouveaux patrons, nouvelles dynasties*, Paris, Calmann-Lévy, 1999, etc.

<sup>51</sup> *La Distinction*, *op. cit.*

phénomène semblable, mais le style bourdieusien a toujours été trop aride et trop hostile à ces milieux pour que ce soit véritablement le cas. S'ils n'ont d'ailleurs à ma connaissance jamais été critiqués dans leur évolution par P. Bourdieu, ils semblent avoir été au moins tenus à distance, ne contribuant notamment plus aux *Actes de la recherche en sciences sociales*<sup>52</sup>.

Même si j'y ai ensuite été moins directement associé, l'exemple de la réussite des Pinçon-Charlot dans leur approche sociologique des élites a aussi beaucoup contribué à mon engagement durable dans ce champ. Mais, dans leur genre très différent, des limites semblables à celles du travail de M. Bauer et B. Bertin-Mouroit me sont aussi apparues qui m'ont incité à me tourner plus vers l'approche historique. Si leurs travaux ont connu un succès public durable – éditorial chez les premiers, plus journalistique chez les seconds<sup>53</sup> –, il faut reconnaître qu'ils ont peiné à se renouveler scientifiquement, notamment par la limite des sources. Les études de l'Observatoire des dirigeants se sont bien prolongées par des comparaisons avec d'autres pays étrangers (Allemagne<sup>54</sup> et Grande-Bretagne) ou sur des études sur des populations spécifiques comme les énarques, mais celles sur les grands patrons français pouvaient difficilement aller au-delà d'une actualisation régulière des études précédentes<sup>55</sup>. Les sources publiques, imprimées, ne permettaient pas guère d'élargir le cercle au-delà des PDG des grandes entreprises<sup>56</sup> et ne fournissaient souvent que des indications partielles, difficilement vérifiables<sup>57</sup>. Si des études internes comme celles que nous avons menées permettaient de travailler sur des populations plus larges et d'avoir des données plus complètes, leur publication s'est avérée problématique, vu l'importance des enjeux de carrière pour les intéressés et la difficulté de rendre anonyme la grande entreprise concernée<sup>58</sup>. De même, les études des Pinçon-Charlot sur les grandes fortunes par exemple me sont vite apparues buter sur la confidentialité des patrimoines privés, l'extraordinaire richesse potentielle depuis 1982 des déclarations pour l'impôt sur les grandes fortunes n'étant ainsi pas

<sup>52</sup> Les intéressés ne s'en sont en revanche jamais démarqués, comme le confirme leur texte « Un deuil en travail : sur les hommages à Pierre Bourdieu », *Mouvements*, n° 35, 2004, p. 151-154.

<sup>53</sup> Qui n'ont plus après *Les 200* publié d'ouvrages chez de grands éditeurs, se contentant de ces brochures pour « décideurs » simplement rassemblées en 1997 dans un ouvrage paru chez L'Harmattan, *Radiographie des patrons français : les conditions d'accès au pouvoir 1985-1994*.

<sup>54</sup> Comparaison à laquelle j'ai contribué par la fourniture des données correspondantes, voir « *Les 200* » en France et en Allemagne. Deux modèles contrastés de détection-sélection-formation de dirigeants de grandes entreprises, Paris, CNRS/Heidrick and Struggles, s.d. (1992 ?), nos désaccords amicaux mais récurrents sur l'application d'une grille française trop réductrice à mon goût sur le terrain allemand m'amenant finalement à choisir de ne pas la cosigner.

<sup>55</sup> Dont M. Bauer a d'ailleurs fini par se lasser pour se consacrer ensuite entièrement à des activités de conseil.

<sup>56</sup> La situation s'est aujourd'hui améliorée avec les exigences de transparence de la *corporate governance* et les moyens numériques qui amènent la plupart des entreprises cotées à diffuser sur leur site Internet des CV plus ou moins précis des membres de leurs comités exécutifs.

<sup>57</sup> Les origines sociales sont ainsi rarement mentionnées dans les portraits officiels.

<sup>58</sup> Sur le mode : un monopole d'État d'énergie électrique ou une grande entreprise d'informatique...

exploitable nominativement. La difficulté, surtout lorsque les contraintes éditoriales dissuadent de recourir à une analyse statistique sophistiquée, est alors de se démarquer d'une approche journalistique<sup>59</sup>... La fréquentation récurrente des milieux concernés pour des entretiens ou de l'observation participante m'est également apparue comporter des risques d'empathie auxquels les Pinçon-Charlot, malgré toute leur expérience sociologique et toutes leurs précautions, ne m'ont pas toujours paru complètement échapper<sup>60</sup>. L'approche historique, si elle tend sauf exception à éloigner du regard médiatique, présente le mérite de donner à voir plus que n'en voyaient les contemporains, même sociologues, en disposant de sources longtemps confidentielles qu'il est possible de croiser.

## B) L'importance des travaux historiques

La frontière entre sociologie et histoire n'a jamais été étanche. Des travaux de sociologues comme P. Bourdieu<sup>61</sup> ou P. Birnbaum<sup>62</sup> surtout comportaient un ancrage historique. À l'inverse, des travaux d'historiens remontaient jusqu'à la période récente. C'est ainsi que j'ai été amené à connaître l'étude essentielle de Maurice Lévy-Leboyer sur le patronat français de 1912 à 1973 et l'œuvre de Christophe Charle : si sa thèse d'État sur les élites portait sur la seule période 1880-1900<sup>63</sup>, il a publié un article de synthèse en 1987 sur « Le pantouflage en France » avec une chronologie plus large « (vers 1880-vers 1980)<sup>64</sup> ».

Lorsqu'après l'obtention de mon DESS en septembre 1988, je décide, à côté de mon activité de chercheur sur contrat avec M. Bauer, de m'inscrire au DEA de Sciences sociales de l'ENS et de l'EHESS, qui m'avait été recommandé pour sa remarquable ouverture

<sup>59</sup> Pour un exemple d'une de leurs publications qui n'y échappe pas entièrement, *Nouveaux patrons. Nouvelles dynasties*, *op. cit.*

<sup>60</sup> Notamment dans leur ouvrage, *op. cit.*, sur la chasse à courre, ou dans une interview au *Figaro Madame* (10 avril 1999), illustrée d'un portrait photographique qui révèle un certain glissement vestimentaire vers leur objet, par rapport à leur tenue de sociologues des années 1980...

<sup>61</sup> Avec pour son étude sur le patronat en 1972 un contrepoint sur les années 1952 et 1962.

<sup>62</sup> En particulier pour son livre *Les Sommets de l'État* (*op. cit.*) qui étudiait l'évolution du recrutement du personnel politico-administratif depuis la III<sup>e</sup> République.

<sup>63</sup> *Intellectuels et élites en France (1880-1900)*, université Paris I Panthéon-Sorbonne, 1986, publiée en deux volumes, dans des collections à dominante sociologique d'ailleurs, dans un œcuménisme qui apparaît aujourd'hui étonnant..., « L'espace du politique » dirigée par P. Birnbaum pour *Les Élités de la République, 1880-1900*, Paris, Fayard, 1987 (2<sup>e</sup> éd. revue et augmentée, 2006, avec notamment une postface inédite qui met ce travail en perspective par rapport à la fois aux recherches menées par d'autres sur les élites et aux propres travaux conduits depuis par l'auteur) et « Le Sens commun » dirigée par P. Bourdieu pour *Naissance des « intellectuels » (1880-1900)*, Paris, Minuit, 1990. C. Charle était très proche de P. Bourdieu, qu'il associe au même titre que M. Agulhon, son directeur de thèse, dans ses remerciements du premier volume (p. 459). Il collabore régulièrement depuis l'origine à sa revue *Actes de la recherche en sciences sociales* (avec un article... à 24 ans... dans le n° 1 de 1975).

<sup>64</sup> *Annales. Économies, sociétés et civilisations*, n° 5, 1987, p. 1115-1137.

disciplinaire et intellectuelle<sup>65</sup>, et accessoirement sa bonne dotation en allocations de recherche, pour travailler dans une perspective historique sur l'importance du pantouflage dans les grandes entreprises françaises entre 1945 et 1969<sup>66</sup>, c'est logiquement vers C. Charle, alors directeur de recherche CNRS à l'IHMC que je me tourne pour le diriger, Dominique Barjot (alors également chercheur à l'IHMC) et Patrick Fridenson, avec son très stimulant séminaire à l'EHESS, devenant rapidement des interlocuteurs privilégiés. C'est ainsi que, tout en gardant des liens avec les politistes de Paris I et en travaillant au sein d'une équipe de sociologues à l'IRESO, je m'oriente à titre principal vers des historiens très ouverts à ma perspective.

### 1) L'apport des historiens de l'économie et des entreprises

En avril 1977 s'est tenue, à la Maison des sciences de l'homme (MSH) à Paris, une table ronde du Groupe de travail international sur l'histoire sociale moderne et contemporaine<sup>67</sup> sur « le patronat de la seconde industrialisation ». La discussion a été

---

<sup>65</sup> Les enseignements de ce DEA, dirigé à l'époque par deux fortes personnalités, l'une un peu désabusée par son éloignement d'avec P. Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon, l'autre en pleine ascension, Gérard Noiriel, fonctionnaient sous la forme de quatre conférences hebdomadaires de deux heures, assurées à chaque fois par un chercheur en sciences humaines et sociales différent. C'est ainsi qu'ont défilé devant nous dans l'année P. Bourdieu, L. Boltanski (en se succédant d'ailleurs... froidement une même après-midi), Henri Mendras, Claude Lévi-Strauss, Maurice Agulhon, etc. Deux mémoires devaient être rédigés, l'un principal et l'autre « ad hoc » (cf. *supra*), sous la direction d'un chercheur qui n'appartenait pas nécessairement au corps enseignant des deux institutions partenaires, l'ENS et l'EHESS.

<sup>66</sup> La barrière chronologique aval m'est « imposée » par un contrat passé avec M. Bauer, auquel je me suis longtemps tenu... jusqu'au mémoire de recherche de cette habilitation finalement, m'accordant la seule période antérieure à 1969 pour mes recherches personnelles sur la France, pour éviter une concurrence avec les recherches collectives rémunérées que je menais par ailleurs pour l'Observatoire des dirigeants. C'est ainsi que je suis devenu un « historien forcé »... avant de m'échapper également vers l'Allemagne. Pour la barrière amont, il devait s'agir d'une réticence de l'apprenti historien à aborder la période particulière de l'Occupation qu'il m'a fallu aussi le détour par l'Allemagne pour oser aborder...

<sup>67</sup> Ce groupe s'est réuni selon un « programme défini à l'automne 1974 par un groupe de spécialistes en histoire sociale moderne et contemporaine (Pierre Bourdieu, Michael Confino [professeur israélien spécialiste d'histoire de la Russie et de l'Europe de l'Est], Patrick Fridenson, Leopold Haimson [professeur à l'université Columbia spécialiste d'histoire de la Russie, Georges Haupt, Eric J. Hobsbawm, Emmanuel Le Roy Ladurie, Jacques Ozouf, Edward P. Thomson et Charles Tilly) réunis à Paris par la fondation MSH » et a tenu sa première table ronde à Paris les 31 janvier et 1<sup>er</sup> février 1975 sur « les formes de sociabilité formes de sociabilité des classes moyennes et ouvrières au XIX<sup>e</sup> siècle » (*MSH Infos*, n° 7, mars 1975, p. 1-3). Les activités se sont poursuivies au cours de la première année à un rythme soutenu (les 2 et 3 mai sur « les conflits sociaux à partir de l'étude des grèves », les 13-14 juin sur « l'industrialisation et la condition féminine », les 28-29 novembre à la fois sur « le recrutement et constitution de la main-d'œuvre », « les stratégies patronales et rôle des institutions d'État » et « les attitudes ouvrières individuelles ou collectives durant l'industrialisation ». Le programme s'est poursuivi en 1976 avec une rencontre à Pittsburgh sur « l'introduction du taylorisme dans les années qui ont précédé la Première Guerre mondiale », une autre sur la bourgeoisie et l'art (à Londres), avant celle d'avril 1977 sur le patronat, la dernière se tenant en juin suivant à Constance (Allemagne) sur les problèmes de la conscience de classe. Le groupe s'est alors mis provisoirement en veilleuse pour « ne pas s'institutionnaliser sans raison ». La disparition brutale et prématurée l'année suivante de celui qui pouvait apparaître comme son principal animateur, G. Haupt, directeur du Centre d'études sur l'URSS et l'Europe orientale de l'EHESS, a rendu cette interruption définitive ; Michelle PERROT, « Georges Haupt. Les tables rondes de la MSH », *Le Mouvement social*, n° 111, avril-juin 1980, p. 34-36.

préparée par un questionnaire élaboré par Maurice Lévy-Leboyer et par différents papiers sur l'Allemagne (Jürgen Kocka, Hartmut Kaelble), la France (Pierre Cayez, Henri Morsel, Pierre Lanthier, André Thépot), la Grande-Bretagne (Roderick Floud), l'Italie (Mario Abrate), la Suède (Rolf Torstendahl) et la Suisse (François Jéquier) ainsi que par un commentaire écrit de Terence R. Gourvish<sup>68</sup>. Le livre collectif publié en 1979 sous la direction de M. Lévy-Leboyer sous le même titre<sup>69</sup>, qui est complété par quelques textes supplémentaires – d'autres à l'inverse n'étant pas publiés –, présente dans son ensemble un caractère pionnier : comme l'indique le coordinateur dans sa préface, « en dépit de la place qu'il s'est réservée dans les sociétés modernes, le patronat de la grande industrie fait partie de ces catégories sociales dont on ne discute pas l'importance, mais qu'on étudie peu, tout au moins dans une perspective historique. D'abord parce qu'il s'agit d'un groupe numériquement faible, sur lequel la documentation n'est pas aisément accessible, et dont l'origine est récente, surtout dans les pays européens qui ont subi l'effet des guerres et la dépression des années 1930. Mais, bien davantage encore, parce qu'on ne perçoit pas toujours nettement les traits qui en font l'originalité au XX<sup>e</sup> siècle. L'impression générale est qu'il existe une élite patronale homogène, que l'on peut traiter comme un ensemble indifférencié, sans en définir la spécificité, sans distinguer les secteurs et les époques, sans distinguer entre un patronat propriétaire et un patronat salarié [...]. » On mesure à la lecture de ces lignes l'importance du chemin parcouru depuis, cet ouvrage constituant une étape majeure. L'histoire économique était alors encore dominée par une perspective labrousienne qui privilégiait, dans son inspiration marxiste, les structures aux acteurs, du moins patronaux. L'histoire sociale était plutôt intéressée à l'étude du monde ouvrier, l'idée qu'il puisse y avoir une histoire sociale du patronat pouvant même longtemps apparaître comme une contradiction dans les termes. Mais, si M. Lévy-Leboyer s'était d'abord fait connaître comme spécialiste d'histoire financière et économique<sup>70</sup>, il a, dès son arrivée à Nanterre (1969), marqué son intérêt pour un nouveau champ de recherche en lançant un programme d'étude sur les grandes écoles et les grands corps sous la forme de mémoires de maîtrise. En 1974, il a publié un article très remarqué dans *Le Mouvement social* discutant la thèse commune d'un patronat français qui aurait été malthusien<sup>71</sup>.

<sup>68</sup> Compte rendu signé par Patrick Fridenson, *MSH Infos*, n° 20, novembre 1977, p. 3-5. Outre ces auteurs participaient à la table ronde des historiens français (Louis Bergeron, P. Fridenson, Michelle Perrot, etc.), anglais (E. Hobsbawm, Leslie Hannah, etc.) ainsi que quelques sociologues (P. Bourdieu et Jean-Paul de Gaudemar).

<sup>69</sup> Paris, Éditions ouvrières.

<sup>70</sup> Avec une thèse d'État sur *Les Banques européennes et l'industrialisation internationale dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 1964.

<sup>71</sup> « Le patronat français a-t-il été malthusien ? », *Le Mouvement social*, n° 88, juillet-septembre 1974, p. 3-49.

### a) L'étude majeure de M. Lévy-Leboyer (1979)

Pour la France, l'ouvrage comporte une étude générale inédite de M. Lévy-Leboyer sur le recrutement du patronat français – en fait entendu ici comme les seuls dirigeants des grandes entreprises industrielles – entre 1912 et 1973, qui constitue une référence majeure, à la fois par ses questionnements, sa méthode et ses sources. En même temps, ce sont ces limites qui m'inciteront à reprendre le sujet (cf. l'introduction du mémoire de recherche). Le caractère novateur est bien marqué par la quasi-absence de références à des travaux historiques dans l'article<sup>72</sup>. Les travaux sur lesquels il s'appuie sont plutôt ceux de sociologues comme Alain Girard sur la mobilité sociale, N. Delefortrie-Soubeyrou sur le patronat ; le dialogue avec ceux de P. Bourdieu, P. Birnbaum ou encore de l'américain Ezra Suleiman est en revanche à peine esquissé, leur publication étant rapprochée. M. Lévy-Leboyer se situe toutefois en opposition nette avec les thèses de P. Bourdieu et M. de Saint Martin, dont il récuse les thèses pessimistes sur la fermeture sociale irréductible du milieu patronal. Si ses résultats empiriques sont assez semblables, sous réserve que ses catégories sociales sont construites un peu différemment, avec notamment une définition plus restrictive des « milieux favorisés »<sup>73</sup> que la « classe dominante » de P. Bourdieu, l'interprétation donnée est très divergente : il est pour lui évident que « la scolarisation a aidé au renouvellement du patronat<sup>74</sup> ». S'il reconnaît qu'« au lendemain de la Seconde Guerre, il est possible que le renouveau du droit et des formations non techniques a contribué au rétablissement des familles traditionnelles – “de l'industrie et de la robe” –, ce qui laisserait penser, comme on l'a soutenu, que l'ouverture antérieure a été superficielle et que l'école n'a pas le pouvoir d'aider à la démocratisation du patronat. Ce n'est là cependant qu'une interprétation, due à une lecture peut-être plus subjective des résultats » et, s'il reconnaît que la tendance à l'ouverture a été freinée dans le second XX<sup>e</sup> siècle, il n'y voit qu'un phénomène conjoncturel lié à « la très longue dépréciation que l'industrie a connue dans les années 1930 et 1940. La tendance générale demeure celle d'une égalisation des conditions d'accès au patronat<sup>75</sup>. » Ce

---

<sup>72</sup> On peut seulement signaler la référence à une maîtrise qui avait été soutenue à l'université de Paris X sous la direction de M. Lévy-Leboyer, *Étude sur les ingénieurs de l'École centrale des Arts et manufactures* (Claude LHOMER-DESLANDES, 1973), parmi bien d'autres soutenus à la même époque, comme ceux de Claudie MERCIÉ sur *Les Polytechniciens, 1870-1914. Recrutement et activités* (1972), de Gérard LANCLET sur *Les ingénieurs des Ponts et Chaussées, 1880-1930* (1973) et de François GAUTIER sur *Les Ingénieurs du génie maritime de 1810 à 1930* (1973).

<sup>73</sup> Ils n'incluent par exemple que les officiers d'état-major et les enseignants du supérieur, les autres officiers ou les enseignants du secondaire sont intégrés à la classe moyenne, les instituteurs relevant de la catégorie employés ; art. cit., p. 142.

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 159.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 181.

débat amorcé avec P. Bourdieu n'a malheureusement jamais été prolongé, ce dernier ne lui ayant à notre connaissance jamais répondu, notamment à l'occasion de la réédition de l'article de 1978 avec M. de Saint Martin en 1989<sup>76</sup>.

L'ouvrage comporte également des études spécialisées qui annoncent des travaux ultérieurs de leurs auteurs<sup>77</sup>. On a à la fois des historiens de l'économie, qui s'intéressent, en partant d'un bassin industriel (Lyon pour Pierre Cayez) ou d'une branche (l'industrie électrique pour Pierre Lanthier), au recrutement du patronat, ou des historiens de grands corps administratifs qui s'intéressent à leurs débouchés à la direction des entreprises (Emmanuel Chadeau pour l'inspection des Finances, André Thépot pour le corps des Mines). Au-delà du titre général évoquant la Seconde industrialisation, plusieurs articles, outre celui de Lévy-Leboyer, ont des chronologies qui relèvent pour la borne finale de l'histoire immédiate. De manière très nouvelle à l'époque, des historiens marchent sur les terres des sociologues, en acceptant de travailler sur des périodes récentes pour lesquelles ils ne disposent pas de sources d'archives spécifiques et doivent se contenter de la documentation publique contemporaine. Autre ouverture importante du livre, il comporte une forte dimension internationale, avec des études sur la Grande-Bretagne, la Suisse, la Suède et surtout l'Allemagne, avec Hartmut Kaelble<sup>78</sup>, qui m'occupera bientôt.

Il faut signaler ensuite, en 1980, l'organisation d'un congrès de l'Association française des historiens économistes consacré aux *Entreprises et entrepreneurs XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, dont les actes ont été publiés sous la direction de François Caron trois ans plus tard<sup>79</sup>. Seule la quatrième partie portant véritablement sur le patronat, en s'intéressant cette fois-ci moins aux modes de recrutement qu'aux « Mentalités et comportements de l'entrepreneur<sup>80</sup> ».

---

<sup>76</sup> Au contraire, la référence qui était faite, l'annexe de l'article comme « bonne vue d'ensemble » des travaux historiques disponibles aux « Actes du colloque (à paraître) consacré au Patronat de la seconde industrialisation » qui s'était tenu quelques mois auparavant (art. cit., p. 82), auquel a participé P. Bourdieu en tant que membre fondateur du groupe international d'histoire sociale n'apparaît plus dans sa reprise partielle dans *La Noblesse d'État*, où toute référence à Lévy-Leboyer, cité également en 1978 pour son article « Le patronat français a-t-il été malthusien ? » de 1974, a disparu.

<sup>77</sup> Sur des branches, avec « Les dirigeants des grandes entreprises électriques en France, 1911-1973 » par Pierre Lanthier (p. 101-136), des bassins régionaux avec « Quelques aspects du patronat lyonnais pendant la deuxième étape de l'industrialisation » par Pierre Cayez (p. 191-200) et « Le patronat alpin français et la seconde révolution industrielle 1869-1939 » par Henri Morsel (p. 201-208), ou sur des corps avec « Les ingénieurs du corps des Mines, le patronat et la seconde industrialisation » (p. 237-247) par André Thépot et « Les inspecteurs des Finances et les entreprises (1869-1968) » par Emmanuel Chadeau (p. 247-262).

<sup>78</sup> Dans une comparaison avec les États-Unis et la Grande-Bretagne.

<sup>79</sup> Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 1983.

<sup>80</sup> Avec des contributions d'Alain Baudant (« Propriété, direction et idéologie de l'entreprise. Pont-à-Mousson 1919-1939 », p. 269-289), Serge Chassagne (« La formation des entrepreneurs à la période de l'industrialisation : l'exemple des entrepreneurs cotonniers », p. 290-301), Jean-Pierre Daviet (« La direction des affaires de la Compagnie de Saint-Gobain : 1830-1872 », p. 302-316), François Jéquier (« Trois générations d'entrepreneurs aux prises avec la gestion de leur firme : Le Coultre & C<sup>ie</sup> XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles », p. 317-338) et Henri Morsel



## b) Le développement de l'histoire des entreprises dans les années 1980

Cet intérêt pour le patronat se retrouve dans les thèses d'histoire des entreprises ou des branches soutenues dans les années suivantes<sup>81</sup>. Si les premières grandes thèses ne consacraient souvent que des développements succincts aux dirigeants<sup>82</sup>, celle de Jean-Pierre Daviet sur Saint-Gobain<sup>83</sup> comporte des analyses approfondies et fines de leur profil, aussi bien pour le conseil d'administration avec ses grandes familles que pour les managers et ingénieurs, pour les périodes successives étudiées<sup>84</sup> complétées, malheureusement dans la seule version de soutenance non publiée, par une importante annexe biographique<sup>85</sup>. L'histoire des entreprises ne s'intéresse plus seulement aux structures, aux marchés, aux finances ou aux techniques. De telles monographies menées à la demande de l'entreprise, ou au moins en accord avec elle pour accéder à ses sources, sont souvent limitées dans leur chronologie à l'année 1939<sup>86</sup>. Mais cette barrière est rapidement levée, avec en 1989 la monumentale étude de branche de Dominique Barjot sur le bâtiment-travaux publics jusqu'en 1974, qui comporte

---

(« Position idéologique et comportement politique d'un dirigeant d'une grande entreprise dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle : Louis Marlio », p. 339-351).

<sup>81</sup> Pour une présentation générale des apports de l'histoire des entreprises, voir notamment les mémoires de synthèse pour l'habilitation à diriger des recherches (HDR) de Jean-Claude DAUMAS, *De l'entreprise au territoire, exploration en histoire industrielle*, université Paris-Sorbonne (Paris IV), 2000 et Danièle FRABOULET, *De l'histoire des entreprises à l'histoire des organisations patronales*, université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis, 2004.

<sup>82</sup> Voir Patrick FRIDENSON, *Histoire des usines Renault. I. Naissance de la grande entreprise 1898-1939*, Paris, Le Seuil, 1972 (rééd. 1998), avec quelques développements notamment p. 125-129 ou François CARON, *Histoire de l'exploitation d'un grand réseau. La Compagnie des chemins de fer du Nord. 1846-1937*, Paris, Mouton, 1973, avec une section sur « Le pouvoir à l'intérieur de l'entreprise : le conseil d'administration et les ingénieurs », p. 276-280. D'autres travaux ne sont en revanche d'aucun secours pour travailler sur les dirigeants, voir, par exemple, Catherine OMNÈS, *De l'atelier au groupe industriel. Vallourec 1882-1978*, Paris, Éditions de la MSH, 1980.

<sup>83</sup> Qui avait été précédée d'un article en anglais de M. LÉVY-LEBOYER paru dans un ouvrage édité en Allemagne : « Hierarchical Structure, Rewards and Incentives in a Large Corporation: the Early Managerial Experience of Saint-Gobain, 1872-1912 », in Norbert HORN, Jürgen KOCKA (dir.), *Law and the Formation of the Big Enterprises in the 19th and Early 20th Centuries*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1979, p. 451-475.

<sup>84</sup> *Un destin international. La Compagnie de Saint-Gobain de 1830 à 1939*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 1988, voir p. 45-72 pour la période 1830-1872, p. 219-262 pour la période 1872-1929, p. 647-664 pour les années 1930. Le travail mené en parallèle d'Alain BAUDANT sur Pont-à-Mousson, qui a fusionné avec Saint-Gobain en 1969, est en revanche beaucoup plus succinct sur l'histoire des dirigeants, se consacrant plutôt aux aspects financiers, industriels ou commerciaux, voir *Pont-à-Mousson (1918-1939). Stratégies industrielles d'une dynastie lorraine*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1980. Il a toutefois mieux développé cet aspect dans un article : « Propriété, direction et idéologie de l'entreprise Pont-à-Mousson 1919-1939 », in François CARON (dir.), *Entreprises et entrepreneurs XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne (Paris IV), 1983, p. 269-289.

<sup>85</sup> *La Compagnie de Saint-Gobain de 1830 à 1939 : une entreprise française à rayonnement international*, thèse d'État, université Paris I Panthéon-Sorbonne, 1983.

<sup>86</sup> Obstacle rencontré successivement par P. Fridenson pour Renault – dans une étonnante continuité entre l'ancienne société privée et la Régie nationale après 1945 –, J.-P. Daviet pour Saint-Gobain et A. Baudant pour Pont-à-Mousson. Le second l'a seulement dépassé pour Saint-Gobain dans un ouvrage plus grand public qui ne comporte pas de référence d'archives, J.-P. DAVIET, *Une multinationale à la française. Saint-Gobain 1665-1989*, Paris, Fayard, 1989.

de nombreuses indications biographiques sur les dirigeants des entreprises étudiées<sup>87</sup>, ou la monographie de Jean-Loubet sur les Automobiles Peugeot de 1945 à 1973<sup>88</sup>, toutes les deux appuyées sur des archives d'entreprises.

Il faut signaler également le travail exemplaire de Philippe Mioche, mené, dans le cadre de la préparation d'une thèse d'État sur l'histoire de la sidérurgie dans les années 1940 à 1970 (cf. *infra*), en collaboration avec le sociologue stéphanois Jacques Roux, sur un grand patron de la branche, Henri Malcor (Marine/Loire)<sup>89</sup> : il s'agit pas d'une biographie classique, mais de la transcription d'un long entretien mise en perspective par une introduction et accompagnée de nombreux éclairages documentaires sur les événements, les organisations et les personnalités évoquées. Toujours pour la sidérurgie, il faut mentionner aussi à la même époque la thèse de Jean-Marie Moine sur les maîtres de forges lorrains, qui contient une analyse très fine de leurs trajectoires, mais aussi de leurs mentalités et de leurs pratiques patronales<sup>90</sup>. L'histoire économique apporte ainsi des données précieuses pour une sociologie historique des élites patronales.

### c) L'apport des historiens de l'enseignement supérieur et de la haute administration

Les travaux sur les filières de formation constituent un autre apport historiographique important pour l'étude des élites. Ce sont les établissements les plus prestigieux qui ont d'abord été abordés dans les différentes filières<sup>91</sup> : l'École polytechnique avec la thèse du sociologue Terry Shinn<sup>92</sup> qui comporte une analyse sociologique approfondie du recrutement social des élèves dans la filière scientifique, l'École des hautes études commerciales (HEC) avec la thèse d'État de Marc Meuleau<sup>93</sup>, dans la filière commerciale, avec une étude des

<sup>87</sup> Dominique BARJOT, *La Grande Entreprise de travaux publics : contraintes et stratégies (1883-1974)*, thèse de doctorat d'État, université Paris IV Paris-Sorbonne, 1989, 7 vol., publiée beaucoup plus tard dans une version réduite, *La Grande Entreprise française de travaux publics (1883-1974)*, Paris, Économica, 2006.

<sup>88</sup> Thèse d'État soutenue à Paris X-Nanterre en 1989, publiée l'année suivante sous le titre *Automobiles Peugeot. Une réussite industrielle, 1945-1974*, Paris, Économica, avec une succincte annexe biographique.

<sup>89</sup> P. MIOCHE, Jacques ROUX, *Henri Malcor, un héritier des maîtres de forges*, Paris, Éditions du CNRS, 1988.

<sup>90</sup> Thèse de doctorat soutenue à l'université de Nancy 2 en 1988, publiée l'année suivante sous le titre *Les Barons du fer. Les maîtres de forges en Lorraine du milieu du 19<sup>e</sup> siècle aux années trente. Histoire sociale d'un patronat métallurgique*, Metz-Nancy, Serpenoise-Presses universitaires de Nancy (réédition en 2003 aux seules Éditions Serpenoise à Metz).

<sup>91</sup> Les travaux sur l'histoire de l'École nationale d'administration (ENA) et sur ses anciens élèves ont été, du fait de sa création récente (1945), plutôt le fait de sociologues ou de politistes : voir notamment Jean-François KESLER, *L'ENA, la société, l'État*, Paris, Berger-Levrault, 1985.

<sup>92</sup> *Savoir scientifique et pouvoir social. L'École polytechnique, 1794-1914*, Paris, Presses de la FNSP, 1980.

<sup>93</sup> Marc MEULEAU, *Les HEC et l'évolution du management en France : 1881-années 1980*, thèse d'État, université Paris X Nanterre, 1992, 4 vol., qui n'a malheureusement jamais été publiée. Sur HEC, il faut signaler le travail assez superficiel de Marc NOUSCHI, *Histoire et pouvoir d'une grande école. HEC, Paris*, Robert Laffont, 1988. Sur la lente émergence des écoles de commerce, et des trois parisiennes (HEC, ESSEC et École supérieure de commerce de Paris) en particulier, comme « grandes écoles », voir également le travail récent de

débouchés des anciens élèves<sup>94</sup>. À un niveau scolaire beaucoup moins élevé, il faut mentionner le travail de l'historien américain Charles R. Day sur les écoles d'arts et métiers<sup>95</sup>, qui fournit aussi de nombreuses données sur le recrutement et les carrières des élèves. De manière générale, les travaux menés ou dirigés par le sociologue André Grelon ont permis, depuis les années 1980, de beaucoup mieux connaître le paysage historique de l'ensemble des écoles d'ingénieurs et de commerce français<sup>96</sup>.

L'autre filière importante relève de l'histoire administrative : il s'agit de l'étude des grands corps d'État, avec deux filières très importantes pour les élites économiques. D'une part, l'inspection des Finances étudiée jusqu'en 1914 par Emmanuel Chadeau<sup>97</sup>, avec une annexe biographique sur l'ensemble des membres recensant également leurs carrières en entreprise, et, pour la période ultérieure également par Nathalie Carré de Malberg, d'abord sous la forme d'articles<sup>98</sup>, puis sous la forme d'une thèse soutenue en 2001<sup>99</sup>. D'autre part, le corps des Mines et ses multiples débouchés dans l'industrie ont été étudiés jusqu'en 1914, dans une thèse d'État, par André Thépot<sup>100</sup>. C'est déjà particulièrement au pantouflage des membres de ces grands corps dans les grandes entreprises françaises que je m'étais intéressé dans mon mémoire de DEA en 1989<sup>101</sup>.

## 2) Les études et annuaires prosopographiques lancés dans les années 1980

La prosopographie était une démarche répandue en histoire ancienne, en particulier romaine, depuis très longtemps ; elle s'est étendue ensuite à l'histoire médiévale, puis à

---

Patrice de FOURNAS, *Quelle identité pour les grandes écoles de commerce françaises (HEC-ESSEC-ESCP)*, thèse de doctorat de gestion (dir. Michel Berry), École polytechnique, 2007, 3 vol.

<sup>94</sup> Il faut aussi mentionner, dans ce domaine et dans une perspective comparative, les travaux plus généraux de Robert R. LOCKE, *The End of practical man : entrepreneurship and higher education in Germany, France and Great-Britain*, Greenwich, Jai Press, 1984 et *Management and higher education since 1940 : the influence of America and Japan on West Germany, Great Britain and France*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

<sup>95</sup> Charles R. DAY, *Les Écoles d'Arts et Métiers. L'enseignement technique en France XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Belin, 1991.

<sup>96</sup> Voir, en premier lieu, André GRELON (dir.), *Les Ingénieurs de la crise. Titre et professions entre les deux guerres*, Paris, EHESS, 1986 et de nombreux articles ultérieurs (cf. la bibliographie du mémoire de recherche).

<sup>97</sup> *Les Inspecteurs des Finances au XIX<sup>e</sup> siècle (1850-1914). Profil social et rôle économique*, Paris, Economica, 1986.

<sup>98</sup> Voir, en particulier, « Le recrutement des inspecteurs des finances de 1892 à 1946 », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n° 8, octobre-décembre 1985, p. 67-91.

<sup>99</sup> *Entre l'État et l'entreprise : les inspecteurs des finances d'une guerre à l'autre : recrutement, carrières et filières d'accès à la direction des finances publiques et privées*, thèse de doctorat d'histoire (dir. Alain Plessis), université de Paris X-Nanterre, 2001, à paraître au CHEFF.

<sup>100</sup> Avec une thèse d'État soutenue à l'université Paris X-Nanterre en 1991 (dir. M. Lévy-Leboyer), publiée ensuite sous le titre *Les Ingénieurs des mines du XIX<sup>e</sup> siècle : histoire d'un corps technique d'État, 1810-1914*, Paris, Eska, 1998. La période ultérieure n'a pas fait l'objet d'étude systématique.

<sup>101</sup> « Le pantouflage des hauts fonctionnaires dans les grandes entreprises françaises depuis 1945 », mémoire de DEA (dir. Christophe Charle), EHESS-ENS, 1989.

l'histoire moderne et contemporaine dans le monde anglo-saxon. Quelques travaux français commencent à y avoir recours, sans nécessairement s'en réclamer explicitement : on peut citer les grandes thèses d'André-Jean Tudesq sur *Les Grands Notables en France (1840-1949) : étude historique d'une psychologie sociale*<sup>102</sup> en 1963 et de Jean Estèbe sur *Les Ministres de la République, 1871 à 1914* en 1978<sup>103</sup>. Sur les officiers, on dispose de la thèse d'État de 1976 de William Serman pour la période de la Deuxième République et du Second Empire<sup>104</sup>. Sur les élites économiques, il faut citer la thèse d'État de 1975 de Louis Bergeron sur *Les Banquiers, négociants et manufacturiers parisiens du Directoire à l'Empire*<sup>105</sup> et celle d'Alain Plessis de 1980 sur *La Banque de France sous le Second Empire*<sup>106</sup>, dont sont issus, pour ce qui concerne la sociologie des élites, les volumes *La Banque de France et ses deux cents actionnaires sous le Second Empire* (1982) et *Régents et gouverneurs de la Banque de France sous le Second Empire* (1985)<sup>107</sup>.

En histoire contemporaine, c'est C. Charle qui le premier met explicitement en œuvre, avec sa thèse d'État soutenue en 1986 sur *Les Intellectuels et les élites en France (1880-1900)*, la méthode prosopographique de manière systématique, avec un corpus de 1 093 personnes constitué d'hommes d'affaires, de hauts fonctionnaires et d'universitaires par croisement entre un annuaire biographique (*Qui êtes-vous ?*, éd. 1908) et des répertoires professionnels (*Almanach national* de 1901, *Annuaire Chaix* des sociétés anonymes de la même année)<sup>108</sup>.

Ce dynamisme de la recherche sous la forme de divers travaux individuels a été prolongé par des entreprises collectives de collecte et de publication de données biographiques sous la forme de dictionnaires. Certaines sont anciennes et ne portaient pas spécifiquement sur le patronat.

<sup>102</sup> Soutenue à la faculté des lettres de Paris en 1963, publiée sous le même titre en deux volumes l'année suivante aux Presses universitaires de France.

<sup>103</sup> Soutenue à l'université Toulouse-Le Mirail sous la direction de Jacques Godechot, publiée sous le titre *Les Ministres de la République : 1871-1914*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1982.

<sup>104</sup> Soutenue à l'université Paris IV sous la direction de Louis Girard, publiée en plusieurs volumes : *Les Origines des officiers français : 1848-1870*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1979, qui reprend l'essentiel des données de la première partie sur le recrutement, et (avec des compléments et élargissements chronologiques) *Les Officiers français dans la nation : 1848-1914*, Paris, Aubier Montaigne, 1982 ainsi que *La Vie professionnelle des officiers français au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Christian, 1994.

<sup>105</sup> Soutenue à l'université Paris I sous la direction de Pierre Vilar, publiée sous le même titre à Paris, Mouton, 1978.

<sup>106</sup> Soutenue à l'université Paris I sous la direction de Jean Bouvier.

<sup>107</sup> Publiés à Genève chez Droz dans les deux cas, un troisième volume sur *La Politique de la Banque de France de 1851 à 1870*, publié chez le même éditeur, étant également publié en 1985. Toujours chez Droz, il faut signaler l'existence d'un dictionnaire biographique plus ancien sur les administrateurs de la Banque de France à l'époque de Napoléon I<sup>er</sup> rédigé par un juriste : Romuald SZRAMKIEWICZ, *Les Régents et censeurs de la Banque de France nommés sous le Consulat et l'Empire*, 1974.

<sup>108</sup> CHARLE, *Les Élités de la République...*, op. cit., p. 16-19.

### a) Les entreprises d'annuaires biographiques antérieures

Il existe bien sûr d'abord des démarches anciennes de dictionnaires biographiques généralistes pouvant concerner le patronat.

#### α) *Le Dictionnaire de biographie française (depuis 1929)*

Au XX<sup>e</sup> siècle, il faut bien mentionner le *Dictionnaire de biographie française (DBF)* lancé en 1929, mais dont la parution par ordre alphabétique sous forme de fascicules reliés en volumes s'avère interminable : le dernier fascicule paru, le 117<sup>e</sup> en 2007, qui s'intégrera dans le 18<sup>e</sup> volume, n'en arrive qu'au nom de Lefèvre, soit à peu près la moitié du chantier en 75 ans... L'initiative ne repose pas sur une institution universitaire. Elle reviendrait au départ à « M. Didier, professeur d'histoire au lycée Hoche, MM. Isnard et Ledos », qui auraient, en s'inspirant de modèles étrangers, autrichien, belge, danois, allemand (*Allgemeine deutsche Biographie*) et « surtout » britannique (*Dictionary of national biography* de Leslie Stephen), commencé le chantier en 1913<sup>109</sup>. Le décès du premier, des raisons de santé chez le second et les multiples occupations du troisième les auraient amenés à renoncer. Le projet a été repris une équipe de directeurs déjà âgée, composée de Jules Balteau (1858-1943), agrégé d'histoire, de Marius Barroux (1862-1939), directeur honoraire des archives de la Seine, de Michel Prévost (1880-1957), conservateur adjoint à la Bibliothèque nationale, rejoints ou remplacés par (à partir de 1948) Jean-Charles Roman d'Amat (1887-197 ?), conservateur adjoint à la Bibliothèque nationale, de manière éphémère (1965-1967), Roger Limouzin-Lamothe, agrégé et docteur en histoire, puis, à partir de 1977, Henri Tribout de Morembert (1912-1996), ancien directeur des archives municipales de Metz, et enfin, à partir de 1994, Jean-Pierre Lobies, « biobibliographe<sup>110</sup> ». Leur âge souvent avancé semble suggérer que cette activité s'est faite en dehors de leur activité principale, après leur retraite pour les bibliothécaires ou archivistes. Tout juste peut-on relever pour les volumes parus en 1961 et 1965 la mention d'un « concours » du CNRS dont l'importance n'est pas précisée. L'éditeur est une vieille maison parisienne, Letouzey & Ané, spécialisée surtout dans les sciences religieuses, le *DBF* faisait

<sup>109</sup> Préface du premier fascicule, Aage-Achard, 1929, p. V-VI.

<sup>110</sup> Sans œuvre universitaire personnelle connue, il est par ailleurs depuis 1972 le co-éditeur de l'*Index bibliographicus notorum hominum*, publié à Osnabrück par les éditions Biblio-Verlag.

partie de son « secteur profane<sup>111</sup> ». Il n'existe pour l'instant aucune reprise disponible sous forme de CD-Rom, ni *a fortiori* d'interrogation en ligne.

Le premier fascicule n'est introduit en 1929 que par une brève préface de deux pages qui n'a jamais été renouvelée. Elle se contente de préciser en « quelques mots » le programme tel qu'il avait été fixé en 1913, qui a été conservé. Il traite des personnalités décédées (avant 1925 pour le premier fascicule<sup>112</sup>) ayant vécu en France (ou dans les territoires rattachés au moment où ils l'étaient) depuis l'Antiquité gauloise. Les critères de sélection des notices sont flous : « il n'est pas aisé de fixer le degré de notoriété d'un grand nombre de personnages, par conséquent de les accepter ou de les rejeter ; en ces matières, la surabondance est moins fâcheuse que la disette, et nous avons été très larges dans nos choix. » Est évoqué notamment pour avoir droit à une notice « un industriel dont le rôle technique ou social fut important. » Un document ultérieur reproduit sur le site de l'éditeur évoque aussi comme critère « les curiosités et besoins, tels qu'on peut les estimer, des chercheurs d'aujourd'hui. » Le dictionnaire se veut enfin « objectif et impartial » : « point de polémique religieuse, ni de politique. » Les notices ne sont pas particulièrement formatées, il est simplement prévu que « les dates et faits essentiels [soient] en évidence » et qu'elles soient suivies d'une bibliographie.

Que nous apporte ce dictionnaire pour une histoire des élites économiques françaises au XX<sup>e</sup> siècle ? Si l'on reprend le corpus de dirigeants des grandes entreprises françaises de 1914 à 1965 du mémoire de recherche (193 individus), 23 seulement font l'objet d'une notice dans le *DBF*. Mais il faut dire que nombreux sont ceux qui ne peuvent pas en avoir, soit que leur nom n'ait pas encore été traité (85), soit qu'ils étaient encore vivants au moment où le volume les concernant est paru (39). Il en reste cependant 46 qui auraient pu faire l'objet d'une notice et qui n'en ont pas. S'il y a beaucoup de personnages d'influence secondaire parmi eux, manquent aussi, dans les volumes récents, particulièrement pauvres sur le monde des affaires, une figure marquante comme Théodore Laurent (1863-1953), grand patron de la sidérurgie française de la première moitié du siècle, et, à un degré moindre, celles d'Étienne de Lassus de Saint-Geniès (1887-1979), à la tête de Thomson pendant plus de vingt ans, ou de Maurice Jordan (1899-1976), manager aux commandes de Peugeot pendant plusieurs décennies aux côtés de la famille fondatrice. Une personnalité compromise dans la

---

<sup>111</sup> Voir le site de la maison [www.letouzey.com/catalog/](http://www.letouzey.com/catalog/), dont la rubrique « Historique des Éditions » se révèle inaccessible. Sur le catalogue de la BNF, leurs premières publications remontent à 1875. Ils ont longtemps été également imprimeurs.

<sup>112</sup> Il est fait état de l'intention, jamais concrétisée ensuite, de publier des « suppléments où les morts trop récents trouveront leur place. »

collaboration comme Joseph Frossard (Kuhlmann) est également oubliée. Et parmi ceux qui y figurent, beaucoup, comme les hommes politiques Paul Doumer (CGE) ou Eugène Étienne (TLH), ou le général Frédéric-Georges Herr (Peugeot) y sont pour d'autres raisons que leurs responsabilités patronales, qui ne sont même pas mentionnées dans la notice. Celles-ci sont plutôt courtes (quelques dizaines de lignes), appuyées seulement sur des sources imprimées plutôt hagiographiques (notices nécrologiques issues des milieux professionnels) et ne sont jamais rédigées par des chercheurs spécialisés. Plusieurs sont l'œuvre des éditeurs du dictionnaire eux-mêmes, d'autres sont signées de collaborateurs extérieurs comme « St. Le Tourneur, ingénieur, Versailles » (Jules Barut, Marcel Champin, Ernest Cuvelette, Henry Darcy, Édouard Dreux) ou « É[mile]. Franceschini, directeur général honoraire de la préfecture de la Seine<sup>113</sup> » (Pierre Boulanger, Georges Brincard, Auguste Detœuf, Paul Doumer) qui ne sont pas connus comme des spécialistes d'histoire économique. On retrouve également Henri Temerson (Raoul Dautry, Alexandre Dreux, René-Paul Duchemin), « homme de lettres, Paris », auteur par ailleurs du *Dictionnaire des principales personnalités françaises décédées dans l'année*, paru à compte d'auteur pour les années 1956 à 1963. Par son éloignement du monde universitaire, cet instrument que le prolongement dans le temps finit par rendre désuet s'avère, pour notre domaine au moins, d'un usage scientifique très pauvre.

### **β) Le monumental « Maitron » sur le mouvement ouvrier (depuis 1964)**

Dans le domaine de l'histoire sociale, la première et la plus vaste entreprise est bien sûr celle du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* lancé dans les années 1950 par Jean Maitron. Un appel à contributions est paru en 1958 dans la revue *L'Actualité de l'histoire* qu'il avait fondée<sup>114</sup> ; il envisage alors la parution de 11 volumes avec une répartition chronologique (des origines à la Seconde Guerre mondiale) et thématique (« le socialisme », « le syndicalisme », « l'anarchisme », « la coopération », « le communisme »). Ce sont finalement 43 volumes qui sont publiés de 1964 à 1993, répartis de manière alphabétique en quatre périodes – un 44<sup>e</sup> volume de biographies nouvelles étant paru en 1997 –, la dernière (1914-1939) en comptant à elle seule 28. Ils rassemblent 103 000 notices rédigées par 455 auteurs. Après le décès de J. Maitron en 1987, le relais a été pris au Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle de l'université Paris I par Claude Pénnetier. Une nouvelle

<sup>113</sup> D'après le catalogue de la BNF, on lui doit par ailleurs des publications sur Napoléon I<sup>er</sup> ou des maréchaux d'Empire.

<sup>114</sup> N° 24, juillet-septembre 1958, p. 36-38. Cette revue éditée par l'Institut français d'histoire sociale devient ensuite *Le Mouvement social*.

série a été lancée pour la période 1940-1968, 4 volumes (lettres A à Dy) étant déjà parus en 2006-2008, des volumes thématiques étant par ailleurs publiés sur les militants « gaziers-électriciens » (1996), « cheminots » (2003) et « coopérateurs » (2005). La riche série internationale, commencée à l'époque de J. Maitron (Autriche, 1971 ; Japon, 1978 et 1979 ; Grande-Bretagne, 1980 et 1986 ; Chine, 1985), a également été poursuivie (Allemagne, 1990 ; Belgique, 1995 ; Maroc, 1998 ; L'Internationale communiste, 2001 ; Le mouvement social francophone aux États-Unis, 2002 ; Algérie, 2006).

### γ) *Les Grands Notables du Premier Empire* (1978)

Une autre entreprise importante est celle lancée par L. Bergeron et par Guy Chaussinand-Nogaret<sup>115</sup> au Centre de recherches historiques (CRH) à l'EHESS sur *Les Grands Notables du Premier Empire*. L'enquête est ancienne, des premiers résultats ayant déjà été livrés pour cinq départements dans un article des *Annales* en 1971<sup>116</sup>. Elle a débouché, d'une part, sur une synthèse statistique nationale<sup>117</sup>. D'autre part, des dictionnaires biographiques départementaux ont été publiés à partir de 1978, le sous-titre « notices de biographie sociale » étant alors préféré à celui de prosopographie. Dix-huit volumes sont parus jusqu'en 1988, certains couvrant plusieurs départements. Le rythme s'est un peu ralenti ensuite, et l'entreprise est pour l'instant interrompue depuis 2001 avec la parution du 28<sup>e</sup> volume<sup>118</sup>. En tout, ce sont 44 départements de la France métropolitaine actuelle qui ont été couverts, auxquels s'ajoutent quelques autres départements sur des territoires aujourd'hui belges et allemands d'un Empire qui en a compté jusqu'à 130 en 1811. Trente après le lancement de cette entreprise, le programme n'est donc réalisé qu'à moitié, d'importants départements comme la Seine ou le Rhône manquent notamment à l'appel. Les responsables avaient pourtant dès le départ fait preuve d'une grande ouverture dans le recrutement des auteurs : « L'équipe constituée regroupe les différents niveaux sociologiques de la recherche historique française : chercheurs professionnels des universités – mais il n'y a pas d'universités partout –, conservateurs des archives départementales, sociétés historiques

<sup>115</sup> Qui avait travaillé sur les financiers au XVIII<sup>e</sup> siècle : *Les Financiers de Languedoc au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, SEVPEN, 1970 et *Gens de finance au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Bordas, 1972.

<sup>116</sup> Coécrit avec Robert Forster (Johns Hopkins University, Baltimore) ; L. BERGERON, G. CHAUSSINAND-NOGARET, R. FORSTER, « Les Notables du Grand Empire en 1810 », *Annales ESC*, n° 5, 1971, p. 1052-1075. La recherche est prise en charge par le CNRS à partir de 1973 dans le cadre d'une « recherche coopérative sur programme » (RCP).

<sup>117</sup> L. BERGERON, G. CHAUSSINAND-NOGARET, *Les « Masses de granit » : cent mille notables du Premier Empire*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1979.

<sup>118</sup> Tous les volumes sont parus aux Éditions du CNRS sous la direction des deux animateurs du projet.



locales<sup>119</sup>. » Ils n'avaient cherché à imposer « ni un échelonnement rigoureux des délais, ni des règles uniformes de travail – ni même de rédaction des fiches – compte tenu de la diversité des formations et des aptitudes personnelles. » Ils étaient bien conscients que l'usage d'une « fiche-type » ne « conviendrait qu'à un chercheur isolé ou à une équipe très cohérente travaillant en laboratoire ». Si certains universitaires – André Palluel-Gaillard (Mont Blanc/Léman), Claude-Isabelle Brelot (Jura/Haute-Saône/Doubs), Jean-Marie Wiscart (Somme), etc. ont apporté leur contribution –, c'est d'ailleurs plutôt dans des départements non universitaires que les volumes sont parus, grâce à la contribution d'archivistes, d'enseignants du secondaire ou de membres de sociétés savantes. Après la retraite des deux animateurs du projet, le relais ne semble pas avoir été pris au CRH<sup>120</sup>.

### **b) Les opérations lancées par l'IHMC au début des années 1980**

La création en 1978 d'un nouveau laboratoire propre du CNRS, l'Institut d'histoire moderne et contemporaine (IHMC), qui rassemble à l'origine, sous la direction de Jean-Marie Mayeur (alors professeur à l'université Paris XII), six chercheurs CNRS et 7 ingénieurs-techniciens-administratifs (ITA)<sup>121</sup>, a pour mission de « concourir à la production d'instruments de travail nécessaires à la recherche historique »<sup>122</sup>. Est notamment annoncée le « lancement d'une enquête sur la prosopographie des élites françaises dans la période moderne et contemporaine ». Une table ronde est organisée sur ce sujet en octobre 1979 ; elle débouche, outre sur la publication de ses actes<sup>123</sup>, sur la rédaction l'année suivante d'un guide de recherche recensant notamment les sources possibles d'un tel travail prosopographique<sup>124</sup>. La démarche y est ainsi définie : « il s'agit de constituer la biographie collective d'un corps ou d'un groupe de personnes en établissant et en croisant des notices individuelles » (p. 6). L'objectif est de dépasser les aléas de la biographie individuelle traditionnelle en travaillant sur un collectif soit exhaustif (l'ensemble des membres d'un corps) soit représentatif à partir de critères précis et en recherchant des informations aussi exhaustives que possible sur un grand nombre de variables relatives à la trajectoire personnelle, familiale, scolaire, professionnelle, sociale, etc. de ses membres.

<sup>119</sup> BERGERON, CHAUSSINAND-NOGARET, « Avant-propos », vol. 1, *Vauchuse*, p. VIII.

<sup>120</sup> Le site du laboratoire mentionne toujours le projet dans la rubrique « Outils de recherche », mais sans qu'aucun développement ne soit fourni.

<sup>121</sup> Voir *Lettre d'information IHMC*, n° 1, 1980.

<sup>122</sup> Voir l'éditorial de J.-M. Mayeur, *ibid.*

<sup>123</sup> *Pour une prosopographie des élites françaises (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, IHMC, 1980, 44 p.

<sup>124</sup> IHMC, *Prosopographie des élites françaises (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles). Guide de recherche*, Paris, IHMC, 1980. Il est rédigé par des chercheurs de l'IHMC, Christophe Charle et Marc Perrichet ayant rejoint entre-temps Jean Nagle, Michel Richard et Denis Woronoff, membres de l'équipe d'origine.

Le programme est précisé en 1982 dans un article de Denis Woronoff<sup>125</sup> dans le bulletin du laboratoire<sup>126</sup> : outre l'inventaire des travaux accomplis ou en cours et l'aide à la recherche déjà réalisés, « des enquêtes propres au laboratoire » sont lancées « pour contribuer à l'avancement des connaissances dans ce domaine ». Sont ainsi annoncés :

- en histoire moderne, sous la responsabilité de Jean Nagle, « un répertoire des offices qui semble indispensable aux historiens de l'Ancien Régime pour caractériser précisément ces charges » ;

- sous la direction de Michel Richard, des études sur les magistrats sous le Second Empire, une ayant déjà été réalisée sur la cour d'appel de Colmar<sup>127</sup>, une autre est prévue pour celle de Nîmes, « des dépouillements bibliographiques [devant être entamés prochaines avec Régine Ferré pour réunir les données de base d'une étude prosopographique sur les pairs de France au XIX<sup>e</sup> siècle » ;

- « sur les élites universitaires, un groupe de travail animé par C. Charle s'est récemment constitué. Il s'agira de composer les notices d'un "Dictionnaire biographique des universitaires français aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles (1809-1939)" dont la faculté des lettres de Paris et la faculté de médecine de Paris constitueront les deux premiers volumes, la base d'un fichier existant déjà pour ces établissements » ;

- enfin, pour ce qui nous intéresse particulièrement, est annoncée l'ouverture de « deux enquêtes, sous la responsabilité de Denis Woronoff, dans le secteur des élites d'affaires. Jean-François Belhoste (vacataire) s'est attaché à constituer un fichier biographique des fabricants de draps de Louviers avant la Révolution. Geneviève Merg (IHMC) réunit l'information biographique contenue dans de nombreux travaux (dont les thèses) sur les milieux d'affaires de la fin du XVIII<sup>e</sup> au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et procède à un premier dépouillage sur un groupe-clé : les agents de change de Paris et une population définie : les électeurs des tribunaux consulaires, du Consulat au Second Empire. Ultérieurement, la recherche visera d'autres "représentants" de ces élites : membres des conseils consultatifs, des chambres de commerce, dirigeants des organisations patronales. Le projet d'ensemble, dont ces sondages seraient l'amorce, consisterait à proposer aux équipes et chercheurs intéressés la mise en œuvre d'un "Dictionnaire des élites d'affaires en France (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)" dont il conviendrait d'étudier le cadre et les conditions de possibilité. Le mot de dictionnaire

<sup>125</sup> Qui devient directeur de l'IHMC en décembre 1983 après la démission de J.-M. Mayeur.

<sup>126</sup> N° 4, 1982.

<sup>127</sup> Publiée sous la forme d'un article cosigné avec Marie-Françoise CARASSO (vacataire), « La cour d'appel de Colmar sous le Second Empire », *Revue d'Alsace*, n° 108, 1982, p. 133-154.

n'anticipant pas sur la formule qui serait vraisemblablement une suite de publications sur des groupes restreints. »

Ces projets vont connaître des fortunes diverses. Celui sur les magistrats et les pairs ne semble pas, sauf erreur, avoir connu de prolongement. J. Nagle a continué à travailler sur les offices, avec la publication notamment d'ouvrages<sup>128</sup>, mais le répertoire biographique annoncé ne semble pas s'être concrétisé<sup>129</sup>. Le projet sur les universitaires a beaucoup avancé tant qu'il a été porté personnellement par C. Charle. Il est précisé en 1984 qu'il « paraîtra sous forme de fascicules séparés consacrés chacun à un établissement différent afin d'éviter le défaut des dictionnaires biographiques collectifs et leur lenteur de parution » et qu'il « se fixe le but suivant : être un instrument de travail commode qui offre au lecteur deux types de renseignements souvent dispersés ou relevant de sources différentes :

- des données sociales ou prosopographiques qui autorisent la comparaison dans le temps ou dans l'espace social ;
- des données plus qualitatives (bibliographie sommaire, opinions, croyances, activités extra-universitaires)<sup>130</sup>. »

Seuls les professeurs titulaires sont retenus dans les corpus. Il est indiqué que « trois établissements font l'objet actuellement de recherches ou de rédaction de notices :

- La faculté des lettres de Paris : le volume 1 sur le XIX<sup>e</sup> siècle devrait paraître dans l'année. Le vol. 2 (1909-1939) est en cours de rédaction ;
- Christine Delangle et Agnès Lechat, qui travaillent en collaboration avec l'IHMC, mettent au point les notices des professeurs du Collège de France dans le cadre de travaux universitaires.
- Mme Françoise Huguet, chargée de recherche à l'INRP, travaille sur la faculté de médecine de Paris.

Pour un avenir plus lointain sont prévus des dictionnaires consacrés à la faculté des sciences de Paris et à la faculté de droit ainsi qu'à d'autres grands établissements (Muséum, EPHE, Langues orientales, École des Chartes, etc.). Dans une deuxième phase de l'enquête, et espérons-nous en liaison avec les universités provinciales qui peuvent plus facilement accéder aux sources locales, des volumes porteront sur les facultés hors Paris. »

<sup>128</sup> *Le Droit de marc d'or des offices : tarifs de 1538, 1704, 1748 : reconnaissance, fidélité, noblesse*, Genève, Droz, 1992 et surtout, très récemment, *Un orgueil français : la vénalité des offices sous l'Ancien régime*, Paris, Odile Jacob, 2008.

<sup>129</sup> Sa réalisation avait pourtant été confirmée dans un bulletin ultérieur : « Le dictionnaire proprement dit, dont l'idée a été lancée par Pierre Chaunu et François Crouzet (table ronde pour un dictionnaire des élites), sera précédé dans un premier temps par un aperçu général sur les officiers royaux et le mouvement des prix de leurs charges en France du XVI<sup>e</sup> siècle à 1789 », *Bulletin IHMC*, n° 9, 1984.

<sup>130</sup> *Bulletin IHMC*, n° 8, 1984.

Le programme a été discuté lors d'un colloque organisé à l'IHMC en juin 1984, dont les actes ont été publiés l'année suivante<sup>131</sup>. Les deux volumes sur la faculté des lettres de Paris (1809-1939) sont effectivement parus dès 1985<sup>132</sup>, celui sur le Collège de France (1901-1939) en 1988<sup>133</sup>, celui sur la faculté des sciences de Paris (1901-1939) en 1989<sup>134</sup> et celui sur la faculté de médecine en 1991<sup>135</sup>. Mais les prolongements espérés ne sont guère concrétisés. Parmi les autres établissements parisiens, seul le Conservatoire national des arts et métiers a fait l'objet de deux gros volumes en 1994<sup>136</sup>. Faute d'implications d'autres équipes universitaires, rien n'a abouti en province. Le projet a été relancé récemment, « après une mise en sommeil de l'entreprise pendant quinze ans<sup>137</sup> », en partenariat entre l'IHMC, dont C. Charle est aujourd'hui le directeur, à la suite du recrutement au CNRS de Claire Lemerrier, et le service d'histoire de l'éducation de l'INRP, pour l'élaboration d'un nouveau volume consacré aux enseignants de la faculté des sciences de Paris. La chronologie est élargie en amont par rapport au volume de 1989 (de la création de la faculté en 1808 à 1939) et l'ensemble du personnel enseignant, et non plus seulement les professeurs titulaires de chaire, vont être intégrés<sup>138</sup>.

L'IHMC a également été associé au milieu des années 1980 à un autre programme d'étude prosopographique, celui du Centre d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle des universités Paris I et Paris IV sur le personnel parlementaire sous la III<sup>e</sup> République, sous la direction de Maurice Agulhon et de Jean-Marie Mayeur<sup>139</sup>. Cette équipe avait déjà plusieurs travaux de ce type à son actif, une étude « statistique » sur *Les conseillers généraux en 1870* publiée en 1967<sup>140</sup>,

<sup>131</sup> C. CHARLE, Régine FERRÉ (dir.), *Le Personnel de l'enseignement supérieur en France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Éditions du CNRS, 1985.

<sup>132</sup> C. CHARLE, *Dictionnaire biographique des universitaires aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, vol. 1 *La Faculté des Lettres de Paris (1809-1908)*, vol. 2. *1909-1939*, Paris, Institut national de recherche pédagogique (INRP)-Éditions du CNRS, 1985.

<sup>133</sup> C. CHARLE et Eva TOLKES, *Les Professeurs du Collège de France : dictionnaire biographique, 1901-1939*, Paris, INRP-Éditions du CNRS, 1988.

<sup>134</sup> C. CHARLE et Eva TOLKES, *Les Professeurs de la faculté des sciences de Paris : dictionnaire biographique, 1901-1939*, Paris, INRP-Éditions du CNRS, 1989. Il faut signaler que C. Charle participe également à la rédaction des premiers volumes du *Dictionnaire des parlementaires français de 1940 à 1958* édités par le Service des archives de l'Assemblée nationale en 1988.

<sup>135</sup> Françoise HUGUET, *Les Professeurs de la Faculté de médecine de Paris : dictionnaire biographique, 1794-1939*, Paris, INRP-Éditions du CNRS, 1991.

<sup>136</sup> Claudine FONTANON, André GRELON (dir.), *Les Professeurs du Conservatoire national des arts et métiers : Dictionnaire biographique 1794-1955*, Paris, INRP-CNAM, 1994.

<sup>137</sup> Site de l'IHMC, <http://www.ihmc.ens.fr/Document/InstrumentDeTravail.php>.

<sup>138</sup> Appel à contribution, diffusé en 2008, voir le site [calenda.revues.org/nouvelle9765.html](http://calenda.revues.org/nouvelle9765.html).

<sup>139</sup> Qui a entre-temps rejoint l'université Paris IV.

<sup>140</sup> Louis GIRARD, Antoine PROST, Rémi GOSSEZ, *Les Conseillers généraux en 1870 : étude statistique d'un personnel politique*, Paris, PUF, 1967.

une sur *La Chambre des députés en 1837-1839* en 1976<sup>141</sup> et une autre sur *Les Maires en France, du consulat à nos jours* en 1986<sup>142</sup>. Cette nouvelle enquête est lancée avec un double objectif : « constituer un fichier aussi satisfaisant que possible du personnel parlementaire (5 721 personnes), soumettre l'ensemble de ce personnel à une même grille d'interrogations<sup>143</sup> ». Il s'agit de pallier les « lacunes des dictionnaires biographiques existants qui ne permettent pas de répondre à la question de savoir comment la classe politique de cette époque s'est constituée<sup>144</sup> ». Ce programme, maintenant sous la direction d'Alain Corbin et de Jean-Pierre Chaline, est encore inachevé. Il a également débouché, outre un volume sur les 116 sénateurs inamovibles (1995, sous la direction d'A. Corbin et J.-M. Mayeur), sur la parution de dictionnaires régionaux, sur l'Aquitaine (1998, dir. Sylvie Guillaume et Bernard Lachaise), la Haute-Normandie (2000, dir. Jean-Pierre Chaline et Anne-Marie Sohn), le Nord-Pas-de-Calais (2000, dir. Bernard Ménager, Jean-Pierre Florin, Jean-Marc Guislin), le Limousin (2001, dir. Jean El Gammal et Pascal Plas, tome 1 : Creuse, par Guy Avizou et Daniel Dayen), la Seine (2001, volume biographique par Arlette Schweitz) et la Lorraine (2006, dir. Jean El Gammal). Un colloque à l'Assemblée nationale et au Sénat en octobre 2001 a permis de discuter les premiers résultats de l'enquête. L'avancée a depuis probablement été ralentie par la perte du statut CNRS en 2003 par le laboratoire pilote, devenu équipe d'accueil universitaire<sup>145</sup>.

### c) Les dictionnaires des patrons du Second Empire : une opération au long cours

Le projet de dictionnaire des élites économiques des XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles a sensiblement évolué dans son orientation par rapport aux intentions initiales<sup>146</sup>. L'inspiration était venue du *Dictionary of business biography : a biographical dictionary of business leaders active in Britain in the period 1860-1980* en cours de parution en Grande-Bretagne à cette époque<sup>147</sup>.

<sup>141</sup> L. GIRARD, W. SERMAN, Édouard CADET et R. GOSSEZ, *La Chambre des députés en 1837-1839 : composition, activité, vocabulaire*, Paris, Publications de la Sorbonne.

<sup>142</sup> Cosignée par Maurice AGULHON, L. GIRARD, Jean-Louis ROBERT, W. SERMAN *et al.*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1976.

<sup>143</sup> *Bulletin IMHC*, n° 9, 1984.

<sup>144</sup> *Bulletin IHMC*, n° spécial janvier 1986.

<sup>145</sup> Le laboratoire a par ailleurs un autre projet prosopographique sur les acteurs politiques de 1848, animé par Vincent Robert et Éric Anceau, qui devrait également déboucher sur la publication d'un dictionnaire biographique.

<sup>146</sup> Geneviève MERG, André THÉPOT, « Projet de Dictionnaire des entrepreneurs du Second Empire », *Bulletin IHMC*, n° 7, 1983, p. 1-4.

<sup>147</sup> Cinq volumes classés par ordre alphabétique parus de 1984 à 1986, David J. JEREMY (dir.), Londres, Butterworths, complétés par un volume de mise à jour : David J. JEREMY, Geoffrey TWEEDALE, *Dictionary of twentieth century British business leaders*, Londres, Bowker Saur, 1994. Deux volumes sont ensuite parus sur l'Écosse sous la direction d'une autre équipe : Sheila HAMILTON, Anthony SLAVEN et Sidney G.

Mais il est vite apparu que l'équipe française, animée au départ par D. Woronoff, puis par André Thépot (université Paris X-Nanterre), n'aurait pas les moyens de mener aussi rapidement une entreprise de l'ampleur de celle lancée par la Business History Unit de la London School of Economics. Au cours de deux réunions en 1982 et 1983, il est finalement décidé, « à court terme », de centrer le projet sur la publication d'un répertoire des entrepreneurs du Second Empire qui servirait de « "test" à un projet plus large » en regroupant « un millier de notices biographiques d'hommes d'affaires, industriels et commerçants, parisiens et provinciaux ». La publication du dictionnaire est alors envisagée dans un délai de deux ans, avec une extension espérée à l'ensemble des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, un autre projet étant « envisagé pour les hommes d'affaires de l'époque moderne ». Deux ans plus tard, la parution d'un répertoire national n'est plus à l'ordre du jour ; est annoncée la publication de « fascicules régionaux, en fonction de l'inégal avancement » des différentes équipes<sup>148</sup>. La parution rapide d'un volume pour la Normandie-Maine est annoncée, ceux sur la Bourgogne, la Franche-Comté, le Nord-Pas-de-Calais seraient également en bonne voie. Même sous cette forme, l'entreprise prend beaucoup plus de temps que prévu. C'est finalement le fascicule sur le Nord-Pas-de-Calais qui paraît le premier, en 1989, sous la direction de Frédéric Barbier, chargé de recherche à l'IHMC<sup>149</sup>, assisté de 9 collaborateurs, historiens ou archivistes<sup>150</sup>. L'ouvrage commence par une introduction d'une soixantaine de pages présentant notamment le cadre régional, la problématique et la méthodologie, une analyse statistique du corpus, les sources et la bibliographie. Il comporte ensuite cent notices biographiques « présentées selon un modèle unique de fiche avec une structure hiérarchisée identique de rubriques ». Pour certains personnages, une « note plus libre, soit reprenant de manière discursive le déroulement de cette carrière elle-même, soit apportant des informations spécifiques qui entraient mal dans le cadre trop rigide des fiches » est ajoutée à la fin<sup>151</sup>. Chaque fiche est « signée des initiales du collaborateur ayant accepté de fournir la trame de la transcription », le directeur de l'ouvrage, « amené à reprendre l'ensemble des fiches, afin de

---

CHECKLAND (dir.), *Dictionary of Scottish business biography 1860-1960*, Aberdeen, Aberdeen University Press, vol. 1 : *The staple industries*, 1986 et vol. 2 : *Processing, distribution, services*, 1990.

<sup>148</sup> *Bulletin IHMC*, n° 10, 1985.

<sup>149</sup> F. BARBIER est par ailleurs un spécialiste de l'histoire du livre, de l'édition et de la librairie, auteur d'une thèse d'État sur *Livre, économie et société industrielle en Allemagne et en France au 19<sup>e</sup> siècle (1840-1914)* soutenue à l'université Paris IV Paris-Sorbonne en 1987 ; il a également participé comme rédacteur aux premiers volumes des dictionnaires des parlementaires de la IV<sup>e</sup> République.

<sup>150</sup> Frédéric BARBIER (avec la collaboration de Jean-Pierre DAVIET, Annette DELMOTTE, Paul DELSALLE, Catherine DHÉRENT, Jean-Pierre HIRSCH, Maryvonne LEBLOND, Pierre POUCHAIN, René ROBINET, Michel VANGLELUWE), *Le Patronat du Nord sous le Second Empire : une approche prosopographique*, Genève, Droz, 1989.

<sup>151</sup> *Ibid.*, p. 65.

les compléter et d'en normaliser autant que possible la présentation », assumant toutefois « seul la charge des inexactitudes et insuffisances ». Ce volume est toutefois le seul à paraître sous cette forme, les suivants, tous publiés en coédition par Picard (Paris) et Cénomane (Le Mans), adoptant le parti de notices rédigées ; une meilleure lisibilité supplée de moindres clarté du découpage et exhaustivité. Le premier, paru en 1991, est celui sur l'Anjou-Normandie-Maine, est dirigé par Dominique Barjot, ancien chercheur CNRS à l'IHMC devenue professeur à l'université de Caen<sup>152</sup>, qui a repris entre-temps la coordination du programme à l'échelle nationale. Les 100 notices, réparties entre huit départements, la Seine-Inférieure (39), l'Eure (18), le Calvados (11), la Manche (7), l'Orne (9), la Sarthe (6), la Mayenne (5) et le Maine-et-Loire (5) sont présentées selon un plan en trois parties (« L'homme », « L'entrepreneur » et « Le notable ») qui s'inspire étroitement de la structure du questionnaire initial. Elles sont suivies de l'indication des sources et d'éventuelles données chiffrées sur la fortune ou l'entreprise. Trente-six auteurs sont, avec leurs initiales, impliqués dans l'opération, les professeurs rouennais Jean-Pierre Chaline et Serge Chassagne étant les plus actifs avec 17 chacun, suivis par Jean-François Belhoste (9), ingénieur de la Direction du patrimoine, pour l'Eure, Sylvie Barot, directrice des archives municipales du Havre et Alain Leménorel, maître de conférences à l'université de Rouen (8), etc.

Même si les volumes suivants ne font plus nécessairement référence explicitement au questionnaire initial, chaque notice comporte généralement trois parties qui correspondent, sans en reprendre les titres uniformes, au plan du volume normand. Les deux autres publiés la même année font toutefois le choix de notices moins nombreuses, mais plus étoffées. Celui sur la Bourgogne, dirigé par Philippe Jobert entouré de 11 collaborateurs<sup>153</sup>, comporte 48 notices réparties entre la Côte-d'Or (11), la Nièvre (16), la Saône-et-Loire (11) et l'Yonne (10). Le volume sur la Franche-Comté est, lui, signé du seul Jean-Luc Mayaud<sup>154</sup>, alors maître de conférences à l'université Paris-Nord après avoir été longtemps en poste à Besançon aux côtés de Claude-Isabelle BreLOT, associée à l'origine au projet, qui fournit la préface. Il rassemble 22 notices pour le Doubs (11), le Jura (7) et la Haute-Saône (4). Une dizaine d'années après le lancement de l'opération sont ainsi parus les quatre volumes pour lesquels des équipes s'étaient constituées rapidement. Ailleurs, les choses se sont engagées beaucoup

<sup>152</sup> L'IHMC entretenait depuis ses origines des liens étroits avec l'université de Caen, où il a eu au départ une « antenne », intégrée ensuite au Centre de recherche en histoire quantitative (CRHQ) fondé par Pierre Chaunu.

<sup>153</sup> Des universitaires comme D. Barjot, Claude Beaud (université Paris IV), Emmanuel Chadeau (université Lille III), Pierre Lévêque (université de Bourgogne), Marcel Vigreux (université de Bourgogne), Michel Hau (université Strasbourg II), mais aussi des enseignants du secondaire à Auxerre, Chalon-sur-Saône et Nevers.

<sup>154</sup> Des aides diverses, notamment de la part d'étudiants vacataires, sont seulement créditées dans les remerciements.

plus lentement. Un article de D. Barjot en 1993<sup>155</sup> annonce la seule parution prochaine d'un volume sur l'Alsace : il paraît effectivement l'année suivante sous la signature de Nicolas Stoskopf, avec une préface de Michel Hau, avec 73 notices (19 pour le Bas-Rhin, 54 pour le Haut-Rhin, le patronat mulhousien représentant la plus grande part). Outre une introduction substantielle, le volume comporte, de manière inédite, une analyse factorielle du patronat étudié. Parmi les quatre autres volumes indiqués comme en chantier en 1993, celui « en bonne voie » sur Marseille est paru en 1999, avec à nouveau 100 notices concentrées pour la première fois sur une seule ville, sous la signature de trois chercheurs locaux (Roland Caty, Pierre Échinard et Éliane Richard)<sup>156</sup>, de même que celui sur Bordeaux et la Gironde, sous la direction d'Hubert Bonin entouré de 32 contributeurs crédités. Ce dernier volume présente la particularité de se démarquer explicitement du projet initial : les 60 entrées correspondent à des familles et à des dynasties, qui sont ici privilégiées, et pas à des individus. Avec le souci de conserver une dimension « littéraire », sous la forme de « textes vivants et chaleureux », elles sont organisées sous la forme d'« histoires », et non pas de « fiches » (ce que les volumes précédents n'étaient d'ailleurs plus depuis le Nord) : « ces évocations restent bien entendu superficielles et l'on ne doit pas en attendre l'exhaustivité ni le détail ». Dans cette logique, le découpage des notices est uniformément chronologique, dans une temporalité plus large (« Avant / Pendant / Après le Second Empire »). Avec une franchise inhabituelle, le directeur reconnaît aussi qu'il s'agit pour l'essentiel d'un livre « de seconde main », s'appuyant sur des « recherches de collègues, d'étudiants, d'érudits locaux ou de généalogistes familiaux », publiées ou non.

Deux autres volumes régionaux annoncés comme en chantier en 1993 ne sont pas parus : le Centre<sup>157</sup> et le Pays nantais<sup>158</sup>. En 1999, une table ronde organisée à Paris a eu « pour objet de tirer les premiers enseignements des travaux déjà publiés, de mesurer l'état d'avancement de l'enquête et de lancer les nouveaux chantiers<sup>159</sup> ». Aux 7 volumes alors déjà parus s'en ajouteraient alors 12 autres en chantier, dont 4 pour Paris répartis entre Banquiers et financiers, Usines à rêves (articles de Paris, industries du luxe, habillement, grands

---

<sup>155</sup> *Bulletin IHMC*, n° 20, 1993.

<sup>156</sup> Outre des aides diverses d'autres chercheurs, il est indiqué dans les remerciements que sont disparus entre-temps deux autres chercheurs, Lucien Gaillard et l'abbé Paul Gueyraud, qui faisaient partie de l'équipe initiale.

<sup>157</sup> La directrice prévue, Claude-Isabelle Brelot, a quitté Tours pour Lyon en 1996 et le relais ne semble pas avoir été pris sur place.

<sup>158</sup> Le directeur prévu, Jacques Fiérain, est depuis longtemps à la retraite et l'histoire économique contemporaine n'est plus représentée à Nantes.

<sup>159</sup> Dominique BARJOT, « Introduction », dans D. BARJOT, Éric ANCEAU, Isabelle LESCANT-GILES, Bruno MARNOT (dir.), *Les Entrepreneurs du Second Empire*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2003, p. 13.



magasins, etc.), Constructions métalliques et mécaniques, bâtiments, services publics et Imprimerie, édition. Quatre ont été publiés dans l'intervalle : le volume parisien consacré aux *Banquiers et financiers parisiens* en 2002, *Champagne-Ardenne* en 2006, *Lyon et le lyonnais* ainsi que *Picardie* en 2007. Ces ouvrages ont été réalisés dans des conditions différentes. Le premier, qui rassemble 93 notices, a été signé à nouveau du seul alsacien Nicolas Stoskopf<sup>160</sup>, qui entre-temps assiste D. Barjot dans la coordination du programme. Le second a été dirigé par Gracia Dorel-Ferré, docteure en histoire<sup>161</sup> et inspectrice pédagogique régionale, qui a mobilisé une équipe de 14 historiens, tous enseignants du secondaire dans la région<sup>162</sup>. Il rassemble 46 notices réparties entre les Ardennes (13), l'Aube (8), la Marne (18) et la Haute-Marne (7). Le volume sur Lyon et le lyonnais est l'œuvre personnelle de deux universitaires, l'un, Pierre Cayez, professeur émérite de l'université Grenoble II qui avait consacré l'essentiel de ses travaux de recherches à l'industrie lyonnaise au XIX<sup>e</sup> siècle en particulier<sup>163</sup>, l'autre, Serge Chassagne, arrivé de Rouen à Lyon en 1993 après des travaux consacrés pour l'essentiel à une industrie non lyonnaise d'une période antérieure<sup>164</sup>. Ce volume, qui rassemble 57 notices<sup>165</sup>, est l'un des plus riches en informations biographiques grâce à l'importance des recherches menées dans les actes de sociétés et les archives notariales en particulier. Le volume sur la Picardie est dirigé par Jean-Marie Wiscart, maître de conférences à l'université d'Amiens, spécialiste des élites picardes<sup>166</sup>, avec une équipe de six collaborateurs. Il rassemble 48 notices, certaines familiales, réparties entre l'Aisne (18), l'Oise (11) et la Somme (19). Par rapport au programme annoncé à la table ronde de 1999, restent à paraître trois volumes parisiens, un volume sur la Lorraine, un sur le Languedoc-Roussillon, un sur le Centre (Orléans-Vierzon-Tours), un sur la Bretagne-Pays-de-Loire et un sur la Loire (Saint-Étienne-

<sup>160</sup> Ce volume a d'ailleurs constitué l'essentiel du mémoire principal de son HDR soutenu au même moment. Trois notices seulement (Galliera, Mirabaud et Paccard) sont signées d'autres auteurs.

<sup>161</sup> Avec une thèse non publiée sous la direction de L. Bergeron soutenue à l'EHESS en 1989 sur *Les Colonies industrielles en Catalogne : le cas de la Colonia Sedo*.

<sup>162</sup> L'un d'entre eux, Denis McKee, assurant la codirection de l'ouvrage.

<sup>163</sup> Avec sa thèse d'État soutenue en 1977 sur *L'Industrialisation lyonnaise au XIX<sup>e</sup> siècle : du grand commerce à la grande industrie*, publiée en deux volumes successifs, le premier, *Métiers Jacquard et hauts-fourneaux. Aux origines de l'industrie lyonnaise* à Lyon aux PUL en 1978, le second, *Crise et croissance de l'industrie lyonnaise : 1850-1950* à Paris aux Éditions du CNRS en 1980.

<sup>164</sup> Avec sa thèse d'État soutenue en 1986 à l'EHESS sous la direction de Louis Bergeron, publiée en 1991 aux Éditions de l'EHESS sous le titre *Le Coton et ses patrons : France, 1760-1840*. S. Chassagne avait à Rouen déjà participé au dictionnaire sur la Normandie.

<sup>165</sup> Correspondant à des entreprises et 65 personnages, certaines entreprises étant cogérées par deux voire trois frères.

<sup>166</sup> Il a consacré sa thèse soutenue en 1990 à Paris I à *La Noblesse de la Somme au XIX<sup>e</sup> siècle : des lendemains de la Révolution à Jules Ferry*, publiée à Amiens, aux Éditions Encrage en 1994 et est l'auteur du volume des Grands notables du Premier Empire consacré à la Somme paru en 2000.

Roanne), seul ce dernier étant connu comme à paraître<sup>167</sup>. Entre travaux personnels ou collectifs, implication d'universitaires ou d'enseignants du secondaire, les modalités d'aboutir s'avèrent diverses, mais, même sous la forme réduite de fascicules régionaux centrés sur le Second Empire, l'avancée a été beaucoup plus lente que prévu. L'IHMC ne joue plus le rôle qu'il pouvait jouer au départ, n'ayant plus de chercheur investi dans ce sujet. Le relais a formellement été pris par le Centre Roland Mousnier à Paris IV et par le Centre de recherche sur les économies, les sociétés, les arts et les techniques (CRESAT) à Mulhouse, mais en dehors de l'engagement personnel respectif de D. Barjot et N. Stoskopf, ces laboratoires n'ont pas les moyens humains ou financiers qui permettraient de faire avancer rapidement le projet. Ils restent tributaires d'engagements locaux aléatoires. Mais, même si le millier de notices envisagé au départ « à court terme » n'a pas encore été atteint après 25 ans, les 759 notices publiées constituent déjà un ensemble d'une grande richesse.

L'IHMC, outre la poursuite des programmes engagés dans les années 1980 sur le Patronat du Second Empire et les universitaires, a lancé plus récemment un nouveau projet sur les « imprimeurs, libraires et gens du livre » au XVIII<sup>e</sup> siècle, sous la responsabilité de F. Barbier (directeur de recherche), Sabine Juratic (chargée de recherche<sup>168</sup>) et Annick Mellerio (ingénieur d'études), qui a déjà débouché sur la parution d'un dictionnaire pour le Nord (2002) et d'un premier volume (A-C) pour Paris (2007)<sup>169</sup>. Avec trois membres permanents du CNRS fortement engagés dans cette opération, l'IHMC dispose là d'une force de frappe importante.

Cette lente avancée des projets prosopographiques montre la difficulté de mener à bien des recherches collectives en sciences humaines. Les chercheurs professionnels sont souvent peu disposés à consacrer beaucoup de temps à de telles entreprises réputées peu valorisantes

---

<sup>167</sup> Le manuscrit est achevé et a été remis à l'éditeur. Il a à nouveau été rédigé par P. Cayez et S. Chassagne, associés cette fois-ci au stéphanois Gérard Thermeau, auteur d'une thèse soutenue en 1996 à Saint-Étienne sous la direction de Jean Merley consacrée à l'industrie stéphanoise du début du XIX<sup>e</sup> siècle, publiée sous le titre *À l'aube de la révolution industrielle : Saint-Étienne et son agglomération* par les Publications de l'université de Saint-Étienne en 2002.

<sup>168</sup> Qui a soutenu une thèse en 2003 sous la direction de Frédéric Barbier à l'EPHE (4<sup>e</sup> section) sur *Le Monde du livre à Paris entre absolutisme et Lumières : recherches sur l'économie de l'imprimé et sur ses acteurs*.

<sup>169</sup> Il faut signaler également, d'après le site de l'IHMC, l'implication du laboratoire dans deux autres projets prosopographiques reposant plus sur des initiatives individuelles :

- Gerhard Fries a assuré jusqu'à son départ en retraite, en 2002, le recrutement, la coordination et l'animation de l'équipe de spécialistes français d'histoire de l'art choisis pour collaborer à l'*Allgemeines Künstler-Lexikon* publié par l'éditeur Saur à Munich. À ce jour, 58 volumes alphabétiques sont sortis depuis 1992 (de A à Willy Gordon). Il s'agissait là d'une contribution à une entreprise internationale pilotée par un éditeur actif dans ce domaine.

- sur les fondateurs de l'écologie forestière avec un recueil de 121 notices biographiques publié en 2004 qui repose sur l'engagement personnel d'un chercheur associé, Michel Dupuy, par ailleurs professeur de lycée à Saint-Louis (Haut-Rhin), *Biographies de scientifiques européens ayant donné un essor à l'écologie forestière moderne 1880-1980*, Paris, ENGREF-École polytechnique fédérale de Zurich, 2004.

en termes de carrière. L'adoption du système de l'habilitation à diriger les recherches n'a probablement pas arrangé les choses : si l'auteur d'une thèse d'État, comme l'ont montré par exemple C.-I. Brelot ou C. Charle, avait souvent le temps et les éléments pour élaborer de manière complémentaire des dictionnaires biographiques, la thèse nouveau régime est souvent trop réduite dans son ampleur pour le permettre. Et un engagement ultérieur dans une telle opération risque de retarder un mémoire d'habilitation, la reconnaissance d'une contribution n'étant pas évidente dans ce cadre : le fait de s'inscrire dans la problématique d'un projet collectif existant cadre mal avec la nécessité de démontrer des aptitudes personnelles. L'idée qui a présidé à la création de l'IHMC de s'appuyer sur une équipe de chercheurs et d'ingénieurs permanents du CNRS a également montré ses limites : au moins pour les premiers, l'évaluation reste largement individuelle et ils n'ont pas intérêt à se consacrer à des opérations lancées par d'autres. Dans les universités de province, où les chercheurs CNRS sont rares voire absents, il est, d'une part, souvent difficile de disposer d'étudiants de bon niveau en nombre suffisant pour mener à bien de tels projets. L'époque des mémoires de maîtrise lancés « en batterie » est révolue, les candidats venant souvent avec leurs propres centres d'intérêt personnels qu'il est souvent difficile de contrarier avec un sujet imposé. Et l'exigence des concours du secondaire, accessibles au moins pour le CAPES avec la seule licence, n'incite pas à se lancer dans de longs travaux de recherche en master. D'autre part, la mobilisation des enseignants du secondaire, souvent éloignés des équipes universitaires par des charges pédagogiques croissantes, s'avère de plus en plus difficile, en l'absence d'une quelconque valorisation des travaux scientifiques dans leur carrière. L'existence de nouveaux financements sur projets, dans le cadre de l'Agence nationale de la recherche (ANR) en particulier, pourrait permettre de relancer de tels programmes, avec la possibilité offerte de recruter des chercheurs à plein temps. Mais la durée limitée à trois ans des contrats risque de se révéler insuffisante pour les mener à bien.

#### **d) Tentative de bilan de ces opérations prosopographiques**

Quand on essaie de faire le bilan de ces entreprises, plusieurs questions se posent. Comment d'abord sont constitués les corpus des personnes faisant l'objet d'une notice ? Ensuite, sous quelle forme se présentent ces dictionnaires, dans quelle mesure notamment peuvent-ils faire l'objet d'une interrogation informatique ? Enfin, sur quels résultats débouchent-ils ?

### α) La difficulté de constituer des corpus homogènes

Pour ce qui est de la constitution du corpus, une première distinction peut être établie entre les dictionnaires travaillant sur des corpus clos par définition, dont il est possible d'établir une liste exhaustive, comme ceux sur les parlementaires ou ceux sur les professeurs d'université et ceux pour lesquels il ne peut s'agir que d'une sélection au sein d'une population plus large. Se pose alors la question des critères retenus. Les notables du Premier Empire intégrés dans les dictionnaires départementaux sont choisis non pas en fonction de critères économiques ou sociaux objectifs (niveaux de fortune par exemple), mais à partir de listes de notabilité de l'époque, en particulier « celles des « personnes les plus marquantes » de chaque département, établies en 1809-1813, destinées à pourvoir au recrutement des présidents de canton et de collèges électoraux<sup>170</sup> ». La méthode utilisée est donc de type « réputationnelle » : on part d'une sorte de *Who's who* des gens considérés comme importants par le régime, sachant que, selon les départements, tous font ou non, en fonction de leur nombre et de l'état des sources, l'objet d'une notice.

Pour les dictionnaires des patrons du Second Empire, l'idée initiale était bien de partir d'une liste unique, celle des déposants entendus lors de l'enquête de 1860 relative au traité de commerce avec l'Angleterre<sup>171</sup>. Mais elle comporte des imperfections : « certains notables de l'industrie ont refusé d'apporter leur concours à cette enquête, d'autres n'y figurent qu'à titre de représentants de grandes entreprises ». L'utilisation d'autres sources est donc envisagée dès le départ : listes des membres de jurys d'expositions universelles, des membres des chambres de commerce, des juges des tribunaux de commerce, etc. À partir de cette liste se pose encore la question de la « définition de critères de sélection : faut-il ne retenir que “ceux qui ont contribué d'une façon substantielle au développement d'une entreprise”, selon la formule du dictionnaire anglais ? ». La question des sources disponibles est aussi présentée comme un critère. « Il faut [aussi] tenir compte de l'importance de l'entreprise et du rôle joué par le sujet à l'intérieur, qu'il soit ou non le fondateur ». Enfin, « sur le plan chronologique, [il] devra connaître son apogée de carrière dans les années 1860. »

Un corpus national d'un millier de noms a ainsi été établi. Il a ensuite été adapté assez librement pour les différents volumes régionaux. Pour le Nord-Pas-de-Calais, la population a été « arbitrairement limitée à 100 personnages travaillant dans nos deux départements autour des années 1860<sup>172</sup>. » « Le premier principe a été de ne retenir, sans exclusive cependant, que

<sup>170</sup> BERGERON, CHAUSSINAND-NOGARET, « Avant-propos », p. IX-X.

<sup>171</sup> *Bulletin IHMC*, n° 7, 1983.

<sup>172</sup> BARBIER, *Le Patronat du Nord*, op. cit., p. 10-12.

des personnalités ayant une fortune personnelle au moins égale à 500 000 F », établie essentiellement d'après les déclarations de succession. Mais « ce critère, trop brutal [notamment pour ceux ayant connu des déboires financiers au cours de leur vie], a été pondéré en fonction d'autres éléments, dans une approche qui s'est d'abord voulue pragmatique et pour laquelle la nature des sources documentaires a naturellement joué un rôle » : la diversité régionale des activités professionnelles, la représentation des différents pôles géographiques et la notabilité à travers la reconnaissance par les pairs ou par le gouvernement. S. Chassagne et P. Cayez sont les seuls ensuite, pour Lyon, à reprendre à titre principal ce critère, en fixant, à quelques exceptions près pour assurer une bonne représentation des activités économiques lyonnaises dans leur diversité, un seuil d'un million de francs. Pour le volume Normandie-Maine-Anjou, 100 entrepreneurs ont également été retenus à partir d'un fichier initial de 230 personnes. Les auteurs ont cherché, d'une part, à les répartir entre les différents départements en fonction de l'importance relative de leur activité économique et, d'autre part, à privilégier ceux dont l'activité économique, mesurée par le montant du chiffre d'affaires, à défaut par les effectifs du personnel employé, ainsi que par la fortune au décès, était la plus importante<sup>173</sup>. À titre subsidiaire des critères plus qualitatifs ont été utilisés : dans l'ordre, activités représentatives dans le département, notabilité, réussite sociale et capacité d'innovation. Pour la Franche-Comté, l'auteur indique avoir appliqué strictement « les deux critères retenus dans la première étape du travail par l'IHMC – 200 salariés et un chiffre d'affaires supérieur à 500 000 francs », 22 seulement se plaçant au-delà du seuil établi<sup>174</sup>. Cinq d'entre eux, tous en Haute-Saône, sur lesquels les sources étaient trop lacunaires, ont simplement été remplacés, pour faire une place notamment au monde de la banque et du négoce, ainsi qu'à deux entrepreneurs de la métallurgie. En l'absence d'agriculture industrielle, aucun agronome n'a en revanche été intégré. Les responsables du volume reconnaissent que l'application de critères nationaux, justifiée par le « souci de cohérence d'un corpus national<sup>175</sup> » n'a pas permis de refléter ici les formes diffuses d'une industrialisation à dominante rurale. Seul Jean-Marie Wiscart pour la Picardie fait ensuite explicitement référence à ces mêmes critères, en en faisant toutefois une application moins étroite : « le nombre de salariés n'a pas du tout la même signification dans l'industrie, la banque, l'agriculture<sup>176</sup>. » Il tient compte aussi de particularités de l'industrie régionale : les sucriers ont une main-d'œuvre très fluctuante dans l'année et les manufacturiers du textile

<sup>173</sup> BARJOT, *Les Patrons du Second Empire. Normandie, Anjou, Maine*, op. cit., p. 32-33.

<sup>174</sup> MAYAUD, *Franche-Comté*, op. cit., p. 10-11.

<sup>175</sup> Préface de Claude-Isabelle BRELOT, *ibid.*, p. 5.

<sup>176</sup> WISCART, *Picardie*, op. cit., p. 11.

font appel à des tisseurs à domicile, souvent mal répertoriés. Des sources insuffisantes ont également obligé à écarter plusieurs manufacturiers.

Pour la Bourgogne, Pierre Lévêque et Philippe Jobert reconnaissent l'absence de « critères uniformes » pour le choix des 48 notices<sup>177</sup>. Le chiffre d'affaires de l'entreprise par exemple n'est pas toujours connu ; le nombre de salariés n'a pas la même signification selon les secteurs. Ils ont utilisé une « méthode empirique » visant à constituer « un échantillon aussi représentatif que possible des principales activités économiques, en tenant compte tout à la fois de l'importance relative de l'entreprise [...], de la notoriété de l'entreprise, et aussi de l'importance, de l'intérêt et de l'accessibilité de la documentation qui la concerne. » Ils assument certaines critiques (surreprésentation des industriels dans l'Yonne et peut-être dans la Nièvre, absence du négoce en Saône-et-Loire). À Marseille, les auteurs sont encore moins précis, indiquant simplement que « les hommes retenus l'ont été en fonction des critères fondamentaux qui président à la réalisation des différents volumes de la collection : notoriété, fortune, importance économique de l'entrepreneur. Comme ces trois facteurs ne sont pas toujours réunis, une certaine subjectivité a pu présider au choix de tel paramètre plutôt que de tel autre. Il a fallu aussi être réaliste : faute de sources suffisantes, certaines biographies étaient impossibles à établir<sup>178</sup>. » En Alsace, N. Stoskopf reconnaît que « le choix même des hommes d'affaires représentatifs relève davantage du tâtonnement que d'une méthode scientifique appuyée sur des critères précis », ce qui s'avère impossible. Il n'existerait pas en effet pour la période d'enquête industrielle fournissant les effectifs ou les chiffres d'affaires<sup>179</sup> et les déclarations de succession livrent, en l'absence de règles pour l'estimation des entreprises, des résultats pas toujours comparables entre eux. Les critères quantitatifs sont surtout utilisés pour valider les choix faits par l'historiographie, l'existence de notices nécrologiques, publiées en particulier dans le *Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse*, s'avérant à cet égard souvent essentielle. À l'inverse, des industriels qualifiés en fonction de critères quantitatifs ont été écartés faute de sources suffisantes. De même, pour sélectionner sa petite centaine de financiers parisiens, N. Stoskopf a dû, « faute de disposer d'éléments chiffrés fiables, se contenter de procédés empiriques. Trois approches différentes ont été successivement mises en œuvre : la première a consisté à utiliser une combinaison de critères associant la notoriété familiale, l'importance de l'entreprise, la participation aux grandes affaires, des fonctions financières prestigieuses, l'appartenance à l'un des groupes bancaires

<sup>177</sup> LÉVÊQUE, JOBERT, *Bourgogne, op. cit.*, p. 14-15.

<sup>178</sup> CATY, RICHARD, ÉCHINARD, *Marseille, op. cit.*, p. 11.

<sup>179</sup> Seule la statistique industrielle de 1839-1845 fournit quelques données sur les deux indicateurs, la statistique allemande de 1875 se limitant aux effectifs.

actifs sous le Second Empire. Cet ensemble permet de dégager une élite bancaire et financière, un noyau dur de personnalités indiscutables. [...] Une deuxième étape de la sélection a eu comme objectif de constituer un groupe qui reflète la diversité fonctionnelle et statutaire du milieu bancaire et financier parisien. [...] Enfin, une troisième sélection a permis d'ajouter quelques entrepreneurs rencontrés en cours de recherche, qui font figure, par comparaison, de « petits » banquiers ou d'hommes d'affaires de second plan, bien que certains aient accumulé de belles fortunes, mais dont la plupart présentent un intérêt par leur appartenance à un groupe et par leur proximité avec un chef de file<sup>180</sup>. » Avec sa franchise déjà soulignée, le directeur de l'ouvrage sur la Gironde, H. Bonin, avoue également que « la sélection des entrées a reposé sur l'empirisme le moins scientifique qui soit... [...] Notre sélection repose donc moins sur des exigences méthodologiques conceptualisées – niveau de fortune, de chiffre d'affaires, de rythme d'ascension ou de déclin, de notabilité, de sociabilité – que sur des motivations subjectives : notoriété – celle obtenue sur la Place et/ou celle conquise dans les livres des historiens –, disponibilité ou abondance des données, désir de mettre en valeur une profession ou une branche malgré la maigreur des données, valeur symbolique de tel ou tel nom pour l'histoire de la Place, du département, de la branche, etc.<sup>181</sup> » Pour Champagne-Ardenne, les auteurs ne donnent aucune indication sur les critères ayant présidé au choix des 57 notices, opéré apparemment avec le souci de représenter les principales activités économiques dans chaque département.

### **β) Les difficultés d'une analyse statistique commune**

Les modalités assez variables selon les régions d'élaboration des corpus permettent difficilement de faire un traitement statistique commun. À l'intérieur de chaque région, les effectifs sont souvent faibles et les modalités de constitution des corpus pèsent fortement sur certaines variables (répartition par branches ou zones géographiques notamment). Le volume sur l'Anjou-Normandie-Maine, qui lance la série Cénomane-Picard, ne comporte pas d'étude statistique sur le corpus, de même que celui sur la Franche-Comté au corpus il est vrai très restreint (22) ou celui sur la Gironde dont la non-représentativité du corpus est revendiquée. Les autres volumes fournissent en introduction des résultats plus ou moins étoffés qui permettent des comparaisons pour certaines variables. Les patrons du Second Empire retenus sont d'abord des hommes, à semble-t-il deux exceptions près (Anne-Rosine Noilly-Prat, fabricante de vermouth à Marseille, et Nicole Clicquot-Ponsardin, « grande dame du

<sup>180</sup> STOSKOPF, *Banquiers et financiers...*, op. cit., p. 11-13.

<sup>181</sup> BONIN, *Bordeaux et Gironde*, op. cit., p. 41-42.

champagne »<sup>182</sup>). Ils sont relativement jeunes (46 ans de moyenne en 1860 en Picardie, 48 ans en Alsace, 52 ans à Lyon, etc.), mais c'est largement lié à la volonté de retenir des entrepreneurs en pleine activité à cette époque. Leur recrutement est plus ou moins local selon les régions voire les départements : il l'est dans le Nord, pas dans le Pas-de-Calais. En Alsace, 14 % seulement sont nés hors d'Alsace, dont 8 % à l'étranger, la part des origines extérieures atteignant toutefois 30 % si l'on considère la génération des pères (15 % étant nés en Suisse et 9 % en Allemagne voisines, contre 6 % dans une autre région française). À Lyon, 68 % sont originaires du Rhône et 15 % de départements limitrophes ; ce n'est qu'à la génération précédente, pour les pères, que les origines sont un peu plus diverses, avec 42 % seulement originaires du Rhône et 25 % des départements limitrophes, des origines étrangères (cinq Suisses et un Italien) apparaissant alors. En Champagne-Ardennes, seuls 26 % sont issus de régions extérieures au département où ils s'installent, pour la plupart en provenance du bassin parisien ou du Nord-Est voisins. La Picardie a un recrutement un peu plus diversifié : 35 %, concentrés surtout dans l'Oise, sont nés dans d'autres régions françaises, 9 % à l'étranger (tous sauf un en Grande-Bretagne). Marseille est plus ouverte, seule une moitié étant née sur place, près d'un quart (23 %) étant d'origine étrangère. Le maximum est atteint avec les financiers parisiens, avec 34 % nés dans la région parisienne seulement, 38 % en province et surtout 30 % à l'étranger. Si l'on prend comme point de repère, pour éliminer le biais des différences d'âge, l'implantation de l'intéressé ou de sa famille à la Révolution, ils ne sont plus que 13 % à être déjà parisiens à l'époque.

En matière religieuse, les minorités, en particulier protestantes, sont souvent fortement représentées : on a 12 % de protestants à Lyon, 16 % à Marseille (contre 4 % dans la population), 17 % en Picardie, d'origine extérieure pour la plupart, 26 % chez les financiers parisiens et surtout 81 % en Alsace (contre 23 % de la population régionale). Les juifs sont surtout présents parmi les financiers parisiens (20 %), parmi lesquels on trouve tout de même une majorité (54 %) de catholiques.

Les origines sociales sont plutôt privilégiées. En Bourgogne, parmi les 40 dont la situation du père est connue, 13 sont issus de la grande bourgeoisie (dont 11 des affaires), 14 de la moyenne (dont 5 des affaires), 7 de la petite (dont 6 des affaires), 6 venant plutôt des milieux populaires. En tout, 21 occupent une position très supérieure, 19 étant plutôt des héritiers. En Champagne-Ardennes, la plupart seraient des « héritiers roturiers, issus principalement du négoce », avec cependant une importante relève de *self made men*. En

---

<sup>182</sup> DOREL-FERRÉ, McKEE, *Champagne-Ardennes, op. cit.*, p. 25-26.



Picardie, ceux qui viennent de « familles établies » sont, sous réserve de données lacunaires, également majoritaires : 3 sont nobles, 6 reçoivent en héritage de très grandes fermes, près des deux cinquièmes peuvent disposer d'un beau capital accumulé dans les activités commerciales ou industrielles et une dizaine reçoivent en héritage une entreprise industrielle familiale, quelques-uns seulement étant d'origine modeste. En Alsace, 77 % sont issus des milieux d'affaires, 10 % des professions libérales, 8 % du commerce et de l'artisanat et 5 % d'autres milieux (dont un seul fils d'ouvrier). Mais beaucoup ne se contentent pas d'hériter : 37 % des patrons alsaciens sont des fondateurs d'entreprise, la moitié d'entre eux étant des fils d'industriels qui ont préféré voler de leurs propres ailes ; en Picardie, la proportion de fondateurs atteint 46 %, 14 % reprenant par ailleurs, soit par mariage soit comme ancien directeur, une affaire dont ils n'héritent pas de leurs parents. À Lyon, 21 firmes sur 52 connues ont été créées par les pères (ou par les grands-pères) dans une spécialité proche, 31 l'étant par les patrons étudiés dont les origines sont plutôt modestes. À Marseille, « marque du dynamisme de la ville », le corpus compte une soixantaine de fondateurs d'entreprises nouvelles (dont une quarantaine venant de familles déjà liées au monde des affaires) pour une quarantaine de patrons qui prolongent simplement ou développent l'entreprise familiale. Chez les financiers parisiens, il n'y a que 38 % d'héritiers *stricto sensu*, fils de banquiers. Si, de manière générale, les professions commerciales et négociantes dominent dans les professions paternelles, on trouve quelques *self made men* venus de la boutique et de l'artisanat, et près d'un quart issus d'une petite ou moyenne bourgeoisie peu fortunée. Même un milieu aussi particulier connaît un renouvellement non négligeable.

Les données sur les formations sont souvent trop lacunaires pour être significatives. Les études supérieures sont nécessairement rares pour ces générations qui disposaient d'une offre très limitée, avec, du côté technique, les seules écoles Polytechnique (1794), des mines de Paris (1783) et de Saint-Étienne (1816) et, à un niveau alors très inférieur, des arts et métiers à Châlons-sur-Marne (1806) et Angers (1815), la création de Centrale intervenant un peu tardivement (1829). À Marseille, où les négociants dominent, trois ingénieurs seulement sont recensés, une quinzaine étant connus pour avoir fait des études supérieures (dont 6 de droit). Chez les financiers parisiens, la formation juridique est également la seule filière universitaire marquante, mais elle reste, sous réserve de données incomplètes, très minoritaire. À Lyon, les apprentissages sur le tas sont les plus nombreux, mais on trouve cependant chez les plus jeunes, outre quelques passages par l'école technique locale de la Martinière, quelques formations d'ingénieurs : un polytechnicien (Jean-Baptiste Guimet), un centralien (le Parisien Émile Vautier), deux mineurs de Paris (les frères Mangini), un mineur stéphanois

(Eustache Prénat), etc. En Picardie, où les industriels sont plus nombreux, un huitième seulement sont connus pour avoir reçu une formation d'« ingénieur » (dont deux polytechniciens, un centralien et quatre gad'zarts de Châlons<sup>183</sup>). En Champagne-Ardenne, l'importance de cette dernière école pour la formation des cadres de l'industrie régionale est soulignée sans être quantifiée. Seule l'Alsace se distingue par un fort niveau d'éducation : 43 % des patrons ont fait des études supérieures, dont 21 % une école d'« ingénieurs » (5 centraliens diplômés et 3 non diplômés, 1 polytechnicien, 2 mineurs de Paris et 2 de Saint-Étienne, quelques autres des Arts et Métiers), 12 % d'autres études supérieures scientifiques (chimie en particulier) et 10 % non scientifiques (droit surtout), 15 % au moins ayant une instruction secondaire par ailleurs.

Les mariages s'effectuent dans un milieu assez fermé : en Alsace, 57 % des patrons ont conclu des alliances dans les milieux industriels, dont 24 % dans leur propre famille ; à Marseille, 44 % se sont mariés dans le même milieu social ou professionnel. À Lyon, à trois exceptions près, les unions se font à niveaux de fortune « identiques et honorables », avec des beaux-pères souvent également dans les affaires (« négociants » en particulier). Une différence forte est celle du nombre d'enfants, sous réserve d'informations incomplètes, d'une moyenne de 2,15 en Picardie<sup>184</sup> à 3,5 à Marseille, 3,85 à Lyon et surtout 5,2 en Alsace.

Même lorsque le territoire français sera mieux couvert, une étude statistique générale restera difficile, d'autant plus que les données n'ont pas été saisies globalement.

### **γ) La longue attente d'une base de données accessible**

Depuis longtemps, la plupart des projets prosopographiques prévoient de s'appuyer sur des bases de données. Déjà, en 1970, lorsqu'ils lancent leur recherche sur les « notables du Grand Empire », L. Bergeron et G. Chaussinand-Nogaret évoquent le caractère « indispensable » d'un « traitement par ordinateur » de l'enquête statistique, du fait de « l'énormité de la masse des informations portant sur une centaine de milliers d'individus<sup>185</sup> ». Mais la question n'est plus évoquée ensuite pour la partie biographique du programme, les différents volumes départementaux n'ayant de toute façon pas été élaborés selon une fiche-type qui aurait permis la saisie des données dans une base commune. L'IHMC a également dès le début mis l'accent sur l'importance de l'outil informatique dans ses enquêtes

<sup>183</sup> La qualification d'ingénieur étant un anachronisme pour eux, cf. mémoire de recherche.

<sup>184</sup> Chiffre peut-être sous-estimé en raison de la disparition du fait des guerres de nombreuses archives comme les actes notariés.

<sup>185</sup> BERGERON, CHAUSSINAND-NOGARET, FORSTER, art. cit., 1970, p. 535.

prosopographiques<sup>186</sup>. Lors de son lancement, le dictionnaire des patrons du Second Empire est présenté comme destiné à être complété, « à long terme, [par] une banque de données interrogeable sur l'ensemble des entrepreneurs français des XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles, en utilisant l'informatique<sup>187</sup> ». Lorsqu'on s'oriente vers la publication de fascicules régionaux, D. Barjot souligne que cette « solution ne compromet en rien l'objectif ultime de créer une banque de données sur le monde patronal de la première industrialisation<sup>188</sup> ». Le questionnaire général établi est bien destiné à permettre un codage en vue d'une saisie informatique et d'un traitement informatique. Il est mentionné pour certains volumes seulement : F. Barbier évoque ainsi pour le Nord une analyse statistique du corpus à partir d'un « logiciel informatique SADE<sup>189</sup> », N. Stoskopf a fait pour l'Alsace une analyse factorielle avec SPAD.N<sup>190</sup>, etc. Mais, comme le reconnaît Éric Anceau dans un bilan sur le sujet dressé à la table ronde de 1999, si « l'informatique a été utilisée par les auteurs de chaque ouvrage, elle l'a été de façon différente tant sur la forme que sur le fond. Si l'on revient à l'esprit originel de l'enquête qui est de présenter *in fine* une vue d'ensemble du patronat du Second Empire, il devient urgent de nous préoccuper de l'informatisation globale<sup>191</sup>. » Mais il reconnaît la difficulté de l'opération, qui impliquerait pour les volumes en chantier l'usage d'un logiciel et d'une fiche informatisée uniques, avec « le problème de savoir qui prendra en charge la saisie des fiches des entrepreneurs étudiés dans les premiers volumes ». Il envisage ensuite deux solutions pour la diffusion des données :

- l'élaboration du cédérom, qui « s'apparente à un livre. Il est gravé une seule fois et de manière définitive. On ne peut pas modifier les informations qu'il contient. La seule solution est de regraver la totalité des disques distribués comme on imprime une nouvelle édition d'un livre. Cela ne peut être envisagé que si la distribution est un succès. Cette distribution ressemble, elle aussi, à celle d'un livre en ce sens que le cédérom est commercialisé et que l'auteur et l'éditeur ont des droits<sup>192</sup>. » C'est la solution qui a été adoptée par l'équipe du *Maitron* et par les Éditions de l'Atelier : un cédérom rassemblant les 103 000 notices déjà publiées dans la version papier du dictionnaire, revue et complétée par 7 000 nouvelles notices grâce à l'apport des nouvelles recherches et de l'ouverture de nouveaux

<sup>186</sup> Une table ronde spécifique sur le thème « informatique et prosopographie » organisée en 1984 a fait l'objet d'une publication l'année suivante : Hélène MILLET (textes réunis par), *Informatique et prosopographie*, Paris, CNRS, 1985.

<sup>187</sup> *Bulletin IHMC*, n° 7, 1983.

<sup>188</sup> *Bulletin IHMC*, n° 10, 1985.

<sup>189</sup> BARBIER, *op. cit.*, p. 12.

<sup>190</sup> STOSKOPF, 1994, *op. cit.*, p. 249.

<sup>191</sup> ÉRIC ANCEAU, « Prosopographie patronale et informatique », in BARJOT *et al.*, *op. cit.*, p. 166.

<sup>192</sup> *Ibid.*, p. 171.

fonds, parmi lesquels les archives de Moscou, a été publié en 1997. Il permet également d'offrir de nouvelles possibilités d'interrogation, avec des recherches en fonction de l'appartenance des militants à un corpus prédéterminé (par exemple les femmes), mais aussi par les lieux, métiers, courants de pensée, etc<sup>193</sup>.

- un site web est relativement simple techniquement, et permet de mettre à jour les données constamment et de toucher un très large public, qui peut éventuellement être mis à contribution dans une logique coopérative. Mais cela implique de la part des initiateurs un engagement dans la durée et un suivi étroit, un système ouvert de type *Wikipedia* où chacun, sans exigence de qualification, peut corriger tout le monde paraissant difficilement acceptable dans un cadre scientifique<sup>194</sup>. Un accès gratuit, avec toutes les possibilités de copiage illimité qu'il permet, est par ailleurs difficilement compatible avec la publication en parallèle d'une version papier par un éditeur commercial. La mise en place possible d'un paiement à la consultation risque de ne pas être non plus rentable, la tradition de gratuité du web dissuadant les utilisateurs non professionnels de payer. Un financement par la seule publicité paraît aléatoire pour un projet scientifique.

Il n'existe pas encore en France de base de données biographiques d'origine scientifique pouvant être interrogée en ligne. Le site du Centre d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle indique bien que les 5 712 dossiers de parlementaires de la Troisième République ont fait l'objet d'une saisie informatique, achevée en 2003, destinée à la création d'une banque de données. Mais il n'est pas pour l'instant proposé d'accès en ligne. Les bases de données établies à l'IHMC pour un certain nombre d'enquêtes – professeurs et élites universitaires fin XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles (C. Charle), professions juridiques XIX<sup>e</sup> siècle (C. Charle), directeurs de théâtre à Paris, Berlin et Vienne (C. Charle), marchands internationaux à Rouen au XVI<sup>e</sup> siècle (Jacques Bottin), gens du livre à Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle (S. Juratic, A. Mellerio) – sont ainsi, d'après le site du laboratoire, seulement consultables sur place pour l'instant. Ce n'est que pour le nouveau projet de dictionnaire biographique de la faculté des sciences de Paris, relancé en 2008, qu'il est prévu, à côté de la version papier, « d'établir une base de données consultable en ligne, formée à partir des éléments de biographie et de carrière recueillis lors de la rédaction des notices. »

---

<sup>193</sup> Voir Claude PENNETIER, Daniel PRIN, Jean SYLVESTRE, « Comment faire un cédérom à partir du *Maitron* ? », in Jean-Philippe GENET, C. PENNETIER, Giulio ROMERO (dir.), *Histoire et informatique, III*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997.

<sup>194</sup> Même si, dans le système Wikipédia, les versions successives restent apparentes dans « l'historique », des corrections ou compléments malencontreux pouvant ainsi être facilement supprimés.

Les seules bases biographiques françaises existantes en ligne sont celles, payantes<sup>195</sup>, d'un éditeur commercial comme Jacques Laffite pour le *Who's who*, qui concernent surtout des personnalités vivantes<sup>196</sup>, ou celles, gratuites, d'institutions comme l'Académie française qui met à disposition des portraits de l'ensemble de ses membres depuis l'origine ou l'École polytechnique les « fiches matricules » de l'ensemble de ses anciens élèves<sup>197</sup>. Le site de l'Assemblée nationale comporte des fiches biographiques sommaires de l'ensemble des parlementaires de la Cinquième République, ainsi que la reproduction des différents volumes des *Dictionnaires des parlementaires français* de 1789 à 1958<sup>198</sup>. Le site de l'Ordre de la Libération présente également des biographies détaillées des 1038 Compagnons, rédigées à partir des archives de l'Ordre<sup>199</sup>. Par ailleurs, le site des *Annales des mines* reproduit également des sources imprimées, nécrologies en particulier, d'anciens ingénieurs des mines, membres du corps ou civils<sup>200</sup>.

Cette méthode prosopographique commence donc à être déjà bien expérimentée en histoire contemporaine lorsque je commence mon travail de DEA sur les patrons français de 1945 à 1969 à l'automne 1988 avec Christophe Charle. La difficulté est que les sources d'archives sur lesquelles s'appuient les enquêtes sur le XIX<sup>e</sup> siècle ne sont guère disponibles pour la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Tout juste peut-on espérer obtenir à la marge quelques actes de naissance pour les patrons les plus âgés, nés il y a plus de 100 ans, et obtenir ainsi des informations sur leur origine sociale. En revanche, les actes notariés comme les contrats de mariage, les déclarations de succession des archives de l'enregistrement ou les dossiers de carrière des membres des grands corps administratifs (soumis à un délai de 120 ans après la naissance) sont inaccessibles. Heureusement, pour cette période, cette lacune est largement compensée par la multiplication des sources imprimées, même si elles comportent des limites ou des biais.

---

<sup>195</sup> Un prix de 6 euros par notice, même actualisée, du *Who's who in France* est par exemple assez dissuasif pour un particulier, de même que la possibilité d'un abonnement annuel illimité à 495 euros, une consultation d'une version papier récente dans une bibliothèque étant toujours possible.

<sup>196</sup> L'affirmation sur le site selon laquelle la version Internet comprendrait également les notices parues dans d'anciennes éditions papier de personnalités décédées ne paraît guère confirmée : si celle de François Mitterrand est bien disponible, celle de G. Pompidou n'est par exemple pas proposée, alors que l'annuaire est publié depuis 1953.

<sup>197</sup> Elle comporte des renseignements sur l'état civil (date et lieu de naissance, professions des parents, liens de parenté avec d'autres anciens élèves), la scolarité (classement et corps de sortie) et l'activité professionnelle (principale fonction exercée) pour, en application de la loi de 1979 sur les archives, les élèves nés il y a plus de 120 ans. Pour les plus jeunes, seules les années de naissance et de décès, ainsi que les éventuels liens de parenté sont mentionnés ; voir <http://bibli.polytechnique.fr>.

<sup>198</sup> Voir les pages « histoire » du site <http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/>. Pour la IV<sup>e</sup> République, le site fournit également les biographiques pour les lettres P à Z, non encore paru en volume papier.

<sup>199</sup> Voir [http://www.ordredelaliberation.fr/fr\\_doc/liste\\_biographie.html](http://www.ordredelaliberation.fr/fr_doc/liste_biographie.html).

<sup>200</sup> Voir les pages <http://www.annales.org/archives/>.

Entre héritages sociologiques et renouveau historiographique, le contexte s'avère donc au tournant des années 1990 favorable à un travail de recherche sur l'histoire du recrutement et des trajectoires des élites économiques françaises au XX<sup>e</sup> siècle.

## II) L'évolution depuis le début des années 1990

Si, depuis le début des années 1990, la sociologie des élites, économiques en particulier, s'est peu renouvelée en France, les travaux historiques se sont multipliés.

### A) Une sociologie des élites peu renouvelée

La sociologie des élites, économiques en particulier, s'est peu renouvelée en France depuis le début des années 1990. P. Bourdieu et son équipe n'ont pas repris un objet, que malgré la publication tardive de *La Noblesse d'État*, ils avaient en fait abandonné depuis longtemps. Seule M. de Saint Martin, avant ensuite de quitter le Centre de sociologie de l'éducation et de la culture, a rassemblé ses travaux sur la sociologie de noblesse dans un livre important<sup>201</sup>. Il est par ailleurs frappant de constater à consulter les sommaires de leur revue, *Actes de la recherche en sciences sociales*, qu'ils n'ont plus publié d'études depuis la fin des années 1980 sur les élites ou, pour reprendre un vocabulaire plus bourdieusien, sur la classe dominante française, les seuls travaux relevés s'inscrivant dans une perspective historique<sup>202</sup> ou portant sur des terrains étrangers, extra-européens en particulier<sup>203</sup> ; tout se passe comme si on considérait que tout avait été définitivement dit sur cette classe dominante au recrutement supposé figé dans sa fermeture<sup>204</sup>. Ne restent plus guère dans cette mouvance bourdieusienne

<sup>201</sup> Monique de SAINT MARTIN, *L'Espace de la noblesse*, Paris, Métailié, 1993. Elle a également coorganisé un colloque sur ce sujet à Toulouse en 1994 dont les actes ont été publiés très tardivement : Didier LANCIEN, M. de SAINT MARTIN (dir.), *Anciennes et nouvelles aristocraties de 1880 à nos jours*, Paris, Éditions de la MSH, 2007 (avec une postface posthume de P. Bourdieu). Elle est aussi, avec le chercheur d'origine roumaine Mihai Dinu GHEORGHIU, à l'origine du colloque *Les Écoles de gestion et la formation des élites* à Paris en 1996, avec une publication à la fois des actes dès 1997 aux Éditions de la MSH et de certaines contributions dans le n° spécial 14-15 de la revue *Entreprises et histoire*.

<sup>202</sup> Voir ceux de George WEISZ, « Les transformations de l'élite médicale en France » (n° 74, 1988, p. 33-46), de C. CHARLE, « Légitimité en péril. Éléments pour une histoire comparée des élites et de l'État en France et en Europe occidentale (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) » (n° 116-117, 1997, p. 39-52) ou, sur les élites économiques, de Chantal RONZON-BÉLOT, « Banquiers de la Belle Époque. Les dirigeants des grands établissements de crédit en France » (n° 146-147, 2003, p. 8-20).

<sup>203</sup> Avec Maria Rita LOUREIRO, « L'internationalisation des milieux dirigeants au Brésil » (n° 121-122, 1998, p. 42-51) ; Caroline H. PERSELL, Peter W. COOKSON, « Pensionnats d'élite. Ethnographie d'une transmission du pouvoir » [aux États-Unis] (n° 138, 2001, p. 56-65) ; Franck POUPEAU, « Sur deux formes de capital international. Les "élites de la globalisation" en Bolivie » (n° 151-152, 2004, p. 126-133).

<sup>204</sup> Il faut toutefois signaler les intéressants travaux sur l'internationalisation des élites d'Anne-Catherine WAGNER, avec notamment son livre issu de sa thèse *Les Nouvelles Élites de la mondialisation. Une immigration dorée en France*, Paris, PUF, 1998 et son article récent « La place du voyage dans la formation des élites », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 170, 2007, p. 58-65. Voir également, sur la base

que les travaux menés à part par M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot, dont le succès éditorial ne s'est pas démenti jusqu'à aujourd'hui. La richesse de leur travail d'enquête de terrain est incontestable, mais la forme de sa restitution tend à limiter leur écho dans la communauté scientifique<sup>205</sup>...

Le relais n'a pas été pris par d'autres courants de la sociologie. Les sommaires d'une revue phare de la discipline comme la *Revue française de sociologie* reflètent un certain désintérêt pour la sociologie des élites, économiques en particulier. L'activité de l'Observatoire des dirigeants s'est réduite depuis quelques années, M. Bauer s'orientant officiellement vers une activité de conseil<sup>206</sup>, un choix qui traduit probablement la difficulté d'un positionnement durable dans la communauté académique avec des travaux plus destinés, par leur forme d'écriture, aux « décideurs » ou aux « médias ». Sur la sociologie du patronat, il faut seulement signaler l'originalité des travaux de Pierre-Paul ZALIO, qui à la fois s'inscrivent dans une perspective différente, celle de la sociologie économique, avec une conceptualisation originale, et reposent sur un territoire local donné avec un fort ancrage historique<sup>207</sup>. Du côté de la science politique, Pierre Birnbaum a abandonné depuis longtemps le terrain des élites contemporaines pour se concentrer sur l'histoire des juifs de France et de l'antisémitisme et n'a pas été remplacé<sup>208</sup>. Alors que des travaux sont publiés, en particulier par le Centre d'études de la vie politique française (CEVIPOF), après chaque élection nationale sur l'évolution des pratiques électorales, on cherche vainement des analyses régulières équivalentes sur le recrutement des élites politiques, parlementaires ou gouvernementales en particulier<sup>209</sup>. Et, sur les élites économiques françaises, c'est un livre

---

d'enquêtes plus sommaires et avec des références très fermées, Christian de MONTLIBERT, *Les Agents de l'économie. Patrons, banquiers, journalistes, consultants, élus. Rivaux et complices*, Paris, Raisons d'agir, 2007.

<sup>205</sup> Pour des exemples récents, voir *Châteaux et châteaux. Les siècles passent, le symbole demeure*, Paris, Anne Carrière, 2005 et *Les Ghettos du Gotha. Comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Paris, Le Seuil, 2007.

<sup>206</sup> Voir « Les classes dirigeantes et l'exercice du pouvoir. De l'Observatoire des dirigeants à Michel Bauer Consultants », *CNRS infos*, n° 402, juin 2002. La seule publication récente de l'équipe est celle de B. Bertin-Mouro, « Gouvernance d'entreprise et fonctionnement des conseils d'administration dans les entreprises du CAC 40 », *Revue économique et sociale*, n° 9, 2005, p. 121-128.

<sup>207</sup> P.-P. ZALIO, *Grandes familles de Marseille. Enquête sur l'identité économique d'un territoire portuaire*, Paris, Belin, 1999 pour sa thèse ; il a complété ses recherches sur l'industrie marseillaise par des travaux, à partir d'entretiens, sur la région havraise également présentés dans son mémoire pour l'HDR – *Mondes patronaux et territoire. Esquisse d'une théorie sociologique de l'entrepreneur*, Institut d'études politiques (IEP) de Paris, 2005 (voir la présentation de Denis Segrestin dans *Entreprises et histoire*, n° 41, mars 2006, p. 126-130) –, résumés dans un article de 2007 – « Les entrepreneurs enquêtés par les récits de carrière : de l'étude des mondes patronaux à celle de la grammaire de l'activité patronale », *Sociétés contemporaines*, n° 68, 2007, p. 59-82 –, un ouvrage sur les *Mondes patronaux et entrepreneurs en France* étant annoncé en préparation.

<sup>208</sup> À signaler l'ouvrage collectif comparatif dirigé par Henri MENDRAS et Ezra S. SULEIMAN (dir.), *Le Recrutement des élites en Europe*, Paris, La Découverte, 1997, qui, pour la partie française, reprend des travaux déjà bien connus d'E. S. Suleiman, M. Bauer et B. Bertin-Mouro.

<sup>209</sup> À signaler quelques travaux récents toutefois sur les députés qui viennent démentir ce désintérêt : l'article de Mariette SINEAU et Vincent TIBERJ, « Candidats et députés français en 2002. Une approche sociale de la

anglais qui, dans une perspective comparative, a récemment apporté un regard nouveau sur la période récente<sup>210</sup>. Enfin, un récent numéro spécial de *Sociétés contemporaines*<sup>211</sup> a notamment permis de présenter les travaux de deux nouveaux auteurs sur le sujet, François-Xavier Dudouet et Éric Grémont, qui, en s'appuyant plutôt sur l'héritage théorique de P. Bourdieu, insistent sur la résistance et l'adaptation aux privatisations et à la mondialisation du modèle français des grands patrons d'État<sup>212</sup>.

## B) Le dynamisme de l'histoire

C'est plutôt du côté des historiens contemporanistes que j'ai trouvé depuis une quinzaine d'années des interlocuteurs et les partenaires les plus actifs sur les élites économiques.

### 1) La poursuite des travaux prosopographiques

Le monde économique n'est certes pas celui qui fait l'objet des travaux prosopographiques les plus nombreux. C. Charle, après en avoir fait l'une des composantes de ses élites de la République dans sa thèse d'État, s'est orienté exclusivement vers les élites intellectuelles et universitaires. L'étude de Maurice Lévy-Leboyer de 1979 sur les dirigeants des grandes entreprises reste la référence pour le long XX<sup>e</sup> siècle, en amont des travaux des sociologues, sous réserve du travail comparatif de Youssef Cassis de 1997 qui portait sur un corpus plus restreint<sup>213</sup>. Un inventaire à partir du catalogue sudoc.abes des thèses soutenues

---

représentation », *Revue française de science politique*, vol. 57, 2007, p. 163-185 et surtout l'ouvrage d'Olivier COSTA et Éric KERROUCHE, *Qui sont les députés français ? Enquête sur des élites inconnues*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, dont le sous-titre est, au-delà de l'accroche commerciale, révélateur.

<sup>210</sup> Publié d'ailleurs par des historiens des entreprises plus que des sociologues : Mairi MACLEAN, Charles HARVEY, Jon PRESS, *Business Elites and Corporate Governance in France and the UK*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2006, l'étude empirique portant sur l'année 1997.

<sup>211</sup> *Sociétés contemporaines*, « Les mondes patronaux » (coordonné par Fabienne PAVIS et Marie-France GARCIA-PARPET), n° 68, 2007 auquel j'ai participé avec une revue critique de la littérature, « Les études sur le recrutement du patronat : une tentative de bilan critique », p. 133-154.

<sup>212</sup> « Les grands patrons et l'État en France », p. 105-131.

<sup>213</sup> Comme M. Lévy-Leboyer, il a choisi de faire des coupes à différentes dates successives (1910, 1929, 1953, 1972 et 1989) pour étudier à chaque fois les profils d'une cinquantaine de *chairmen* (présidents du conseil d'administration) d'autant d'entreprises dans les trois pays étudiés (Grande-Bretagne, Allemagne et France, les données françaises comportant, avec les seules sources imprimées mobilisées, des lacunes assez importantes pour les trois premières années ; Youssef CASSIS, *Big Business. The European Experience in the Twentieth Century*, Oxford, Oxford University Press, 1997. Y. Cassis, professeur d'histoire économique et sociale à l'université de Genève, achève actuellement un ambitieux programme de recherche européen sur « The Performance of European Business in the 20<sup>th</sup> Century » dont l'objectif est de « de réévaluer une série de critères de succès ou d'échec des entreprises (propriété, gouvernance, stratégie, structure, cartellisation, fusions et acquisitions, expansion multinationale, recherche et développement, lobbying politique, réputation et éthique) à la lumière des performances effectivement réalisées ». Il s'agit à la fois de comparer l'évolution des résultats des grandes entreprises au XX<sup>e</sup> siècle dans les différents pays étudiés (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie et Suède) et de mettre ces résultats en relation avec de multiples variables relatives



depuis 1990 comportant en histoire contemporaine de la France le mot « prosopographie » ou « prosopographique » dans le titre complet, ou ayant mentionné la « prosopographie » comme sujet permet d'en recenser pour les élites politiques (3)<sup>214</sup>, administratives (3)<sup>215</sup>, religieuses (2)<sup>216</sup>, accessoirement pour les élites libérales<sup>217</sup> (1) ou sportives (1)<sup>218</sup>. Mais une seule aborde le monde des affaires, celui des négociants de vin à Bordeaux en l'occurrence, pour une période ancienne à cheval entre histoire moderne et histoire contemporaine<sup>219</sup>. D'autres thèses sur des patronats particuliers font certes de la prosopographie sans l'afficher, mais elles restent peu nombreuses<sup>220</sup> : on peut relever celle de Catherine Hodeir sur le grand patronat

---

entreprises et à leurs dirigeants. Le temps m'a malheureusement manqué ces dernières années, avec notamment la préparation de cette HDR, pour m'impliquer dans ce projet, auquel je suis associé, autant que je l'aurais souhaité. Le départ, à la suite de son élection à Genève, de Y. Cassis en 2004 de l'université Pierre-Mendès-France Grenoble 2 et de la direction de l'équipe Entreprises du LARHRA n'a pas non plus favorisé la poursuite du travail commun.

<sup>214</sup> Éric ANCEAU, *Les Députés du Second Empire : prosopographie d'une élite du XIX<sup>e</sup> siècle*, thèse d'histoire (dir. Jean Tulard), université Paris IV Paris-Sorbonne, 1997 (publiée sous le même titre à Paris, H. Champion, 2000) ; Christophe-Luc ROBIN, *Le Personnel politique du Libournais de Napoléon Bonaparte à Albert Lebrun : étude prosopographique des parlementaires, conseillers généraux, conseillers d'arrondissement et maire de l'arrondissement de Libourne (Gironde) de 1800 à 1940*, thèse d'histoire (dir. n.i.), université Bordeaux 3, 2001 (publiée sous le titre *Les Hommes politiques du Libournais de Decazes à Luquot : parlementaires, conseillers généraux et d'arrondissement, maires de l'arrondissement de Libourne de 1800 à 1940* à Paris, L'Harmattan, 2007) ; David GAGNEUR, *Prosopographie des élites politiques d'une colonie républicaine : La Réunion, 1870-1914*, thèse d'histoire (dir. Edmond Maestri), université de la Réunion, 2004.

<sup>215</sup> Pierre-François PINAUD, *Histoire des finances publiques au 19<sup>e</sup> siècle : le Ministère des Finances : 1789-1870 : techniques financières et prosopographie des gestionnaires*, thèse d'histoire (dir. Louis Bergeron), EHESS, 1995 ; Nathalie LEMETAYER-REZZI, *Servir la République : prosopographie de hauts fonctionnaires coloniaux de 1880 à 1914*, thèse d'histoire (dir. Colette Dubois), université de Provence, 2005 ; Pierre ALLORANT, *Le Corps préfectoral et les municipalités dans les départements de la Loire moyenne au XIX<sup>e</sup> siècle (1800-1914)*, thèse d'histoire du droit (dir. Michel Pertué), université d'Orléans, 2006 (publiée sous le même titre aux Presses universitaires d'Orléans en 2007).

<sup>216</sup> Jacques-Olivier BOUDON, *L'Épiscopat français de l'époque concordataire (1802-1905) : origines, formation, désignation*, thèse d'histoire (dir. Jean-Marie Mayeur), université Paris IV Paris-Sorbonne, 1991 (publiée sous le même titre à Paris aux Éditions du Cerf en 1996) ; Samuel GICQUEL, *Prêtres de Bretagne : les carrières ecclésiastiques dans les diocèses de Saint-Brieuc et de Vannes (1801-1905)*, thèse d'histoire (dir. Patrick Harismendy), université Rennes 2–Haute Bretagne, 2006.

<sup>217</sup> André DESMOTS, *Le Notariat rural de la seigneurie au canton : étude socio-économique et professionnelle du notaire rural : de la fin du 18<sup>e</sup> siècle jusqu'au début du 20<sup>e</sup> siècle (les notaires de l'arrondissement de Rennes)*, thèse d'histoire (dir. Claude Nières), université Rennes 2–Haute Bretagne, 2000.

<sup>218</sup> Carine ÉRARD, *La Production sociale de l'élite athlétique française (1945-1972) : essai d'analyse prosopographique*, thèse d'histoire du sport (dir. Christian Pociello et Nicolas Bancel), université de Paris-Sud, 2003.

<sup>219</sup> Philippe GARDEY, *Négociants et marchands de Bordeaux de la guerre d'Amérique à la Restauration (1780-1830)*, thèse d'histoire (dir. Jean-Pierre Poussou), université Paris IV Paris-Sorbonne, 2006.

<sup>220</sup> La thèse (dir. Y. Lequin) de Nicole MAVRIDORAKIS ép. VERNEY-CARRON, *Le Ruban et le métal : recherches sur les élites économiques de la région stéphanoise au XIX<sup>e</sup> siècle (1815-1914)* soutenue à l'université Lumière Lyon 2 en 1995, publiée en 1999 sous le titre voisin *Le Ruban et l'acier* aux Presses de l'université de Saint-Étienne, n'est pas une étude prosopographique à proprement parler, dans la mesure où elle ne s'appuie pas sur un corpus précis, procédant par divers études statistiques ou éclairages qualitatifs. Dans le même registre, on peut signaler la thèse non publiée de Frédérique LANDAIS-COURANT, *Entreprises et patronat de l'industrie de la confection, de Paris à Argenton-sur-Creuse (Indre) aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, soutenue à l'université Lumière Lyon 2 en 2001 (dir. Claude-Isabelle Brelot).

colonial français face à la décolonisation<sup>221</sup> ou celle de Chantal Ronzon-Bélot sur les dirigeants des trois grands établissements de crédit en France au tournant du XX<sup>e</sup> siècle<sup>222</sup>.

La première travaille sur l'ensemble des présidents des 270 sociétés cotées en bourse répertoriées dans l'édition 1960 de l'*Annuaire Desfossés* dont les activités principales et la majorité de revenus se situent dans les territoires de l'Union française au sens large, soit, avec les cumuls, une population de 220 personnes. Ce corpus présente des défauts reconnus (exclusion des sociétés au capital fermé, entreprises familiales ou filiales de grands groupes), ou pas (absence de profondeur temporelle avec le centrage sur une seule année, limitation aux seuls « présidents » qui selon qu'ils exercent ou non la direction générale eux-mêmes ne sont pas toujours les véritables dirigeants actifs) par l'auteur. Du fait des sources utilisées, qui se limitent pour l'essentiel à l'annuaire biographique *Who's who* et au *Bottin mondain*, les données sur les origines sociales sont lacunaires, même si la surreprésentation des catégories supérieures constatée n'en aurait probablement pas été infirmée<sup>223</sup>. Le nombre de ceux nés dans l'Empire (5 %) est étonnamment faible, mais ces présidents ne sont souvent pas des dirigeants investis exclusivement dans des activités coloniales, qu'ils gèrent souvent, parmi d'autres, à distance depuis la métropole et les sièges parisiens en particulier ; il aurait été intéressant sur ce point de mener une étude complémentaire sur les directeurs (généraux). Pour les formations, l'importance de Polytechnique (un tiers) est soulignée, mais ce sont les juristes qui arrivent en tête (plus d'un tiers). Les grands corps de l'État (Mines, Ponts et surtout inspecteurs des Finances, avec 10 %) sont bien représentés, alors que l'École coloniale ne l'est guère : les passages de l'administration au privé se font plus dans une logique d'élitisme que de spécialisation professionnelle.

Chantal Ronzon-Bélot travaille, elle, sur les « membres de l'état-major directorial<sup>224</sup> » et les administrateurs des trois grandes banques de dépôts de l'époque (Crédit lyonnais, Société générale, Comptoir national d'escompte de Paris) entre 1894 et 1914, soit un corpus

---

<sup>221</sup> Catherine HODEIR, *Le Grand Patronat colonial français face à la décolonisation*, thèse d'histoire (dir. Jacques Marseille), université Paris I Panthéon-Sorbonne, 1999, publiée sous le titre *Stratégies d'Empire. Le grand patronat colonial face à la décolonisation*, Paris, Belin, 2003, p. 5-57 pour l'étude prosopographique.

<sup>222</sup> Chantal RONZON-BÉLOT, *Banquiers de la Belle Époque : les dirigeants des trois grands établissements de crédit en France au tournant du XX<sup>e</sup> siècle*, thèse de doctorat (dir. Alain Plessis), université de Paris X-Nanterre, 2000, qui n'a fait l'objet pour l'instant que de publications sous la forme d'articles, sous le même titre dans la revue *Actes de la recherche en sciences sociales*, art. cit. ou « Banquiers de la Belle Époque, les dirigeants de la Société générale vers 1900 », *Histoire, économie et société*, vol. 23, n° 3, 2004, p. 411-432.

<sup>223</sup> L'exploitation du registre du commerce aurait permis d'avoir l'état civil des dirigeants, et donc pour ceux nombreux nés il y a plus de 100 ans à l'époque de l'étude d'avoir la profession des parents par l'acte de naissance.

<sup>224</sup> Semble-t-il, d'après son article un peu elliptique sur ce point, intégrant l'ensemble des dirigeants ayant atteint au moins le grade de sous-directeur des trois banques étudiées.

de 203 personnes<sup>225</sup>. Les origines sociales apparaissent relativement ouvertes, avec 22 % des pères appartenant aux « milieux populaires et à la petite bourgeoisie », le reste étant réparti entre « hommes d'affaires et bourgeoisie possédante » (près de 30 %), « professions intellectuelles, juridiques et libérales » (18 %), « hauts fonctionnaires » (15 %) et « financiers » (15 %). Mais la première catégorie correspondrait surtout aux générations les plus anciennes, la tendance étant à la fermeture avec l'institutionnalisation des établissements. Les origines provinciales voire étrangères sont importantes dans ces banques parisiennes, avec une origine lyonnaise marquante cependant pour l'une d'entre elles. Les alliances matrimoniales ne sont pas toujours prestigieuses, au moins lorsqu'elles précèdent l'ascension professionnelle d'un directeur. Seule une bonne moitié des dirigeants ont effectué des études supérieures, des promotions d'audidactes depuis le bas de l'échelle restant possibles. Les juristes et les élèves de l'École libre de Sciences politiques prédominent parmi les diplômés. Avant 1914, les inspecteurs des Finances pantouflent encore peu dans les trois établissements, mais, dans l'ensemble de la population étudiée, ils représenteraient 26 % des effectifs. L'auteure étudie également les lieux de résidence, principale et secondaire, les loisirs, les engagements sociaux ou mondains de ses banquiers.

Il faut enfin signaler, même s'il relève d'une approche plus démographique que prosopographique, et n'est pas centré sur les seuls entrepreneurs, le travail important mené par Cyril Grande depuis sa thèse soutenue à 1992 sur *Les Gens du Bottin mondain*, qui étudiait la relation qu'entretient au XX<sup>e</sup> siècle cet annuaire mondain avec la noblesse et la bourgeoisie<sup>226</sup>. Il a poursuivi ensuite ses recherches notamment sur les familles de la bourgeoisie juive parisiennes, qui ont été rassemblées dans une récente HDR soutenue en janvier 2008 à l'université Paris-Sorbonne (Paris IV)<sup>227</sup>.

## 2) L'intérêt confirmé des historiens des entreprises pour les dirigeants

D'autres travaux d'histoire des entreprises, sans avoir l'étude des dirigeants pour objet principal, consacrent des développements importants à leur sociologie. C'est le cas de Philippe Mioche dans sa thèse d'État soutenue en 1992 sur la sidérurgie française des années 1940 à 1970, avec un chapitre entier sur la sociologie des « dirigeants » et une importante

<sup>225</sup> De manière à nouveau obscure, ce corpus semble en fait plus large : « Parmi ces noms, 60 % appartiennent aux établissements considérés. Un second cercle, constitué de dirigeants d'autres banques, entoure ce noyau ; avec les banquiers régents de la Banque de France, ils forment l'élément de référence », RONZON-BÉLOT, art. cit., p. 9.

<sup>226</sup> Thèse soutenue à l'EHESS en 1992 sous la direction de Jean-Pierre Bardet, publiée sous le titre *Les Gens du Bottin Mondain 1903-1987 : y être, c'est en être*, Paris, Fayard, 1996.

<sup>227</sup> Dont le titre général est *Élite, patrimoine et comportements démographiques dans la société française, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*.

annexe biographique<sup>228</sup>. Le corpus est constitué à partir des fonctions non pas en entreprise, mais dans l'organisation professionnelle de la branche, avec l'ensemble des membres du comité de direction du Comité des forges en 1939, de la commission générale du comité d'organisation en 1943 et des administrateurs de la Chambre syndicale de la sidérurgie française en 1956, 1966 et 1976, soit 263 postes et 140 personnes. L'origine géographique traduit un effacement des origines lorraines, qui passent de 30 à 6 % de 1939 à 1976 au profit de la région parisienne et des autres régions françaises. Les origines sociales traduisent à la fois un déclin des héritiers patronaux, de 54 à 28 %, et un effacement des fils d'employés et de cultivateurs, de 15 à 3 %, au profit des enfants d'ingénieurs, de hauts fonctionnaires ou de professions libérales. La part des polytechniciens passe de 49 à 58 %, dont 27 à 42 % pour le seul corps des Mines. Les renouvellements sont lents ; la moyenne d'âge est élevée, autour de 63 ans, et les départs s'effectuant surtout par décès.

Parmi les monographies d'entreprise, Catherine Vuillermot a procédé dans sa thèse sur l'histoire du groupe d'électricité Durand à une étude du recrutement des nombreux administrateurs de 1906 à 1945 des compagnies intégrées au groupe. Il ne s'agit cependant pas véritablement d'un travail prosopographique dans la mesure où les seuls traitements portent sur la répartition individuelle des fonctions (évolution du nombre de cumuls), sur les lieux de résidence et sur les professions exercées, telles qu'ils apparaissent dans les documents sociaux utilisés. Il s'agit plus d'une étude sur l'organisation et les structures du groupe économique que sur un groupe professionnel ; les origines sociales ou les formations ne sont pas évoquées<sup>229</sup>.

Dans sa thèse sur Pechiney, Ludovic Cailluet donne quelques indications sur la formation des 22 titulaires du rang de « directeur de la Compagnie » des années 1950 à 1971, en insistant sur l'importance des polytechniciens (15) et des membres des grands corps techniques (7) ou administratifs (3) de l'État<sup>230</sup>. Mais il ne dit rien sur leurs origines sociales par exemple.

---

<sup>228</sup> Philippe MIOCHE, *La Sidérurgie et l'État en France des années 1940 aux années 1970*, thèse de doctorat d'État (dir. François Caron), université de Paris-Sorbonne Paris IV, 1992, 4 vol., chapitre VII, p. 329-348 et p. 446-486.

<sup>229</sup> Catherine VUILLERMOT, *Pierre-Marie Durand et l'Énergie industrielle. L'histoire d'un groupe électrique. 1906-1945*, Paris, CNRS Éditions, 2001, p. 165-188 (version publiée d'une thèse soutenue en 1997 à Lyon 2, dir. Claude-Isabelle Brelot). Une exploitation du registre du commerce, non effectuée ici, aurait permis de connaître la date et le lieu de naissance, et donc notamment les origines géographiques et sociales (par consultation des actes de naissance).

<sup>230</sup> Ludovic CAILLUET, *Stratégies, structures d'organisation et pratiques de gestion de Pechiney des années 1880 à 1971*, thèse de doctorat d'histoire (dir. Henri Morsel), université Lumière Lyon 2, 1995, p. 564-565.

D'autres études fournissent des éléments biographiques, notamment sous la forme d'annexes, mais se contentent de développements qualitatifs. François Bernard est celui qui, y compris dans la version publiée, présente les notices les plus complètes<sup>231</sup> sur les dirigeants (administrateurs et directeurs) de l'Alsacienne de constructions mécaniques<sup>232</sup>, mais il ne l'exploite guère dans le corps de son travail. Yves Bouvier, lui, consacre dans sa thèse sur la Compagnie générale d'électricité de nombreuses analyses relatives à la composition du conseil d'administration et de la direction<sup>233</sup>. En revanche, les notices biographiques fournies en annexe, dans la version de soutenance, se limitent aux seuls administrateurs, en excluant les directeurs qui ne le sont pas devenus, et, faute de recherches complémentaires dans des sources externes spécifiques (archives de l'état civil, annuaires des grandes écoles, etc.), les données sur les origines sociales ou les formations sont souvent lacunaires. La version publiée de la thèse d'Éric Godelier sur Usinor ne comporte pas d'annexe biographique, et les nombreux développements sur les administrateurs et les directeurs fournissent peu d'indications précises<sup>234</sup>.

Les histoires d'entreprise publiées ou soutenues ces dernières années apportent donc de nombreux éléments de contexte sur les entreprises étudiées, notamment sur les stratégies souvent mises, dans une perspective chandlerienne, en relation avec l'organisation des structures dirigeantes<sup>235</sup>. Mais, outre le fait que le paysage même des grandes entreprises est, faute de vocations d'historiens et surtout de sources disponibles, loin d'être entièrement couvert par des travaux universitaires, ceux-ci lorsqu'ils existent ne suffisent souvent pas pour mener une véritable sociologie des dirigeants. Et si l'échelon de la direction générale peut être traité à partir de sources externes publiques, l'ensemble de la hiérarchie des cadres dirigeants reste souvent un univers très opaque.

---

<sup>231</sup> Avec des éléments d'état civil, d'origine sociale, de carrière, etc. généralement précis.

<sup>232</sup> Du moins dans la version publiée, voir François BERNARD, *L'Alsacienne de constructions mécaniques. Des origines à 1965*, Presses universitaires de Strasbourg, 2000, p. 403-453 (thèse soutenue en 1998 à l'université Strasbourg 2, dir. Michel Hau).

<sup>233</sup> Yves BOUVIER, *La Compagnie générale d'électricité: un grand groupe industriel et l'État : technologie, hommes et marchés (1898-1992)*, thèse de doctorat d'histoire (dir. Pascal Griset), université Paris-Sorbonne (Paris IV), 2005, non encore publiée.

<sup>234</sup> Par exemple, la liste des directeurs industriels successifs de groupes régionaux de 1948 à 1966 ne précise pas leur formation d'ingénieur respective, qu'on peut pourtant pour tous facilement trouver dans les annuaires des grandes écoles concernées ; Eric GODELIER, *Usinor-Arcelor. Du local au global*, Paris, Hermès-Lavoisier, 2006, p. 265 (version publiée d'une thèse soutenue à l'EHESS en 1995 sous la direction de Patrick Fridenson).

<sup>235</sup> La récente vaste synthèse de l'historien de l'University of South Carolina Michael S. SMITH qui cherche à montrer dans une même perspective chandlerienne affirmée l'ancienneté des grandes entreprises en France dans l'ensemble des branches industrielles comporte aussi de nombreux éléments sur le profil des dirigeants concernés ; *The Emergence of modern business enterprise in France, 1800-1930*, Cambridge, Harvard University Press, 2006.

### 3) La biographie patronale : un genre peu pratiqué dans un cadre scientifique

L'approche biographique est un genre moins pratiqué pour les patrons que pour les hommes politiques ou les intellectuels, surtout de la part d'historiens universitaires. Et les contraintes éditoriales tendent à limiter les travaux aux figures les plus connues, celles d'entrepreneurs dont le nom est associé à des entreprises particulièrement en vue, des fondateurs comme André Citroën<sup>236</sup> ou Louis Renault<sup>237</sup>, ou un héritier comme François de Wendel<sup>238</sup>. À l'image de ce dernier, ce sont souvent des patrons très particuliers qui intéressent les historiens, ceux menant parallèlement une carrière politique, tel que Jean Hennessy<sup>239</sup>. C'est moins l'industriel sur le tard (en tant que PDG de Rhône-Poulenc) que le grand commis des finances de l'État qui a intéressé Olivier Feiertag avec Wilfrid Baumgartner<sup>240</sup>. Les différents travaux sur Henri Fayol sont par ailleurs plus liés à sa contribution à la fondation d'une science du management qu'à son action comme directeur général de la Société de Commentry, Fourchambault & Decazeville, même si l'une a fortement inspiré l'autre<sup>241</sup>. À l'origine d'une des composantes de cette même entreprise (usine de Fourchambault) sous la Restauration, il faut également signaler le travail ancien de Guy Thuillier sur Georges Dufaüd<sup>242</sup>. Rares sont cependant, après l'étude sur Henri Malcor de Mioche et Roux, les travaux sur les managers du XX<sup>e</sup> siècle : on ne relève guère que la thèse de Cyrille Sardais en sciences de gestion sur Pierre Lefauchaux, PDG de Renault, qui est moins une biographie classique qu'une étude de ses pratiques de direction<sup>243</sup>.

<sup>236</sup> Sylvie SCHWEITZER, *André Citroën, 1878-1935. Le risque et le défi*, Paris, Fayard, 1992.

<sup>237</sup> Gilbert HATRY, *Louis Renault, patron absolu*, Paris, Lafourcade, 1982, à partir d'une thèse de doctorat soutenue à l'université Paris I ; Emmanuel CHADEAU, *Louis Renault*, Paris, Plon, 1998.

<sup>238</sup> Jean-Noël JEANNENEY, *François de Wendel en République, L'argent et le pouvoir (1914-1940)*, Paris, Le Seuil, 1976 (nouvelle éd. 2004), à partir d'une thèse de doctorat d'État (dir. René Rémond) soutenue en 1975 à l'université Paris X-Nanterre ; Denis WORONOFF, *François de Wendel*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

<sup>239</sup> François DUBASQUE, *Jean Hennessy (1874-1944) : argent et réseaux au service d'une nouvelle République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008 (issu d'une thèse soutenue en 2006 à Bordeaux 3 sous la direction de Bernard Lachaise) ; on peut signaler aussi dans le même registre la thèse soutenue en 2004 par Éric LE RAY sur *Un des fondateurs de la presse moderne, Hippolyte Auguste Marinoni (1823-1904) : entrepreneur, innovateur, constructeur de machines à imprimer, patron de presse et homme d'influence à l'EPHE* (dir. Frédéric Barbier).

<sup>240</sup> Olivier FEIERTAG, Wilfrid Baumgartner, *Un grand commis des finances à la croisée des pouvoirs (1902-1978)*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2006.

<sup>241</sup> Voir Jean-Louis PEAUCELLE et al. (éd.), *Henri Fayol, inventeur des outils de gestion : textes originaux et recherches actuelles*, Paris, Économica, 2003 et le numéro spécial d'*Entreprises et histoire* sur Fayol, n° 34, décembre 2003, après la thèse japonaise de Tsuneo SAKAKI, *Henri Fayol : sono hito to keiei senryaku soshite keiei no riron*, Tokyo, Bunshindo, 1984 (traduction en français aux archives de Sciences Po et article dans le numéro précité d'*Entreprises et histoire*, « Fayol et la Comambault », p. 8-28).

<sup>242</sup> Guy THUILLIER, *Georges Dufaüd et les débuts du grand capitalisme dans la métallurgie en Nivernais au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, SEVPEN, 1959.

<sup>243</sup> Cyrille SARDAIS, *Leadership et création d'institution. Les actions, intentions et perceptions d'un dirigeant : Pierre Lefauchaux, PDG de la Régie Renault*, thèse de doctorat en sciences de gestion (dir. Patrick Fridenson et Bernard Ramanantsoa), HEC, 2005, publiée sous le titre *Un PDG en action : Pierre Lefauchaux. Dans la boîte noire du dirigeant de la Régie Renault, 1944-1955*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008. Le travail d'Yves

#### 4) Les organisations patronales et leurs dirigeants : un objet en plein renouvellement

Il faut enfin signaler le dynamisme récent des études historiques sur les organisations patronales et leurs dirigeants, dont l'étude avait longtemps été portée plutôt par des auteurs étrangers<sup>244</sup>, sous réserve de travaux pionniers sur les houillères notamment<sup>245</sup>. On connaît d'abord mieux les origines des premières confédérations interprofessionnelles nationales. Joël Dubos a consacré en 1997 sa thèse à André Lebon, fondateur de la Fédération des industriels et des commerçants français en 1903<sup>246</sup>. Clotilde Druelle s'est intéressée dans une thèse soutenue en 2004 à la naissance la Confédération générale de la Production française (CGPF), à travers notamment le rôle joué à l'origine en 1919 par le ministre Étienne Clémentel<sup>247</sup>. Sylvie Guillaume a retracé l'histoire après la Seconde Guerre mondiale de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) autour de la figure fondatrice de Léon Gingembre<sup>248</sup>. Danièle Fraboulet a, dans le cadre d'un mémoire d'habilitation soutenu en 2004, fait l'histoire de l'organisation professionnelle dominante à l'échelle nationale, l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), de sa création en 1901 jusqu'en 1950<sup>249</sup>, avec un double éclairage à l'échelle locale, dans la région parisienne avec le Groupement des industries métallurgiques (GIM) et à Lyon avec le Syndicat de la métallurgie. Le volume publié comporte, sous la forme d'un CD-Rom, une importante annexe biographique avec des portraits détaillés de l'ensemble des responsables de la période. Les travaux menés dans l'ancien Centre Pierre Léon sur les organisations patronales lyonnaises ont permis de montrer

---

COHEN sur Ernest Mattern chez Peugeot concerne plus un ingénieur-directeur technique qu'un véritable patron : *Organiser à l'aube du taylorisme : la pratique d'Ernest Mattern chez Peugeot, 1906-1919*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 2001.

<sup>244</sup> Voir notamment les travaux de l'américain Michael J. RUST sur le Comité des forges (*Business and Politics in the Third Republic : the Comité des Forges and the French Steel Industry 1896-1914*, 1973, thèse de l'université de Princeton non publiée), de l'allemand Ingo KOLBOOM sur le patronat face au Front populaire (éd. française, 1986) et de l'anglais Richard C. VINEN sur les politiques du patronat entre 1936 et 1945 (*The Politics of French Business 1936-1945*, 1991, non traduit).

<sup>245</sup> Sur ce point, je me contente de renvoyer à la revue bibliographique du mémoire de synthèse d'HDR de D. FRABOULET, *op. cit.*, p. 37-41.

<sup>246</sup> Joël DUBOS, *Aux origines du syndicalisme d'union patronale. André Lebon et la Fédération des industriels et des commerçants français, de la création en 1903 à la Première Guerre mondiale*, thèse de doctorat d'histoire (dir. Gilles Le Béguec), université Paris X-Nanterre, 1997, dont la version publiée ne reprend que partiellement les apports sur l'organisation patronale, *André Lebon. Un homme d'affaires en République (1859-1938). Le patriotisme et l'influence*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, chapitre V.

<sup>247</sup> Clotilde DRUELLE, *Un Laboratoire réformateur, le département du Commerce en France et aux États-Unis de la Grande Guerre aux années vingt*, thèse de doctorat d'histoire (dir. Serge Berstein), IEP de Paris, 2004.

<sup>248</sup> Sylvie GUILLAUME, *Confédération générale des petites et moyennes entreprises : son histoire, son combat, un autre syndicalisme patronal, 1944-1978*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux et *Le Petit et Moyen Patronat dans la nation française de Pinay à Raffarin, 194-2004*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2005.

<sup>249</sup> Danièle FRABOULET, *Quand les patrons s'organisent : stratégies et pratiques de l'Union des industries métallurgiques et minières, 1901-1950*, Villeneuve-d'Ascq, Septentrion, 2007.

leur ancienneté à l'échelle locale, bien antérieure non seulement à la création d'organisations nationales, mais même à la loi de 1884 autorisant les syndicats professionnels<sup>250</sup>. Un colloque organisé en 2004 à Rennes par Olivier Dard et Gilles Richard a été l'occasion de s'intéresser à une population souvent méconnue, celle des « permanents » – gérants salariés à temps plein qui ne sont pas des responsables élus en leur sein par les adhérents – des organisations patronales<sup>251</sup>. En quelques années, le renouvellement des études sur les organisations patronales a été spectaculaire.

---

<sup>250</sup> Voir Pierre VERNUS (dir.), *Les Organisations patronales. Une approche locale (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Lyon, Centre Pierre Léon (Cahiers du Centre Pierre Léon, n° 1), 2002, dans lequel j'ai publié une contribution sur « L'Union des chambres syndicales lyonnaises (1885-1914) : une organisation interprofessionnelle pionnière », p. 145-167.

<sup>251</sup> Olivier DARD et Gilles RICHARD (dir.), *Les Permanents patronaux : éléments pour l'histoire de l'organisation du patronat en France dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle*, Metz, Centre de recherche histoire et civilisation de l'université Paul Verlaine, 2005, dans lequel j'ai contribué (avec P. VERNUS) sur un responsable de syndicat patronal lyonnais de l'entre-deux-guerres, « Animer une organisation patronale interprofessionnelle régionale : Aymé Bernard et l'Association industrielle commerciale et agricole à Lyon », p. 285-307.



## **II<sup>E</sup> PARTIE**

### **L'ETUDE DES ELITES ECONOMIQUES ALLEMANDES, DE L'EFFACEMENT AU RENOUVEAU**

Lorsque, après mon DEA, je décide à l'automne 1989, à la faveur d'une allocation de recherche du programme franco-allemand du ministère de la Recherche, de me tourner également, au départ dans une perspective comparative, vers l'Allemagne, un pays avec lequel je n'ai jusqu'alors entretenu qu'une relation linguistique, touristique et amicale, il m'apparaît vite que le terrain n'est pas aussi balisé.

## I) Flux et reflux de la sociologie des élites

### A) La vague des années 1950-1960

Selon une antienne bien connue, il n'y aurait pas, de manière générale, pour l'étude des classes dominantes ou dirigeantes, de « Bourdieu allemand ». Il faut toutefois mentionner d'importants travaux plus anciens, menés de la fin des années 1950 au début des années 1970, qui impliquent différentes écoles sociologiques.

#### 1) La sociologie fonctionnaliste d'inspiration américaine d'Heinz Hartmann

Le premier à s'être investi dans le champ, Heinz Hartmann (né en 1930), qui a fait toute sa carrière comme professeur à l'université de Münster, incarne la sociologie fonctionnaliste d'inspiration américaine en général et de Richard Bendix en particulier<sup>252</sup>. Il a commencé en 1954 par une étude sur le rôle de l'enseignement supérieur allemand dans la formation du patronat, destinée à mesurer le « taux d'académisme » (*Akademisierungsgrad*) à partir d'un large corpus de 6 758 dirigeants, l'utilisation du titre universitaire (de docteur ou de licencié) comme attribut de l'identité permettant de le mesurer facilement dans des annuaires : 31 % seraient diplômés du supérieur<sup>253</sup>. Ce pourcentage relativement faible s'explique par l'étendue d'un corpus qui intègre des dirigeants d'entreprises moyennes, les critères précis de sa constitution par les éditeurs des annuaires n'étant pas connus. De multiples traitements statistiques sont effectués sur la répartition de ces diplômés par niveaux d'études, disciplines universitaires, branches et fonctions dans l'entreprise, les origines sociales ou les parcours professionnels restant inconnus. Dix ans plus tard, H. Hartmann a, avec son collègue de Münster Hanns Wienold, réalisé une étude semblable avec une source étendue, l'annuaire utilisé n'intégrant plus les seuls membres de directoire de sociétés par actions, mais également des gérants de SARL ou de sociétés de personnes, présentes même parmi les grandes entreprises en Allemagne<sup>254</sup>. Le corpus est élargi à 21 707 personnes, sans que, comme ils le reconnaissent, les auteurs maîtrisent là encore les critères de l'éditeur quant à la présence de tel ou dirigeant dans l'annuaire, le vivier global des dirigeants d'entreprises

<sup>252</sup> Voir ses récents mémoires, Heinz HARTMANN, *Logbuch eines Soziologen. Ausbildung, Arbeit, Anerkennung im Fach. 1950-2000*, Münster, Spurt-Verlag, 2007.

<sup>253</sup> Étude publiée à la fois dans un petit livre, Heinz HARTMANN, *Unternehmer-Ausbildung*, Munich, Hanser, 1958, et dans des articles comme « Die Akademiker in der heutigen Unternehmerschaft. Eine Studie über Vorbildung, Alter und Funktionen von 2000 deutschen Unternehmern mit Hochschuldiplom », *Tradition*, vol. 4, n° 3, août 1959, p. 133-148. L'étude s'appuie, à titre principal, sur l'édition 1954 de l'annuaire *Adreßbuch der Direktoren und Aufsichtsräte*, Berlin, Finanzverlag et, à titre secondaire, sur l'édition 1953 de *Leitende Männer der Wirtschaft und der zugehörigen Verwaltung*, Darmstadt, Hoppenstedt. Il ne s'agit que d'annuaires de directeurs et d'administrateurs de sociétés, qui ne comportent pas d'autres informations biographiques sur les intéressés que la date de naissance (en principe) et l'éventuel titre de l'enseignement supérieur.

<sup>254</sup> Heinz HARTMANN, Hanns WIENOLD, *Universität und Unternehmer*, Gütersloh, Bertelsmann, 1967.

de plus de 50 salariés étant estimé à 60 000 environ. Dans ce corpus encore élargi, il n'est pas étonnant que le pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur tombe à 27 %.

H. Hartmann a également produit à la même époque d'autres études sur les fondements de l'autorité des managers en Allemagne<sup>255</sup>, sur les femmes entrepreneurs<sup>256</sup> et sur les cadres dirigeants<sup>257</sup>. Il s'est orienté ensuite, à partir des années 1970, vers des travaux plus théoriques et n'a pas renouvelé de telles études empiriques.

## 2) L'école de Francfort et le capitalisme : Helge Pross

Helge Pross (1927-1984), assistante de Max Horkheimer puis de Theodor Adorno à Francfort, a publié en 1965 son habilitation dans la collection de l'Institut d'histoire sociale sur le thème des managers et actionnaires en Allemagne<sup>258</sup>. À l'encontre des thèses de Berle et Means et surtout de James Burnham, elle montre de manière convaincante que l'émergence des managers n'a pas débouché sur une contradiction avec les représentants du capital, les premiers restant les meilleurs défenseurs de la propriété privée. Son étude empirique porte seulement sur la répartition des modes de contrôle des grandes entreprises. Les managers sans capital, qui dirigeraient, entre les entreprises publiques et les entreprises privées sans actionnaire dominant, plus de 40 % du chiffre d'affaires global de la centaine des plus grandes entreprises allemandes, ne constitueraient pas une nouvelle classe sociale, ce qui n'empêcherait pas qu'ils soient à l'origine d'un nouveau profil de dirigeants très différent de celui des capitalistes de l'ancienne époque. Son étude empirique sur le recrutement des dirigeants a été menée dans un autre ouvrage, publié en 1971, alors qu'elle est devenue professeure à l'université de Gießen, avec son mari Karl W. Boetticher (né en 1912), chercheur dans la même université<sup>259</sup> : elle repose sur trois enquêtes menées entre 1965 et 1968 à la fois sur l'origine sociale, la formation et la carrière, les styles de commandement, la représentation de soi et la vision de la société, et les modes de vie de managers, qui ont en commun d'avoir été menées seulement sous la forme de questionnaires diffusés dans les entreprises par leurs directions, en relation avec les auteurs<sup>260</sup>. L'enquête sur le recrutement a

---

<sup>255</sup> Heinz HARTMANN, *Authority and Organization in German Management*, Princeton, Princeton University Press, 1959, la version allemande paraissant en 1968 sous le titre *Der deutsche Unternehmer, Autorität und Organisation*, Francfort/M., Europäische Verlagsanstalt.

<sup>256</sup> Heinz HARTMANN, *Die Unternehmerin*, Cologne, Westdeutscher Verlag, 1968.

<sup>257</sup> Heinz HARTMANN, *Leitende Angestellte*, Neuwied, Luchterhand, 1973.

<sup>258</sup> Helge PROSS, *Manager und Aktionäre in Deutschland. Untersuchung zum Verhältnis von Eigentum und Verfügungsmacht*, Francfort/M., Europäische Verlagsanstalt, 1965.

<sup>259</sup> Lui-même déjà auteur notamment de *Unternehmer oder Manager : Grundprobleme industrieller Führerschaft*, Cologne, Grote, 1963.

<sup>260</sup> Helge PROSS, Karl W. BOETTICHER, *Manager des Kapitalismus : Untersuchung über leitende Angestellte in Grossunternehmen*, Francfort, Suhrkamp, 1972. Sur les liens ambigus entretenus par ces sociologues « de

porté sur 538 personnes réparties dans 13 grandes entreprises (non dénommées) de différentes branches, avec des taux de réponse très variables selon les cas (de 29 à 95 %), les niveaux hiérarchiques concernés allant du directeur d'usine au membre du directoire. Si les données sont inhabituellement complètes dans des enquêtes de ce genre, la question de leur représentativité reste fortement posée. H. Pross s'est ensuite, avant sa disparition prématurée, orientée principalement, en féministe pionnière, vers la sociologie des femmes.

Il faut aussi signaler une étude solide, même si elle ne s'inscrit pas dans un cadre scientifique, menée par le journaliste économique Max Kruk en 1972 sur les origines, formations et les carrières de 2 053 dirigeants des 381 plus grandes entreprises allemandes. Elle repose seulement sur l'envoi d'un questionnaire détaillé, auquel plus de quatre cinquièmes d'entre eux (1 662) auraient répondu, ce qui correspond à un taux inhabituellement élevé pour une telle population. L'auteur, visiblement plutôt en sympathie avec son objet, tend à insister notamment sur l'ouverture sociale de leur recrutement, « 86 % venant d'en bas », c'est-à-dire des classes populaires et moyennes, ce qui paraît en contradiction avec d'autres études et doit reposer sur une interprétation très extensive de celles-ci (ou sur des réponses douteuses...).

### 3) Wolfgang Zapf, élève de Dahrendorf

C'est le nom de Wolfgang Zapf qui reste le plus important pour cette période, pour l'étude des élites, économiques en particulier. Ce sociologue (né en 1937), assistant de Ralf Dahrendorf à l'université de Tübingen entre 1962 et 1966, a à la fois, dans le cadre d'une thèse soutenue en 1965, mené une recherche sur les transformations de l'ensemble des élites allemandes entre 1919 et 1961<sup>261</sup> et édité la même année un ouvrage collectif issu d'un séminaire de Tübingen, avec notamment une contribution personnelle sur les managers allemands<sup>262</sup>. Dans sa thèse, il a travaillé sur un corpus de titulaires de 258 positions réparties en 16 groupes, au sein des élites politiques, administratives, économiques, syndicales, religieuses, culturelles et médiatiques entre 1919 et 1961. Il a étudié la circulation des

---

gauche » avec le patronat et leur instrumentalisation par celui-ci, voir Christian KLEINSCHMIDT, *Der produktive Blick. Wahrnehmung amerikanischer und japanischer Management- und Produktionsmethoden durch deutsche Unternehmer 1950-1985*, Berlin, Akademie Verlag, 2002, p. 118.

<sup>261</sup> Wolfgang ZAPF, *Wandlungen der deutschen Elite. Ein Zirkulationsmodell deutscher Führungsgruppen 1919-1961*, Munich, Piper, 1965.

<sup>262</sup> Wolfgang ZAPF, « Die deutschen Manager. Sozialprofil und Karriereweg », in *idem* (dir.), *Beiträge zur Analyse der deutschen Oberschicht*, Munich, Piper Verlag, 1965, p. 136-149. W. Zapf y a également rédigé, outre l'introduction générale, un article sur les hauts fonctionnaires. Les autres articles, signés semble-t-il d'autres élèves de R. Dahrendorf, portent sur les députés du Bundestag et de la Volkskammer (Wolf Mersch), les ministres fédéraux (Hannelore Gerstein et Hartmut Schellhoss), les juges fédéraux (Johannes Feest, qui a fait ensuite une carrière de sociologue du droit et de criminologue) et les généraux (Werner Baur).

titulaires année par année pendant trois périodes (Weimar, nazisme et après-guerre). Pour les élites économiques, il a intégré dans son corpus les présidents de directoire et de conseils de surveillance d'une quinzaine de grandes entreprises, ainsi que les présidents des principales confédérations et fédérations patronales. Les dirigeants d'entreprise sont, avec les responsables religieux, la catégorie la plus stable, même si la circulation a augmenté avec le temps. Le recrutement des titulaires est ensuite analysé à travers un certain nombre de variables : âge, origine régionale, appartenance confessionnelle, formation et origine sociale. Sur ce dernier point, il montre que les élites économiques sont, avec les élites administratives et culturelles, celles qui ont les origines les plus concentrées dans les couches supérieures. Il étudie enfin les échanges éventuels entre les groupes : pour les dirigeants d'entreprise, il ne relève que ceux avec les fonctions dans les syndicats patronaux, pas avec la politique ou la haute administration. Cette étude présente par l'ampleur et la diversité du corpus et par sa dimension diachronique un grand intérêt, grâce aux comparaisons qu'elle permet à la fois entre les différents groupes et dans le temps. Elle reste cependant nécessairement superficielle pour les seules élites économiques. L'article publié par ailleurs représente un utile complément, sans profondeur historique toutefois : le corpus porte cette fois-ci sur une population élargie à l'ensemble des membres des directoires des 50 plus grandes entreprises ouest-allemandes en 1964, soit 318 personnes. L'étude repose à la fois sur l'exploitation d'annuaires biographiques du type *Who's who* (*Wer ist Wer ?* en allemand) et sur des questionnaires envoyés aux entreprises. Le taux d'informations recueillies serait en gros de 50 %, ce qui est qualifié de « satisfaisant » par l'auteur, même s'il aurait probablement pu être amélioré par des recherches plus approfondies<sup>263</sup>. Dans les résultats, il insiste sur la prédominance des formations supérieures (89 %), les ingénieurs étant beaucoup plus nombreux que les juristes ou les économistes-gestionnaires, avec une forte proportion (50 %) de titulaires d'un doctorat. En matière d'origine sociale, 79 % des pères appartiendraient aux couches supérieures, avec une proportion importante issue de la fonction publique, 16 % aux classes moyennes. Les 5 % seulement issus des milieux ouvriers sont en fait presque tous des « directeurs du travail » (*Arbeitsdirektore*) recrutés, selon les principes de la codétermination (*Mitbestimmung*) dans le charbon et l'acier, dans la filière syndicale. Dans ces grandes entreprises, W. Zapf constate que les héritiers ne jouent presque plus aucun rôle, du moins dans les directoires, ce qui justifie son titre centré sur les « managers ». Leur ascension s'effectue dans l'entreprise selon un modèle « quasi bureaucratique », avec des étapes

---

<sup>263</sup> Notamment dans les portraits de la presse d'affaires, professionnelle ou d'entreprise comme je l'ai fait dans ma thèse.

successives, selon des règles précises d'ancienneté, même si des ascensions rapides ou des recrutements extérieurs restent possibles. La « carrière maison » prédomine nettement à cette époque. Autre constat, les managers sont presque toujours spécialisés dans les affaires. Le cumul avec des mandats politiques est devenu très rare, à la différence de l'époque de Weimar. Les seuls cumuls se font avec des postes dans des conseils de surveillance d'autres entreprises, des syndicats patronaux et, en dehors du monde des affaires, des titres de professeurs honoraires dans des universités qui traduisent des liens étroits avec l'enseignement supérieur.

W. Zapf lui-même a délaissé les élites pour se consacrer ensuite à des travaux plus théoriques sur le changement social ou la modernisation avant de diriger de 1994 à 2002 le Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung (WZB). De telles études n'ont pendant longtemps pas été renouvelées dans cette ampleur et cette qualité.

### **B) Les seules *Elitestudien* généralistes des années 1970-1995**

Après le début des années 1970, il n'y a plus eu d'études sociologiques spécialisées sur les élites économiques du moment pendant plus de deux décennies. Dans cette période, on ne relève que des *Elitestudien* générales, menées successivement par des équipes de Mannheim (1968, 1981), Cologne (1972) et Postdam (1995). Le programme a été lancé par un professeur de science politique de Mannheim connu comme introducteur des méthodes empiriques d'inspiration américaine, Rudolf Wildenmann (1921-1993)<sup>264</sup>, poursuivi ensuite par ses élèves, en particulier Ursula Hoffmann-Lange<sup>265</sup> et Wilhelm P. Bürklin (né en 1949)<sup>266</sup>.

Ces enquêtes sont menées sous la forme d'entretiens par questionnaires passés auprès de plusieurs milliers de membres des élites nationales repérés selon une méthode positionnelle dans différents secteurs de la société (politique, administration, économie, sciences, culture, médias, église, etc.). Les fonctions économiques sont ainsi réparties entre directions de grandes entreprises d'industrie, de commerce et de services, directions d'entreprises financières (banques et assurances) et responsabilités dans des syndicats patronaux.

---

<sup>264</sup> Il s'est aussi illustré avec son équipe de Mannheim en matière de sociologie électorale et d'étude des partis politiques ; il a également participé à la création du baromètre politique (*Politbarometer*).

<sup>265</sup> U. Hoffmann-Lange a soutenu à Mannheim en 1977 sa thèse à partir de l'enquête de 1972 sur les modèles d'orientation politique des couches dirigeantes ouest-allemandes et en 1990 son habilitation sur « Élités, pouvoirs et conflits dans la République fédérale » (NB : les références précises en allemand sont, comme d'autres auteurs dans la suite de ce mémoire, indiquées dans la bibliographie finale). Elle est ensuite devenue professeure de science politique à l'université de Bamberg (1994) et continue de travailler sur les élites essentiellement politiques.

<sup>266</sup> W. P. Bürklin a soutenu à Mannheim sa thèse en 1983 sur « la politique verte : cycles idéologiques, électeurs et systèmes partisans ». Professeur de science politique à l'université de Potsdam de 1992 à 1997, il a quitté ensuite le monde académique pour devenir dirigeant de la Fédération allemande des banques.

Tableau 1 : Répartition et part des élites économiques dans les *Elitestudien*

	1968	1972	1981	1995
Entreprises	227	450	592	539
Secteur financier	91	187	300	338
Syndicats professionnels	150	218	407	428
Total économie	438	855	1 299	1 305
Total élites	1450	3 030	3 634	4 587

Pour les entreprises, des entreprises de différentes tailles selon le chiffre d'affaires sont intégrées : ainsi, en 1994, 15 très grandes entreprises, avec l'ensemble des membres de leurs directoires, leurs présidents et vice-présidents des conseils de surveillance, 132 grandes entreprises et 54 entreprises importantes, avec les seuls présidents et vice-présidents des directoires<sup>267</sup>. Les questionnaires ne sont pas administrés par les chercheurs eux-mêmes, mais par un institut de sondage (Infratest, devenu entre-temps TNS Infratest, à Munich en 1995), l'étude bénéficiant d'importants crédits apportés par la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG). La méthode s'avère peu satisfaisante pour le monde des affaires : si les militaires (76 % en 1972, 86 % en 1995) ou les scientifiques (80 et 81 %) répondent bien, les dirigeants d'entreprise se distinguent par un taux très faible (40 et 33 %), avec tous les risques de mauvaise représentativité associés. Les résultats, présentés d'abord sous la forme de simples rapports<sup>268</sup>, ont été ensuite diffusés dans des ouvrages, publiés parfois avec plusieurs années de décalage<sup>269</sup>. Ils sont organisés autour d'interrogations transversales aux différentes catégories, sans analyse spécifique pour chacune et pour l'économie en particulier. De manière générale, l'origine politologique amène à mettre l'accent sur les interrogations politiques, comme le degré de démocratisation des élites et leur appréciation du système

<sup>267</sup> Et présidents des conseils de surveillance pour les premières. Cet ajout est contestable dans la mesure où les membres des conseils de surveillance ne sont pas des dirigeants à temps plein de l'entreprise, ils sont soit retraités du directoire, soit représentants des familles actionnaires, soit dirigeants d'autres entreprises.

<sup>268</sup> Rudolf WILDENMANN, Uwe SCHLETH, *Eliten in der Bundesrepublik. Eine sozialwissenschaftliche Untersuchung über Einstellung führender Positionsträger zur Politik und Demokratie* pour 1968 et Werner KALTEFLEITER, Rudolf WILDENMANN (dir.), *Westdeutsche Führungsschicht 1972* pour 1972, édités à Cologne par le Zentralarchiv für empirische Sozialforschung, cotes ZA-n° 1138 et 0796 (consultables en ligne à partir de la notice Wikipedia de R. Wildenmann), R. WILDENMANN *et al.*, *Führungsschicht in der Bundesrepublik Deutschland 1981*, université de Mannheim (cote ZA-n° 1139).

<sup>269</sup> Voir notamment Ursula HOFFMANN-LANGE *et al.*, *Konsens und Konflikt zwischen Führungsgruppen in der BRD*, Francfort/Main, Peter Lang, 1980 pour 1972 ; l'habilitation de U. HOFFMANN-LANGE, *op. cit.*, 1992 pour 1981, enfin, plus rapidement, Wilhelm P. BÜRKLIN, Hilke REBENSTORF *et al.*, *Eliten in Deutschland. Rekrutierung und Integration*, Opladen, Leske + Budrich, 1997 pour 1995.

politique. Ces travaux, menés dans une perspective peu critique<sup>270</sup>, tendent à avoir des conclusions plutôt optimistes sur l'ouverture de la société allemande : l'étude de 1995 conclut notamment à une diminution des inégalités sociales d'accès aux élites dans les secteurs comme l'économie qui étaient marqués par une surreprésentation des catégories supérieures.

### **C) Le succès académique et médiatique d'une « entreprise individuelle » : Michael Hartmann (1995)**

Depuis 1995, la sociologie des élites économiques allemandes a été renouvelée et marquée par une entreprise solitaire spectaculaire, celle du sociologue Michael Hartmann (1952), aujourd'hui professeur à l'université technique de Darmstadt. Ses premières recherches, dans ses thèse (1979, Hanovre) et habilitation (1983, Osnabrück), portaient sur la rationalisation induite par l'informatique dans le travail de bureau en entreprise<sup>271</sup>. C'est dans le cadre de projets de recherche ultérieurs, financés par la DFG dans une longue attente d'une chaire obtenue seulement en 1999<sup>272</sup>, qu'il s'est tourné vers le recrutement des élites. Il a d'abord travaillé sur la place des juristes comme élite académique dans l'économie, avançant la thèse d'un déclin relatif de leur influence lié à une massification de leurs effectifs et à une spécialisation croissante ; ils perdraient ainsi du terrain dans les fonctions dirigeantes généralistes, ce qui marquerait la fin du « monopole des juristes » traditionnel en Allemagne<sup>273</sup>. Il s'est ensuite intéressé à un groupe professionnel d'origine beaucoup plus récente, celui des informaticiens, en insistant sur leurs difficultés à sortir de leurs fonctions spécialisées et à accéder à des responsabilités de management, une possibilité qui serait

<sup>270</sup> Signalons, parce que cela peut peser dans sa relation de politologue avec ses objets d'études, que R. Wildenmann a été responsable local de la CDU à Mannheim (cf. sa notice en allemand sur l'encyclopédie en ligne Wikipedia) ; W. P. Bürklin s'est fait embaucher comme dirigeant d'un syndicat patronal sitôt l'étude de 1995 achevée...

<sup>271</sup> Deux ouvrages en ont été tirés en 1981 et 1984 aux éditions Campus à Francfort/Main.

<sup>272</sup> Soit 16 ans après son habilitation... Probablement un record dans le genre, que l'intéressé explique par son style anticonformiste et un engagement politique personnel en faveur de l'extrême gauche marxiste qui détonneraient dans le monde académique ; voir le portrait que consacre l'hebdomadaire *Die Zeit* (« Der linke als Libero », n° 4, 19 janvier 2006, p. 38) « à l'un des derniers marxistes dans le système scientifique allemand » : « son jean bleu délavé commence à avoir des franges en bas, son tee-shirt bleu foncé a sûrement déjà plusieurs douzaines de lavages à eau chaude derrière lui... ».

<sup>273</sup> Voir le livre *Juristen in der Wirtschaft : eine Elite im Wandel*, Munich, Beck, 1990 et l'article « Zwischen Stabilität und Abstieg – Juristen als akademische Elite in der Wirtschaft », *Soziale Welt*, vol. 40, n° 3, 1989, qui a débouché sur un intéressant débat dans cette revue avec un sociologue de Bochum, Frank Thieme, défenseur de la thèse d'une préservation du « monopole des juristes » dans les élites allemandes. La divergence reposait à vrai dire sur un malentendu : ce monopole n'a jamais existé dans l'industrie, partiellement seulement, avec la concurrence des formations internes, dans la banque et l'assurance ; il était surtout caractéristique de l'administration prussienne traditionnelle ; voir Bénédicte DAVIET-VINCENT, *Serviteurs de l'État. Prusse 1871-1933*, Paris, Belin, 2006.



largement réservée à ceux issus des milieux supérieurs<sup>274</sup>. Ces études l'ont incité à se tourner vers une analyse plus générale du recrutement des *top managers* allemands. Sa première enquête s'est appuyée sur un nouveau traitement des données de l'*Elitestudie* de 1981<sup>275</sup>. Elle présente pour lui l'avantage de porter sur les véritables détenteurs des positions de pouvoir définis selon des critères rigoureux, le taux de réponse de 41 % lui paraissant meilleur que dans d'autres études analogues. Il a simplement resserré la population en écartant tous pour lesquels des facteurs politiques pourraient jouer dans les nominations (dirigeants d'entreprises publiques ou syndicales), pour en rester à ceux désignés par le seul « capital allemand ». Il a par ailleurs, pour la partie qualitative de son analyse, mené des entretiens avec à la fois des dirigeants en place et des consultants dans des cabinets de conseil en ressources humaines, pour leur regard sur les procédures de sélection des élites dans les entreprises. Il a montré, par sa relecture des données de Mannheim, le caractère socialement très sélectif du recrutement, plus de 60 % des *top managers* arrivant en fin de carrière dans les années 1990 étant issus de familles qui faisaient partie des fractions de 2 ou 3 % les plus élevées dans l'échelle sociale à leur époque. Il défend la thèse, à partir d'une comparaison avec des données antérieures, d'un resserrement par rapport à la génération au recrutement plus ouvert des années 1960, ce qui marquerait la fin d'une exception allemande par rapport à d'autres pays, notamment anglo-saxons. Les analyses qualitatives lui permettent de mettre à jour les logiques à l'œuvre dans les processus de sélection dans les entreprises, qui mettent l'accent sur des qualités de présentation de soi qui sont largement héritées.

Cette première étude a souffert de reposer sur des données anciennes et incomplètes. La publication dans l'intervalle des résultats plus optimistes de la dernière *Elitestudie* de 1995 amène M. Hartmann à renouveler l'étude sur une population plus récente. À partir notamment des nombreux échanges que nous avons pu avoir, il recueille ses propres données, en utilisant, comme je l'avais fait pour ma thèse et dans d'autres études ultérieures, les multiples sources imprimées disponibles – outre les annuaires biographiques de type *Wer ist wer ?*, moins bien renseignés sur les origines sociales que le *Who's who* français, ont été exploités les indications

---

<sup>274</sup> Michael HARTMANN, *Informatiker in der Wirtschaft. Perspektiven eines Berufs*, Berlin, Springer, 1995 et, sur la question particulière de l'accès aux fonctions de management, l'article « Informatiker in Führungspositionen. Voraussetzungen für eine Managementkarriere », *Zeitschrift für Personalforschung*, vol. 8, n° 1, 1994, p. 37-57.

<sup>275</sup> Qui selon une pratique très heureuse en Allemagne sont accessibles à d'autres chercheurs, grâce à leur conservation et mise à disposition par le Zentralarchiv für empirische Sozialforschung de l'université de Cologne ; voir M. HARTMANN, *Top-Manager. Die Rekrutierung einer Elite*, Francfort/M., Campus, 1996, p. 21-27 sur la méthode.

biographiques contenues dans les thèses<sup>276</sup> et les portraits parus dans la presse d'affaires. Avec la contrainte de devoir resserrer sa population aux personnalités les plus en vue (les présidents de directoire des 100 plus grandes entreprises<sup>277</sup>), il réussit à obtenir des taux de réponse satisfaisants, de l'ordre de 90 %. Il a mené l'enquête en 1995 et, pour avoir une vision rétrospective, en 1970. Il a également donné une dimension comparative à son étude en effectuant un travail comparable sur les PDG des 100 plus grandes entreprises françaises en 1995, et reprenant les données de Bourdieu et de Saint Martin pour 1972. Il en arrive à la conclusion que l'élitisme scolaire moindre du pluralisme universitaire allemand par rapport à celui des grandes écoles et des grands corps en France débouche sur des résultats étonnamment semblables en matière de fermeture sociale : la plus grande diversité des parcours scolaires des dirigeants allemands ne profite guère aux enfants des classes populaires et moyennes, une sélection plus sévère s'opérant ensuite en entreprise. Les critères de sélection adoptés dans les carrières – « allure souveraine, bonne culture générale, savoir-faire relationnel, vision de la vie optimiste et orientation entrepreneuriale<sup>278</sup> » – favorisent les enfants des milieux favorisés. « L'habitus de classe spécifique » jouerait finalement le même rôle en Allemagne qu'en France, malgré l'absence des formes d'institutionnalisation du « capital culturel » caractéristiques du système français. Les conclusions apparaissent d'un pessimisme inéluctable, dans la mesure où il est présupposé que les entreprises retiennent des critères qui ne peuvent être que largement hérités dans la sélection de leurs élites. Par ailleurs, il faudrait bien sûr regarder les données de plus près : l'auteur se contente d'opposer deux catégories, « classe ouvrière et couches moyennes » (11 % des présidents de directoire allemands en 1995) et « bourgeoisie établie » (74 %)<sup>279</sup>. La manière dont sont effectués les arbitrages entre les deux catégories pour les professions paternelles à la limite entre les deux catégories (petits patrons, commerçants, ingénieurs maison, enseignants du secondaire, etc.)

---

<sup>276</sup> Traditionnellement, les exemplaires originaux des thèses allemandes comportent en avant-propos des informations biographiques sur le candidat, avec notamment la profession de ses parents et son parcours scolaire. On sait que nombreux sont les dirigeants à en avoir soutenu une. L'usage de cette source est cependant très lourd, à tous les sens du terme : en l'absence de reproduction des versions de soutenance sous la forme de microfiches comme en France, il faut commander par le prêt inter-bibliothèques les volumes – heureusement pas toujours très épais pour ces thèses soutenues sans ambition académique dans des disciplines comme le droit ou l'économie – auprès des universités d'origine.

<sup>277</sup> Une étude sur les origines sociales à partir des seules sources publiques s'avère, comme je l'avais constaté dans ma thèse, impossible pour l'ensemble des membres des directoires, trop peu médiatisés pour la plupart.

<sup>278</sup> M. HARTMANN, « Soziale Öffnung und soziale Schließung. Die deutsche und die französische Wirtschaftselite zwischen 1970 und 1995 », *Zeitschrift für Soziologie*, vol. 26, n° 4, août 1997, p. 296-311, ici p. 309. Voir également, dans une analyse qui intègre également le cas anglais à partir de données tierces, son article « Die Rekrutierung von Topmanagern in Europa. Nationale Bildungssysteme und die Reproduktion der Eliten in Deutschland, Frankreich und Großbritannien », *Archives européennes de sociologie*, vol. XXXVIII, 1997, p. 3-37.

<sup>279</sup> Voir tableau, art. cit., *Zeitschrift für Soziologie*, p. 304. Les données sont manquantes pour les 14 % restant.

peut bien sûr influencer fortement sur les résultats, d'autant que les effectifs étudiés sont très faibles. La part des entreprises sous direction familiale demanderait aussi à être précisée.

M. Hartmann a poursuivi ensuite son étude en s'appuyant de manière systématique sur les données biographiques des auteurs de thèses, en comparant systématiquement les origines de l'ensemble des docteurs par rapport à ceux qui réussissent dans l'économie, mais aussi dans la justice, la science ou la politique. Il cherche là à répondre à deux questions majeures :

- l'origine sociale n'agit-elle sur le recrutement des élites qu'à travers l'accès inégal des différentes catégories à la formation ou a-t-elle un effet propre ?

- quelles conséquences a l'explosion de l'enseignement supérieur sur le recrutement des élites ? Conduit-elle ou non à une harmonisation des perspectives de carrière<sup>280</sup> ?

L'étude empirique porte sur quatre promotions annuelles de docteurs (1955, 1965, 1975 et 1985) – dans trois disciplines dans lesquelles se recrutent l'essentiel des élites des secteurs concernés, et de l'économie en particulier (sciences de l'ingénieur, droit, économie et gestion). Si les deux premières cohortes relèvent encore du système universitaire traditionnel et les deux suivantes de la phase d'expansion, il est remarquable que les effectifs de doctorats attribués dans ces disciplines n'ont guère progressé (1494 en 1955, 1728 en 1965, 1713 en 1975, 1609 en 1985), la proportion des étudiants obtenant ce diplôme devenant de plus en plus faible. Ils constituent au regard des cohortes d'entrants dans l'enseignement supérieur long une élite relativement réduite, équivalente en gros aux promotions annuelles des « très grandes écoles » françaises (Polytechnique, Centrale, Mines de Paris, HEC, ESSEC, ESCP, ENA), les cursus étant simplement beaucoup plus diversifiés entre de nombreux établissements universitaires et les logiques de sélection très différentes entre l'aptitude à la recherche et l'excellence scolaire des concours d'entrée. La disponibilité des données sur l'origine sociale, entre thèses introuvables, CV manquants ou absences de mention des professions parentales (une hypothèse de plus en plus fréquente pour les deux dernières promotions, la pratique tendant à décliner) n'est pas parfaite, mais elle reste exceptionnellement élevée pour une étude de ce type sur une population aussi large (respectivement 88,3 %, 88,1 %, 68,6 % et 47,8 %). L'inégalité sociale d'accès au doctorat est sensible : les enfants des milieux ouvriers et des couches moyennes n'en représentent globalement que 39,6 %, avec une légère tendance à la hausse toutefois de 38,5 % en 1955 à 45,9 % en 1985. Pour l'économie, la présence de ces docteurs dans les directions d'entreprise a été systématiquement recherchée dans les éditions successives d'un annuaire des directeurs

---

<sup>280</sup> M. HARTMANN, *Der Mythos von den Leistungseliten. Spitzenkarrieren und soziale Herkunft in Wirtschaft, Politik, Justiz und Wissenschaft*, Francfort/M., Campus, 2002, p. 30.

et administrateurs de sociétés qui rassemble de 50 000 à 60 000 titulaires, une distinction étant faite ensuite entre les fonctions dans les 100 plus grandes entreprises et les autres<sup>281</sup>. Les résultats montrent effectivement une probabilité plus forte des docteurs issus des milieux privilégiés à accéder aux positions dirigeantes : sur les quatre promotions, 9,0 % des enfants des couches populaires et moyennes y parviennent, et 2,1 % seulement dans les plus grandes entreprises, contre respectivement 13,2 % et 3,9 % de ceux issus des couches supérieures, 19,0 % et 6,2 % de la grande bourgeoisie. L'écart est net pour les trois premières promotions, moins net, surtout en faveur de la grande bourgeoisie, pour 1985, mais toutes les personnes concernées n'avaient pas encore atteint le sommet de leur carrière. L'écart, sensible dans toutes les disciplines, est maximal pour l'économie et la gestion. Il apparaît donc bien qu'il existe, à niveau de diplôme égal, même au sein d'une élite restreinte comme les docteurs, un effet supplémentaire de l'origine sociale, la distribution déjà inégalitaire du titre universitaire étant renforcée par une probabilité d'accès très inégale aux fonctions dirigeantes, d'autant plus qu'elles sont élevées. Cette étude passionnante, qui repose sur une recherche empirique très lourde, mériterait, si les données pouvaient être nominativement disponibles, d'être menée de la même manière pour des promotions d'élèves de très grandes écoles françaises. Elle a eu un important écho en Allemagne qui a valu à son auteur une très forte implication dans les débats publics sur l'égalité des chances ou sur les réformes universitaires. Ses travaux empiriques, qu'il n'a pas renouvelés depuis, se consacrant à l'écriture d'ouvrages de synthèse sur la sociologie des élites<sup>282</sup>, n'ont en revanche pas été véritablement discutés ni contestés dans la sociologie allemande. Depuis quelques années, seul l'historien Werner Plumpe a entrepris de récuser la thèse d'un parti pris social des entreprises dans leurs mécanismes de sélection, mais sans avoir pour l'instant véritablement les éléments empiriques pour étayer sa critique (cf. *infra*).

M. Hartmann reste largement sans véritable concurrent parmi ses pairs. On peut citer les travaux très intéressants de Paul Windolf, sociologue à l'université de Trèves, mais ils portent surtout sur les modes de propriété et de contrôle des entreprises, ainsi que sur les liens qui existent entre elles par les administrateurs (*interlocking directories*)<sup>283</sup>. Il faut toutefois

---

<sup>281</sup> L'étude sur l'économie a été particulièrement développée dans un article cosigné avec Johannes KOPP (alors chercheur habilité sur contrat à l'université technique de Darmstadt, maintenant titulaire d'une chaire de sociologie empirique à l'université technique de Chemnitz), « Elitenselektion durch Bildung oder durch Herkunft », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, vol. 53, septembre 2001, p. 436-466.

<sup>282</sup> M. HARTMANN, *Elitesoziologie. Eine Einführung*, Francfort/M., Campus, 2004 (traduction en anglais à Londres, Routledge, 2007) et, pour une comparaison européenne, *Eliten und Macht in Europa. Ein internationaler Vergleich*, Francfort/M., Campus, 2007.

<sup>283</sup> Voir, par exemple, Paul WINDOLF, « Kooperativer Kapitalismus - Unternehmensverflechtungen im internationalen Vergleich », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 1995, vol. 47, p. 1-36 et

signaler une étude comparée sur le recrutement des managers allemands et britanniques qui porte en fait sur une population particulière de multiadministrateurs de sociétés<sup>284</sup>. Outre les recherches documentaires habituelles, les données pour l'Allemagne ont été complétées par un questionnaire auquel la moitié des personnes concernées (143 sur 280) ont répondu (parfois seulement par l'envoi d'un CV). L'auteur met surtout l'accent, dans sa comparaison avec la Grande-Bretagne, sur la professionnalisation et la standardisation des carrières allemandes. Il semble, peut-être à cause de données lacunaires en la matière, moins souligner les logiques sociales à l'œuvre dans la sélection des élites. Mais la confrontation de son approche avec celle de M. Hartmann ne semble pas avoir eu lieu<sup>285</sup>.

Une nouvelle *Elitestudie*, 13 ans après la précédente, n'est pas annoncée pour l'instant. Les publications se sont multipliées en sociologie ces dernières années sur le thème des élites, mais ce sont plutôt, outre la reprise d'enquêtes antérieures, les réflexions théoriques et terminologiques sur l'usage du concept qui ont été pratiquées<sup>286</sup>. On peut en revanche mentionner les travaux menés à l'université d'Iéna (Thuringe) dans le cadre d'un programme spécial de recherche (SFB n° 580) financé par la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG) sur « les évolutions sociales après la transformation de système », dont une partie (A) porte sur la sociologie des élites. Dans ce cadre, on trouve notamment un projet sur « les groupes dirigeants et les processus sociaux de différenciation en RDA » (A1) animé par Heinrich Best, avec des études sur le recrutement des cadres des « entreprises populaires », un autre sur « les changements de générations dans le management. Persistance ou évolution des stratégies de management en Allemagne de l'Est et de l'Ouest » (A2), animé par Rudi Schmidt, qui porte surtout sur les PME<sup>287</sup>. L'accent est donc mis sur l'ex-RDA, et pas sur les grandes entreprises (ouest-)allemandes.

---

« Eigentum und Herrschaft: Elitenetzwerke in Deutschland und Großbritannien », *Leviathan*, n° 25, 1997, p. 76-106.

<sup>284</sup> Paul WINDOLF, *Corporate Networks in Europe and the United States*, Oxford, Oxford University Press, 2002, chapitre 6 ; reproduit en allemand sous la forme d'article « Sind Manager Unternehmer ? Deutsche und britische Manager im Vergleich », in Stefan HADRIL, Peter IMBUSCH (dir.), *Oberschichten-Eliten-Herrschende Klassen*, Opladen, Leske + Budrich, 2003, p. 299-335.

<sup>285</sup> M. Hartmann a pourtant également publié un article dans le volume précité.

<sup>286</sup> Voir *Kursbuch*, n° spécial *Die Neuen Eliten*, n° 139, mars 2000 ; HADRIL, IMBUSCH, *op. cit.* ; Ronald HITZLER, Stefan HORNBOSTEL, Cornelia MOHR (dir.), *Elitenmacht*, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften, 2004, etc.

<sup>287</sup> Voir le détail de tous les travaux sur le site du SFB, <http://www.sfb580.uni-jena.de>.

## II) Le dynamisme récent de l'historiographie allemande des entreprises et des entrepreneurs

Qu'en est-il du côté de l'histoire ? S'il n'y avait pas de Bourdieu allemand chez les sociologues, il n'y avait pas non plus de Lévy-Leboyer chez les historiens. De manière générale, l'histoire des entreprises et des entrepreneurs était jusqu'au début des années 1980 assez peu pratiquée sous une forme véritablement scientifique en Allemagne, du moins pour le XX<sup>e</sup> siècle, en particulier sur la période du nazisme.

### A) L'émergence retardée d'une histoire critique des entreprises

Au moment de la préparation de ma thèse, sur la quinzaine de groupes étudiés, on ne trouvait guère de références universitaires satisfaisantes. La plupart des ouvrages disponibles étaient des *Jubiläumsschriften*, publiés à l'initiative de l'entreprise à l'occasion de dates anniversaires, et leur contenu informatif était souvent faible et la dimension critique inexistante, avec une forte tendance à la *Schönfarberei* (« écriture enjolivée »), notamment sur les aspects les plus problématiques de l'époque nazie. Ils sont souvent écrits par des rédacteurs plus ou anonymes, mais le résultat n'est guère plus satisfaisant lorsqu'ils sont signés d'universitaires sous contrat avec les entreprises, comme Wilhelm Treue pour Thyssen avec deux volumes parus en 1966 et 1969<sup>288</sup>.

### 1) La prédominance académique d'une histoire complaisante

#### a) De l'entreprise individuelle W. Treue...

W. Treue, professeur à l'université de Hanovre puis de Göttingen (1909-1992), titulaire d'une chaire d'histoire à partir de 1954, a joué un rôle important dans le développement de l'histoire des entreprises en Allemagne, notamment comme fondateur en 1956 et directeur pendant des décennies de la revue *Tradition. Zeitschrift für Firmengeschichte und Unternehmerbiographie*<sup>289</sup>. Si le regard porté aujourd'hui sur la qualité scientifique de cette revue est souvent très négatif<sup>290</sup>, le titre choisi marquant le caractère très

<sup>288</sup> Wilhelm TREUE, *Die Feuer verlöschen nie. August Thyssen Hütte 1890-1966*, Düsseldorf, Econ, 2 tomes successifs (1<sup>er</sup> 1890-1926 paru en 1966, 2<sup>e</sup> 1926-1966 en 1969).

<sup>289</sup> Un cahier annexe publié à partir de 1967 contient une bibliographie très étoffée de tous les titres paraissant en histoire des entreprises et du patronat, établie à partir de la « Sammlung Firmenschriftum » de la bibliothèque du Deutschen Industrieinstitut de Cologne.

<sup>290</sup> Voir le jugement sévère de Harm G. SCHRÖTER, « Die Institutionalisierung der Unternehmensgeschichte im deutschen Sprachraum », *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte (ZUG)*, vol. 45, n° 1, 2000, p. 35 et 38. Voir cependant, dans la même revue, l'article en réponse de Hans Jürgen TEUTEGERG (né en 1929), professeur à l'université de Münster et probablement ancien élève de Treue (thèse à Göttingen en 1958), qui se veut

conformiste, force est de constater qu'elle reflète fidèlement l'historiographie sur l'entreprise à son époque. Elle est d'abord très précieuse par ses revues bibliographiques, avec notamment à partir de 1967 un inventaire systématique de toutes les parutions annuelles en histoire des entreprises. Par ailleurs, si le XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> prédominent dans les articles, l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle et la période nazie en particulier ne sont pas absentes pour autant que les travaux – en République fédérale bien sûr – existent. Wolfgang Birkenfeld, auteur d'une thèse soutenue en 1961 à Göttingen sur « Le carburant synthétique entre 1933 et 1945 : une contribution sur la politique économique et militaire nazie »<sup>291</sup>, y publie en 1963 un article sur l'usine IG Farben de Leuna en 1933. L'année suivante paraît un article sur une autre usine chimique, celle de Hüls, à Marl de 1938 à 1949<sup>292</sup>. Il faut reconnaître à la revue un certain pluralisme, même si celui-ci conduit à mettre sur le même plan des auteurs de qualité très différente. En 1968, un article de Dietmar Petzina, qui a soutenu en 1965 à Mannheim une thèse pionnière sur « La politique autarcique du Troisième Reich : le Plan de quatre ans<sup>293</sup> », démontre l'implication de l'IG Farben dans cette politique<sup>294</sup>. Mais W. Treue, dont la carrière aurait pourtant été ralentie sous le Troisième Reich par refus d'intégrer le parti<sup>295</sup>, a toujours défendu la position traditionnelle d'une absence de compromission du patronat dans le régime nazi. Il publie à côté de celui de D. Petzina un autre article beaucoup plus conforme à la ligne traditionnelle du chimiste Curt Duisberg, fils de Carl (1861-1935), cofondateur de l'IG Farben, sur « L'attitude des patrons allemands à l'égard de la politique économique du Troisième Reich ». Un travail de recherche sur archives se trouve ainsi mis sur le même plan qu'un texte d'un témoin engagé. Dans le même numéro, l'historien Willi A. Boelcke signe un article sur « Les directives de Hitler sur la destruction ou l'arrêt du potentiel industriel allemand en 1944-1945<sup>296</sup> ». Les travaux de Matthias Riedel sur les Hermann Göring Werke de Salzgitter<sup>297</sup> sont également présentés avec des articles sur « L'implantation de l'aciérie de

---

explicitement une réhabilitation de son œuvre scientifique décriée dans la revue qu'il a fondée, « Wilhelm Treue als Nestor der Unternehmensgeschichte », *ZUG*, vol. 47, n° 2, 2002, p. 123-157.

<sup>291</sup> Publiée en 1964 à Göttingen aux éditions Musterschmidt.

<sup>292</sup> D'autres travaux de l'auteur, Franz I. Wünsch, ne sont pas connus.

<sup>293</sup> Publiée en 1968 à Stuttgart par DVA.

<sup>294</sup> Dietmar PETZINA, « IG-Farben und nationalsozialistische Autarkiepolitik », *Tradition*, vol. 13, n° 5, octobre 1968, p. 250-254.

<sup>295</sup> La validation de son habilitation lui aurait été refusée pour cette raison en 1937 ; il n'a pu l'obtenir qu'après la guerre à l'université de Göttingen ; TEUTEBERG, art. cit., p. 126, qui s'appuie toutefois sur les seules déclarations de Treue.

<sup>296</sup> Le même auteur publie en 1971 un autre article sur « Le commerce des armes sous le Troisième Reich avec le Brésil ».

<sup>297</sup> M. Riedel a soutenu, probablement sous la direction de W. Treue, à l'école supérieure technique d'Hanovre une thèse en 1967 sur « Préhistoire, implantation et démontage des Reichswerke dans le bassin de Salzgitter » (publiée la même année à Düsseldorf chez VDI) et une habilitation en 1970 sur « De l'acier et du charbon pour

Salzgitter » (1970), « La mainmise de Göring sur le minerai de fer de Styrie » (1970) ou « Le plan d'anéantissement du bassin de la Ruhr par Morgenthau » (1971) ; il s'agit là encore d'insister sur une entreprise spécifiquement nazie qui s'oppose à l'industrie sidérurgie privée, laquelle se retrouve en revanche victime des démontages après la guerre... En 1971, W. Treue prend la plume pour une « Dokumentation » sur « Un cas d'«aryanisation» sous le Troisième Reich et aujourd'hui » : il s'agit en fait, dans le contexte d'un procès fait par le grand banquier Hermann Joseph Abs (1901-1994) à l'auteur est-allemand Eberhard Czichon, auteur d'un pamphlet sur son rôle sous le nazisme<sup>298</sup>, de contester la thèse d'un profit personnel retiré par le dirigeant de la Deutsche Bank dans l'aryanisation d'une entreprise d'exploitation de lignite en 1938<sup>299</sup>. W. Treue insiste sur l'importance, même s'il les reconnaît minoritaires, des « aryanisations » intervenant « en accord amical » entre les propriétaires et les repreneurs ; il y range le cas de cette entreprise, sur la foi essentiellement d'un témoignage fourni en 1970 par l'ancien actionnaire William Petschek pour le procès, qui a exprimé la gratitude de sa famille à l'égard de H.J. Abs pour avoir « représenté leurs intérêts » dans l'entreprise. W. Treue n'est par ailleurs guère encourageant pour des recherches sur ce sujet : l'essentiel des archives sur les aryanisations seraient détruites ou inaccessibles à l'étranger et beaucoup des procédures se seraient de toute façon conclues oralement (sic !). La logique dominante reste celle du patronat et des entreprises comme victimes... Entre l'histoire « antifasciste » de la RDA et l'histoire complaisante à l'égard du patronat incarnée par W. Treue, il n'y a guère de place à l'époque pour une histoire critique des entreprises.

Il faut cependant rendre justice à la revue d'avoir fait une place, sur d'autres périodes, à des historiens qui incarnent une histoire économique et sociale plus critique : l'historienne tchèque Alice Teichova a publié deux articles en 1967, sur le rôle du capital étranger dans l'industrie sidérurgique et minière tchécoslovaque entre 1918 et 1938, et en 1972, sur les cartels internationaux et l'industrie chimique dans la Tchécoslovaquie d'avant Munich ; Jürgen Kocka apparaît également en 1972 avec un article remarqué sur « Siemens et la résistible ascension de l'AEG ».

---

le Troisième Reich : la position de Paul Pleiger [patron des Reichswerke] dans l'économie nazie » (publiée en 1973 à Göttingen chez Musterschmidt). Il ne semble pas avoir poursuivi ensuite sa carrière académique.

<sup>298</sup> *Der Bankier und die Macht*, publié par un éditeur de Cologne, Rugestein, en 1970.

<sup>299</sup> « Ein Fall von "Arisierung" im Dritten Reich und heute. Dokumentation », *Tradition*, vol. 16, n° 5/6, septembre-décembre 1971, p. 288-298. W. Treue y évoque aussi un conflit qui l'a opposé à l'historien britannique Tim Mason. Il aurait, dans un article critique sur l'historiographie de la RDA, fait référence à des conversations avec l'auteur du célèbre article sur le primat du politique dans l'économie du Troisième Reich dans lesquelles celui-ci aurait considéré que Czichon n'était pas à « prendre au sérieux comme historien scientifique ». Mason aurait ensuite contesté une présentation aussi radicale de son point de vue, sans pour autant valider le travail de Czichon.



### b) ... au « mono- (Hans) Pohl »

Une chute du nombre d'abonnés met toutefois cette revue restée gérée sous la forme d'une entreprise très individuelle par W. Treue en difficultés financières au début des années 1970, sa publication se réduisant de 6 à 1 numéro annuel<sup>300</sup>. Elle est finalement reprise par la nouvelle Société pour l'histoire des entreprises (Gesellschaft für Unternehmensgeschichte-GUG) créée en 1976 à l'initiative, avec d'autres archivistes d'entreprise, de Manfred Pohl, jeune (né en 1944<sup>301</sup>) directeur de l'« institut historique » (archives) de la Deutsche Bank, qui a bénéficié du soutien de H. J. Abs, encore président du conseil de surveillance, pour mobiliser d'autres entreprises<sup>302</sup>. La revue perd l'année suivante sa référence désuète à la *Tradition* pour adopter le seul titre, plus scientifiquement conforme, de *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte*. Elle est toujours dirigée par W. Treue, professeur émérite depuis 1975, maintenant associé à Hans Pohl<sup>303</sup>, jeune (né en 1935) professeur à l'université de Bonn et président du conseil scientifique de la GUG. Ce dernier, à l'origine spécialiste de l'économie ibérique à l'époque moderne<sup>304</sup>, devient la personnalité incontournable de l'histoire des entreprises allemandes. Outre la revue, il dirige avec Treue la collection associée aux éditions Franz Steiner qui publie de nombreux livres d'histoire des entreprises (94 jusqu'en 1996). C'est systématiquement sous sa seule direction qu'y paraissent les actes des deux conférences annuelles de la GUG. Il se trouve ainsi le *Herausgeber* d'une trentaine d'ouvrages<sup>305</sup>, sur des sujets aussi divers que « La concentration dans l'économie allemande depuis le XIX<sup>e</sup> siècle » (vol. 11, 1978), « Formation professionnelle et continue dans l'économie allemande depuis le XIX<sup>e</sup> siècle » (vol. 15, 1979), « L'évolution de la législation relative aux conflits collectifs de travail en Allemagne et dans les États voisins » (vol. 16, 1980), « La codétermination (*Mitbestimmung*) : origines et développement » (vol. 19, 1981), « Les stratégies de marché des entreprises allemandes (vol. 23, 1982) », etc.

<sup>300</sup> La revue passe de 6 numéros par an à 5 en 1969 et 1970, 4 en 1971 et 1972, et un seul de 1973 à 1976.

<sup>301</sup> Après un apprentissage à la Deutsche Bank, M. Pohl a fait des études notamment d'histoire et d'économie conclue par un doctorat à l'université de Sarrebruck en 1972 sur l'histoire des banques sarroises. La même année, il devient à 28 ans directeur de l'Institut historique de la Deutsche Bank ; curriculum vitae sur son site personnel, [www.prof-pohl.de/vita](http://www.prof-pohl.de/vita).

<sup>302</sup> Pour une étude détaillée sur la création de la GUG, voir Sandra HARTIG, « Von der "Tradition" zur Innovation. Die Gründung der Gesellschaft für Unternehmensgeschichte », *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte*, vol. 46, n° 2, 2001, p. 221-236. Avant de créer finalement la GUG, les archivistes autour de M. Pohl avaient d'abord envisagé de constituer un simple conseil scientifique au sein de leur association des archivistes d'entreprise. À la suite de divergences internes, il leur est finalement apparu plus simple de créer une organisation nouvelle.

<sup>303</sup> Sans lien de parenté avec le précédent.

<sup>304</sup> Avec une thèse publiée en 1963 sur les relations entre Hambourg, l'Espagne et l'Amérique espagnole entre 1740 et 1806 et une habilitation publiée en 1977 sur les Portugais à Anvers (1567-1648).

<sup>305</sup> Souvent brefs il est vrai, avec moins d'une centaine de pages.

L'ambition initiale d'une plus grande scientificité de la nouvelle revue s'est traduite dans les premières années par la présence de grands noms parmi les auteurs, ainsi J. Kocka, Wolfram Fischer, Karl-Gustav Hildebrand, Wolfgang Zorn en 1979. Mais dès 1980, le nombre d'articles scientifiques se réduit souvent à six par an (deux par numéros), les comptes rendus et bibliographies occupant l'essentiel de la pagination. Et le cercle des auteurs tend à se réduire autour de W. Treue, toujours actif (8 articles entre 1977 et 1989)<sup>306</sup>, Wilfried Feldenkirchen, élève de H. Pohl (4 articles), l'archiviste de Mannesmann Horst Wessel (3 articles). Les noms d'historiens réputés deviennent rares. Les écoles plutôt marquées à gauche de Bielefeld ou Bochum brillent par leurs absences. Hors les voisins autrichiens, l'ouverture internationale est faible, avec un article du Britannique Leslie Hannah en 1982, un autre de l'Américain Peter Hayes en 1987, etc. La revue s'est pourtant dotée au début des années 1980 d'un « conseil des éditeurs » (Pohl et Treue, toujours seuls responsables, en l'absence de comité de rédaction) qui associe des historiens allemands (le berlinois Wolfram Fischer, Jürgen Kocka, Wolfgang Zorn, etc.) et étrangers (Jean-François Bergier, François Crouzet, David S. Landes) de renom, mais on peut imaginer que sa fonction est plutôt d'ordre symbolique, sa composition restant ensuite immuable.

L'histoire du XX<sup>e</sup> siècle, et surtout celle du nazisme, reste peu présente ; elle apparaît longtemps comme un domaine réservé de W. Treue, qui consacre en 1984 une synthèse de plusieurs publications récentes sur la politique économique sous le Troisième Reich<sup>307</sup>. Les entreprises et leurs dirigeants n'y apparaissent guère comme des acteurs autonomes, dans une logique de primat absolu du politique, si ce n'est lorsqu'à partir de 1942-1943 elles prendraient des distances avec le régime pour préparer l'après-guerre. Ce n'est qu'en 1987 que la revue fait preuve d'une certaine ouverture en publiant un article de P. Hayes résumant sa récente thèse parue la même année en anglais sur les stratégies d'IG Farben sous le nazisme. Il est vrai que, si son travail est une analyse sans complaisance des compromissions des dirigeants du groupe chimique avec le régime, il peut apparaître en retrait par rapport à la littérature critique habituelle, qu'elle soit d'origine américaine, issue de l'accusation du procès de Nuremberg<sup>308</sup>, est-allemande<sup>309</sup>, ou de l'extrême gauche ouest-allemande<sup>310</sup>. On peut

---

<sup>306</sup> Il décède en 1992 à 83 ans.

<sup>307</sup> W. TREUE, « Wirtschaft im Dritten Reich. Anmerkungen zu einigen Neuerscheinungen », *ZUG*, vol. 29, n° 2, 1984, p. 131-149 à propos de Ludolf HERBST, *Der totale Krieg und die Ordnung der Wirtschaft. Die Kriegswirtschaft im Spannungsfeld von Politik, Ideologie und Propaganda 1939-1945*, Stuttgart, DVA, 1982 ; Willi A. BOELCKE, *Die deutsche Wirtschaft 1930-1945. Interna des Reichswirtschaftsministeriums*, Düsseldorf, Droste, 1983 ; Helmut FIEREDER, *Reichswerke "Hermann Göring" in Österreich (1938-1945)*, Vienne, Geyer, 1983.

<sup>308</sup> Joseph BORKIN [ancien chef de la section brevets et cartels de la division antitrust du ministère de la Justice à Washington], *L'IG Farben*, Paris, Alta, 1979 (édition originale parue en anglais l'année précédente sous le titre

également signaler l'année suivante la parution d'un article d'un jeune historien de Cologne sur la politique sociale de l'entreprise de construction mécanique KHD sous le nazisme<sup>311</sup>. Mais cela reste des exceptions.

La collection associée à la revue reflète la même tendance. En dehors des actes de conférences de la GUG toujours édités par H. Pohl, les travaux universitaires publiés sont presque toujours issus des universités de Bonn et de Göttingen, où W. Treue est encore professeur émérite. Là encore, le XX<sup>e</sup> siècle et la période nazie en particulier ne sont guère représentés, sans être totalement absents : une thèse de Göttingen sur « L'influence de l'État dans l'industrie chimique de 1933 à 1949 » est ainsi publiée en 1985 (vol. 43). Deux ans auparavant (vol. 34) une thèse d'un doctorant japonais de D. Petzina à Bochum sur les « Travailleurs des aciéries. Les relations professionnelles et la situation sociale chez Gutehoffnungshütte et Krupp de 1936 à 1939 » avait également été publiée. Enfin, il faut signaler un ouvrage cosigné par H. Pohl et deux collaboratrices sur l'histoire de Daimler-Benz sous le nazisme qui correspond, pour la première fois, à une commande de l'entreprise<sup>312</sup>. Mais l'ouvrage a été très contesté. Son sous-titre lui-même, « une documentation », révèle son caractère très positiviste : des éléments factuels nombreux sont livrés sur le recrutement de la direction, les quantités produites, les résultats financiers et l'évolution des effectifs sans grand recul critique et, lorsqu'il en y en a, c'est toujours dans le sens d'une appréciation indulgente à l'égard d'une direction qui aurait marqué autant que possible de la distance par rapport aux injonctions du régime<sup>313</sup>. Dans un contexte de revendications de plus en plus fortes des anciens travailleurs forcés, l'entreprise avait conclu un contrat en 1983 avec H. Pohl au nom de la GUG en mettant à sa disposition des archives qui n'avaient jusqu'alors été ouvertes à aucun chercheur. Mais le produit final n'a pas apaisé la polémique, bien au contraire. La sortie du livre a été suivie l'année suivante par celle d'un livre collectif édité par la Fondation de Hambourg pour une histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle, qui se veut une dénonciation militante

---

*The Crime and punishment of IG Farben*) dont le livre, régulièrement réédité en allemand, a longtemps été une référence incontournable aux yeux de l'opinion critique.

<sup>309</sup> Hans RADANDT (éd.), *Fall 6. Ausgewählte Dokumente und Urteil des IG-Farben-Prozesses*, Berlin, Deutscher Verlag der Wissenschaften, 1970, notamment.

<sup>310</sup> Voir, par exemple, Otto KÖHLER, *...und heute die ganze Welt. Die Geschichte der IG-Farben und ihrer Väter*, Hambourg, PapyRossa, 1986.

<sup>311</sup> Martin RÜTHER, « Zur Sozialpolitik bei Klöckner-Humboldt-Deutz während des Nationalsozialismus: "Die Masse der Arbeiterschaft muß aufgespalten werden" », *ZUG*, vol. 33, n° 2, 1988, p. 81-117.

<sup>312</sup> H. POHL, Stephanie HABETH, Beate BRÜNINGHAUS, *Die Daimler-Benz-AG in den Jahren 1933 bis 1945: eine Dokumentation*, Stuttgart, Steiner, 1986 (ZUG-Beiheft, vol. 47).

<sup>313</sup> Voir par exemple, *ibid.*, p. 25.

mais empiriquement argumentée de l'ouvrage commandé à Hans Pohl<sup>314</sup>. Sur le travail forcé, les auteurs lui reprochent notamment de ne s'être pratiquement servi comme source que d'un mémoire en défense rédigé par un cadre dirigeant de l'entreprise à destination des alliés. Le professionnalisme de H. Pohl et de son équipe se trouve désavoué, y compris par des collègues<sup>315</sup>. La proximité de la GUG avec l'entreprise – le patron de Daimler-Benz est membre de son directoire – apparaît comme une marque de dépendance. Les historiens sont accusés d'avoir servi de caution pour dédouaner l'entreprise de ses responsabilités.

Outre les lacunes sur la période nazie, il faut également souligner que l'historiographie allemande des entreprises, du moins telle qu'elle est reflétée dans les années 1980 par les travaux et publications de la ZUG, s'avérerait d'un apport limité pour quiconque cherchait des informations sur les stratégies et le management des grands groupes industriels allemands au XX<sup>e</sup> siècle. Les relations étroites établies avec les entreprises au sein de la GUG, avec des représentants – patronaux exclusivement, c'est à noter, les représentants syndicaux y brillant par leur absence au pays pourtant de la codétermination (*Mitbestimmung*) – au sein du directoire<sup>316</sup> et du *Kuratorium*<sup>317</sup> n'ont visiblement ni permis une large ouverture des archives ni suscité des commandes avec une véritable autonomie scientifique.

Avec son équipe à Bonn, H. Pohl a implanté autour de la GUG, de ses colloques, de sa revue et de sa collection un véritable monopole personnel (« mono-Pohl ») qui contrôle l'essentiel de cette branche académique de l'histoire. Grâce aux moyens financiers importants apportés par les entreprises adhérentes, il dispose d'une équipe de collaborateurs salariés qui lui permettent d'assurer ce rythme impressionnant de publications. Rares sont les travaux qui échappent à son emprise éditoriale. On peut seulement mentionner, du côté de l'histoire bancaire, l'existence parallèle d'un Institut für bankhistorische Forschung, dont l'origine est plus ancienne que la GUG<sup>318</sup>, et qui fonctionne selon le même modèle, avec un directoire et un Kuratorium respectivement dominé et composé de représentants patronaux de la branche, les

<sup>314</sup> Hamburger Stiftung für Sozialgeschichte des 20. Jahrhunderts (éd.), *Das Daimler-Benz Buch. Ein Rüstungskonzern im "Tausendjährigen Reich"*, Nördlingen, Greno, 1987. Les auteurs ont eu accès aux archives Daimler-Benz, mais seulement pour la période antérieure au nazisme.

<sup>315</sup> Voir le jugement sévère de Hans Mommsen, professeur à l'université de Bochum, dans un compte rendu des deux ouvrages dans *Der Spiegel*, n° 20, 11 mai 1987. Même s'il reconnaît que certaines thèses du groupe de Hambourg sont « exagérées » - il critique notamment les prolongements dans la période récente, qui tendent à faire apparaître une continuité entre la période nazie et l'engagement de Daimler-Benz dans l'Afrique du Sud de l'apartheid –, il considère que la présentation des chercheurs indépendants est d'une qualité professionnelle bien supérieure.

<sup>316</sup> Où ils sont aujourd'hui dominants avec 5 postes sur 7, seuls deux revenant à des universitaires de Francfort, Lothar Gall et Werner Plumpe. Les universitaires siègent eux au sein du conseil scientifique.

<sup>317</sup> Composé d'une trentaine de dirigeants d'entreprise ou d'organisations patronales.

<sup>318</sup> Fondé en 1962 à l'initiative privée du journaliste économique et essayiste Erich Achterberg, cet institut a été transformé en 1969, avec l'appui des entreprises de la branche, en association d'intérêt général ; voir le site de l'association, [www.ibf-frankfurt.de](http://www.ibf-frankfurt.de).

universitaires siégeant au conseil scientifique, avec une meilleure représentation ici des gestionnaires par rapport aux historiens<sup>319</sup>. L'institut dispose également depuis 1974 d'une collection publiée par les éditions Knapp à Francfort, qui a publié 21 volumes à ce jour<sup>320</sup>. On y trouve, outre des études plus générales, quelques monographies d'établissements mutualistes comme la caisse d'épargne de Sarrebruck de 1854 à 1914 (vol. 6, 1985), les banques coopératives allemandes (vol. 17, 1991) ou la fédération des caisses d'épargne de la Hesse (vol. 18, 1995) – les histoires des grandes banques, de même que les biographies de leurs dirigeants, brillant en revanche par leur absence. Depuis 1975, l'association édite également une revue semestrielle, *Bankhistorisches Archiv*, qui comporte également des cahiers annexes (46 depuis 1976) issus des colloques organisés par l'Institut.

## **2) La remise en cause du « mono-Pohl » dans les années 1990**

### **a) L'émergence extérieure d'une historiographie critique, notamment sur la période nazie**

Les travaux sur l'histoire des entreprises sous le nazisme étaient de toute façon rares dans les années 1970-1980. D. Petzina lui-même, qui avait fait son doctorat sur l'histoire économique du nazisme, n'a pas dirigé d'autres thèses sur cette période à l'époque<sup>321</sup>, orientant plutôt ses étudiants vers l'histoire de l'après-guerre. Dans l'historiographie allemande, on ne peut guère citer que deux ouvrages importants, dans la même branche de la sidérurgie, dans les années 1980 : celui de Gustav-Hermann Seebold paru en 1981 sur l'histoire de l'entreprise Bochumer Verein sous le nazisme<sup>322</sup> et celui de Gerhard Th. Mollin, issue d'une thèse soutenue à Bielefeld auprès de Hans-Ulrich Wehler en 1986, sur les grands groupes de la Ruhr confrontés à l'économie dirigée en 1988<sup>323</sup>. Il est remarquable que les deux

<sup>319</sup> À noter toutefois que H. Pohl est encore aujourd'hui membre de ce conseil...

<sup>320</sup> Après une interruption en 1998, un 21<sup>e</sup> volume est paru en 2004, cette fois-ci également aux éditions Steiner à Stuttgart.

<sup>321</sup> Ce n'est qu'en 1996 qu'apparaissent celle de Lutz Budraß sur l'industrie aéronautique et celle de Manfred Grieger sur les travailleurs de Volkswagen ; voir la liste des 38 thèses soutenues sous sa direction entre 1973 et 2002 dans le volume de mélanges qui lui est consacré ; Werner ABELSHAUSER *et al.* (dir.), *Wirtschaftsordnung, Staat und Unternehmen : neue Forschungen zur Wirtschaftsgeschichte des Nationalsozialismus. Festschrift für Dietmar Petzina zum 65. Geburtstag*, Essen, Klartext, 2003, p. 389-391.

<sup>322</sup> Une entreprise intégrée en 1927 au sein du conglomérat Vereinigte Stahlwerke : Gustav-Hermann SEEBOLD, *Ein Stahlkonzern im Dritten Reich : der Bochumer Verein 1927-1945*, Wuppertal, Hammer, 1981. Il doit s'agir d'une thèse soutenue à l'université de Bochum, où l'auteur a été chargé de recherche, mais la publication ne le précise pas.

<sup>323</sup> Gerhard Th. MOLLIN, *Montankonzerne und "Drittes Reich". Der Gegensatz zwischen Monopolindustrie und Befehlswirtschaft in der deutschen Rüstung und Expansion 1936-1944*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1988.

n'ont pas signé d'article dans la *ZUG*. Ils n'ont pas non plus poursuivi leurs recherches dans ce champ<sup>324</sup>.

Le renouvellement historiographique est aussi venu de l'étranger dans les années 1980, avec le travail déjà cité – et présenté dans la *ZUG* – de l'Américain Peter Hayes, élève de Henry A. Turner, sur IG Farben<sup>325</sup> et la thèse soutenue à Columbia en 1987 par Bernard P. Bellon sur les travailleurs de Daimler-Benz de 1903 à 1945<sup>326</sup>.

C'est au début des années 1990 que le « mono-Pohl » a commencé à se fissurer en Allemagne même. Les travaux d'« histoire militante » sur l'économie nazie menés dans le cadre de la Fondation de Hambourg<sup>327</sup> n'étaient pas vraiment gênants, dans la mesure où ils étaient menés à l'écart de l'université<sup>328</sup>. Ils n'ont abordé l'histoire des entreprises qu'à la marge<sup>329</sup>. En revanche, la création en 1991<sup>330</sup> à l'université de Bochum d'un « cercle de travail pour une histoire d'entreprise et de l'industrie critique » (*Arbeitskreis für kritische Unternehmens- und Industriegeschichte*–AKKU) constitue, de par son nom même, une remise en cause plus frontale, même si cette association est animée par de jeunes historiens qui n'ont pas à l'époque encore accédé à la consécration académique, comme Werner Plumpe (né en

<sup>324</sup> G.-H. Seebold (né en 1951) est devenu archiviste aux archives municipales de Bochum ; G.T. Mollin (né en 1954) a, selon une pratique habituelle en Allemagne, changé d'orientation pour son habilitation, avec un travail sur les États-Unis et le colonialisme. Il est depuis 1995 *Privat-Dozent* sans chaire à l'université de Duisbourg-Essen.

<sup>325</sup> Peter HAYES, *Industry and Ideology. IG Farben in the Nazi Era*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987. L'ouvrage a fait l'objet d'une réédition actualisée en 2000, mais il n'a malheureusement jamais été traduit en allemand (et en français...). Si ces apports ont été largement pris en compte par les spécialistes, le livre médiocre de J. Borkin continue souvent de faire référence auprès du grand public.

<sup>326</sup> Bernard P. BELLON, *Mercedes in Peace and War : German Automobile Workers*, New York, Columbia University Press, 1990.

<sup>327</sup> La fondation a été créée en 1984. Outre le livre sur Daimler-Benz, elle avait publié dans les années 1985-1986 une série de trois volumes contenant une édition commentée des rapports d'enquêtes du service financier du gouvernement militaire américain en Allemagne effectuées en 1945 à l'encontre de trois grandes entreprises allemandes (Deutsche Bank, IG Farben, Dresdner Bank) ; OMGUS, *Ermittlungen gegen die Deutsche Bank / IG Farben, Dresdner Bank, Nördlingen, Greno*, 1985/1986/1986. Des documents produits uniquement à charge par des services américains dans le contexte très particulier de l'immédiat après-guerre, avant que les débuts de la guerre ne les obligent à plus de retenue, sont utilisés, par des chercheurs se réclamant d'une logique anticapitaliste, pour dénoncer la politique de grandes entreprises allemandes sous le nazisme, sans prendre le recul nécessaire qu'impliquerait leur utilisation.

<sup>328</sup> Les deux principaux animateurs du groupe, « l'historien-médecin » Karl-Heinz Roth (né en 1942) et Angelika Ebbinghaus (née en 1945) sont titulaires de doctorats d'histoire, mais ils n'ont jamais exercé de fonctions universitaires. À l'inverse, rares sont les historiens universitairement établis à avoir publié dans la revue de la fondation, 1999. *Zeitschrift für Sozialgeschichte des 20. Jahrhunderts* devenue en 2003 *Sozial.Geschichte. Zeitschrift für historische Analyse des 20. und 21. Jahrhunderts*, voir la liste des auteurs et articles publiés depuis 1986 sur le site [www.stiftung-sozialgeschichte.de](http://www.stiftung-sozialgeschichte.de).

<sup>329</sup> Comme le montre la consultation des sommaires de leur revue 1999. *Zeitschrift für Sozialgeschichte des 20. Jahrhunderts* devenue en 2003 *Sozial.Geschichte. Zeitschrift für historische Analyse des 20. und 21. Jahrhunderts* sur leur site [www.stiftung-sozialgeschichte.de](http://www.stiftung-sozialgeschichte.de). Seul le cas de l'industrie chimique, à travers le lien entre IG Farben, le Zyklon B et Auschwitz, y a été abordé à plusieurs reprises

<sup>330</sup> Selon la date fournie par l'association sur son site Internet ([www.ruhr-uni-bochum.de/akku](http://www.ruhr-uni-bochum.de/akku)). À noter que Christian Kleinschmidt sur sa page personnelle à l'université de Paderborn où il est actuellement professeur remplaçant indique la date de 1989, faisant commencer son mandat de président en 1990 ([www.uni-paderborn.de/fakultaeten/kw/institute-einrichtungen/historisches-institut/personal/kleinschmidt](http://www.uni-paderborn.de/fakultaeten/kw/institute-einrichtungen/historisches-institut/personal/kleinschmidt)).

1954) et Christian Kleinschmidt (né en 1961), à l'époque respectivement assistant et doctorant à la chaire de Dietmar Petzina, le second en exerçant la présidence jusqu'en 2007. L'AKKU se distingue de la GUG par le fait qu'elle n'entretient pas de lien avec le monde patronal, ses adhérents rassemblant seulement « des chercheurs, des archivistes et des étudiants ». Le qualificatif « critique » montre bien la volonté de se démarquer de l'historiographie qu'incarne la GUG. L'AKKU a l'ambition de mettre l'accent, par rapport à une histoire très positiviste, sur les aspects théoriques et méthodologiques, en s'ouvrant aux autres disciplines des sciences sociales comme la sociologie et l'anthropologie. Même si elle dispose de moyens financiers beaucoup plus limités (ni locaux propres, ni personnel salarié), elle réussit à développer une activité régulière, avec un colloque annuel dont les actes sont régulièrement publiés dans une collection associée (Bochumer Schriften zur Unternehmens- und Industriegeschichte) aux éditions Klartext à Essen avec à ce jour 17 volumes depuis 1992. Outre des ouvrages collectifs, elle édite quelques travaux individuels comme la thèse de Christian Kleinschmidt (vol. 2, 1993) sur l'industrie sidérurgique de la Ruhr des années 1900 à la crise économique (la rationalisation comme stratégie d'entreprise). Elle publie également une revue semestrielle dont le caractère modeste – quelques dizaines de pages sans composition professionnelle – est compensé en matière de diffusion depuis 1998 par une mise en ligne complète sur Internet.

### **b) Une nouvelle organisation plus collective et scientifique**

Mais l'offensive la plus importante à l'encontre de la mainmise personnelle sur la GUG et de son orientation très traditionnelle est venue de l'intérieur. H. Pohl, devenu seul éditeur après la mort de Treue en 1992, avait été amené à s'entourer de quatre collaborateurs, les professeurs Peter Borscheid (Marburg), Wilfried Feldenkirchen (Erlangen), Günter Schulz (Cologne) et l'Autrichien Franz Mathis (Innsbruck), le second et le troisième étant d'anciens assistants de H. Pohl formés à Bonn<sup>331</sup>. Mais, en 1994, un véritable « coup d'État » a lieu, dans lequel les représentants des entreprises adhérentes, emmenés par Manfred Pohl, toujours à la tête des archives de la Deutsche Bank, auraient joué un rôle déterminant. La manière dont la GUG aurait, notamment dans le cadre du livre contesté sur Daimler-Benz, abordé la question des entreprises sous le nazisme serait à l'origine du conflit<sup>332</sup>. Le siège de

<sup>331</sup> Ils sont également en 1995, avec Frauke Schönert-Röhlk, coéditeurs du livre publié en l'honneur de H. Pohl pour son soixantième anniversaire, *Wirtschaft, Gesellschaft, Unternehmen. Festschrift für Hans Pohl zu 60. Geburtstag*, Stuttgart, Steiner, 1995.

<sup>332</sup> Voir SCHRÖTER, art. cit., p. 45, qui n'a pas, dans un contexte encore brûlant, pu être très précis sur les circonstances de cette affaire.

l'association est transféré de Cologne à Francfort, l'ancienne secrétaire générale est remplacée par une jeune docteure de l'université de Francfort<sup>333</sup>. H. Pohl est écarté de la direction de la revue et de la collection associée ; il est remplacé par un triumvirat composé des mêmes Borscheid, Feldenkirchen et Schulz. La rupture n'est donc pas complète. En 1997, la revue et la collection sont transférées chez un nouvel éditeur, Beck, à Munich. Le Suisse Jakob Tanner (professeur à l'université de Zurich) succède à G. Schulz, les trois éditeurs s'appuyant sur un nouveau « cercle de conseillers scientifiques » sensé refléter la nouvelle orientation et l'interdisciplinarité de la revue avec, outre M. Pohl, Lothar Gall (université de Francfort) pour l'histoire politique<sup>334</sup>, Carl-Ludwig Holtfrerich (université libre de Berlin) pour l'histoire financière et Klaus Tenfelde (université de Bochum) pour l'histoire sociale. La revue a conservé ensuite cette direction collégiale, le titre de rédacteur en chef apparaissant toutefois au sein du triumvirat au profit de P. Borscheid avec le n° 2 de 1997. En 2003-2004, H. Berghoff (université de Göttingen), qui devient rédacteur en chef, et W. Plumpe (université de Francfort) sont venus rajeunir l'équipe, P. Borscheid (1943) et W. Feldenkirchen (1947) se retirant. Récemment, l'équipe éditrice s'est internationalisée avec l'arrivée d'un historien américain en poste à l'université de Glasgow, Raymond G. Stokes, qui vient de remplacer H. Berghoff à la rédaction en chef. Cette ouverture se reflète aussi dans le contenu de la revue. On trouve à nouveau, à côté de jeunes chercheurs, des auteurs de premier plan comme, outre les éditeurs et les conseillers scientifiques, Gerhard A. Ritter (1997), T. Pierenkemper (1999), J. Kocka (1999) ou W. Abelshauser (2002) en Allemagne, H. James (1997), G.D. Feldman (1998, 1999 et 2005) ou Geoffrey Jones (2006) à l'étranger. À partir de 2003 sont publiés des articles en langue anglaise. En 2005, un numéro spécial est offert, pour la première fois, aux historiens français pour traiter de l'économie sous Vichy<sup>335</sup>. La période du nazisme et de la Seconde Guerre mondiale occupe une place importante avec plus d'une dizaine d'articles depuis 1997. De manière générale, il existe un fort recentrage sur le XX<sup>e</sup> siècle, et pour l'après-1945, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, les articles sur les périodes plus anciennes devenant minoritaires. Le contraste est frappant avec l'« ère H. Pohl », même s'il faut

---

<sup>333</sup> Andrea H. Schneider, auteure d'une thèse soutenue en 1996 qui n'y prédisposait guère, sur... Helmut Schmidt et la grande coalition (1966-1969), publiée en 1999 chez Schöningh à Paderborn. Sa prédécesseure, Beate Brüninghaus, est entre-temps devenue responsable des relations publiques de la Fédération allemande de l'acier.

<sup>334</sup> Sur l'importance symbolique de l'implication nouvelle dans l'histoire des entreprises au cours des années 1990 de cette personnalité importante de la communauté historique allemande (président de la Fédération des historiens allemands et éditeur de la revue *Historische Zeitschrift*), voir SCHRÖTER, art. cit., p. 31.

<sup>335</sup> Ce numéro, qui s'appuie sur une rencontre franco-allemande organisée à Francfort à l'initiative de l'université locale (W. Plumpe, R. Banken et J. Bähr) et du Groupement de recherche (GDR) « Les Entreprises françaises sous l'Occupation », trouve son pendant en France avec un numéro spécial d'*Histoire, économie et société* offert aux historiens allemands sur l'économie nazie.



toutefois reconnaître qu'une petite ouverture s'était déjà dessinée au début des années 1990 : on trouvait au sommaire des auteurs venus de l'ex-RDA comme Rainer Karlsch (1991) ou Wolfgang Mühlfriedel (1993), des textes en anglais (1993-1994), dont un de Geoffrey Jones, et même un article de deux membres de l'AKKU, C. Kleinschmidt et Thomas Welskopp (1994). L'histoire de la période nazie restait toujours à peu près absente... mais les travaux étaient encore rares en général.

Dans la nouvelle collection associée à la revue, 18 livres ont été publiés depuis 11 ans. Le choix du premier volume marque clairement la volonté de rupture : il s'agit d'un ouvrage collectif sur les entreprises et le nazisme qui reprend les travaux d'une conférence de la GUG qui s'est tenue à Francfort en juin 1997, sur un sujet qu'elle n'avait jamais abordé directement. Quatre grandes recherches sur les banques (Harold James), Volkswagen (Hans Mommsen), les chemins de fer (Klaus Hildebrand) et l'IG Farben (P. Hayes) sont présentées, chacune faisant l'objet de commentaires et de compléments par d'autres auteurs. Il s'agit de montrer qu'un certain nombre d'entreprises allemandes n'hésitent plus à ouvrir leurs archives sur cette période, voire à passer commande à des chercheurs sans chercher à peser sur les résultats.

Les ouvrages suivants publiés dans la collection sont tous des ouvrages personnels, issus pour la plupart d'une thèse (14) ou d'une habilitation (1). Le XX<sup>e</sup> siècle et les grandes entreprises, avec des études sur l'engagement de Mannesmann au Brésil de 1892 à 1995 (vol. 2, 1997), les Aciéries réunies de 1926 à 1933-1934 (vol. 5, 2000) ou les chantiers navals Blohm & Voss de 1914 à 1923 (vol. 11, 2003), sont plus abordés. Pour être juste, il faut là aussi indiquer que cette tendance nouvelle était déjà apparue depuis le début des années 1990 dans l'ancienne collection. En 1991, une étude de Dietrich Yorck a traité de l'organisation et la gestion de Mannesmann, entre famille fondatrice, banquiers et managers, pour les trois premières décennies de l'entreprise seulement (1888-1920)<sup>336</sup>. En 1995, Uwe Kessler, élève de H. Pohl à Bonn, a publié sa thèse sur l'histoire du management de Krupp, qui court des origines (1811) à la retransformation en entreprise personnelle en 1943<sup>337</sup>.

À la suite du volume inaugural, l'histoire des entreprises sous le nazisme s'est prolongée dans la collection, avec la publication des thèses de Florian Triebel sur l'éditeur

<sup>336</sup> Dietrich YORCK, *Die Mannesmannröhren-Werke 1888 bis 1920 : Organisation und Unternehmensführung unter der Gründerfamilie, Bankiers und Managern*, Stuttgart, Steiner, 1991 (ZUG-Beiheft, vol. 66).

<sup>337</sup> Uwe KESSLER, *Zur Geschichte des Managements bei Krupp : von den Unternehmensanfängen bis zur Auflösung der Fried. Krupp AG (1811 - 1943)*, Stuttgart, Steiner, 1995 (ZUG-Beiheft, vol. 87). À la même époque (1994, vol. 82), il faut signaler la publication d'une autre thèse soutenue à Bonn sous la même direction, celle de Tobias Kampmann sur une entreprise familiale de construction mécanique : W. Ferd. Klingelberg Söhne, qui porte sur la période 1900 à 1950.

Eugen Diederichs (vol. 13, 2004)<sup>338</sup> et d'Ingo Köhler sur l'aryanisation des banques privées<sup>339</sup> (vol. 14, 2005). Mais, là encore, il faut préciser que, en 1994, la GUG avait publié dans son ancienne collection un ouvrage consacré entièrement au travail forcé chez Daimler-Benz. Il s'agissait clairement d'une réponse aux lacunes largement soulignées du livre de 1986 sur ce sujet, même si H. Pohl prend soin de préciser dans son avant-propos que l'entreprise aurait commandé cette étude dès janvier 1986, avant même la parution du premier ouvrage en avril<sup>340</sup>. Le projet aurait été retardé par l'ampleur considérable prise par les entretiens effectués avec les anciens travailleurs forcés (plusieurs centaines) et par l'ouverture en 1989-1990 d'archives nouvelles très riches dans l'ex-RDA. Le travail, d'un volume important (550 p.), est cosigné par quatre collaborateurs de H. Pohl<sup>341</sup>. Les conclusions sont cette fois-ci sévères pour l'entreprise, qui n'aurait fait preuve d'aucune réserve morale dans l'exploitation de l'exploitation de la main-d'œuvre forcée. L'ampleur des mauvais traitements infligés est exposée de manière exhaustive. La tonalité inspirée par H. Pohl avait donc déjà évolué : dans les années 1990, l'heure n'est plus à chercher des excuses aux entreprises ; mieux vaut au contraire « charger la barque », pour faire taire les critiques et éviter de se faire doubler par d'autres études. Les nouvelles générations aux commandes des entreprises non seulement n'ont pas été impliquées dans ce sombre passé, mais elles ne doivent plus rien directement à ceux qui l'ont été. Les grandes entreprises allemandes ont compris qu'elles doivent, pour se libérer du poids de ce passé compromettant, en payer le prix, non seulement en finançant de telles études, mais en versant des indemnités aux travailleurs forcés. Défendre l'image de l'entreprise ne passe plus par la publication d'études complaisantes, mais au contraire par la possibilité de se réclamer d'avoir joué le jeu d'études critiques ; et plus elles le sont, mieux c'est... H. Pohl, en fidèle serviteur des milieux patronaux, avait su s'adapter à cette nouvelle orientation...

Sa mise à l'écart de la GUG n'a pas empêché H. Pohl de rebondir. Il a lancé une nouvelle collection personnelle chez l'éditeur Steiner, les « Beiträge zur Unternehmensgeschichte », qui reste, là encore avec seulement des ouvrages individuels, la plus prolifique, avec 27 titres parus depuis 11 ans ; 20 d'entre eux sont également issus de thèses de doctorat, un autre d'une habilitation, dont un fort contingent (9), en particulier parmi

<sup>338</sup> Thèse soutenue à l'université de Constance en 2001.

<sup>339</sup> Thèse soutenue à l'université de Bochum en 2003.

<sup>340</sup> H. POHL, « Vorwort », in Barbara HOPMANN, Mark SPOERER, Birgit WEITZ, Beate BRÜNINGHAUS, *Zwangsarbeit bei Daimler-Benz*, Stuttgart, Steiner, 1994 (ZUG-Beihefte, vol. 78), p. 9.

<sup>341</sup> On retrouve B. Brüninghaus, déjà auteure du précédent, coordinatrice du projet comme secrétaire générale de la GUG, et deux doctorants de H. Pohl à Bonn, Barbara Hopmann et M. Spoerer qui ont ensuite soutenu en 1995 des thèses (toutes deux publiées chez Steiner en 1996) respectivement sur un holding industriel du Reich dans le secteur de l'armement de 1916 à 1951 et sur les profits des entreprises allemandes de 1925 à 1941.

les derniers volumes, soutenues à l'université de Bonn où H. Pohl est entre-temps devenu professeur émérite.

Il serait probablement trop simpliste d'opposer les deux collections entre une histoire de l'entreprise plus classique et une autre plus « critique ». Tout juste peut-on remarquer que la collection de H. Pohl n'aborde pas, à une exception près<sup>342</sup>, l'histoire du nazisme, plus présente dans la collection de la GUG. En revanche, l'histoire de la RDA et du bloc soviétique en général, absente chez Beck, est bien représentée chez Steiner, avec des études sur le transfert des entreprises est-allemandes vers la RFA dans les années 1945 à 1961 (vol. 4, 1997), sur l'entreprise automobile Auto-Union de Chemnitz entre 1945 et 1948 (vol. 15, 2003), sur les éditeurs de musique en RDA (vol. 23, 2006) et sur la politique de transports ferroviaires et fluviaux entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne entre 1945 et 1989 (vol. 22, 2006). Les titres suggèrent là une perspective critique : Auto-Union est étudiée dans le contexte d'une prétendue « démocratisation » de l'économie, les éditeurs de musique sont confrontés au *Zensursystem* et l'ensemble de la période est qualifiée de « guerre froide » pour les relations germano-tchèques.

Il serait toutefois abusif d'établir des clivages trop marqués au sein de l'histoire des entreprises allemande. G. Schulz, qui a quitté Cologne en 2000 pour prendre logiquement la succession de H. Pohl à Bonn, est réapparu récemment à la GUG comme membre du *Kuratorium*, tout en faisant publier la plupart de ses thèses dans la collection de son maître chez Steiner. De l'autre côté, l'opposition entre l'AKKU et la GUG n'est plus aussi marquée. La seconde se revendique aussi d'une « histoire critique » qui se serait définitivement éloignée de son « point de départ », les « livres anniversaires peints sous un jour favorable »<sup>343</sup> : les deux associations ont déjà organisé en 2001 un colloque commun à Bochum sur les élites économiques (cf. *infra*) ; l'un des principaux fondateurs de l'AKKU, W. Plumpe, devenu professeur à l'université de Francfort, est aujourd'hui président du conseil scientifique de la GUG et codirecteur de la revue *ZUG* ; de même, son camarade C. Kleinschmidt, longtemps président de l'AKKU, siège au conseil scientifique de la GUG. L'AKKU apparaît aujourd'hui un peu, comme les remuants *Jusos* pour le parti social-démocrate, comme « l'organisation de jeunesse » de la GUG : les membres académiques des

<sup>342</sup> Celle d'une histoire d'une entreprise de constructions de moteurs, filiale d'Auto-Union, à Taucha (Saxe) entre 1935 et 1948, commandée par l'entreprise héritière Audi à deux auteurs semble-t-il non-universitaires, Peter KOHL, Peter BESSEL, *Auto-Union und Junkers : die Geschichte der Mitteldeutschen Motorenwerke GmbH Taucha. 1935 – 1948*, Stuttgart, Steiner, 2003, vol. 16.

<sup>343</sup> Voir l'éditorial des deux éditeurs P. Borscheid et W. Feldenkirchen dans le premier numéro de la revue paru chez Beck, *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte*, vol. 43, n° 1, 1997, p. 1.

organes dirigeants de la seconde sont, à la différence des sept membres actuels du directoire de la première (un habilité sans chaire, 4 docteurs et deux doctorants), tous professeurs<sup>344</sup>.

### **3) Le dynamisme actuel de l'histoire des entreprises malgré la pénurie académique**

#### **a) Productivité doctorale et foisonnement éditorial**

Ce qui frappe surtout aujourd'hui, c'est le dynamisme de la recherche en histoire des entreprises qui se traduit par un foisonnement éditorial. Outre les collections déjà évoquées chez Beck (GUG), Steiner (H. Pohl) et Klartext (AKKU), il faut signaler que les mêmes éditeurs publient de l'histoire des entreprises hors ces collections. Depuis 1995, Beck a ainsi sorti de nombreuses histoires d'entreprise reposant généralement sur des commandes des firmes, notamment pour la période nazie, qui, à la différence de ce qui se passait jusqu'aux années 1980, ne sacrifient pas les exigences scientifiques. Sont ainsi parues des histoires générales de la Deutsche Bank (1995, à l'occasion du 125<sup>e</sup> anniversaire), de la BASF (2003, en dehors d'une commémoration particulière), de Linde (2004, à l'occasion du 125<sup>e</sup> anniversaire) et de MAN (2008, à l'occasion du 250<sup>e</sup> anniversaire), et spécifiquement sur la période nazie de Allianz (2001), la Degussa (2004), la Commerzbank (2004) et Hoechst (2004).

M. Pohl, directeur des archives historiques de la Deutsche Bank jusqu'à sa retraite en 2004 et professeur honoraire à l'université de Francfort, s'est également fait une spécialité de ce type d'histoire de commande, sous une forme plus superficielle toutefois : il a publié chez Beck en 1999 une monographie sur l'entreprise de BTP Philipp Holzmann, et chez l'éditeur Piper, depuis longtemps très actif sur ce marché des commandes d'entreprises, sur VIAG<sup>345</sup> (1998, Piper Verlag), Hochtief (également BTP, 2000), Südzucker (2001), Knorr-Bremse (2005, Piper Verlag), etc. De nombreux projets, comme ceux récents ou en cours sur Messer (entreprise de gaz industriels)<sup>346</sup>, MAN<sup>347</sup>, Zeppelin à Friedrichshafen<sup>348</sup> ou la maison de couture Hugo Boss<sup>349</sup> sont menés dans le cadre d'un contrat entre l'entreprise et la GUG<sup>350</sup>. Cette dernière joue en effet un rôle d'intermédiaire et de conseil entre les commanditaires et

<sup>344</sup> Titulaires d'une chaire, sauf C. Kleinschmidt qui n'effectue pour l'instant qu'un « remplacement » (*Vertretung*) à Paderborn.

<sup>345</sup> Ancien holding de l'État fédéral, privatisé et fondu aujourd'hui dans le groupe E.ON.

<sup>346</sup> La monographie a été publiée chez l'éditeur Piper en 2007 par Jörg Lesczenski, docteur de l'université de Francfort (avec une thèse sur August Thyssen) et assistant de W. Plumpe à l'université de Francfort.

<sup>347</sup> Le livre est cosigné par trois auteurs, dont J. Bähr et R. Banken, docteurs habilités sans chaire.

<sup>348</sup> Livre à paraître en septembre 2008 chez Piper à l'occasion du centenaire, cosigné par une douzaine d'universitaires (dont H. James, C. Kleinschmidt, W. Plumpe, etc.).

<sup>349</sup> Ce projet est mené par deux jeunes chercheurs sous la responsabilité scientifique de Stephan H. Lindner (université de la Bundeswehr, Munich).

<sup>350</sup> Voir la rubrique « Projekte » du site de la GUG, [www.unternehmensgeschichte.de](http://www.unternehmensgeschichte.de).

les auteurs, ce qui permet d'apporter une garantie scientifique aux travaux menés. Les auteurs des *Jubiläumsschriften* sont ainsi aujourd'hui moins souvent des responsables des services de communication des firmes ou des journalistes que des universitaires.

De leur côté, les éditions Franz Steiner ne se limitent pas à la collection dirigée par H. Pohl ; des histoires d'entreprises, de branches ou d'entrepreneurs sont aussi publiées dans la très ancienne (depuis 1923) collection associée à la revue *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte* : parmi les quelque 70 volumes publiés depuis 1995, on en relève une bonne dizaine, à nouveau des thèses pour la plupart, qui auraient pu trouver leur place dans une collection spécialisée. De même, Klartext a publié depuis 2002 8 histoires d'entreprise hors la collection de l'AKKU. Et d'autres éditeurs ont des collections qui intègrent de l'histoire des entreprises. C'est le cas de Duncker & Humblot à Berlin, avec ses « *Schriften zur Wirtschafts- und Sozialgeschichte* » (83 volumes depuis 1966), sous la responsabilité aujourd'hui notamment de W. Plumpe et de Dieter Ziegler (Bochum), qui a publié ces dernières années plusieurs ouvrages de cette catégorie. On en trouve également dans la collection d'histoire économique et sociale d'Oldenbourg à Munich (notamment les gros volumes récents sur l'histoire de la Dresdner Bank sous le nazisme et dans l'après-guerre) ou chez Siedler, également à Munich (avec notamment deux volumes sur Krupp, l'un signé par le seul L. Gall des origines à 1914 en 2000, l'autre collectif dirigé par le même en 2002 pour la période 1914-1967).

Si l'on fait le bilan historiographique aujourd'hui pour les 15 groupes étudiés dans ma thèse, presque tous ont fait depuis le début des années 1990 l'objet de travaux historiques plus ou moins pointus répondant à des exigences scientifiques, alors, qu'à l'exception de quelques travaux menés souvent sans accès aux sources internes sur la période nazie dans les années 1980 (cf. *supra*), on avait affaire auparavant à un quasi désert. Si beaucoup de ces ouvrages ne traitent pas particulièrement des dirigeants des entreprises concernées (cf. *infra*), ils apportent de nombreux éléments de contexte qui n'existaient pas en 1989.

Tableau 2 : Travaux publiés depuis 1990 sur l'histoire des 15 groupes industriels étudiés dans *Patrons d'Allemagne*

Entreprises	Livres	Type de travail
AEG	Peter Strunk, <i>Die AEG : Aufstieg und Niedergang einer Industriellegende</i> , Berlin, Nicolai, 1999.	Archiviste AEG
BASF (IG Farben)	Gottfried Plumpe, <i>Die I.G. Farbenindustrie AG. Wirtschaft, Technik und Politik 1904-1945</i> , Berlin, Duncker & Humblot, Berlin, 1990.	Habilitation Bielefeld 1988
	Bernd C. Wagner, <i>IG Auschwitz, : Zwangsarbeit und Vernichtung von Häftlingen des Lagers Monowitz 1941 - 1945</i> , Munich, Saur, 2000	Thèse Bochum 1998
	Werner Abelshauser (dir.), <i>Die BASF. Eine Unternehmensgeschichte</i> , Munich, Beck, 2002.	Commande entreprise
	Volker Koop, <i>Das schmutzige Vermögen. Das Dritte Reich, die IG Farben und die Schweiz Eidgenössische Machenschaften: Wie die Schweiz vom Vermögen der IG Farben profitierte</i> , Munich, Siedler, 2005.	s.i.
Bayer	Anne Nieberding, <i>Unternehmenskultur im Kaiserreich. J.M. Voith und die Farbenfabriken vorm. Friedr. Bayer &amp; Co.</i> , Munich, Beck, 2003 (ZUG, vol. 9).	Thèse Münster, 2001
	Wilhelm Bartmann, <i>Zwischen Tradition und Fortschritt : aus der Geschichte der Pharmabereiche von Bayer, Hoechst und Schering von 1935-1975</i> , Stuttgart, Steiner, 2003.	Thèse Francfort 2001
	Patrick Kleedehn, <i>Die Rückkehr auf den Weltmarkt. Die Internationalisierung der Bayer AG Leverkusen nach dem Zweiten Weltkrieg bis zum Jahre 1961</i> , Stuttgart, Steiner, 2008 (BZUG, vol. 26).	Thèse Bonn, 2006
	Klaus Tenfelde <i>et al.</i> (dir.), <i>Stimmt die Chemie : Mitbestimmung und Sozialpolitik in der Geschichte des Bayer-Konzerns</i> , Essen, Klartext, 2007.	
Bosch	Joachim Scholtyseck, <i>Robert Bosch und der liberale Widerstand gegen Hitler 1933 bis 1945</i> , Munich, Beck, 1999.	Habilitation Karlsruhe 1998
Daimler-Benz	Barbara Hopmann, Mark Spoerer <i>et. al.</i> , <i>Zwangsarbeit bei Daimler-Benz</i> , Stuttgart, Steiner, 1994 (ZUG, vol. 78).	Commande entreprise
	Neil Gregor, <i>Stern und Hakenkreuz. Daimler Benz im Dritten Reich</i> , Berlin, Propyläen, 1997.	Traduction thèse anglaise
	Birgit Buschmann, <i>Unternehmenspolitik in der Kriegswirtschaft und in der Inflation. Die Daimler-Motoren-Gesellschaft 1914-1923</i> , Stuttgart, Steiner, 1998 (VJZWG, vol. 144).	Thèse Tübingen, 1992
	Elfriede Grunow-Osswald, <i>Die Internationalisierung eines Konzerns : Daimler-Benz 1890-1997</i> , Königswinter, Heel, 2006.	Thèse Göttingen 2005

	Caroline Schulenburg, <i>Renault und Daimler-Benz in der Zwischenkriegszeit (1919-1938). Eine vergleichende Unternehmensgeschichte zweier europäischer Automobilhersteller</i> , Stuttgart, Steiner, 2008 (BZUG, vol. 27).	Thèse Bonn, 2007
Hoechst	Stephan H. Lindner, <i>Hoechst. Ein I.G. Farben Werk im Dritten Reich</i> , Munich, Beck, 2005.	Commande entreprise
GHH/MAN	Johannes Bähr, Ralf Banken, Thomas Flemming, <i>Die MAN. Eine deutsche Industriegeschichte</i> , Munich, Beck, 2008.	Commande entreprise
Krupp	Uwe Kessler, <i>Zur Geschichte des Managements bei Krupp : von den Unternehmensanfängen bis zur Auflösung der Fried. Krupp AG (1811-1943)</i> , Stuttgart, Steiner, 1995 (ZUG, vol. 87).	Thèse Bonn 1993
	Lothar Gall, <i>Krupp. Der Aufstieg eines Industrieimperiums</i> , Munich, Siedler, 2000.	Commande entreprise
	Lothar Gall (dir.), <i>Krupp im 20. Jahrhundert. Die Geschichte des Unternehmens vom Ersten Weltkrieg bis zur Gründung der Stiftung</i> , Munich, Siedler, 2002.	Commande entreprise
	Jürgen Lindenlaub, <i>Die Finanzierung des Aufstiegs von Krupp. Die Personengesellschaft Krupp im Vergleich zu den Kapitalgesellschaften Bochumer Verein, Hoerder Verein und Phoenix 1850 bis 1880</i> , Essen, Klartext, 2006.	s.i.
	Burkhard Beyer, <i>Vom Tiegelstahl zum Kruppstahl : Technik- und Unternehmensgeschichte der Gussstahlfabrik von Friedrich Krupp in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts</i> , Essen, Klartext, 2007.	s.i.
Mannesmann	Dietrich Yorck, <i>Die Mannesmannröhren-Werke 1888 bis 1920 : Organisation und Unternehmensführung unter der Gründerfamilie, Bankiers und Managern</i> , Stuttgart, Steiner, 1991 (ZUG, vol. 66).	Mémoire de maîtrise
	Frank J. Nellißen, <i>Das Mannesmann-Engagement in Brasilien von 1892 bis 1995. Evolutionspfade internationaler Unternehmensstätigkeit aus wirtschaftshistorischer Sicht</i> , Munich, Beck, 1997 (ZUG, vol. 2).	Thèse Cologne, 1996
	Horst A. Wessel, <i>Erfolgreich unter verschiedenen Flaggen. Die Geschichte des Mannesmannröhren-Werkes in Bous/Saar und seiner Stahlwerke 1886-1998</i> , Essen, Klartext, 2007.	Archiviste Mannesmann
Ruhrkohle	Uwe Burghardt, <i>Die Mechanisierung des Ruhrbergbaus : 1890-1930</i> , Munich, Beck, 1995.	Thèse TU Berlin 1992
	Christoph Nonn, <i>Die Ruhrbergbaukrise : Entindustrialisierung und Politik 1958-1969</i> , Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2001.	Habilitation Cologne 2000
	Stefan Przigoda, <i>Unternehmensverbände im Ruhrbergbau : zur Geschichte von Bergbau-Verein und Zechenverband 1858-1933</i> , Bochum, Deutscher Bergbau-Museum, 2002.	Thèse Bochum 2000

RWE	Hans Pohl, <i>Vom Stadtwerk zum Elektrizitätsgrossunternehmen : Gründung, Aufbau und Ausbau der "Rheinisch-Westfälischen Elektrizitätswerk AG" (RWE). 1898-1918</i> , Stuttgart, Steiner, 1992 (ZUG, vol. 73).	Commande entreprise
	Theo Horstmann, Klaus Kleinekorte, <i>Strom für Europa. Power for Europe. 75 Jahre RWE-Hauptschaltleitung Brauweiler 1928-2003</i> , Essen, Klartext, 2003.	Commande entreprise ?
Siemens	Sigfrid von Weiher, <i>Die englischen Siemens-Werke und das Siemens-Überseegeschäft in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts</i> , Berlin, Duncker & Humblot, 1990 (SWSG, vol. 38).	s.i.
	Heidrun Homburg, <i>Rationalisierung und Industriearbeit. Arbeitsmarkt, Management, Arbeiterschaft im Siemens-Konzern. Berlin 1900-1939</i> , Berlin, Haude & Spener, 1991.	Thèse Bielefeld 1982
	Wilfried Feldenkirchen, <i>Siemens : 1918-1945</i> , Munich, Piper, 1995.	Commande entreprise
	Toru Takenaka, <i>Siemens in Japan : von der Landesöffnung bis zum Ersten Weltkrieg</i> , Stuttgart, Steiner, 1996 (ZUG, vol. 91).	Traduit du japonais
	Wilfried Feldenkirchen, Eberhard Posner, <i>Die Siemens-Unternehmer : Kontinuität und Wandel 1847-2005, zehn Portraits</i> , Munich, Piper, 2005.	Commande entreprise
Thyssen (Ver. Stahlwerke)	Alfred Reckendrees, <i>Das 'Stahltrust'-Projekt. Die Gründung der Vereinigte Stahlwerke A.G. und ihre Unternehmensentwicklung 1926-1933/34</i> , Munich, Beck, 2000 (ZUG, vol. 5).	Thèse Abelshauser, Bielefeld, 1999
	Stephan Wegener (dir.), <i>August und Joseph Thyssen : die Familie und ihre Unternehmen</i> , Essen, Klartext, 2004.	
	Jörg LESZCZENSKI, <i>Lebenswelt eines Wirtschaftsbürgers: August Thyssen 1842-1926</i> , Essen, Klartext, 2008.	Thèse Francfort, 2006
VEBA (Preussag, Hibernia)	Bernhard Stier, Johannes Laufer, Susanne Wiborg <i>Von der Preussag zur TUI. Wege und Wandlungen eines Unternehmens 1923-2003</i> , Essen, Klartext, 2005.	Commande entreprise
	Dietmar Bleidick, <i>Die Hibernia-Affäre : der Streit um den preußischen Staatsbergbau im Ruhrgebiet zu Beginn des 20. Jahrhunderts</i> , Bochum, Deutscher Bergbau-Museum, 1999.	Thèse Bochum 1998
Volkswagen	Monika Uliczka, <i>Berufsbiographie und Flüchtlingsschicksal: VW-Arbeiter in der Nachkriegszeit</i> , Hanovre, Hahn, 1993.	Thèse Bochum 1991
	Volker Wellhöner, <i>"Wirtschaftswunder"-Weltmarkt-westdeutscher Fordismus: der Fall Volkswagen</i> , Münster, Westfälisches Dampfboot, 1996.	Habilitation Bielefeld 1994
	Hans Mommsen, Manfred Grieger, <i>Das Volkswagenwerk und seine Arbeiter im Dritten Reich 1933-1948</i> , Düsseldorf, Econ, 1997.	Commande entreprise



Cette profusion éditoriale traduit un foisonnement assez extraordinaire de l'histoire universitaire des entreprises, qui n'a pas d'équivalent en France. L'obligation maintenue en Allemagne de publier sa thèse pour pouvoir se réclamer d'un titre de docteur y contribue certes largement<sup>351</sup>. Beaucoup de ces docteurs publiés ne semblent d'ailleurs pas poursuivre une carrière universitaire. De manière significative, le nombre d'habilitations est beaucoup plus réduit. Cette profusion contraste en effet avec des débouchés universitaires très restreints. En l'absence de postes permanents équivalents à nos maîtres de conférences ou chargés de recherche, seule l'obtention d'une chaire, soumise à la double soutenance d'une thèse et d'une habilitation, permet une professionnalisation définitive dans l'enseignement supérieur. Or, il n'existe paradoxalement aucune chaire spécialisée en histoire des entreprises aujourd'hui en Allemagne<sup>352</sup>. Même les postes spécialisés en histoire économique seulement sont rares : on n'en trouve sauf erreur dans une faculté d'histoire qu'à Bielefeld (W. Abelshauser) et, sous l'appellation « histoire économique et des entreprises », à Bochum (Dieter Ziegler). Il y en avait aussi traditionnellement dans les facultés d'économie, mais beaucoup ont été supprimés ces dernières années, par manque d'intérêt des économistes pour l'histoire. Ceux qui restent, comme l'Américain John Komlos (spécialiste d'anthropométrie) à l'université Maximilien de Munich, Rainer Gömmel (qui se consacre à la macro-économie) à Regensburg ou Jörg Baten (qui s'intéresse à l'économétrie des entreprises) à Tübingen, ne font pas véritablement de l'histoire des entreprises. Outre celles de D. Ziegler à Bochum ou de W. Abelshauser à Bielefeld, les chaires les plus actives dans ce domaine ont une orientation plus large d'histoire économique et sociale, comme celles de W. Plumpe à Francfort, Hartmut Berghoff (rédacteur en chef de la *ZUG* de 2004 à 2008) à Göttingen, Christoph Buchheim à Mannheim, G. Schulz à Bonn, Toni Pierenkemper à Cologne, Ulrich Pfister à Münster, Peter Hertner à Halle, Clemens Wirschermann à Constance, W. Feldenkirchen à Erlangen (avec la mention complémentaire « et histoire des entreprise »), etc. Mais de grandes universités, comme à Berlin l'université libre, sous réserve de la chaire de Jürgen Kocka d'« histoire du monde industriel »<sup>353</sup> plus tournée vers l'histoire sociale, ou la Humboldt n'ont plus d'historiens se consacrant véritablement au monde économique. Les renouvellements sont très lents : parmi les promotions récentes, on peut relever W. Plumpe (né en 1954, professeur ordinaire depuis 1999), H. Berghoff (1960, depuis 2001), D. Ziegler (1956, depuis 2003), Jochen Streb (1966,

<sup>351</sup> Il n'existe pas de système équivalent à celui assuré en France par l'Atelier national de reproduction des thèses à Lille permettant une diffusion des thèses dans l'ensemble des bibliothèques universitaires sous forme de microfiche. Ne pas trouver d'éditeur en Allemagne obligerait à assurer soi-même une reprographie en masse.

<sup>352</sup> *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*, 4 juin 2006.

<sup>353</sup> Carl-Ludwig Holtfrerich (né en 1942), historien en poste à la faculté d'économie, ne semble pas avoir été remplacé.

depuis 2003 à Stuttgart-Hohenheim) ou Stephan H. Lindner (1961, depuis 2005 à l'université de la Bundeswehr à Munich<sup>354</sup>). Parmi ceux qui sont allés jusqu'à l'habilitation, des chercheurs aussi reconnus que Johannes Bähr (né en 1956, habilité depuis 1997), Karl Lauschke (1950, depuis 1998), Christian Kleinschmidt (1961 / 1999), Paul Erker (1959 / 2001), Mark Spoerer (1963 / 2003), Marcel Boldorf (1965 / 2003) ou Christopher Kopper (1962 / 2005) doivent pour l'instant se contenter de contrats de recherche ou de remplacements de chaires temporaires. D'autres, comme Harm Schröter (1948 / 1991) ou Rolf Petri (1957 / 1998), ont dû aller chercher des postes de professeur à l'étranger, respectivement en Norvège (université de Bergen, depuis 1998) et en Italie (université Ca' Foscari de Venise, depuis 2004). Il n'est donc pas surprenant que beaucoup de docteurs – et notamment les jeunes femmes presque entièrement absentes de ce marché des postes universitaires malgré les mesures énergiques de parité prises par les universités<sup>355</sup> – préfèrent prendre une autre orientation avant d'être trop âgé(e)s<sup>356</sup> plutôt que de s'engager dans une habilitation, même si la multiplication des commandes des entreprises ces dernières années a permis aux docteurs habilités de conserver une activité scientifique régulière<sup>357</sup>. Plusieurs professeurs titulaires d'histoire économique et sociale partis à la retraite ces dernières années n'ont pas été remplacés de manière équivalente. On peut espérer que les éméritats dans les prochaines années de J. Kocka (1941), W. Abelshauser (1944), K. Tenfelde (1944) ou T. Pierenkemper (1944) contribuent à l'émergence d'une nouvelle génération.

## **b) L'intérêt affirmé des entreprises allemandes pour une écriture scientifique de leur histoire, en particulier sur la période nazie**

La richesse de l'histoire des entreprises doit beaucoup à l'intérêt des entreprises allemandes pour leur histoire, qui ne débouche pas simplement comme trop souvent en France

<sup>354</sup> Sur une chaire à l'intitulé inhabituel : « interdépendance du changement technique et social ».

<sup>355</sup> On peut seulement citer le cas d'une chercheuse active dans l'histoire des entreprises, Cornelia Rauh-Kühne (née en 1957), professeure d'histoire allemande et européenne du temps présent à Hanovre depuis 2005.

<sup>356</sup> À la différence de la France, il existe des débouchés pour les docteurs en histoire économique dans les entreprises – l'enseignement secondaire, qui leur est souvent inaccessible en l'absence d'une formation pédagogique spécifique, n'en constituant pas un –, et pas seulement dans les services d'archives. Parmi les auteurs recensés dans le tableau 2 plus haut, si Caroline Schulenburg (Daimler-Benz) travaille aux archives BMW, G. Plumpe a, après son habilitation sur IG Farben, fait une brillante carrière de cadre dirigeant chez Bayer qui l'a conduit jusqu'au directoire (directeur financier) ; *Manager magazin*, décembre 2001 ; Frank J. Nellißen (Mannesmann) est aujourd'hui directeur général d'AgfaPhoto Holding GmbH. Birgit Buschmann (Daimler-Benz) est haut fonctionnaire (*Regierungsdirektorin*) dans le Land de Bade-Württemberg, en charge des questions de politique d'implantation (informations glanées sur Internet). Si tous les destins ne sont probablement pas aussi brillants, on est loin de l'image commune du docteur devenu chauffeur de taxi...

<sup>357</sup> Et, comme le remarque H. SCHRÖTER, art. cit., p. 46, d'attirer, avec des contrats rémunérateurs, vers l'histoire des entreprises des historiens académiquement établis, sans que leur réputation scientifique soit compromise comme à l'époque des *schönfärbigen Jubiläumsschriften*.

sur la seule publication de brochures ou livres dont l'investissement doit plus au luxe des illustrations qu'à la qualité rédactionnelle. On peut toutefois regretter que, dans leurs récentes commandes à ambitions scientifiques, les entreprises aient, une logique de *star-system*, eu tendance à faire appel aux mêmes auteurs : W. Feldenkirchen, également responsable des archives de Siemens, s'en réserve largement l'accès depuis des décennies ; à l'inverse, L. Gall a, après une partie de l'histoire de la Deutsche Bank en 1995 et avant une biographie de H.J. Abs en 2004, signé un volume en 2000 et une partie d'un autre en 2002 sur Krupp sans jamais avoir été un spécialiste d'histoire industrielle. W. Abelshauser a écrit l'important chapitre de la période 1933 à 1951 dans ce volume, tout en dirigeant par ailleurs le gros ouvrage sur la BASF publié la même année, avec une contribution personnelle de près de 300 pages sur la période postérieure à 1952. Pour les commandes sur l'histoire des entreprises sous le nazisme, il a, beaucoup été fait appel aux mêmes historiens américains, qui devaient probablement, outre leurs compétences incontestables sur ce champ, être perçus comme une meilleure garantie d'indépendance vis-à-vis des étrangers, notamment pour répondre à des attaques médiatiques ou judiciaires qui venaient souvent d'outre-Atlantique également. La Deutsche Bank, après avoir confié son histoire générale publiée en 1995 à un collectif qui s'était réparti les périodes – l'historien américain Harold James (université de Princeton)<sup>358</sup> se chargeant du chapitre sur le nazisme<sup>359</sup> –, a prolongé la démarche en constituant en 1998 une commission historique chargée d'examiner spécifiquement son histoire sous le Troisième Reich, composée de L. Gall (seul allemand en son sein), Gerald D. Feldman<sup>360</sup>, H. James, auteurs du premier volume, associés à Avraham Barkai (université de Tel Aviv)<sup>361</sup> et Jonathan Steinberg (université de Pennsylvanie)<sup>362</sup>. J. Steinberg a signé l'étude sur le rôle de la Deutsche Bank

<sup>358</sup> H. James (né en 1956) est à l'origine un spécialiste d'histoire financière de l'Allemagne de l'entre-deux-guerres, avec notamment une étude sur la Reichsbank, *Reichsbank and Public Finance in Germany, 1924-1933. A Study of the Politics of Economics during the Great Depression*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

<sup>359</sup> Les autres auteurs étaient les professeurs L. Gall (Francfort), Gerald D. Feldman (Berkeley), Carl Ludwig Holtfrerich (FU Berlin) et Hans E. Büschgen (Cologne).

<sup>360</sup> G.D. Feldman (1937-2007) était jusqu'alors un spécialiste d'histoire économique et sociale de l'Allemagne à l'époque de la Première Guerre mondiale et de Weimar, auteur notamment de *Army, Industry and Labor in Germany, 1914-1918*, Princeton, Princeton University Press, 1968 et *Iron and Steel in the German inflation, 1916-1923*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

<sup>361</sup> Cet historien né en 1921 est l'auteur de travaux qui font référence sur les juifs allemands et sur l'économie allemande sous le nazisme, notamment sur les origines de l'organisation de l'économie dirigée, *Das Wirtschaftssystem des Nationalsozialismus. Der historische und ideologische Hintergrund. 1933-1936*, Cologne, Verlag Wissenschaft und Politik, 1977 (réédité en poche par Fischer à Francfort en 1988) et l'exclusion des juifs, *Vom Boykott zur "Entjudung". Der wirtschaftliche Existenzkampf der Juden im Dritten Reich*, Francfort, Fischer, 1987.

<sup>362</sup> Ce spécialiste d'histoire européenne contemporaine avait notamment déjà publié des travaux sur l'histoire de la Shoah, *All or nothing : the Axis and the Holocaust, 1941-1943*, Londres, Routledge, 1990.

dans les transactions d'or<sup>363</sup>. H. James a publié une étude sur l'implication de la banque dans la confiscation des propriétés juives<sup>364</sup>, avant de rééditer en 2003 dans une version remaniée son chapitre écrit sur la période nazie dans l'histoire collective de la banque publiée en 1995<sup>365</sup>. L. Gall a fourni ensuite une biographie du très controversé dirigeant Hermann-Josef Abs<sup>366</sup>. Sur la base d'une commande de l'entreprise également, G. Feldman a signé ensuite une histoire des assurances Allianz sous le nazisme<sup>367</sup>, avant de se consacrer ensuite à l'histoire des banques autrichiennes après l'*Anschluss*<sup>368</sup>. Dans l'histoire collective de la BASF publiée en 2003, c'est R.G. Stokes<sup>369</sup> qui a été chargé de l'époque (1925-1945) où l'entreprise chimique est intégrée à l'IG Farben. Son compatriote P. Hayes s'est vu confier par l'entreprise chimique Degussa son histoire sur le Troisième Reich<sup>370</sup>.

Il faut toutefois remarquer que d'autres commandes dans le cadre du boom historiographique sur les entreprises sous le nazisme ont fait plus fait appel à des jeunes chercheurs, ou que du moins leur contribution a été mieux valorisée... Le travail le plus impressionnant à cet égard est celui mené pendant sept ans sur l'histoire de la deuxième grande banque allemande, la Dresdner Bank, sous le nazisme sous la direction de Klaus-Dietmar Henke<sup>371</sup> (université technique de Dresde). Quatre volumes d'un total de plus de 2 000 pages sont parus en 2006, sous la signature respective de J. Bähr (« La Dresdner Bank

---

<sup>363</sup> Publié en 1999 en anglais (*The Deutsche Bank and its gold transactions during the Second World War*) et en allemand (*Die Deutsche Bank und ihre Goldtransaktionen im Zweiten Weltkrieg*) par Beck à Munich.

<sup>364</sup> Publiée en 2001 en anglais sous le titre *The Deutsche Bank and the Nazi Economic War Against the Jews: The Expropriation of Jewish-Owned Property*, Cambridge, Cambridge University Press et en allemand sous le titre *Die Deutsche Bank und die "Arisierung"*, Munich, Beck, 2001.

<sup>365</sup> H. JAMES, *Die Deutsche Bank im dritten Reich*, Munich, Beck, 2003.

<sup>366</sup> L. GALL, *Der Bankier. Hermann Josef Abs. Eine Biographie*, Munich, Beck, 2004.

<sup>367</sup> Livre également paru simultanément en 2001 en anglais (*Allianz and the German Insurance Business, 1933-1945*, Cambridge, Cambridge University Press) et en allemand (*Die Allianz und die Deutsche Versicherungswirtschaft 1933-1945*, Munich, Beck).

<sup>368</sup> Gerald D. FELDMAN, Oliver RATHKOLB, Theodor VENUS, Ulrike ZIMMERL, *Österreichische Banken und Sparkassen im Nationalsozialismus*, Munich, Beck, 2006, 2 vol. G.D. Feldman a également publié en 1998 une biographie de l'industriel de la Ruhr Hugo Stinnes, *Hugo Stinnes. Biographie eines Industriellen 1870-1924*, Munich, Beck, 1998.

<sup>369</sup> Auteur d'une thèse dans les années 1980 – jamais traduite en allemand – qui traitait du démantèlement de l'IG Farben après 1945 et de la reconstitution des sociétés héritières (*Divide and prosper. The heirs of IG Farben under allied authority 1945-1951*, Berkeley, University of California Press, 1988), il a également rédigé la seconde partie (1945-1974) d'une histoire de l'industrie pétrolière allemande financée par l'entreprise RWE Dea AG ; Rainer KARLSCH, Raymond G. STOKES, *Faktor Öl. Die Mineralölwirtschaft in Deutschland 1859-1974*, Munich, Beck, 2003.

<sup>370</sup> L'entreprise est fortement mise en cause à la fois pour la transformation de l'or récupéré aux juifs déportés et pour son implication dans la production du gaz Zyklon B ; le livre est paru simultanément en 2004 en anglais sous le titre *From Cooperation to Complicity: Degussa in the Third Reich*, Cambridge, Cambridge University Press et en allemand sous le titre *Die Degussa im Dritten Reich. Von der Zusammenarbeit zur Mitäterschaft*, Munich, Beck.

<sup>371</sup> K.-D. Henke (né en 1947) est un spécialiste d'histoire politique contemporaine, formé à l'Institut d'histoire du temps présent à Munich, auteur notamment d'une monumentale étude sur la zone d'occupation américaine en 1945, *Die amerikanische Besetzung Deutschlands*, Munich, Oldenbourg, 1995.

dans l'économie du Troisième Reich », D. Ziegler (« La Dresdner Bank et les juifs allemands »), Harald Wixforth<sup>372</sup> (« L'expansion de la Dresdner Bank en Europe ») et de K.-D. Henke lui-même pour une synthèse, la collaboration de plusieurs autres jeunes chercheurs étant par ailleurs explicitement mentionnée<sup>373</sup>. Le cas de la troisième grande banque allemande, la Commerzbank, a été traité pendant plusieurs années (depuis 1998) selon une formule semblable par une équipe dirigée par Ludolf Herbst (université Humboldt de Berlin)<sup>374</sup>, mais l'entreprise n'a débouché pour l'instant que sur la publication d'un unique ouvrage collectif, avec sept contributions, sur la question particulière de l'attitude de la Commerzbank à l'égard des juifs<sup>375</sup>. En 1998, à la suite des réactions de protestation suscitées par un discours aux États-Unis, à l'occasion du rachat de Random House, du PDG de l'époque qui avait présenté l'entreprise comme une « des rares maisons d'édition non juives interdites par le régime nazi » pour avoir publié des « livres subversifs », l'éditeur Bertelsmann s'est vu aussi contraint de faire appel à des historiens<sup>376</sup>. L'historien israélien, spécialiste d'histoire de la Shoah, Saul Friedländer a été nommé président d'une « commission historique indépendante pour l'étude de la maison Bertelsmann sous le Troisième Reich ». Les autres membres ont été nommés par le président, qui a fait appel à Norbert Frei (université de Bochum, formé à l'Institut d'histoire du temps présent de Munich), Trutz Rendtorff (université de Munich, théologien<sup>377</sup>) et Reinhard Wittmann (université de Munich, historien de l'édition). La commission s'est appuyée sur un groupe de huit autres chercheurs, qui sont crédités à la fin de chaque chapitre des parties qu'ils ont rédigées. Enfin, l'entreprise chimique Hoechst a fait appel à un unique jeune chercheur, Stephan Lindner<sup>378</sup>, pour rédiger son histoire sous le Troisième Reich<sup>379</sup>. La dernière

<sup>372</sup> H. Wixforth (né en 1959), chercheur à l'université de Bochum à la chaire de D. Ziegler, est l'auteur d'une thèse soutenue en 1991 à l'université de Bielefeld sur les banques et l'industrie lourde sous Weimar, publiée sous le titre *Banken und Schwerindustrie in der Weimarer Republik*, Cologne, Böhlau, 1995.

<sup>373</sup> Rappelons que l'ensemble est paru chez Oldenbourg à Munich.

<sup>374</sup> L. Herbst (né en 1943), ancien directeur adjoint de l'Institut d'histoire du temps présent à Munich et titulaire depuis 1991 de la chaire d'histoire du temps présent à la Humboldt, est notamment l'auteur d'une habilitation sur l'économie de guerre, *op. cit.*

<sup>375</sup> Ludolf HERBST, Thomas WEIHE, *Die Commerzbank und die Juden 1933-1945*, Munich, Beck, 2004. Ce volume était présenté comme un premier résultat intermédiaire de ces recherches. Mais il n'a pas eu de prolongement, et il n'en est pas annoncé, ni sur le site de la Commerzbank, ni sur celui de l'université Humboldt (où le projet ne figure plus parmi les recherches en cours de la chaire de L. Herbst).

<sup>376</sup> Saul FRIEDLÄNDER, Norbert FREI, Trutz RENDTORFF, Reinhard WITTMANN, *Bertelsmann im Dritten Reich*, Gütersloh, Bertelsmann, 2002, p. 9-10.

<sup>377</sup> Bertelsmann était à l'origine un éditeur d'œuvres religieuses.

<sup>378</sup> Cet historien de l'économie est déjà l'auteur d'une thèse soutenue à l'université de Munich sur le commissariat du Reich pour le traitement des biens ennemis pendant la Seconde Guerre mondiale (parue dans la collection de la ZUG chez Steiner en 1991, vol. 67) et d'une habilitation sur une histoire comparée des industries textiles allemande et française de 1930/1945 à 1990 (parue dans la collection de la ZUG chez Beck en 2001, vol. 7).

monographie du même type qui vient de paraître est celle sur le groupe Flick<sup>380</sup>, dans le cadre d'un projet mené au sein de l'Institut d'histoire du temps présent de Munich par cinq chercheurs, deux confirmés, J. Bähr et H. Wixforth déjà impliqués notamment dans le projet Dresdner Bank, et trois plus jeunes<sup>381</sup>. L'essentiel des commandes passées sur cette période par des entreprises plus ou moins sous la pression de l'opinion publique à la fois nationale et internationale doivent maintenant avoir été achevées. La vague de publications devrait marquer un reflux. La GUG a déjà dissous son groupe de travail spécialisé. Il restera à faire une synthèse de ces travaux considérables.

L'engagement des entreprises se traduit aussi par un accès beaucoup plus facile de leurs archives pour les historiens. Alors que les entreprises françaises répertoriées sur le site des Archives de France ne sont guère plus d'une vingtaine<sup>382</sup>, le volume de la série Deutsche Wirtschafts-Archive publiée par la GUG consacré aux fonds conservés par les entreprises, les établissements publics et les fédérations professionnelles, malheureusement non réédité depuis 1994, comporte déjà plusieurs centaines d'entrées<sup>383</sup>. Ma propre expérience dans la chimie m'a confirmé que des entreprises comme Bayer, BASF, Hoechst (intégrée aujourd'hui au groupe Sanofi-Aventis) ou Degussa offrent un accueil très compétent, très ouvert (libre accès aux inventaires voire aux magasins) et très généreux (gratuité des photocopies) aux chercheurs ; les fonds ont été largement conservés malgré les bombardements, les occupations et les restructurations ultérieures. Et lorsque les entreprises viennent à être défaillantes, il existe aujourd'hui dans les principaux *Länder* un réseau d'archives économiques régionales qui sont en mesure de les recueillir. Elles jouent le rôle qu'auraient pu jouer les centres d'archives régionaux envisagés en France dans la première moitié des années 1980 si le Centre des archives du monde du travail à Roubaix n'était pas resté une initiative isolée, avec des moyens insuffisants. Créés à l'initiative des chambres de commerce et d'industrie, ils ont

---

<sup>379</sup> Il a simplement été assisté d'un conseil scientifique composé de P. Hayes (auteur de la préface), G. Feldman, R.S. Stokes, J. Tanner et Ulrich Wengenroth (professeur d'histoire des techniques à l'université de Munich).

<sup>380</sup> Johannes BÄHR, Axel DRECOLL, Bernhard GOTTO, Kim Christian PRIEMEL, Harald WIXFORTH, *Der Flick-Konzern im Dritten Reich*, Munich, Oldenbourg, 2008.

<sup>381</sup> Dont Kim Christian PRIEMEL (né en 1977), déjà auteur dans le cadre d'une thèse, d'une histoire générale du groupe Flick, *Flick : eine Konzerngeschichte vom Kaiserreich bis zur Bundesrepublik*, Göttingen, Wallstein, 2007.

<sup>382</sup> Vingt-cinq pour les entreprises *stricto sensu* (hors les centres historiques associatifs), dont une majorité d'entreprises publiques ou récemment privatisées qui ne reflètent pas la diversité des activités économiques du pays, cf. <http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr/annuaire-services/entreprises/>, juin 2008). Le *Guide des services d'archives des entreprises et organismes du monde du travail* publié sous la direction de Roger Nougaret en 1998 par CNRS Éditions montrait une tendance semblable.

<sup>383</sup> *Deutsche Wirtschaftsarchive*, vol. 1, *Nachweis historischer Quellen in Unternehmen, Körperschaften des Öffentlichen Rechts (Kammern) und Verbänden der Bundesrepublik Deutschland*, Stuttgart, Steiner, 3<sup>e</sup> éd., 1994 (357 p.). Un second volume est consacré au seul secteur financier (557 p. dans la 2<sup>e</sup> édition de 1988) et un troisième aux fonds d'entreprise conservés dans les archives publiques (1991, 507 p.)

un statut de fondation ou d'association et bénéficient de financements à la fois publics et privés. En Rhénanie du Nord-Westphalie, il en existait deux depuis très longtemps, le Rheinisch-Westfälische Wirtschaftsarchiv à Cologne fondé en 1906 et le Westfälische Wirtschaftsarchiv à Dortmund en 1941, qui jouent un rôle essentiel pour la conservation des archives de cette région industrielle essentielle de la Ruhr. Des initiatives semblables ont été prises en Bade-Württemberg (Wirtschaftsarchiv Baden-Württemberg) en 1980, en Bavière (Bayerische Wirtschaftsarchiv) en 1986, en Hesse (Hessische Wirtschaftsarchiv) en 1992, en Saxe (Sächsisches Wirtschaftsarchiv) en 1993 et en Basse-Saxe (Niedersächsische Wirtschaftsarchiv) en 2005. Le Hessische Wirtschaftsarchiv dispose par exemple à ce jour des fonds de près d'une centaine d'entreprises actives dans la région, certaines aussi importantes que la Metallgesellschaft ou Opel.

Pour les recherches sur la période nazie, tous les contrats passés avec les chercheurs ont en principe été passés sur le même modèle : accès sans restriction à l'ensemble des archives de l'entreprise pour la période étudiée et libre publication des résultats sans contrôle de l'entreprise.

## **B) Une historiographie des entrepreneurs encore restreinte**

### **1) Une histoire des entreprises qui ne s'intéresse pas toujours aux dirigeants**

Cette profusion de travaux sur l'histoire des entreprises allemandes n'a pas bouleversé l'historiographie sur la question particulière du recrutement patronal. Les travaux sont finalement restés assez rares. Dans les diverses monographies d'entreprise réalisées, le sujet n'a souvent été abordé qu'à la marge. On ne relève que deux études centrées sur les dirigeants d'entreprises sidérurgiques de la Ruhr : celle de Dietrich Yorck sur l'organisation et la gestion de Mannesmann entre famille fondatrice, banquiers et managers de 1888 à 1920 en 1991 et celle de Uwe Kessler sur l'histoire du management de Krupp des origines à la dissolution de la SA en 1943<sup>384</sup> en 1995. Cette dernière comporte notamment, après une longue première partie sur l'organisation de l'entreprise, une analyse unique en son genre du recrutement et du déroulement des carrières des managers. L'auteur fournit des indications précises sur les origines géographiques, religieuses et sociales et sur la formation de larges populations de cadres dirigeants à des époques successives. Malgré un large accès aux archives internes, les données restent toutefois très lacunaires pour la période 1919-1943 : le lieu de naissance n'est connu que pour 70 directeurs sur 104 nommés après la Première Guerre mondiale, la

---

<sup>384</sup> L'entreprise est alors à nouveau transformée en entreprise personnelle, sous la propriété unique de l'héritier Alfried (Krupp) von Bohlen und Halbach.

confession ne l'est qu'exceptionnellement, la profession du père pour 20 seulement, dont 15 relevant des couches moyennes supérieures<sup>385</sup>, et les études pour 51, avec une exigence de formation supérieure obligatoire dans le secteur technique et dominante dans le secteur commercial, la part des docteurs croissant avec le niveau hiérarchique. De manière intéressante, si l'auteur montre que la part des carrières internes à l'entreprise croît avec le temps, il souligne l'importance, semble-t-il particulière chez Krupp, des recrutements dans la filière de la haute fonction publique.

Une telle étude est malheureusement restée unique en son genre, ce qui ne permet pas des comparaisons. Les grandes monographies d'entreprise, comme celles de W. Feldenkirchen sur Siemens entre 1918 et 1945, de L. Gall *et al.* sur Krupp pour la période postérieure à 1943 ou de W. Abelshauser *et al.* sur BASF n'ont pas mené d'analyse spécifique de ce type, se contentant de développements très généraux sur les dirigeants<sup>386</sup>.

Il faut en revanche souligner la richesse de certaines études sur le nazisme sur la question du recrutement des dirigeants. H. James, dans son chapitre sur la période nazie de la Deutsche Bank transformé ensuite en ouvrage autonome, avait ainsi étudié dans le détail le recrutement des membres du directoire<sup>387</sup>. G. Feldman le fait aussi pour Allianz, avec l'aspect particulier de l'accession éphémère du président du directoire, Kurt Schmitt, au poste de ministre de l'Économie en 1933<sup>388</sup>. P. Hayes, qui l'avait fait pour l'IG Farben, le refait aussi pour la Degussa<sup>389</sup>. S.H. Lindner adopte, avec son étude sur Hoechst, une échelle différente, qui est celle de la direction d'une grande usine intégrée à un groupe industriel<sup>390</sup>. De manière générale, les conclusions tendent à confirmer les tendances observées dans ma thèse : dans le secteur privé, les évictions imposées par le régime ont été rares pour les « aryens » et les renouvellements se sont généralement faits selon les logiques habituelles. Des engagements anciens ou récents en faveur du parti nazi ont cependant pu favoriser certaines carrières. Dans

---

<sup>385</sup> La solution française habituelle, quand on dispose pour les personnes nées il y a plus de 100 ans d'après la loi sur les archives de 1979 (75 ans dans la nouvelle loi) de la date et du lieu de naissance, de consulter l'acte de naissance dans les archives municipales ou départementales pour connaître la profession des parents ne semble pas disponible en Allemagne.

<sup>386</sup> Il existe bien une thèse au sujet alléchant annoncée comme en cours à Bonn, sous la direction de G. Schulz, sous le titre « Cadres dirigeants dans l'industrie chimique : le recrutement des élites à travers l'exemple de Bayer AG » (Jörg Heimann), mais son avancée depuis semble-t-il 2001 n'est pas connue, aucune communication ou publication de l'auteur n'ayant pu être repérée.

<sup>387</sup> JAMES, art. cit.

<sup>388</sup> FELDMAN, *Allianz, op. cit.*, chapitres « Allianz, Kurt Schmitt et le Troisième Reich, 1933-1934 » et « Adaptation et aryanisation » (p. 60-149 de l'édition anglaise).

<sup>389</sup> HAYES, *Degussa, op. cit.*, chapitre « L'entreprise, le parti et le régime » (p. 20-73 de l'édition anglaise).

<sup>390</sup> Avec plusieurs chapitres d'une longue seconde partie intitulée « Direction de l'usine, personnel et NSDAP », LINDNER, *Hoechst..., op. cit.*, p. 81-114 (« La direction de l'usine »), p. 132-159 (« “La nazification” : adaptation, exclusion et persécution politique avant la guerre »), p. 190-211 (Hoechst soumis : la capitulation face au NSDAP pendant la guerre »), p. 211-118 (« L'ascension du “dauphin” : Karl Winnacker »).



certaines entreprises comme la Deutsche Bank ou Daimler-Benz sont également nommés des dirigeants au profil très politique qui sont supposés garantir de bonnes relations avec le régime. L'exclusion des cadres dirigeants juifs s'effectue plus ou moins rapidement, les groupes disposant d'une certaine marge de manœuvre jusqu'en 1938, selon leur volonté de plus ou moins résister aux pressions. Des études particulières sur cette question ont été menées sur la Dresdner Bank par D. Ziegler<sup>391</sup>, sur la Commerzbank par Thomas Weihe<sup>392</sup>, sur Allianz par G.D. Feldman<sup>393</sup>, sur Hoechst par S.H. Lindner<sup>394</sup>, etc.

## 2) La prosopographie des élites économiques contemporaines : un genre peu pratiqué en Allemagne

Même si elles y consacrent des développements plus ou moins importants, les histoires d'entreprise n'ont pas pour objet principal l'étude du recrutement des dirigeants. C'est plutôt du côté de l'histoire sociale qu'on peut trouver ce type d'études. Qu'en est-il de la prosopographie patronale en Allemagne ?

L'appellation de « biographies collectives » (*Kollektivbiographien* ou *kollektive Biographien*) est en fait préférée outre-Rhin en matière d'histoire des élites contemporaines à celle de prosopographie<sup>395</sup>.

### a) l'absence de véritable dictionnaire des entrepreneurs

Pour le patronat, il faut d'abord signaler l'absence de dictionnaires prosopographiques équivalents à celui réalisés en Grande-Bretagne au début des années 1980 à la London School of Economics, qui a servi de référence initiale au projet français, finalement restreint aux patrons du Second Empire.

<sup>391</sup> Dieter ZIEGLER, « Die Verdrängung der Juden aus der Dresdner Bank 1933-1938 », *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, vol. 47, n° 2, 1999, p. 187-216.

<sup>392</sup> Thomas WEIHE, « Die Verdrängung jüdischer Mitarbeiter und der Wettbewerb um Kunden im Nationalsozialismus », in L. HERBST, T. WEIHE (dir.), *Die Commerzbank und die Juden 1933-1945*, Munich, Beck, 2004, p. 43-73.

<sup>393</sup> FELDMAN, *Allianz...*, *op. cit.*, p. 125 et suiv.

<sup>394</sup> LINDNER, *op. cit.*, p. 159-190 (« Pas des "camarades du peuple" : les employés juifs et considérés comme tels »).

<sup>395</sup> Le concept semble, aussi bien sous la forme de substantif que d'adjectif, peut utilisé par les historiens contemporains allemands : une recherche sur le catalogue de la deutsche Nationalbibliothek de Francfort/Main par exemple ne donne des titres d'ouvrages allemands qu'en histoire antique, médiévale ou moderne. Sur le refus d'employer en histoire contemporaine un terme trop associé aux périodes anciennes, voir Wilhelm Heinz SCHRÖDER, Wilhelm WEEGE et Martina ZECH, « Historische Parlamentarismus-, Eliten- und Biographieforschung : Forschung und Service am Zentrum für Historische Sozialforschung », supplément n° 1 à la revue éditée par le ZHSF, *Historical Social Research*, 2000 (consultable en ligne <http://hsr-trans.zhsf.uni-koeln.de/hsr11/index.htm>, § 2.1 Methoden : Kollektive Biographik, sans pagination).

### **α) Un centre spécialisé dans la collecte des données biographiques centré sur les parlementaires**

Il existe bien en Allemagne une équipe de recherche qui mène depuis une vingtaine des enquêtes semblables à celle de l'IHMC, en produisant des guides de recherche, des dictionnaires biographiques et des bases de données : il s'agit, au sein d'un institut de sociologie de l'université de Cologne spécialisé dans l'archivage des données d'enquête, le Zentralarchiv für empirische Sozialforschung, de l'équipe Zentrum für historische Sozialforschung (ZHSF). Elle a été fondée en 1987 par Heinrich Best, aujourd'hui professeur de sociologie à l'université d'Iéna, et par son directeur actuel Wilhelm Heinz Schröder, aujourd'hui professeur d'histoire à l'université de Cologne. Le premier, à la fois sociologue et historien de formation<sup>396</sup>, avait fait son habilitation en 1986, après être devenu chercheur invité à l'IHMC, sur les groupes parlementaires en Allemagne et en France en 1848-1849<sup>397</sup>. Engagé très tôt dans l'emploi des méthodes quantitatives et l'usage de l'informatique<sup>398</sup>, il s'est lancé ensuite dans l'élaboration d'un dictionnaire biographique des députés de l'Assemblée nationale de Francfort en 1848-1849 publié en 1996<sup>399</sup>. Le second, historien de formation, a travaillé pour son habilitation en 1986 sur les candidats et les députés sociaux-démocrates au Reichstag de 1898 à 1918<sup>400</sup>. Il a ensuite complété son travail pour publier en 1995 un dictionnaire biographique élargi à l'ensemble des parlementaires sociaux-démocrates du Reichstag et des parlements des *Länder* de 1867 à 1933<sup>401</sup>. Au sein du ZHSF ont été et sont toujours menés d'autres projets de dictionnaires biographiques de parlementaires : est ainsi actuellement en cours un travail sur les 6 000 députés des *Landtage* sous Weimar, sur les membres du Bundestag depuis 1949, etc<sup>402</sup>. Les données sur les candidats et les parlementaires sociaux-démocrates au Reichstag de 1898 à 1918 sont aujourd'hui accessibles

<sup>396</sup> Sa thèse est soutenue en 1977 en histoire, avec notamment la sociologie comme discipline du *Rigorosum*, et son habilitation en 1986 en sociologie.

<sup>397</sup> Publiée sous le titre *Die Männer von Bildung und Besitz. Struktur und Handeln parlamentarischer Führungsgruppen in Deutschland und Frankreich 1848/49*, Düsseldorf, Droste, 1990. Sur la France, il avait publié dès 1983 un recueil de données, *Die Abgeordneten der Assemblée Nationale Constituante 1848/49 : Sozialprofil und legislatives Verhalten*, Cologne, Zentrum für historische Sozialforschung.

<sup>398</sup> Dès 1977, il a dirigé l'ouvrage *Quantitative Methoden in der historisch-sozialwissenschaftlichen Forschung*, Stuttgart, Klett et en 1991 *Computers in the humanities and the social sciences : achievements of the 1980s - prospects for the 1990s*, Munich, Saur.

<sup>399</sup> (avec Wilhelm WEEGE), *Biographisches Handbuch der Abgeordneten der Frankfurter Nationalversammlung 1848/49*, Düsseldorf, Droste. Dans la même collection, on peut citer le travail de Sabine ROß, *Biographisches Handbuch der Reichsrätekongresse 1918/19*, Düsseldorf, Droste, 2000.

<sup>400</sup> Il en a publié la même année un recueil de données statistiques et biographiques, *Sozialdemokratische Reichstagsabgeordnete und Reichstagskandidaten 1898-1918 : biographisch-statistisches Handbuch*, Düsseldorf, Droste.

<sup>401</sup> *Sozialdemokratische Parlamentarier in den deutschen Reichs- und Landtagen 1867 - 1933 : Biographien, Chronik, Wahldokumentation ; ein Handbuch*, Düsseldorf, Droste.

<sup>402</sup> Voir le site du ZHSF, <http://zhsf.za.uni-koeln.de/>.

sur une base de données biographiques accessible en ligne (Biokand)<sup>403</sup>. Avec le soutien de la Kommission für Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien e.V., un centre de recherche indépendant créé en 1952 à Bonn, aujourd'hui installé à Berlin et financé par le Bundestag, d'autres recherches biographiques débouchant sur la publication de dictionnaires sont menées en Allemagne. Mais curieusement ce type de travaux restent à peu près exclusivement limités aux parlementaires. On ne trouve pas de programmes équivalents sur les élites administratives<sup>404</sup> ou universitaires<sup>405</sup> par exemple.

### β) L'ambition scientifique renforcée de la *Neue deutsche Biographie*

Il existe en revanche des entreprises plus anciennes de dictionnaires biographiques généraux, qui, s'ils ne s'inscrivent pas dans une démarche prosopographique *stricto sensu*, peuvent correspondre aussi à des projets scientifiques, pour lesquels des chercheurs sont impliqués dans la conception ou au moins dans la rédaction des notices. W. Treue avait, dans une conférence prononcée en 1964 au Congrès des archivistes d'entreprise publiée ensuite dans sa revue *Tradition*, ainsi examiné l'apport de ces dictionnaires en matière de biographie patronale<sup>406</sup>. Il s'était d'abord intéressé au plus important d'entre eux, la *Neue deutsche Biographie* (NDB), équivalent du DBF, en montrant l'importance des articles consacrés aux personnalités du monde économique au sens large, de l'ordre de 20 % des notices dans les cinq premiers volumes parus à l'époque, soit à peu près le même pourcentage par exemple que celui des hommes d'État ; et la proportion serait encore plus forte si on ne prenait en

<sup>403</sup> Le volume *op. cit.* de W.H. SCHRÖDER et ses collaborateurs W. WEEGE et M. ZECH résume la problématique et les méthodes employées dans ces enquêtes sur les élites parlementaires.

<sup>404</sup> On ne relève que des initiatives régionales isolées, comme un dictionnaire sur les hauts fonctionnaires de l'État et des communes de la province du Rhin de 1816 à 1945, Horst ROMEYK (ancien directeur des archives du Land à Düsseldorf), *Die leitenden staatlichen und kommunalen Verwaltungsbeamten der Rheinprovinz 1816-1945*, Düsseldorf, Droste, 1994 ; sur les hauts fonctionnaires de la Westphalie et de la Lippe sous Weimar et le nazisme, Joachim LILLA (chercheur indépendant), *Leitende Verwaltungsbeamte und Funktionsträger in Westfalen und Lippe (1918 - 1945/46) : biographisches Handbuch*, Münster, Aschendorff, 2004. On peut signaler aussi une thèse non publiée de l'université de Leipzig en 1992 sur les hauts fonctionnaires de l'administration postale du Reich, Dirk WAGNER, *Die höheren Beamten des Reichspostamtes/Reichspostministeriums (Ministerialdirektoren und Ministerialräte) : Versuch einer kollektiven Biographie auf der Basis von Personalakten*.

<sup>405</sup> On ne recense là encore que des initiatives locales isolées, comme récemment, dans le cadre de l'Institut d'histoire du temps présent de Munich, sur les professeurs de l'université de Rostock sous le Troisième Reich, Michael BUDDRUS, Sigrid FRITZLAR, *Die Professoren der Universität Rostock im Dritten Reich : ein biographisches Lexikon*, Munich, Saur, 2007 ou sur ceux de la faculté de théologie de Halle, Christian STEPHAN, *Die stumme Fakultät : biographische Beiträge zur Geschichte der theologischen Fakultät der Universität Halle*, Döbel, Stekovics, 2005.

<sup>406</sup> Wilhelm TREUE, « Die Bedeutung der Unternehmerbiographie für die wirtschaftsgeschichtliche Forschung », *Tradition*, vol. 10, n° 5-6, décembre 1965, p. 254-265.

compte que les personnalités ayant vécu au cours des seuls XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles<sup>407</sup>. L'entreprise a été lancée plus tard en Allemagne, en 1953 seulement, mais elle faisait suite à l'*Allgemeine Deutsche Biographie (ADB)*, publiée par la Commission historique auprès de l'Académie bavaroise des sciences<sup>408</sup> et parue en 56 volumes de 1875 à 1912, qui a justement servi de référence au *DBF*. Le cadre est là beaucoup plus universitaire. L'initiative reviendrait à deux historiens, Walter Goetz (1867-1958), ancien professeur à l'université de Leipzig, spécialiste de la Renaissance italienne, et Otto Graf zu Stolberg-Wernigerode (1893-1984), professeur à l'université de Rostock, puis après 1945 de Munich<sup>409</sup>. Le premier a pu, en tant que président de la Commission historique de Bavière de 1946 à 1951, obtenir à nouveau son soutien. Le second a été jusqu'en 1968 le premier directeur de la publication ; ses quatre successeurs sont tous des professeurs d'université, le dernier en date, Hans Günter Hockerts, depuis 1998, étant titulaire d'une chaire d'histoire contemporaine à l'université de Munich. Les moyens sont beaucoup plus importants ; le directeur est entouré actuellement de sept collaborateurs permanents, dont cinq rédacteurs scientifiques qui se répartissent les entrées par périodes et par thèmes, et font appel aux auteurs extérieurs compétents. L'éditeur est depuis l'origine une vieille et prestigieuse maison berlinoise spécialisée dans les publications scientifiques, Duncker & Humblot. Le premier volume est paru en 1953 (A à Behaim), les suivants sont sortis au rythme d'un tous les deux ans au début, plus souvent tous les trois ans ensuite, sans jamais faiblir plus<sup>410</sup>. Le dernier volume paru en 2007, le 23<sup>e</sup> (Schinzel – Schwarz), porte le total de notices individuelles publiées à 20 300 et l'achèvement, avec 5 derniers volumes, est programmé pour 2017. Les 22 premiers volumes, ainsi que les 55 de l'*ADB*, sont aujourd'hui consultables en ligne, avec une base de données qui permet des interrogations notamment sur les noms de l'ensemble des personnes citées (objets d'une notice ou non) ou sur les

---

<sup>407</sup> Une étude sociologique portant sur les 8 premiers volumes parus de la *NDB* en 1969 a permis de recenser 728 notices d'entrepreneurs actifs au XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, répartis entre 580 patrons propriétaires et 148 patrons employés. Les résultats statistiques fournis sur leurs origines sociales, géographiques et professionnelles présentent toutefois l'inconvénient, comme toujours en pareil cas, d'étudier plus la représentation que cette source se fait du patronat que le patronat véritable ; Wilhelm STAHL, *Der Elitekreislauf in der Unternehmenschaft. Eine empirische Untersuchung für den deutschsprachigen Raum*, Francfort/M., Harri Deutsch, 1973 (thèse de la faculté d'économie et de sciences sociales de l'université d'Erlangen-Nuremberg).

<sup>408</sup> La Commission historique a été fondée en 1858 au sein de l'Académie bavaroise des sciences, elle-même créée en 1759, par le roi de Bavière Maximilien II pour donner une nouvelle impulsion à la recherche historique. Il s'agissait de la première commission disciplinaire au sein de l'Académie, qui en compte aujourd'hui 40. La publication de sources est l'une de ses missions fondamentales. Elle est financée à titre principal par le Land de Bavière, avec des financements complémentaires de la DFG ou de diverses fondations pour des projets particuliers. Elle emploie aujourd'hui environ 80 personnes ; voir historique sur son site [www.historischekommission-muenchen.de](http://www.historischekommission-muenchen.de).

<sup>409</sup> Sur l'histoire et l'organisation de la *NDB*, voir la présentation très détaillée sur le site de la commission historique, [www.historischekommission-muenchen.de/seiten/ndbstart.html](http://www.historischekommission-muenchen.de/seiten/ndbstart.html).

<sup>410</sup> Seuls les 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> volumes sont séparés par un écart de quatre ans (1990-1994).

professions, les notices étant ensuite directement accessibles en mode image<sup>411</sup>. Chacune doit comporter au début des indications généalogiques assez complètes (avec les noms, dates de naissance et de décès et professions des parents, grands-parents, époux(ses), beaux-parents, enfants et éventuels autres apparentés ayant une certaine notoriété) et être suivie d'un inventaire des sources bibliographiques et archivistiques. Les indications sont en revanche assez vagues sur le contenu du texte lui-même, qui doit retracer le parcours de vie (*Lebenslauf*). Les auteurs sont simplement invités à mentionner les réalisations extraprofessionnelles de l'intéressé, ses affiliations, décorations et titres honorifiques. Une dimension critique est aussi souhaitée : l'article doit comporter une appréciation de l'importance de la personnalité dans son domaine d'activité et de la manière dont celle-ci a été perçue à la fois par les contemporains et par la postérité.

La question essentielle est bien sûr celle du choix des notices. Il est prévu que soient intégrées des personnalités importantes de l'espace linguistique et culturel germanique depuis le premier Moyen Âge jusqu'au temps présent, sous réserve qu'elles soient décédées, qui ont « exercé une influence significative par leurs réalisations dans les domaines politique, social, scientifique, religieux, artistique, économique et technique ». Pour les contemporains, l'exigence du décès pose problème étant donné l'échelonnement de l'entreprise sur plus de soixante-dix ans : les premiers volumes sont bien sûr beaucoup moins riches que les derniers pour le XX<sup>e</sup> siècle. Les éditeurs n'ont pas encore décidé si des volumes complémentaires seraient élaborés après l'achèvement de la série.

Dans quelle mesure les dirigeants patronaux sont-ils bien représentés ? Sur un corpus de 518 membres de directoires de grandes sociétés industrielles entre 1933 et 1945<sup>412</sup>, le nombre de notices ne peut qu'être faible, à la fois parce que beaucoup n'étaient ni des dirigeants de premier plan ni par définition pas intégrables, soit qu'ils n'étaient pas décédés pour les premiers volumes, soit que leur nom se range à la fin de l'alphabet. Si l'on restreint le corpus à ceux qui sont devenus présidents de directoire<sup>413</sup>, on trouve 26 notices sur 86, et plus exactement sur 62 si on écarte les lettres finales, soit 42 %. Dans la mesure où certains ne sont restés en poste que peu de temps ou ne relèvent que d'entreprises de second rang, le résultat est spectaculaire. Dans le même sens, si l'on ne considère que les noms dont les volumes sont parus depuis 1990 (Maly à Schwarz), à une époque où les personnes concernées étaient à peu

<sup>411</sup> Cette mise en ligne est le fruit d'une coopération de la commission historique avec le centre de numérisation de la bibliothèque d'État de Munich, financée par la DFG, avec le soutien de l'éditeur Duncker & Humblot.

<sup>412</sup> Utilisé dans l'article présenté à Bielefeld, H. JOLY, « Kontinuität und Diskontinuität der industriellen Elite nach 1945 », in Dieter ZIEGLER (dir.), *Großbürger und Unternehmer. Die deutsche Wirtschaftselite im 20. Jahrhundert*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2000 (coll. Bürgertum, vol. 17), p. 54-72.

<sup>413</sup> Éventuellement après 1945 dans la même entreprise également.

près toutes décédées, la proportion atteint 18 % pour l'ensemble des membres des directoires (27 sur 149). Conformément aux projets, les patrons qui ont exercé une influence marquante y figurent donc bien de manière beaucoup plus systématique que leurs homologues français dans le *DBF*. Les notices de la *NDB* sont également plus étoffées, plus précises.

Qui sont les auteurs des portraits d'industriels ? La *NDB* a toujours mieux fait appel à des spécialistes que le *DBF*. Mais pendant longtemps dominaient des historiens non universitaires, proches des milieux patronaux, qui rédigeaient par ailleurs des livres d'anniversaires ou hagiographies patronales complaisants. Il est vrai que l'état de l'historiographie des entreprises n'offrait guère d'alternative. Il est aujourd'hui fait appel à des historiens plus reconnus comme W. Abelshauser pour Hermann Schmitz (IG Farben), Gerhard Th. Mollin pour Ernst Poensgen (Vereinigte Stahlwerke) ou L. Budraß pour Hellmuth Roehnert (Rheinmetall). Les archivistes d'entreprise eux-mêmes ont adopté depuis quelques années un point de vue plus distancié et critique, à l'exemple des nombreuses notices écrites sur des dirigeants de la sidérurgie par Manfred Rasch et son équipe (Thyssen-Krupp) ; les figures noires les plus compromises sous le nazisme (Paul Pleiger, Walter Rohland) ne sont pas oubliées. Il reste que l'étalement de l'entreprise sur de nombreuses décennies a fortement contribué à l'hétérogénéité qualitative des notices. Les implications dans le régime nazi sont ainsi traitées très différemment selon la place des intéressés dans l'alphabet...

### γ) Des initiatives régionales isolées

Il existe aussi de nombreux dictionnaires biographiques généralistes régionaux. W. Treue en avait recensé, de manière non exhaustive, 23 séries en 1965, commencées plus ou moins tardivement – la plus ancienne, les *Badische Lebensbilder* en 1875 –, interrompues, achevées ou en cours, représentant plus d'une centaine de volumes ; il avait estimé qu'il pouvait s'y trouver environ 400 biographies patronales supplémentaires par rapport à la *NDB*. Ces séries ne semblent pas s'être beaucoup renouvelées ou complétées depuis les années 1960. On ne trouve guère dans la période récente que les *Westfälische Lebensbilder* édités par la commission historique de Westphalie ; cette entreprise commencée en 1930 reste modeste avec 253 notices publiées depuis l'origine, mais elles sont plus longues. Le 17<sup>e</sup> volume, paru en 2005, est centré sur des personnalités de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle<sup>414</sup>. Parmi les 10 notices (sur plus de 300 pages), on trouve celle du patron de la sidérurgie Albert Vögler,

<sup>414</sup> Friedrich Gerhard HOHMANN (éd.), *Westfälische Lebensbilder*, vol. 17, Münster, Aschaffenburg, 2005.

encore non traité par la *NDB*, signée de l'archiviste de Thyssen-Krupp M. Rasch. Une série sur la Souabe bavaroise, *Lebensbilder aus dem Bayerischen Schwaben*<sup>415</sup>, lancée en 1952 par la section de recherche sur la Souabe de la commission historique de la Bavière, a également publié en 2004 son 16<sup>e</sup> volume, mais le monde des affaires y semble beaucoup moins représenté que celui de la politique ou de la culture<sup>416</sup>.

La seule entreprise de dictionnaires biographiques spécialisée dans l'économie qui mérite d'être signalée est celle des *Rheinisch-Westfälische Wirtschaftsbiographien*. Ses origines très anciennes ne s'inscrivent pas véritablement dans un cadre universitaire, l'éditeur étant une association liée aux milieux patronaux de la région (Volks- und Betriebswirtschaftlichen Vereinigung im Rheinisch-Westfälischen Industriegebiet). La série avait été démarrée en 1932, quatre tomes paraissant jusqu'en 1941. Elle a été relancée ensuite en 1953. Chaque volume contient un nombre limité (souvent moins d'une dizaine) de portraits d'entrepreneurs surtout des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles regroupés par bassins ou secteurs. Les plus récents, dirigés par des archivistes (vol. 15, Les secrétaires généraux de chambres de commerce du XVIII<sup>e</sup> au début du XX<sup>e</sup> siècle, 1994 ; vol. 18, Les entrepreneurs de la première industrialisation du Bergisch-Märkisch, 2004, avec 28 portraits répartis sur 681 pages) ou des universitaires (vol. 14, Entrepreneurs de Bielefeld du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, dirigé par J. Kocka, 1991 ; vol. 16, Les entrepreneurs de l'industrie textile du Münsterland occidental, 1996, avec environ 25 biographies ; vol. 17, Les ingénieurs de la Ruhr, 1999, avec une vingtaine de dirigeants d'entreprise de formation scientifique), ont un contenu plus étoffé. Mais cette série ne s'intègre pas dans un programme scientifique d'ensemble et elle est trop étalée dans le temps pour présenter un caractère systématique.

Les autres initiatives dans le domaine des élites économiques s'inscrivent dans un cadre privé, sont l'œuvre plutôt de journalistes ou d'essayistes et ne reposent pas sur des recherches dans les archives. Paraissent ainsi régulièrement des galeries de portraits de patrons à usage du grand public qui ne s'intéressent qu'aux personnalités les plus en vue sans apporter de données inédites.

## **b) des projets collectifs très... individuels**

Cette pénurie d'instruments collectifs peut s'expliquer par la structuration de la recherche en Allemagne. La plupart des instituts sont en fait des équipes universitaires

<sup>415</sup> Publiées à Weißenhorn par Anton H. Konrad Verlag, sous la direction de Wolfgang Haberl (ancien archiviste municipal) pour les derniers volumes.

<sup>416</sup> Voir la liste des notices des 16 volumes sur le site de la commission d'histoire de la Bavière de l'Académie bavaroise des sciences, [www.kbl.baw.de/sfa/voeverz.htm#Lebensbilder](http://www.kbl.baw.de/sfa/voeverz.htm#Lebensbilder).

constituées autour d'une chaire professorale unique, rassemblant des doctorants, assistants et collaborateurs scientifiques financés par des bourses et des contrats d'enseignement et de recherche divers toujours temporaires. Tous sont d'abord impliqués dans des projets individuels, rédaction d'une thèse, d'une habilitation voire, comme c'est souvent le cas aujourd'hui avec la difficulté pour les docteurs habilités (*Privat-Dozente*) d'obtenir une chaire, travaux personnels « post-habi » visant à compléter sans cesse un dossier personnel pourtant déjà étoffé. Sans la possibilité de s'appuyer plus jeune comme en France sur un poste permanent, cette situation n'incite guère à se consacrer à des projets collectifs de longue haleine. Il n'y a que pour les études sur les entreprises sous le nazisme où des financements privés ont permis à des équipes étoffées de travailler, dans le cas de la Dresdner Bank par exemple, pendant de nombreuses années. Même des financements de longue durée (jusqu'à 12 ans) et de grande ampleur comme les *Sonderforschungsbereiche (SFB)*<sup>417</sup> attribués par la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG) débouchent plutôt sur un ensemble coordonné de travaux individuels sur un même thème (financement cumulé de thèses ou d'habilitations) que sur de véritables enquêtes collectives. Le SFB de Bielefeld sur « l'histoire sociale de la bourgeoisie à l'époque moderne »<sup>418</sup> : l'Allemagne dans une comparaison internationale » dirigé par Peter Lundgreen (chaire d'histoire sociale des sciences) entre 1986 et 1997 est un bon exemple, à la fois par son extraordinaire réussite intellectuelle et académique et par ses limites. Il a disposé de moyens très importants<sup>419</sup> ; il a associé à la pleine époque de la *Bielefelder Schule* des grands noms comme Hans-Ulrich Wehler (chaire d'histoire générale de 1971 à 1996), Jürgen Kocka (chaire d'histoire sociale de 1973 à 1988), Klaus Tenfelde (chaire d'histoire sociale de 1990 à 1995), Werner Abelshauser (chaire d'histoire économique depuis 1991), etc. ; il a débouché sur de nombreuses publications, en particulier dans une collection particulière « Bürgertum » dirigée par quatre professeurs de l'université de Bielefeld aux éditions Vandenhoeck & Ruprecht, qui rassemble 23 volumes entre 1991 et 2003<sup>420</sup>, dont huit thèses et neuf habilitations, toutes préparées à l'université de Bielefeld<sup>421</sup>.

<sup>417</sup> Les *SFB* sont relativement peu nombreux : pour l'ensemble des sciences humaines et sociales, le site de la DFG en indique actuellement seulement 32 dans l'ensemble des universités allemandes. Aucun d'entre eux ne touche l'histoire des entreprises ou l'histoire des élites, à l'exception (cf. *supra*) du SFB 580 de l'université d'Iéna « Le développement social après le changement de système. Discontinuité, tradition, formation de structure », dirigé par un politiste, qui compte une partie sur les élites notamment économiques de l'ex-RDA.

<sup>418</sup> L'époque moderne (*Neuzeit*) est entendue plus largement en Allemagne qu'en France, elle va jusqu'à la fin du Kaiserreich, voire jusqu'à l'accession des nazis au pouvoir.

<sup>419</sup> Près de deux millions de marks de fonds extérieurs (*Drittmittel*), hors donc les moyens permanents (rémunérations des titulaires, locaux, etc.), pour la seule dernière année 1997 ; voir le rapport sur le site de l'université de Bielefeld [www.uni-bielefeld.de/fb19/30.htm](http://www.uni-bielefeld.de/fb19/30.htm).

<sup>420</sup> Une nouvelle série « Bürgertum », avec le sous-titre « Studien zur Zivilgesellschaft » existe aux mêmes éditions, avec 6 volumes depuis 2004, mais elle n'a plus de lien direct avec Bielefeld.



S'y ajoutent six ouvrages collectifs dont le dernier, publié en 2000 sous la direction de P. Lundgreen, se veut un bilan scientifique du SFB. Le résultat est impressionnant, d'autant plus que d'autres travaux ont été publiés dans d'autres collections ou chez d'autres éditeurs<sup>422</sup>. Le nombre d'habilitations est notamment exceptionnel et le SFB a été un remarquable vivier de futurs professeurs (H. Berghoff et Rebecca Habermas à Göttingen, D. Ziegler et Thomas Mergel à Bochum, Ute Frevert à Constance puis à Yale, Rudolf Boch à Iéna, Stefan Brakensiek à Duisbourg-Essen, Manfred Hettling à Halle, Monika Wienfort à la TU Berlin, Paul Nolte à la FU Berlin) en histoire sociale. Mais ce programme n'a produit ni guide des sources – un genre plutôt méprisé par les chercheurs allemands, laissé aux seuls archivistes –, ni base de données, ni dictionnaire biographique, ni résultats statistiques globaux. Chacun a mené des travaux individuels sur des objets précis, à des époques (le XX<sup>e</sup> siècle étant peu représenté) et sur des terrains divers, sans faire référence à une grille d'analyse commune. Il n'y a eu qu'un seul véritable travail de biographie collective, la thèse d'H. Berghoff, mais elle porte sur les entrepreneurs anglais de 1870 à 1914<sup>423</sup>. Le volume bilan de 2000 fournit seulement des synthèses thématiques, comme « Bourgeoisie et *Sonderweg* » (J. Kocka), « *Bildung* et bourgeoisie » (P. Lundgreen), « Bourgeoisie et ville » (Hans-Walter Schmuhl), « Droit et bourgeoisie » (M. Wienfort), « Bourgeoisie et religion » (Frank-Michael Kuhlemann), etc. Ce n'est que tardivement, à la fin du programme, que D. Ziegler a organisé un colloque sur les élites économiques allemandes au XX<sup>e</sup> siècle, qui, en dehors d'une contribution du sociologue M. Hartmann, couvre en fait très peu la seconde moitié du siècle, les articles sur le premier tiers dominant. Et les aspects culturels et politiques l'emportent largement sur la question du recrutement social.

### c) D'intéressantes biographies collectives spécialisées

Les historiens allemands n'avaient pas produit d'étude statistique équivalente à celle de M. Lévy-Leboyer en France pour le long XX<sup>e</sup> siècle. Le seul travail disponible était un article de Hartmut Kaelble et Hasso Spode publié en 1990 sur les dirigeants (réduits ici aux présidents du directoire et du conseil de surveillance) des cent plus grandes entreprises

<sup>421</sup> Une seule thèse a été soutenue en 1993 à l'université libre de Berlin, à la suite du départ de J. Kocka de Bielefeld.

<sup>422</sup> Voir la bibliographie complète issue du SFB dans Peter LUNDGREEN (dir.), *Sozial- und Kulturgeschichte des Bürgertums. Eine Bilanz des Bielefelder Sonderforschungsbereichs. Sozialgeschichte des neuzeitlichen Bürgertums (1986–1997)*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht (collection Bürgertum, vol. 18), 2000.

<sup>423</sup> Hartmut BERGHOFF, *Englische Unternehmer 1870 - 1914: eine Kollektivbiographie führender Wirtschaftsbürger in Birmingham, Bristol und Manchester*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1991 (collection « Bürgertum », vol. 2).

industrielles en 1907 et 1927<sup>424</sup>. Les modalités de constitution du corpus n'ont pas manqué de susciter des critiques<sup>425</sup>. Le critère utilisé du capital social nominal pour établir la liste des entreprises tend à surreprésenter l'industrie lourde aux dépens de branches comme l'industrie textile, agroalimentaire ou le BTP. Des régions entières, du Sud-Est de l'Allemagne en particulier, sont largement écartées. D'autre part, l'intégration des présidents de conseil de surveillance parmi les dirigeants des entreprises industrielles est contestable : ils exercent souvent cette fonction de manière externe, souvent en tant que banquiers. Les données sur l'origine sociale sont largement lacunaires : 39 % en 1907 et 31 % en 1927 pour la profession du père, avec une représentation dominante (60 % et 61 %) des enfants d'entrepreneurs, les patrons propriétaires n'étant pas distingués des managers. De manière intéressante, des données, très lacunaires à la hauteur de près des trois quarts malheureusement, sont également fournies sur la profession du beau-père. Les données sur les formations sont un peu plus complètes, avec une proportion de diplômés de l'enseignement supérieur long qui augmente de 29 % en 1907 à 53 % en 1927, ce qui n'empêche pas la part de ceux ayant effectué un de apprentissage professionnel (*Lehre*)<sup>426</sup> de passer de 39 % à – avec des données bien mieux renseignées il est vrai – à 48 %. Les multiples formes de carrière sont bien soulignées, avec, au-delà de l'opposition entre patrons propriétaires et managers, l'importance des carrières « mixtes ». Les débuts dans la fonction publique, sans être aussi fréquents qu'en France, ne sont à l'époque pas négligeables (22 % en 1901 et 21 % en 1927).

Ma thèse sur les dirigeants des grands groupes industriels allemands de 1933 à 1989 soutenue en 1993 faisait donc la jointure chronologique entre les travaux des historiens et ceux des sociologues. Si elle n'échappait pas à la critique d'une surreprésentation de l'industrie lourde, à travers le choix de quinze konzerns pouvant apparaître comme les plus importants dans l'ensemble de la période<sup>427</sup>, elle prenait mieux en compte la relative collégialité du pouvoir, en intégrant l'ensemble des membres du directoire, les membres du

<sup>424</sup> Hartmut Kaelble, Hasso Spode, « Sozialstruktur und Lebensweise deutscher Unternehmer 1907-1927 », *Scripta Mercaturae*, vol. 24, 1990, p. 132-178. Le corpus des entreprises reposait sur des listes établies pour 1907 par Jürgen Kocka et Hannes Siegrist, à partir du critère du capital social nominal et accessoirement du nombre de salariés, dans l'article « Die hundert größten deutschen Industrieunternehmen im späten 19. und frühen 20. Jahrhundert », in Norbert Horn, J. Kocka (dir.), *Recht und Entwicklung der Großunternehmen im 19. und frühen 20. Jahrhundert*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1979, p. 96-112, et pour 1927 par H. Siegrist dans l'article « Deutsche Großunternehmen vom späten 19. Jahrhundert bis zur Weimarer Republik. Diversifikation und Organisation bei den 100 größten deutschen Industrieunternehmen (1887-1927) in international vergleichender Perspektive », *Geschichte und Gesellschaft*, n° 6, 1980, p. 60-102.

<sup>425</sup> D. Ziegler, « Kontinuität und Diskontinuität der deutschen Wirtschaftselite », in *idem* (dir.), *Großbürger und Unternehmer*, op. cit., p. 36-37.

<sup>426</sup> Qui n'exclut pas une entrée ultérieure dans l'enseignement supérieur, d'où la somme des deux pourcentages supérieure à 100 en 1927.

<sup>427</sup> Tous n'étaient toutefois pas des sociétés anonymes pendant l'ensemble de la période, à l'exemple de Bosch et Krupp (entreprises personnelles – à partir de 1943 pour la seconde – puis sociétés à responsabilité limitée).

conseil de surveillance étant, eux, appréhendés comme des contrôleurs extérieurs. Le corpus est donc d'une taille importante, double en fait, avec un corpus principal de 538 dirigeants pour l'après-guerre et un corpus complémentaire de 165 pour la seule période nazie. Les sources utilisées pour recueillir les données individuelles sont à peu près exclusivement des sources imprimées : annuaires biographiques, portraits dans la presse d'information générale, d'affaires ou d'entreprise, etc., le recours à des archives internes (dossiers de carrière en particulier) étant difficilement envisageable pour un nombre d'entreprises aussi important et pour une période aussi récente<sup>428</sup>. Les résultats sont donc plus précis sur les variables formation ou type de carrière que sur celle de l'origine sociale, difficile à appréhender statistiquement. Grâce à sa traduction en allemand publiée dès 1998<sup>429</sup>, le travail, complété notamment au colloque de Bielefeld par une communication spécifique sur l'importance de la césure en 1945 avec un corpus élargi – pour intégrer mieux que dans la thèse les territoires orientaux non intégrés à la RFA – à 23 entreprises, a été pris en compte par l'historiographie allemande.

Il n'y a pas eu depuis d'autres « biographies collectives » semblables sur une population aussi large. La thèse de Morten Reitmayer, soutenue en 1996 à Hanovre et publiée en 1999<sup>430</sup>, s'intéresse au seul secteur financier dans une période plus ancienne, avec un corpus de 376 banquiers privés et dirigeants de grandes banques à l'époque du Kaiserreich, en soulignant notamment le recrutement social très contrasté entre les deux groupes. De manière originale, l'auteur s'est efforcé, dans un article ultérieur, d'établir un lien entre le mode de

---

<sup>428</sup> Quelques tentatives faites par courrier se sont souvent heurtées à un refus des services d'archives concernés au nom de la protection de la vie privée (*Datenschutz*). Le caractère très lacunaire des données dans l'étude d'U. Kessler sur les dirigeants de Krupp, en particulier pour la période 1919-1943, montre de toute façon que même un accès illimité aux archives internes ne résout pas le problème, beaucoup de dossiers personnels étant très incomplets sur les origines sociales, la formation ou la carrière antérieure.

<sup>429</sup> Une initiative exceptionnelle que je dois à Matthias Middell et aux Presses de l'université de Leipzig ; même si l'on peut regretter que la diffusion de ces éditions soit restreinte, les traductions du français vers l'allemand semblent, en histoire contemporaine comme dans l'ensemble des sciences humaines et sociales, encore plus rares que dans l'autre sens, en l'absence d'une politique de subventions semblable à celle du Centre national du livre en France, ou d'un programme équivalent à celui des Éditions de la MSH à Paris. Parmi les historiens français travaillant sur l'Allemagne, le privilège de la traduction d'une thèse en allemand semble être malheureusement resté à peu près unique : les nouveaux travaux sur l'histoire du nazisme (Florent Brayard, Christian Ingrao, etc.) ou sur la RDA n'ont en pour l'instant pas bénéficié, si ce n'est pour les seconds sous la forme d'un ouvrage collectif issu d'un colloque organisé à Berlin avec des contributions de nombreux auteurs de thèses récentes, Sandrine KOTT, Emmanuel DROIT (dir.), *Die ostdeutsche Gesellschaft. Eine transnationale Perspektive*, Berlin, Links, 2006. Avec le déclin de la connaissance du français parmi les universitaires allemands, l'absence de traduction constitue un obstacle important à la diffusion des recherches sur l'Allemagne, *a fortiori* auprès des nombreux spécialistes anglo-saxons.

<sup>430</sup> Morten REITMAYER, *Bankiers im Kaiserreich. Sozialprofil und Habitus der deutschen Hochfinanz*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1999. À noter que l'auteur, maintenant chercheur à l'université de Trèves, annonce un intéressant sujet pour une habilitation commencée en 2006 : « Élite. Histoire sociale d'un concept politico-sociétal dans les débuts de la République fédérale ».

recrutement des dirigeants et les stratégies des grandes banques avant 1914<sup>431</sup>. Dans une problématique d'inspiration bourdieusienne, il montre que l'habitus du personnel dirigeant se révèle un élément déterminant des stratégies. Un recrutement maison serait associé à une forte continuité tandis qu'un recrutement extérieur serait associé à une politique de *stop and go* qui, dans le cas de la Bank für Handel und Industrie (BHI), conduit ensuite à un effondrement au début des années 1930.

La thèse de Michael Schäfer, soutenue à l'université technique de Chemnitz et publiée en 2007, porte sur « les entreprises familiales et les entrepreneurs familiaux » de la région de la Saxe de 1850 à 1940 : l'auteur a mené une étude quantitative transsectorielle sur 630 entrepreneurs ou managers de près de 400 entreprises<sup>432</sup>. Il met l'accent, comme je l'ai fait dans le chapitre 2 du mémoire de recherche, sur la transmission des fonctions dirigeantes plutôt que sur la propriété du capital dans sa définition de l'entreprise familiale.

L'étude de D. Ziegler menée dans le cadre du SFB de Bielefeld s'intéresse à une population très particulière, également à dominante financière, celle des *big linkers* détenteurs de plus de 15 mandats dans des directoires ou des conseils de surveillance de sociétés par actions, soit des populations de 75 à 159 personnes selon les années de référence (1906, 1927, 1933 et 1938). Là encore, les données sont très lacunaires en matière d'origine sociale, surtout à la fin de la période (44 non connues sur 89 en 1938), moins en matière de formation. Mais les résultats sont présentés rapidement dans le cadre limité d'un article et l'auteur s'intéresse surtout à l'impact d'un phénomène politique particulier, l'exclusion des juifs de l'économie après 1933<sup>433</sup>.

Martin Münzel approfondit ce sujet dans sa thèse soutenue à Bielefeld en 2004 et publiée en 2006 sur « l'élite économique juive entre 1927 et 1955 : exclusion, émigration, retour »<sup>434</sup>. Son étude porte sur un corpus de dirigeants des 300 plus grandes sociétés par

<sup>431</sup> M. REITMAYER, « Führungsstile und Unternehmensstrategien deutscher Großbanken vor 1914 », *ZUG*, vol. 46, n° 2, 2001, p. 160-181.

<sup>432</sup> Michael SCHÄFER, *Familienunternehmen und Unternehmerfamilien. Zur Sozial- und Wirtschaftsgeschichte der sächsischen Unternehmer 1850-1940*, Munich, Beck (Schriftenreihe zur ZUG, vol. 18), 2007. Sur les entreprises familiales, il faut signaler aussi la thèse de gestion soutenue à l'European Family Business Center de l'European Business School de Reichartshausen (Hesse) par Torsten M. PIEPER, *Mechanisms to Assure Long-Term Family Business Survival. A Study of the Dynamics of Cohesion in Multigenerational Family Business Families*, Francfort/Main, Peter Lang, 2007. L'auteur a travaillé à partir d'entretiens dans sept entreprises allemandes familiales multiséculaires.

<sup>433</sup> ZIEGLER, art. cit., p. 31-72. Un autre chercheur de Bielefeld, Martin FIEDLER, a également traité ce sujet dans « Die Arisierung der Wirtschaftselite. Ausmaß und Verlauf der Verdrängung der jüdischen Vorstands- und Aufsichtsratsmitglieder in deutschen Aktiengesellschaft (1933-1938) », in Peter HAYES, Irmtrud WOJAK (dir.), *Arisierung im Nationalsozialismus. Volksgemeinschaft, Raub und Gedächtnis*, Francfort/M., Campus, 2000, p. 59-83.

<sup>434</sup> Martin MÜNZEL, *Die jüdischen Mitglieder der deutschen Wirtschaftselite 1927-1955: Verdrängung-Emigration-Rückkehr*, Paderborn, Schöningh, 2006.

actions entre 1927 et 1938, soit environ 1 500 membres de directoires et 4 400 postes dans des conseils de surveillance ; parmi eux, plus de 600 seraient considérés comme d'origine juive. Ils représenteraient en 1933 autour de 11 % des membres de directoire, autour de 22 % des membres de conseils de surveillance, la proportion augmentant fortement avec le nombre de sièges cumulés, jusqu'à 50 % pour les détenteurs d'au moins 12 postes. Le pourcentage variait bien sûr très fortement selon les branches. Après l'arrivée de Hitler au pouvoir, leur exclusion est rapide et largement entamée bien avant qu'elle ne devienne juridiquement obligatoire en juin 1938 ; après six mois, 38 % des membres de directoire ne sont déjà plus en place ; ils sont 56 % à avoir quitté leur poste à la mi-1934 et plus de 90 % à la veille de la publication de l'ordonnance finale. S'il s'en est trouvé un nombre non négligeable à ne pas échapper à l'extermination physique, la plupart ont pu émigrer. Même si tous, tant s'en faut, n'ont pas connu la réussite professionnelle en exil, rares sont ceux qui ont choisi de revenir après la guerre.

L'impact d'un autre facteur politique a été également étudié sur la composition de l'élite économique allemande : la « dénazification » de 1945, entre intentions initiales sévères des alliés, procès symboliques, renoncements aux poursuites et réhabilitation massive par les pairs. Je me suis efforcé de compléter l'étude menée dans *Patrons d'Allemagne*, en élargissant le corpus à 25 entreprises<sup>435</sup>, pour avoir une meilleure représentation des différentes zones d'occupation, notamment dans les territoires orientaux sous contrôle soviétique. Les résultats figurent dans le volume issu de la conférence de Bielefeld<sup>436</sup>. Ils montrent que 1945 a bien constitué une rupture exceptionnelle dans l'histoire, avec de nombreuses interruptions de carrières dirigeantes, même si l'importance de celles-ci doit être relativisée par des facteurs d'âge, des retours ultérieurs possibles ou les profils souvent très voisins des successeurs. Une étude sur une population plus vaste, permettant d'établir des comparaisons entre zones statistiquement significatives, reste encore à mener.

Après celui de Bielefeld en 1997, un important colloque, organisé pour la première fois en commun par l'AKKU et la GUG, s'est tenu à Bochum en 2001 sur l'élite économique allemande au XX<sup>e</sup> siècle, qui repose la question de la continuité du recrutement, associé à celle de l'évolution des mentalités. On trouve notamment dans les actes publiés en 2003 quatre contributions qui traitent<sup>437</sup> du recrutement des élites dans quatre branches ou secteurs

<sup>435</sup> 41 en comptant les filiales associées.

<sup>436</sup> H. JOLY, « Kontinuität und Diskontinuität der industriellen Elite nach 1945 », art. cit.

<sup>437</sup> Volker R. BERGHAHN, Stefan UNGER, Dieter ZIEGLER (dir.), *Die deutsche Wirtschaftselite im 20. Jahrhundert : Kontinuität und Mentalität*, Essen, Klartext Verlag, 2003. J'y ai participé avec une contribution

(sidérurgie, industrie aéronautique, chimie et banques). Elles sont toutefois trop différentes dans leurs méthodes pour autoriser véritablement des comparaisons. Celle de Karl Lauschke sur la sidérurgie se limite à une évocation des trajectoires des présidents des directoires des grands groupes, classés par génération de l'après-guerre à nos jours (les barons traditionnels de l'acier, les managers plus généralistes des années 1960-1970, les managers de la crise)<sup>438</sup>. Leur traitement qualificatif sous la forme de cas successifs permet difficilement d'en tirer des conclusions générales. La contribution de Lutz Budraß sur l'industrie aéronautique s'intéresse aux transformations d'une élite beaucoup plus large, celle de l'ensemble des ingénieurs de la branche dans une période marquée par d'importants bouleversements (1930-1960), du réarmement aux démontages de l'après-guerre<sup>439</sup>. Le traitement est là encore plutôt d'ordre qualitatif. Sur le secteur bancaire, D. Ziegler reprend la méthode déjà employée dans son étude pour le colloque de Bielefeld : il constitue un corpus de banquiers définis comme les 50 plus gros détenteurs de mandats d'administrateurs à des dates successives (1906, 1921, 1927, 1932, 1938, 1951)<sup>440</sup>. La part des banquiers privés et provinciaux tend plutôt à décliner au fil de la période au profit des managers des grandes banques, sous réserve du caractère problématique de la date retenue pour l'après-guerre, les trois grands instituts déconcentrés par les alliés (Deutsche Bank, Dresdner Bank et Commerzbank) n'ayant pas encore été reconstitués. Le déclin associé des héritiers semble profiter surtout, sous réserve de données très lacunaires, à la bourgeoisie d'affaires ou culturelle (*Bildungsbürger*), un peu à la petite bourgeoisie mais apparemment pas aux milieux populaires. La filière de l'apprentissage professionnel dans la banque résiste bien à une progression limitée de l'enseignement, au profit à peu près exclusif des juristes. Mais l'étude aurait mérité d'être prolongée au-delà de la période perturbée de l'après-guerre.

Wilhelm Bartmann<sup>441</sup> et W. Plumpe sont les seuls dans ce volume, pour la chimie, à faire un traitement statistique systématique sur le recrutement d'un corpus précis de dirigeants d'entreprises précises, en l'occurrence l'ensemble des membres des directoires des sociétés de l'IG Farben (BASF, Bayer et Hoechst) pour la période 1952 à 1990<sup>442</sup>. Les deux auteurs

---

sur l'évolution du capitalisme familial en Allemagne : « Ende des Familienkapitalismus ? Das Überleben der Unternehmerfamilien in den deutschen Wirtschaftseliten des 20. Jahrhunderts » (p. 75-91).

<sup>438</sup> « Vom Schlottbaron zum Krisenmanager. Der Wandel der Wirtschaftselite in der Eisen- und Stahlindustrie. Eine Skizze » (p. 115-128).

<sup>439</sup> « Sackgasse oder Zwischenspeicher ? Die deutsche Luftfahrtindustrie und die Führungsschicht der deutschen Wirtschaft, 1930-1960 » (p. 129-152).

<sup>440</sup> « Strukturwandel und Elitenwechsel im Bankwesen 1900-1957 » (p. 187-218).

<sup>441</sup> Auteur d'une thèse sur l'industrie pharmaceutique entre 1935 et 1975 à travers les cas de Bayer, Hoechst et Schering (cf. tableau 2).

<sup>442</sup> « Gebrochene Kontinuitäten ? Anmerkungen zu den Vorständen der IG Farbenindustrie AG-Nachfolgesellschaften 1952-1990 » (p. 153-186).

tendent à récuser à travers cet exemple la thèse du sociologue M. Hartmann d'une fermeture sociale croissante du recrutement des élites économiques compensant l'ouverture croissante de l'enseignement supérieur. Ils ne contestent pas la prédominance des origines bourgeoises, mais ils n'y voient qu'un produit des inégalités scolaires auquel l'entreprise n'ajouterait rien, ses propres critères fonctionnels de sélection leur apparaissant plutôt socialement neutres. Mais, comme ils le reconnaissent eux-mêmes, leurs données sont souvent un peu trop lacunaires pour affirmer une telle interprétation. Il faudrait pouvoir comparer les caractéristiques sociales des accédants à l'élite du directoire par rapport à celles de l'ensemble des diplômés du supérieur recrutés pour pouvoir trancher cette question. Une étude à l'échelle d'une seule entreprise pourrait permettre de le faire.

Le colloque de Bochum était aussi associé à un projet de recherche personnel d'un de ses organisateurs, Stefan Unger, qui, dans le cadre d'une habilitation, bénéficiait depuis 1998 d'un financement de la fondation Thyssen pour une recherche sur « la structure et la sémantique de l'élite économique du bassin de la Ruhr ». L'étude comprenait d'abord une analyse positionnelle classique du recrutement des dirigeants de grandes entreprises régionales ; le corpus élaboré rassemblait environ 250 membres de directoire ou assimilés de 18 grandes entreprises, réparties entre 9 branches différentes, des mines à la banque en passant, pour ne pas surreprésenter la sidérurgie, par le textile ou l'agroalimentaire. Le projet comportait une autre dimension plus originale, visant à s'interroger sur les conditions dans lesquelles cette région marquée jusqu'en 1945 par l'influence d'une élite puissante et affirmée, celle des « barons de l'acier », pouvait apparaître depuis les années 1970 comme un « territoire sans élite » (*elitenfreie Zone*), avec une classe dirigeante économique qui a en apparence une dimension plus fonctionnelle que sociale. Il s'agissait, dans le cadre d'une histoire des mentalités, de s'intéresser à la fois à la représentation que cette classe dirigeante donnait d'elle-même et à la manière dont la société et les médias la représentaient. L'habilitation n'a malheureusement pas été validée et l'on doit se contenter de deux articles qui en fournissent quelques éléments concernant plutôt la deuxième partie<sup>443</sup>. S. Unger avait visiblement sous-estimé la difficulté de rassembler de manière satisfaisante, à partir de sources surtout imprimées, les informations sur les multiples variables qu'il envisageait

---

<sup>443</sup> Voir, sur l'autoreprésentation des dirigeants, la contribution de S. UNGER, « Die Wirtschaftselite als Persönlichkeit. Zur Selbstdarstellung von Unternehmern und Managern im Ruhrgebiet während der Zwischenkriegszeit », in BERGHAHN, UNGER, ZIEGLER (dir.), *op. cit.*, p. 295-316. Voir également son article « Zwischen Weltwirtschaftskrise und Ölpreishock : Die wirtschaftliche Elite des Ruhrgebiets 1930-1970 », *Mitteilungsblatt des Instituts für soziale Bewegungen*, n° 30, 2003 (n° spécial « Strukturwandel aux vergleichender regionale Perspektive nach 1945. Ruhrgebiet und Nord-Pas-de-Calais »), p. 67-76 qui fournit les premiers résultats de l'étude positionnelle.

(professions du père, mais aussi de la mère et des grands-parents, confession, formations scolaire, professionnelle et universitaire, étapes successives de la carrière, etc.). S'il a pu facilement recueillir les données, à partir des identités et des fonctions exercées, sur la circulation des dirigeants au cours de la période, confirmant mes observations antérieures sur l'importance relative de la césure de 1945, ses premiers résultats sur l'évolution des origines sociales apparaissent un peu décevants : pour les seuls présidents de directoire, il n'arrivait à connaître la profession du seul père que pour 32 sur 54 d'entre eux... Les chercheurs successifs se heurtent toujours aux mêmes obstacles : les sources imprimées sont insuffisantes pour ce type de variables, l'exemple d'U. Kessler sur Krupp a montré que même un accès illimité aux archives d'entreprise ne résolvait pas le problème, la solution trouvée par M. Hartmann de s'appuyer sur les CV contenus dans les thèses ne renseigne par définition que pour les docteurs. Il resterait la solution, jamais exploitée par les chercheurs allemands pour des raisons qui restent à éclaircir, des sources d'état civil qui pourraient permettre de mieux situer les origines sociales. S'y ajoute cette source supplémentaire que sont en Allemagne les registres de déclarations obligatoires de résidence (*Einwohnermelderegister*), qui permettent de suivre beaucoup plus facilement les trajectoires familiales que les seules listes de recensement en France. Mais l'accès à ces sources semble très problématique. Les exigences du *Datenschutz* prévoient des délais de consultation élevés incontournables même à des fins scientifiques<sup>444</sup>. La faiblesse semble-t-il de l'activité généalogique, qui mériterait une étude spécifique, explique aussi des difficultés de consultation : si les chercheurs en France se plaignent parfois de l'encombrement bruyant des salles de lecture par les généalogistes, il ne faut pas oublier tous les avantages qu'on peut en retirer en matière de moyens attribués aux archives départementales ou municipales, les conseils généraux ou municipaux étant beaucoup plus sensibles au lobby très organisé des généalogistes qu'à celui des historiens qui l'est moins... ; nous leur sommes largement redevables des avancées considérables en matière de reproduction microfilmée puis numérique des sources d'état civil, qui permettent aujourd'hui une mise en ligne croissante. On en est loin en Allemagne, et la dispersion géographique et administrative de ces sources rend probablement un tel travail difficile à l'échelle individuelle... Pour l'instant, les historiens ne bénéficient pas véritablement, par rapport aux sociologues, des avantages que devrait leur procurer le recul du temps, en leur donnant accès à des sources inaccessibles dans le temps présent, alors qu'ils sont en revanche

---

<sup>444</sup> Le débat récent en France sur l'évolution de la législation sur les archives a souvent tendu abusivement à présenter les situations étrangères comme plus favorables aux chercheurs. Dans le cas de l'Allemagne, c'est peut-être le cas pour les archives politiques, mais pas pour les archives sur les individus qui permettent de faire de l'histoire sociale.



privés, lorsqu'ils ne travaillent pas sur le très contemporain, de ce qui peut être une source pour le sociologue, l'envoi de questionnaires ou l'administration d'entretiens oraux.

Il faut signaler une autre recherche annoncée, dans le cadre d'une thèse commencée en 2007 sous la direction de W. Plumpe à Francfort avec un financement de la fondation Volkswagen, celle de Christian Reuber sur les « carrières patronales au XX<sup>e</sup> siècle ». L'auteur a déjà fait, avec son directeur de thèse, une intervention à un colloque qui s'est tenu en octobre 2007 à Loccum (Basse-Saxe) sur le thème « Bourgeoisie et éthos bourgeois (*Bürgerlichkeit*) au XX<sup>e</sup> siècle dans une perspective comparative », selon cette problématique autour du concept de bourgeoisie qui reste très présente dans les débats allemands, la question de sa survivance après 1945 en particulier, non abordée par le SFB de Bielefeld, étant régulièrement reposée. Leur communication sur les décisions des entreprises allemandes en matière d'attribution des fonctions dirigeantes s'inscrit parfaitement dans le prolongement de celle déjà présentée par W. Plumpe à Bochum avec Wilhelm Bartmann sur la chimie : il s'agit de démontrer, à l'encontre à nouveau des thèses de M. Hartmann, que la sélection s'effectue non pas selon des critères culturels et sociaux, mais selon les besoins de l'entreprise, donc selon des critères exclusivement rationnels. C. Reuber a illustré la thèse à travers l'exemple des processus de recrutement de cadres dirigeants chez à nouveau Bayer et chez Daimler-Benz. Il démontrerait que la promotion dans l'entreprise se ferait surtout sur la base du mérite, au profit de ceux qui auraient fait la preuve de leurs compétences aux échelons inférieurs<sup>445</sup>. Il faudra attendre de disposer du texte publié pour savoir dans quelle mesure la démonstration empirique emporte cette fois-ci plus la conviction, mais le risque est qu'à nouveau, avec un tel parti pris initial, l'auteur ne trouve que ce qu'il cherche, le reproche inverse pouvant d'ailleurs être fait à M. Hartmann. L'idée d'opposer critères professionnels « rationnels » et facteurs culturels et sociaux apparaît de toute façon artificielle : les critères rationnels sont largement un construit social plus qu'une réalité objective et, comme le montre bien M. Hartmann, les attributs sociaux en grande partie hérités constituent aussi, dans des métiers comme celui de managers, une ressource professionnelle essentielle pour être crédible dans la fonction. Quoi qu'il en soit, le travail de C. Reuber s'annonce intéressant et devrait nourrir le débat<sup>446</sup>.

<sup>445</sup> Résumé du colloque (*Bericht zur Tagung*), en ligne sur le site [www.staff.uni-oldenburg.de/gunilla.budde/download/Tagungsbericht\\_lang\\_end.doc](http://www.staff.uni-oldenburg.de/gunilla.budde/download/Tagungsbericht_lang_end.doc).

<sup>446</sup> L'auteur a présenté d'autres communications qui n'ont pas pour l'instant été publiées : en mai 2007, à l'occasion d'un atelier germano-néerlandais à Francfort sur l'évolution récente de l'histoire des entreprises dans les deux pays, sous le titre « Selection Processes and Education in German Business after WWII » et en juin 2008 au séminaire de l'Institut d'histoire économique et sociale de Göttingen (chaire de H. Berghoff, actuellement remplacé par Jan-Ottmar Hesse) sur « Carrières patronales dans la République fédérale. Comment les grandes entreprises gèrent leurs problèmes de personnel pour les cadres dirigeants depuis 1945 ». À noter qu'il intervient dans un séminaire commun avec une doctorante de H. Berghoff, Christina Lubinski, qui travaille,

Même s'il me paraît s'encombrer un peu inutilement du débat sur l'existence prolongée ou non dans la République fédérale d'une bourgeoisie, qu'on peut juger anachronique ici, les interrogations sur les facteurs sociaux du recrutement des élites économiques en particulier sont donc très riches, aussi bien chez les sociologues que chez les historiens allemands. Reste à savoir si les seconds vont réussir à trouver les sources qui leur permettent de renouveler le sujet, l'exhaustivité et la finesse (non réduite à la seule profession du père à un moment donné si possible) des données étant plus que jamais indispensables dans des sociétés aux stratifications complexes comme celles de l'après-guerre.

Les interrogations sur les formations et les types de carrière, plus nombreuses en France que celles sur les origines sociales, sont moins saillantes en Allemagne : les trajectoires des patrons apparaissent là plus banales, dans un pays sans grandes écoles ni grands corps. Ils ont généralement suivi des études supérieures correspondant à leur spécialité et à leur métier, dans une ou plusieurs des universités allemandes entre lesquelles il n'existe pas de hiérarchies évidentes. Des questions comme celles de l'évolution de la part des titulaires d'un doctorat, du glissement des formations techniques vers les formations gestionnaires ou du degré de survivance de l'apprentissage dans le secteur commercial ou bancaire sont intéressantes, mais moins spectaculaires que celles de la prédominance de quelques grandes écoles et de la concurrence entre elles. De même, les carrières sont de manière dominante des carrières en entreprise, les passages préalables par l'administration, jamais très nombreux et très associés à certaines entreprises publiques, connaissant un déclin irréversible. Seules se posent des questions comme la part des carrières « maison » par rapport aux carrières « mobiles », l'existence de viviers internes ou externes privilégiés, l'identification ou non à un métier ou à une branche, etc. L'enjeu est moindre et n'implique notamment pas la même relation à l'État.

### **3) Les biographies patronales individuelles, un genre pas seulement journalistique**

Outre les biographies collectives, il faut mentionner la pratique de la biographie individuelle comme genre assez répandu en Allemagne, dans un registre journalistique bien sûr pour de grandes figures historiques ou médiatiques, mais aussi dans un registre universitaire. Les figures traitées sont souvent, comme en France, des grands entrepreneurs individuels qui ont laissé leur nom à leur entreprise, comme, pour citer des travaux récents,

---

elle, sur « les successions patronales et les cultures familiales intergénérationnelles dans les entreprises familiales allemandes, 1960-2000 ».

Werner von Siemens (1816-1892)<sup>447</sup>, Hugo Stinnes (1870-1924)<sup>448</sup> ou, sur l'aspect particulier de son « opposition libérale » à Hitler, Robert Bosch (1861-1962)<sup>449</sup>. Mais on s'intéresse aussi, pour le XX<sup>e</sup> siècle, à des managers, des banquiers, dans le prolongement de la commission historique sur l'histoire de la Deutsche Bank sous le nazisme, comme Oscar Wassermann (1869-1934)<sup>450</sup>, président du directoire que son identité juive et son implication dans les négociations financières du traité de Versailles obligent à une retraite forcée en 1933 – l'auteur consacrant toutefois l'essentiel de ses développements plus à son engagement sioniste qu'à sa gestion de la banque – ou Hermann Josef Abs (1901-1994)<sup>451</sup>, devenu membre du directoire dès 1937, plus ou moins impliqué dans des affaires d'aryanisation et d'expansion à l'Est<sup>452</sup>, ce qui ne l'a pas empêché de devenir le grand patron de la banque dans les années 1950-1960 et, notamment grâce à sa proximité avec Adenauer, d'être un homme de grande influence sous la République fédérale. On trouve des industriels également, comme Heinz Nordhoff (1899-1968), un ancien dirigeant d'Opel formé à l'école américaine, qui a fait d'une entreprise qui paraissait sans avenir après la guerre, Volkswagen, une des incarnations du « miracle économique allemand » et de son « modèle social »<sup>453</sup>. De manière originale, l'historien américain Volker Berghahn a également écrit, avec le fils de l'intéressé, un livre à deux mains sur un dirigeant d'entreprise de pneumatiques, Otto A. Friedrich (1902-1975), devenu dans la République fédérale un influent responsable de syndicats patronaux, président de la Confédération des employeurs allemands en 1969<sup>454</sup>. Récemment une thèse a traité d'un

<sup>447</sup> Wilfried FELDENKIRCHEN, *Werner von Siemens : Erfinder und internationaler Unternehmer*, Munich, Piper, 2<sup>e</sup> éd., 1996.

<sup>448</sup> Gerald D. FELDMAN, *Hugo Stinnes*, *op. cit.*

<sup>449</sup> Joachim SCHOLTYSECK, *op. cit.*

<sup>450</sup> Avraham BARKAI, *Oscar Wassermann und die Deutsche Bank. Bankier in schwieriger Zeit*, Munich, Beck, 2005.

<sup>451</sup> Lothar GALL, *Der Bankier*, *op. cit.*

<sup>452</sup> L. Gall n'apporte pas d'éléments nouveaux suffisants pour se faire une opinion définitive sur le rôle personnel d'Abs dans ces affaires, même si ses interprétations tendent plutôt à une certaine indulgence, à l'encontre de celles de H. James par exemple.

<sup>453</sup> Heidrun EDELMANN, *Heinz Nordhoff und Volkswagen. Ein deutscher Unternehmer im amerikanischen Jahrhundert*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2003.

<sup>454</sup> Volker R. BERGHAHN, Paul J. FRIEDRICH, *Otto A. Friedrich, ein politischer Unternehmer : sein Leben und seine Zeit. 1902-1975*, Francfort, Campus, 1993. Les figures de H. Nordhoff et d'O.A. Friedrich ont également été traitées dans un ouvrage collectif dirigé par T. Pierenkemper et P. Erker qui dresse le portrait de patrons allemands entre l'économie de guerre et la reconstruction. L'ouvrage correspondait à un projet de recherche initialement lancé par K.-D. Henke à l'Institut d'histoire du temps de présent de Munich qui devait étudier 15 figures patronales. Le projet a traîné en longueur avec le départ de son responsable pour l'université de Dresde, et s'est réduit à 6 figures : outre les deux citées, Hans Constantin Paulssen (1892-1984), manager d'une filiale d'un groupe aluminium suisse devenu président de la Confédération des employeurs allemands en 1954 par C. Rauh-Kühne, Hans-Günther Sohl (1906-1989), dirigeant du conglomérat Vereinigte Stahlwerke reconverti comme patron de Thyssen dans l'après-guerre, président de la Confédération patronale de l'industrie de 1972 à 1976 par T. Pierenkemper, le constructeur aéronautique Ernst Heinkel (1888-1958) par P. Erker et l'industriel du charbon Heinrich Kost (1890-1978), chargé par les Alliés après 1945 de réorganiser les mines de la Ruhr par Evelyn Kroker : Paul ERKER, Toni PIERENKEMPER (dir.), *Deutsche Unternehmer zwischen*

dirigeant qui emprunte aux deux profils : Paul Silverberg (1876-1959), héritier de la direction de l'entreprise de lignite Rheinbraun dirigée par son père, sans en posséder le capital, dont la mise à l'écart à la suite d'une prise de contrôle hostile par de nouveaux actionnaires coïncide avec l'arrivée de Hitler au pouvoir, ses origines juives le contraignant ensuite à l'exil en Suisse<sup>455</sup>. Mais c'est aussi l'homme d'influence sous Weimar, vice-président de la confédération patronale de l'industrie, qui est évoqué ici. Le genre biographique tend naturellement à privilégier les figures exceptionnelles, dont l'influence n'est pas seulement économique, comportant souvent une forte dimension politique, l'analyse des prises de position publiques étant souvent privilégiée par rapport à celle des responsabilités exercées et stratégies développées dans l'entreprise.

---

*Kriegswirtschaft und Wiederaufbau. Studien zur Erfahrungsbildung von Industrie-Eliten*, Munich, Oldenbourg, 1999.

<sup>455</sup> Boris GEHLEN, *Paul Silverberg (1876–1959). Ein Unternehmer*, Stuttgart, Steiner (Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte – Beihefte, vol. 194), 2007 (thèse soutenue à l'université de Bonn).

## Conclusion

Ce panorama très contrasté de la recherche sur les élites en France et en Allemagne pourra être une source de réflexions sur les recherches nouvelles à mener tant sur les élites que sur les entreprises et sur les méthodes les mieux assorties aux problématiques à développer. Il pourra aussi être élargi à d'autres pays comme la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis. Il pourra enfin alimenter les discussions en sciences sociales sur direction, gouvernance, contrôle et formes d'entreprise, ainsi que sur l'éducation. Pour ma part, il m'amène à envisager différentes perspectives pour la suite de mon activité scientifique, que ce soit de manière personnelle ou en collaboration. Le constat à la fois de l'absence de dictionnaire scientifique des élites économiques françaises pour la fin du XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècles et de la difficulté d'accéder à des sources biographiques dispersées pour cette période, au moins jusqu'aux années 1960, m'a amené d'abord à présenter en 2006 un projet à l'Agence nationale de la recherche (ANR), dans le cadre de l'appel d'offre « Corpus et outils de la recherche », avec une équipe de chercheurs lyonnais et grenoblois du LARHRA. Ce projet a été retenu et a bénéficié d'un financement sur trois ans (2007-2010), qui permet notamment de s'attacher les services d'un chercheur postdoctorant expérimenté, Alexandre Giandou. La recherche dite SIPPAP (« Système d'information : patrons et patronat français XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles ») n'est pas une recherche nouvelle sur le patronat. Il s'agit, en utilisant à la fois les moyens de la diffusion en ligne et de l'interrogation par une base de données, de rendre largement accessible des sources biographiques rares, sous leur forme originale. Un travail systématique de dépouillement de bulletins ou revues à la diffusion souvent confidentielle est mené pour retrouver l'ensemble des données biographiques (nécrologies en particulier) qui peuvent concerner le patronat entendu très largement. Les documents repérés sont photographiés numériquement, mis en forme et intégrés dans leur version originale, pour conserver la subjectivité du portrait, dans une base de données consultable en ligne sur le site <http://www.patronsdefrance.fr>. Après une année passée à résoudre les problèmes techniques inédits posés par un tel outil informatique, plusieurs centaines de portraits, interrogeables selon de multiples critères, y seront disponibles dès l'automne 2008.

Ensuite, Jean-Claude Daumas m'a proposé de participer, comme membre d'abord du conseil scientifique puis également du comité éditorial, à son projet de « Dictionnaire des patrons et du patronat français au XX<sup>e</sup> siècle (1880-2000) » lancé, dans le cadre d'un

programme pluriannuel de formation (PPF) de l'université de Franche-Comté, en 2007. L'expérience de la grande entreprise des patrons du Second Empire a incité à ne pas chercher à refaire un dictionnaire prosopographique systématique sur le modèle anglais, le découpage régional n'apparaissant par ailleurs guère pertinent pour la période ultérieure. Le choix a été donc été fait de réaliser un dictionnaire critique comportant à la fois une sélection, représentative de la diversité patronale, de notices biographiques individuelles ou éventuellement collectives (familles, branches, territoires) et des notices thématiques sur les filières de recrutement, les modes de sociabilité, les pratiques de gouvernance, les idées et les valeurs, les institutions, les courants politiques, les grands événements, etc. Dans l'attente d'un accord avec un éditeur, je devrais, avec l'acquis de mes recherches antérieures, pouvoir apporter une contribution importante à ce projet, à la fois par la rédaction de notices personnelles et par la relecture d'autres.

L'achèvement en 2009 du programme biquadriennal du groupement de recherche « Les entreprises françaises sous l'Occupation » appellera un bilan de ses apports, limites et perspectives historiographiques, que nous envisageons d'effectuer avec son secrétaire général Philippe Verheyde (université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Par ailleurs, la richesse soulignée dans ce mémoire de l'historiographie en langue allemande et anglaise sur les entreprises allemandes sous le nazisme et des débats qu'elle suscite mérite, à la suite du numéro spécial d'*Histoire, économie et société* en 2005, d'être mieux connue en France. Après la traduction à paraître de l'ouvrage de Stephan H. Lindner sur l'usine chimique de Hoechst au sein de l'IG Farben que j'ai eu la possibilité de faire, une synthèse plus vaste devra être réalisée.

Les pistes dégagées dans le mémoire inédit sur la relation entre flux de diplômés et emplois exercés m'incitent également à poursuivre ces recherches de manière plus systématique sur les débouchés, en entreprises ou ailleurs, d'un certain nombre de filières moins bien connues que les grandes écoles. Le cas évoqué à plusieurs reprises des docteurs en droit de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, dont le travail comportait souvent une orientation économique, mériterait ainsi d'être approfondi.

Mon ancrage lyonnais devrait également me permettre d'aborder un exercice que j'ai toujours, probablement marqué par mon héritage bourdieusien, contourné, celui de la biographie patronale. Les données accumulées depuis des années sur la dynastie Gillet, dont le groupe industriel a probablement été, une fois reconstitué dans sa diversité, le premier en France pendant des décennies, en fourniront le sujet. Il s'agira moins d'écrire une biographie familiale classique que de se servir de cet exemple pour illustrer un certain nombre

d'interrogations plus générales sur le patronat (les modes de transmission générationnelle, la relation entre héritiers et managers dans la gestion d'un groupe diversifié, le jeu entre sociabilités provinciales et parisiennes, la relation entre fortunes professionnelles et privées, les stratégies de reconversion face au déclin industriel, etc.).

Enfin, comme je l'ai fait ces dernières années, mon orientation dominante comme historien ne m'interdit pas de poursuivre des études sur l'évolution actuelle des élites économiques. La survivance du modèle français décrit dans le mémoire inédit est à l'évidence mise en cause par l'internationalisation croissante des entreprises. L'implication récente de nouveaux auteurs dans ces débats, comme Thomas Philippon ou François-Xavier Dudouet et Éric Grémont, ne peut qu'être stimulante. Les débats ne manqueront pas de matière à renouvellement dans les prochaines années.

## Bibliographie des ouvrages et articles cités

### Publications françaises ou sur la France

Pierre ALLORANT, *Le Corps préfectoral et les municipalités dans les départements de la Loire moyenne au XIX<sup>e</sup> siècle (1800-1914)*, Orléans, Presses universitaires d'Orléans, 2007.

Éric ANCEAU, *Les Députés du Second Empire : prosopographie d'une élite du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, H. Champion, 2000.

Éric ANCEAU, « Prosopographie patronale et informatique », in Dominique BARJOT *et al.* (dir.), *Les Entrepreneurs du Second Empire*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2003, p. 165-175.

Frédéric BARBIER, *Livre, économie et société industrielle en Allemagne et en France au 19<sup>e</sup> siècle (1840-1914)*, thèse de doctorat d'État d'histoire (dir. François Caron), université Paris-Sorbonne (Paris IV), 1987.

Frédéric BARBIER (avec la collaboration de Jean-Pierre DAVIET, Annette DELMOTTE, Paul DELSALLE, Catherine DHÉRENT, Jean-Pierre HIRSCH, Maryvonne LEBLOND, Pierre POUCHAIN, René ROBINET, Michel VANGLELUWE), *Le Patronat du Nord sous le Second Empire : une approche prosopographique*, Genève, Droz, 1989.

Dominique BARJOT (dir.), *Les Patrons du Second Empire*, Paris-Le Mans, Éditions Picard-Cénomane : 10 volumes parus

*Anjou-Normandie-Maine* (1991, dir. D. BARJOT) ;

*Bourgogne* (1991, dir. Philippe JOBERT) ;

*Franche-Comté* (1991, Jean-Luc MAYAUD) ;

*Alsace* (1994, Nicolas STOSKOPF) ;

*Marseille* (1999, Roland CATY, Éliane RICHARD et Pierre ÉCHINARD) ;

*Bordeaux et la Gironde* (1999, Hubert BONIN *et al.*) ;

*Banquiers et financiers parisiens* (2002, N. STOSKOPF) ;

*Champagne-Ardenne* (2006, dir. Gracia DOREL-FERRÉ et Denis McKEE) ;

*Lyon et le Lyonnais* (2007, Pierre CAYEZ et Serge CHASSAGNE) ;

*Picardie* (2007, dir. Jean-Marie WISCART).

Dominique BARJOT, Éric ANCEAU, Isabelle LESCENT-GILES, Bruno MARNOT (dir.), *Les Entrepreneurs du Second Empire*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2003.

Dominique BARJOT, *La Grande Entreprise française de travaux publics (1883-1974)*, Paris, Économica, 2006.

Alain BAUDANT, *Pont-à-Mousson (1918-1939). Stratégies industrielles d'une dynastie lorraine*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1980.

Michel BAUER, Élie COHEN, *Qui gouverne les groupes industriels ? Essai sur l'exercice du pouvoir du et dans le groupe industriel*, Paris, Le Seuil, 1981.



Michel BAUER, Élie COHEN, *Les Grandes Manœuvres industrielles*, Paris, Belfond, 1985.

Michel BAUER (avec Bénédicte BERTIN-MOUROT), *Les 200. Comment devient-on un grand patron ?*, Paris, Le Seuil, 1987.

Michel BAUER, Bénédicte BERTIN-MOUROT (avec Hervé JOLY), « *Les 200* » en France et en Allemagne. Deux modèles contrastés de détection-sélection-formation de dirigeants de grandes entreprises, Paris, CNRS/Heidrick and Struggles, s.d. (1992 ?).

Michel BAUER, Bénédicte BERTIN-MOUROT, *Radiographie des grands patrons français. Les conditions d'accès au pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1997.

Louis BERGERON, Guy CHAUSSINAND-NOGARET, Robert FORSTER, « Les Notables du Grand Empire en 1810 », *Annales ESC*, n° 5, 1971, p. 1052-1075.

Louis BERGERON, *Les Banquiers, négociants et manufacturiers parisiens du Directoire à l'Empire*, Paris, Mouton, 1978.

Louis BERGERON, Guy CHAUSSINAND-NOGARET (dir.), *Les Grands Notables du Premier Empire*, Paris, Éditions du CNRS puis CNRS Éditions, 28 vol. parus, 1978 à 2001.

Louis BERGERON, Guy CHAUSSINAND-NOGARET, *Les « Masses de granit » : cent mille notables du Premier Empire*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1979.

François BERNARD, *L'Alsacienne de constructions mécaniques. Des origines à 1965*, Presses universitaires de Strasbourg, 2000.

Bénédicte BERTIN-MOUROT, « Gouvernance d'entreprise et fonctionnement des conseils d'administration dans les entreprises du CAC 40 », *Revue économique et sociale*, n° 9, 2005, p. 121-128.

Pierre BIRNBAUM, *Les Sommets de l'État. Essais sur l'élite du pouvoir en France*, Paris, Le Seuil, 1977.

Pierre BIRNBAUM (avec Charles BARUCQ, Michel BELLAICHE, Alain MARIÉ), *La Classe dirigeante française. Dissociation, interpénétration, intégration*, Paris, PUF, 1978.

Pierre BIRNBAUM (dir.), *Les Élités socialistes au pouvoir. 1981-1985*, Paris, PUF, 1985.

Pierre BIRNBAUM, Jean LECA (dir.), *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986 (réédité en 1991).

Luc BOLTANSKI, Pierre BOURDIEU et Monique de SAINT MARTIN, « Les stratégies de reconversion », *Information sur les sciences sociales*, vol. 12 (5), 1973, p. 61-113.

Luc BOLTANSKI, « L'espace positionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », *Revue française de sociologie*, vol. 4, n° 1, 1973, p. 3-20.

Luc BOLTANSKI, *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit, 1982.

Luc BOLTANSKI, « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, n° 10-11, 1990, p. 124-134.

Luc BOLTANSKI et Laurent THÉVENOT, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

Luc BOLTANSKI et Eve CHIAPELLO, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

Jacques-Olivier BOUDON, *L'Épiscopat français de l'époque concordataire (1802-1905) : origines, formation, désignation*, Paris, Éditions du Cerf, 1996.

Pierre BOURDIEU, Monique de SAINT MARTIN, « Le Patronat », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 20-21, 1978, p. 3-82.

Pierre BOURDIEU, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979

Pierre BOURDIEU, *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989.

Pierre BOURDIEU (dir.), *La Misère du monde*, Paris, Le Seuil, 1993.

Yves BOUVIER, *La Compagnie générale d'électricité: un grand groupe industriel et l'État. Technologie, hommes et marchés (1898-1992)*, thèse de doctorat d'histoire (dir. Pascal Griset), université Paris-Sorbonne (Paris IV), 2005, 3 vol.

Ludovic CAILLUET, *Stratégies, structures d'organisation et pratiques de gestion de Pechiney des années 1880 à 1971*, thèse de doctorat d'histoire (dir. Henri Morsel), université Lumière Lyon 2, 1995, 3 vol.

François CARON, *Histoire de l'exploitation d'un grand réseau. La Compagnie des chemins de fer du Nord 1846-1937*, Paris, Mouton, 1973.

François CARON (dir.), *Entreprises et entrepreneurs XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 1983.

Nathalie CARRÉ de MALBERG, « Le recrutement des inspecteurs des Finances de 1892 à 1946 », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 8, octobre-décembre 1985, p. 67-91.

Nathalie CARRÉ de MALBERG, *Entre l'État et l'entreprise : les inspecteurs des finances d'une guerre à l'autre : recrutement, carrières et filières d'accès à la direction des finances publiques et privées*, thèse de doctorat d'histoire (dir. Alain Plessis), université Paris X–Nanterre, 2001, 3 vol.

Pierre CAYEZ, *Métiers Jacquard et hauts-fourneaux. Aux origines de l'industrie lyonnaise*, Lyon, PUL, 1978.

Pierre CAYEZ, *Crise et croissance de l'industrie lyonnaise : 1850-1950*, Paris, Éditions du CNRS, 1980.

Emmanuel CHADEAU, *Les Inspecteurs des Finances au XIX<sup>e</sup> siècle (1850-1914). Profil social et rôle économique*, Paris, Économica, 1986.

Emmanuel CHADEAU, *Louis Renault*, Paris, Plon, 1998.

Christophe CHARLE, Jean NAGLE, Marc PERRICHET, Michel RICHARD, Denis WORONOFF, *Prosopographie des élites françaises (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles), Guide de recherche*, Paris, Institut d'histoire moderne et contemporaine, 1980.

Christophe CHARLE, *Dictionnaire biographique des universitaires aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, vol. 1 : *La Faculté des Lettres de Paris (1809-1908)*, vol. 2. *1909-1939*, Paris, INRP-Éditions du CNRS, 1985.

Christophe CHARLE, *Les Élités de la République 1880-1900*, Paris, Fayard, 1987 (rééd. revue et augmentée 2006).

Christophe CHARLE, « Le pantouflage en France (vers 1880-vers 1980) », *Annales Économies, sociétés et civilisations*, n° 5, septembre-octobre 1987, p. 1115-1137.

Christophe CHARLE, *Naissance des « intellectuels » (1880-1900)*, Paris, Minuit, 1990.

Christophe CHARLE, « Légitimité en péril. Éléments pour une histoire comparée des élites et de l'État en France et en Europe occidentale (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 116-117, 1997, p. 39-52.

Christophe CHARLE, Régine FERRÉ (dir.), *Le Personnel de l'enseignement supérieur en France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Éditions du CNRS, 1985.

Christophe CHARLE, Eva TOLKES, *Les Professeurs du Collège de France : dictionnaire biographique, 1901-1939*, Paris, INRP-Éditions du CNRS, 1988.

Christophe CHARLE, Eva TOLKES, *Les Professeurs de la faculté des sciences de Paris : dictionnaire biographique, 1901-1939*, Paris, INRP-Éditions du CNRS, 1989.

Serge CHASSAGNE, *Le Coton et ses patrons : France, 1760-1840*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1991.

Guy CHAUSSINAND-NOGARET, *Les Financiers de Languedoc au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, SEVPEN, 1970.

Guy CHAUSSINAND-NOGARET, *Gens de finance au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Bordas, 1972.

Yves COHEN, *Organiser à l'aube du taylorisme : la pratique d'Ernest Mattern chez Peugeot, 1906-1919*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 2001.

Olivier COSTA et Éric KERROUCHE, *Qui sont les députés français ? Enquête sur des élites inconnues*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.

Dominique DANIC-CAREIL, *Les Dirigeants des cent premières entreprises françaises*, mémoire de diplôme d'études supérieures (DES), université Paris II, 1975.

Olivier DARD, Gilles RICHARD (dir.), *Les Permanents patronaux : éléments de l'organisation du patronat en France dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle*, Metz, Centre de recherche Histoire et civilisation de l'université Paul Verlaine, 2005.

Jean-Claude DAUMAS, *De l'entreprise au territoire, exploration en histoire industrielle*, mémoire de synthèse pour l'HDR, université Paris-Sorbonne (Paris IV), 2000.

Jean-Pierre DAVIET, *Un destin international. La Compagnie de Saint-Gobain de 1830 à 1939*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 1988.

Jean-Pierre DAVIET, *Une multinationale à la française. Saint-Gobain 1665-1989*, Paris, Fayard, 1989.

Charles R. DAY, *Les Écoles d'Arts et Métiers. L'enseignement technique en France XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Belin, 1991.

Nicole DELEFORTRIE-SOUBEYROUX, *Les Dirigeants de l'industrie française*, Paris, A. Colin, 1961.

André DESMOTS, *Le Notariat rural de la seigneurie au canton : étude socio-économique et professionnelle du notaire rural : de la fin du 18<sup>e</sup> siècle jusqu'au début du 20<sup>e</sup> siècle (les notaires de l'arrondissement de Rennes)*, thèse de doctorat d'histoire (dir. Claude Nières), université Rennes 2–Haute Bretagne, 2000.

Clotilde DRUELLE, *Un Laboratoire réformateur, le département du Commerce en France et aux États-Unis de la Grande Guerre aux années vingt*, thèse de doctorat d'histoire (dir. Serge Bernstein), IEP de Paris, 2004.

François DUBASQUE, *Jean Hennessy (1874-1944) : argent et réseaux au service d'une nouvelle République*, Rennes, PUR, 2008.

Joël DUBOS, *André Lebon : un homme d'affaires en République (1859-1938). Le patriotisme et l'influence*, Rennes, PUR, 2001.

François-Xavier DUDOUET, Éric GRÉMONT, « Les grands patrons et l'État en France 1981-2007 », *Sociétés contemporaines*, n° 68, 2007, p. 105-129.

Michel DUPUY, *Biographies de scientifiques européens ayant donné un essor à l'écologie forestière moderne 1880-1980*, Paris-Zurich, ENGREF-École polytechnique fédérale de Zurich, 2004.

Carine ÉRARD, *La Production sociale de l'élite athlétique française (1945-1972) : essai d'analyse prosopographique*, thèse de doctorat d'histoire du sport (dir. Christian Pociello et Nicolas Bancel), université de Paris-Sud, 2003.

Jean ESTÈBE, *Les Ministres de la République : 1871-1914*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1982.

Olivier FEIERTAG, *Wilfrid Baumgartner. Un grand commis des finances à la croisée des pouvoirs (1902-1978)*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2006.

Claudine FONTANON, André GRELON (dir.), *Les Professeurs du Conservatoire national des arts et métiers : Dictionnaire biographique 1794-1955*, Paris, INRP-CNAM, 1994.

Patrice de FOURNAS, *Quelle identité pour les grandes écoles de commerce françaises (HEC-ESSEC-ESCP)*, thèse de doctorat de gestion (dir. Michel Berry), École polytechnique, 2007, 3 vol.

Danièle FRABOULET, *De l'histoire des entreprises à l'histoire des organisations patronales*, mémoire de synthèse pour l'HDR, université Paris VIII Vincennes–Saint-Denis, 2004.

Danièle FRABOULET, *Quand les patrons s'organisent : stratégies et pratiques de l'Union des industries métallurgiques et minières, 1901-1950*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2007 (avec annexe biographique sur CD-Rom).

Patrick FRIDENSON, *Histoire des usines Renault. 1. Naissance de la grande entreprise 1898-1939*, t. I, Paris, Le Seuil, 2<sup>e</sup> éd., 1998.

Patrick FRIDENSON, « Les patronats allemand et français au XX<sup>e</sup> siècle. Essai de comparaison », in Rainer HUDEMANN und Georges-Henri SOUTOU (dir.), *Eliten in Deutschland und Frankreich im 19. und 20. Jahrhundert. Strukturen und Beziehungen*, tome I, Munich, R. Oldenbourg Verlag, 1994, p. 153-167.

David GAGNEUR, *Prosopographie des élites politiques d'une colonie républicaine : La Réunion, 1870-1914*, thèse de doctorat d'histoire (dir. Edmond Maestri), université de la Réunion, 2004.

Philippe GARDEY, *Négociants et marchands de Bordeaux de la guerre d'Amérique à la Restauration (1780 -1830)*, thèse de doctorat d'histoire (dir. Jean-Pierre Poussou), université Paris-Sorbonne (Paris IV), 2006.

François GAUTIER, *Les Ingénieurs du Génie maritime de 1810 à 1930*, mémoire de maîtrise (dir. Maurice Lévy-Leboyer), université Paris X-Nanterre, 1973.

Mihai Dinu GHEORGHIU, Monique de SAINT MARTIN (dir.), *Les Écoles de gestion et la formation des élites*, Paris, Éditions de la MSH, 1997.

Samuel GICQUEL, *Prêtres de Bretagne : les carrières ecclésiastiques dans les diocèses de Saint-Brieuc et de Vannes (1801-1905)*, thèse de doctorat d'histoire (dir. Patrick Harismendy), université Rennes 2–Haute Bretagne, 2006.

Louis GIRARD, Antoine PROST, Rémi GOSSEZ, *Les Conseillers généraux en 1870 : étude statistique d'un personnel politique*, Paris, PUF, 1967.

Louis GIRARD, William SERMAN, Édouard CADET, Rémi GOSSEZ, *La Chambre des députés en 1837-1839 : composition, activité, vocabulaire*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1976.

Eric GODELIER, *Usinor-Arcelor. Du local au global*, Paris, Hermès-Lavoisier, 2006.

Yves GRAFMEYER, *Identités sociales et espaces de mobilité, approche longitudinale de quelques milieux lyonnais*, thèse de doctorat d'État de sociologie (dir. Alain Girard), université Paris 5, 1990.

Yves GRAFMEYER, *Quand Le Tout-Lyon se compte. Lignées, alliances, territoires*, Lyon, PUL, 1992.

Cyril GRANGE, *Les Gens du Bottin mondain, 1903-1987*, Paris, Fayard, 1996.

Cyril GRANGE, *Élite, patrimoine et comportements démographiques dans la société française, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, mémoire d'HDR, université Paris-Sorbonne (Paris IV), 2008.

André GRELON (dir.), *Les Ingénieurs de la crise. Titre et professions entre les deux guerres*, Paris, EHESS, 1986.

Sylvie GUILLAUME, *Confédération générale des petites et moyennes entreprises : son histoire, son combat, un autre syndicalisme patronal, 1944-1978*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 1987.

Sylvie GUILLAUME, *Le Petit et Moyen Patronat dans la nation française de Pinay à Raffarin, 194-2004*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2005.

Gilbert HATRY, *Louis Renault, patron absolu*, Paris, Lafourcade, 1982.

Nathalie HEINICH, *Pourquoi Bourdieu*, Paris, Gallimard, 2007.

Catherine HODEIR, *Stratégies d'Empire. Le grand patronat colonial face à la décolonisation*, Paris, Belin, 2003.

Françoise HUGUET, *Les Professeurs de la Faculté de médecine de Paris : dictionnaire biographique, 1794-1939*, Paris, INRP-Éditions du CNRS, 1991.

Jean-Noël JEANNENEY, *François de Wendel en République, L'argent et le pouvoir (1914-1940)*, Paris, Le Seuil, 1976 (nouvelle éd. 2004).

Hervé JOLY, *L'Appartenance aux grands corps comme filière d'accès au sommet des grandes entreprises*, mémoire de DEA (dir. Christophe Charle), EHESS/ENS, 1989.

Hervé JOLY (dir.), *Formation des élites en France et en Allemagne*, Cergy-Pontoise, CIRAC, 2005.

Hervé JOLY, « Les études sur le recrutement du patronat : une tentative de bilan critique », *Sociétés contemporaines*, n° 68, 2007, p. 133-154.

Sabine JURATIC, *Le Monde du livre à Paris entre absolutisme et Lumières : recherches sur l'économie de l'imprimé et sur ses acteurs*, thèse de doctorat d'histoire du livre (dir. Frédéric Barbier), EPHE (4<sup>e</sup> section), 2003.

Carol H. KENT, *Camille Cavallier and Pont-à-Mousson : an industrialist of the Third Republic*, PhD thesis, University of Oxford, 1972.

Jean-François KESLER, *L'ENA, la société, l'État*, Paris, Berger-Levrault, 1985.

Ingo KOLBOOM, *La Revanche des patrons. Le patronat français face au Front populaire*, Paris, Flammarion, 1986.

Bernard LACROIX, « Ordre politique et ordre social », in Madeleine GRAWITZ et Jean LECA (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985, tome 1, p. 469-482.

Didier LANCIEN, Monique de SAINT MARTIN (dir.), *Anciennes et nouvelles aristocraties de 1880 à nos jours*, Paris, Éditions de la MSH, 2007.

Frédérique LANDAIS-COURANT, *Entreprises et patronat de l'industrie de la confection, de Paris à Argenton-sur-Creuse (Indre) aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, thèse de doctorat d'histoire (dir. Claude-Isabelle Brelot), université Lumière Lyon 2, 2001.

Gérard LANGLET, *Les Ingénieurs des Ponts et Chaussées, 1880-1930*, mémoire de maîtrise (dir. Maurice Lévy-Leboyer), université Paris X-Nanterre, 1973.

Nathalie LEMETAYER-REZZI, *Servir la République : prosopographie de hauts fonctionnaires coloniaux de 1880 à 1914*, thèse de doctorat d'histoire (dir. Colette Dubois), université de Provence, 2005.

Éric LE RAY, *Un des fondateurs de la presse moderne, Hippolyte Auguste Marinoni (1823-1904) : entrepreneur, innovateur, constructeur de machines à imprimer, patron de presse et homme d'influence*, thèse de doctorat d'histoire du livre (dir. Frédéric Barbier), EPHE (4<sup>e</sup> section), 2004.

Maurice LÉVY-LEBOYER, *Les Banques européennes et l'industrialisation internationale dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 1964.

Maurice LÉVY-LEBOYER, « Le Patronat a-t-il été malthusien ? », *Le Mouvement social*, n° 88, juillet-septembre 1974, p. 3-49.

Maurice LÉVY-LEBOYER (dir.), *Le Patronat de la seconde industrialisation*, Paris, Éditions ouvrières, 1979.

Maurice LÉVY-LEBOYER, « Le patronat français, 1912-1973 », in *idem* (dir.), *Le Patronat de la seconde industrialisation*, Paris, Éditions ouvrières, 1979, p. 137-188.

Maurice LÉVY-LEBOYER, « Hierarchical Structure, Rewards and Incentives in a Large Corporation: the Early Managerial Experience of Saint-Gobain, 1872-1912 », in Norbert HORN, Jürgen KOCKA (dir.), *Law and the Formation of the Big Enterprises in the 19th and Early 20th Centuries*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1979, p. 451-475.

Béatrix LE WITA, *Ni vue ni connue. Approche ethnographique de la culture bourgeoise*, Paris, Éditions de la MSH, 1988.

Claude LHOMER-DESLANDES, *Étude sur les ingénieurs de l'École centrale des Arts et manufactures*, mémoire de maîtrise (dir. Maurice Lévy-Leboyer), université de Paris X-Nanterre, 1973.

Maria Rita LOUREIRO, « L'internationalisation des milieux dirigeants au Brésil », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 121-122, 1998, p. 42-51.

Jean-Louis LOUBET, *Automobiles Peugeot: une réussite industrielle, 1945-1974*, Paris, Économica, 1990.

Jean MAITRON / Claude PENNETIER (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, Éditions de l'Atelier, 43 volumes, 1964 à 1993 ; vol. supplémentaire *Les Biographies nouvelles*, 1997 (notices regroupées et enrichies dans un cédérom) ; *Nouvelle série 1940-1968*, 4 vol. parus (lettres A à Dy), 2006 à 2008 ; 3 volumes thématiques : *Gaziers-électriciens* (dir. Michel Dreyfus, 1996), *Cheminots et militants. Un siècle de syndicalisme ferroviaire* (dir. Marie-Louise Georgen, 2003) ; *Les Coopérateurs. Deux siècles de pratiques coopératives* (dir. Michel Dreyfus, 2005).

Jean MAITRON / Claude PENNETIER (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international*, 9 volumes : *L'Autriche* (dir. Yvon BOURDET, Georges HAUPT, Félix KREISSLER, Herbert STEINER, 1971) ; *Japon*, (dir. Shiota SHOBEI, 2 tomes, 1978 et 1979) ; *La Grande-Bretagne* (dir. Joyce BELLAMY, David MARTIN, John SAVILLE, 2 tomes, 1980 et 1986, trad. de l'anglais) ; *La Chine* (dir. Lucien BIANCO, Yves CHEVRIER, 1985) ; *Allemagne* (dir. Jacques DROZ, 1990) ; *Belgique* (dir. Jean Neuville, 1995) ; *Maroc* (dir. René GALLISSOT, 1998) ; *Komintern, l'histoire et les hommes : L'Internationale communiste en France, en Belgique, au Luxembourg, en Suisse et à Moscou, 1919-1943* (dir. José GOTOVITCH et Mikhaïl NARINSKI, 2001) ; *La sociale en Amérique : dictionnaire biographique du mouvement social francophone aux États-Unis, 1848-1922* (dir. Michel CORDILLOT, 2002) ; *Algérie, engagements sociaux et question nationale : de la colonisation à l'indépendance, de 1830 à 1962* (dir. René Gallissot, 2006).

Henri MENDRAS et Ezra S. SULEIMAN (dir.), *Le Recrutement des élites en Europe*, Paris, La Découverte, 1997.

Claudie MERCIÉ, *Les Polytechniciens, 1870-1914. Recrutement et activités*, mémoire de maîtrise d'histoire (dir. Maurice Lévy-Leboyer), université Paris X-Nanterre, 1972.

Marc MEULEAU, *Les HEC et l'évolution du management en France : 1881-années 1980*, thèse de doctorat d'État d'histoire (dir. Maurice Lévy-Leboyer), université Paris X Nanterre, 1992, 4 vol.

Hélène MILLET (textes réunis par), *Informatique et prosopographie*, Paris, CNRS, 1985.

Philippe MIOCHE, Jacques ROUX, *Henri Malcor. Un héritier des maîtres de forges*, Paris, Éditions du CNRS, 1988.



Philippe MIOCHE, *La Sidérurgie et l'État en France des années 1940 aux années 1970*, thèse de doctorat d'État d'histoire (dir. François Caron), université de Paris-Sorbonne (Paris IV), 1992, 4 vol.

Jean-Marie MOINE, *Les Barons du fer. Les maîtres de forges en Lorraine du milieu du 19<sup>e</sup> siècle aux années trente. Histoire sociale d'un patronat métallurgique*, Metz-Nancy, Serpenoise-Presses universitaires de Nancy, 1989 (réédition en 2003 aux seules Éditions Serpenoise à Metz).

Dominique MONJARDET, « Carrière des dirigeants et contrôle de l'entreprise », *Sociologie du travail*, vol. 13, 1972, n° 2, p. 131-144.

Christian de MONTLIBERT, *Les Agents de l'économie. Patrons, banquiers, journalistes, consultants, élus. Rivaux et complices*, Paris, Raisons d'agir, 2007.

Jean NAGLE, *Le Droit de marc d'or des offices : tarifs de 1538, 1704, 1748 : reconnaissance, fidélité, noblesse*, Genève, Droz, 1992.

Jean NAGLE, *Un orgueil français : la vénalité des offices sous l'Ancien régime*, Paris, Odile Jacob, 2008.

Association des archivistes français (coordonné par Roger NOUGARET), *Guide des services d'archives des entreprises et organismes du monde du travail*, Paris, CNRS Éditions, 1998.

Marc NOUSCHI, *Histoire et pouvoir d'une grande école. HEC, Paris*, Robert Laffont, 1988.

Catherine OMNÈS, *De l'atelier au groupe industriel. Vallourec 1882-1978*, Paris, Éditions de la MSH, 1980.

Jean-Louis PEAUCELLE *et al.* (éd.), *Henri Fayol, inventeur des outils de gestion : textes originaux et recherches actuelles*, Paris, Économica, 2003.

Claude PENNETIER, Daniel PRIN, Jean SYLVESTRE, « Comment faire un cédérom à partir du Maitron ? », in Jean-Philippe GENET, C. PENNETIER, Giulio ROMERO (dir.), *Histoire et informatique, III*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997.

Caroline H. PERSELL, Peter W. COOKSON, « Pensionnats d'élite. Ethnographie d'une transmission du pouvoir », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 138, 2001, p. 56-65.

Pierre-François PINAUD, *Histoire des finances publiques au 19<sup>e</sup> siècle : le Ministère des Finances : 1789-1870 : techniques financières et prosopographie des gestionnaires*, thèse de doctorat d'histoire (dir. Louis Bergeron), EHESS, 1995.

Michel PINÇON, *Dimension objective et dimension symbolique des besoins : de l'analyse du logement social à la problématique de l'habitus*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle de sociologie (dir. Paul de Gaudemar), université de Paris VIII, 1978.

Michel PINÇON, *Désarrois ouvriers : familles de métallurgistes dans les mutations industrielles*, Paris, L'Harmattan, 1987.

Michel PINÇON, Paul RENDU, « Un patronat paternel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 57-58, 1985, p. 95-102.

Monique PINÇON-CHARLOT, *Espace social et espace culturel : analyse de la distribution socio-spatiale des équipements culturels et éducatifs en région parisienne*, Paris, Centre de sociologie urbaine, 1979.

Monique PINÇON-CHARLOT, Paul RENDU, *Pratiques et représentations des consommations collectives dans la haute fonction publique*, Paris, Centre de sociologie urbaine, 1985.

Michel PINÇON, Monique PINÇON-CHARLOT, *Dans les beaux quartiers*, Paris, Le Seuil, 1989.

Michel PINÇON, Monique PINÇON-CHARLOT, *Quartiers bourgeois, quartiers d'affaires*, Paris, Payot, 1992.

Michel PINÇON, Monique PINÇON-CHARLOT, *Grandes fortunes. Dynasties familiales et formes de richesse en France*, Paris, Payot, 1996.

Michel PINÇON, Monique PINÇON-CHARLOT, *Nouveaux patrons, nouvelles dynasties*, Paris, Calmann-Lévy, 1999.

Michel PINÇON, Monique PINÇON-CHARLOT, *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La Découverte, collection Repères, 2003 (1<sup>ère</sup> éd. 2000).

Michel PINÇON, Monique PINÇON-CHARLOT, « Un deuil en travail : sur les hommages à Pierre Bourdieu », *Mouvements*, n° 35, 2004, p. 151-154.

Michel PINÇON, Monique PINÇON-CHARLOT, *Châteaux et châtelains. Les siècles passent, le symbole demeure*, Paris, Anne Carrière, 2005.

Michel PINÇON, Monique PINÇON-CHARLOT, *Les Ghettos du Gotha. Comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Paris, Le Seuil, 2007.

Alain PLESSIS, *La Banque de France et ses deux cents actionnaires sous le Second Empire*, Genève, Droz, 1982.

Alain PLESSIS, *Régents et gouverneurs de la Banque de France sous le Second Empire*, Genève, Droz, 1985.

Franck POUPEAU, « Sur deux formes de capital international. Les “élites de la globalisation” en Bolivie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 151-152, 2004, p. 126-133.

*Pour une prosopographie des élites françaises (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, IHMC, 1980.

Michel PRÉVOST, Jean-Charles ROMAN d'AMAT, Henri TRIBOUT De MOREMBERT (dir.), *Dictionnaire de biographie française*, Paris, Letouzey & Ané, 1932 (fascicule 1, Aage-) à 2007 (fascicule 117, Lecompte-Boinet à Lefèvre).

Michel RICHARD, Marie-Françoise CARASSO, « La cour d'appel de Colmar sous le Second Empire », *Revue d'Alsace*, n° 108, 1982, p. 133-154.

Christophe-Luc ROBIN, *Les Hommes politiques du Libournais de Decazes à Luquot : parlementaires, conseillers généraux et d'arrondissement, maires de l'arrondissement de Libourne de 1800 à 1940*, Paris, L'Harmattan, 2007.

Chantal RONZON-BÉLOT, *Banquiers de la Belle Époque : les dirigeants des trois grands établissements de crédit en France au tournant du XX<sup>e</sup> siècle*, thèse de doctorat d'histoire (dir. Alain Plessis), université de Paris X-Nanterre, 2000.

Chantal RONZON-BÉLOT, « Banquiers de la Belle Époque. Les dirigeants des grands établissements de crédit en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 146-147, 2003, p. 8-20.

Chantal RONZON-BÉLOT, « Banquiers de la Belle Époque, les dirigeants de la Société générale vers 1900 », *Histoire, économie et société*, vol. 23, n° 3, 2004, p. 411-432.

Michael J. RUST, *Business and Politics in the Third Republic : the Comité des Forges and the French Steel Industry 1896-1914*, thèse de doctorat d'histoire, University of Princeton, 1973.

Monique de SAINT MARTIN, *L'Espace de la noblesse*, Paris, Métailié, 1993.

Tsuneo SAKAKI, « Fayol et la Comambault », *Entreprises et histoire*, numéro spécial sur Henri Fayol, n° 34, décembre 2003, p. 8-28.

Cyrille SARDAIS, *Un PDG en action : Pierre Lefauchaux. Dans la boîte noire du dirigeant de la Régie Renault, 1944-1955*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

Sylvie SCHWEITZER, *André Citroën, 1878-1935. Le risque et le défi*, Paris, Fayard, 1992.

William SERMAN, *Les Officiers français dans la nation : 1848-1914*, Paris, Aubier Montaigne, 1982.

William SERMAN, *La Vie professionnelle des officiers français au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Christian, 1994.

Terry SHINN, *Savoir scientifique et pouvoir social. L'École polytechnique 1794-1914*, Paris, Presses de la FNSP, 1980.

Mariette SINEAU, Vincent TIBERJ, « Candidats et députés français en 2002. Une approche sociale de la représentation », *Revue française de science politique*, vol. 57, 2007, p. 163-185.

Michael S. SMITH, *The Emergence of modern business enterprise in France, 1800-1930*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2006.

Ezra N. SULEIMAN, *Les Élités en France. Grands corps et grandes écoles*, Paris, Le Seuil, 1979.

Romuald SZRAMKIEWICZ, *Les Régents et censeurs de la Banque de France nommés sous le Consulat et l'Empire*, Genève, Droz, 1974.

André THÉPOT, *Les Ingénieurs des mines du XIX<sup>e</sup> siècle. Histoire d'un corps technique d'État. 1810-1914*, Paris, ESKA-IDHI, 1998.

Gérard THERMEAU, *À l'aube de la révolution industrielle : Saint-Étienne et son agglomération*, Saint-Étienne, Publications de l'université de Saint-Étienne, 2002.

Guy THUILLIER, *Georges Dufaud et les débuts du grand capitalisme dans la métallurgie en Nivernais au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, SEVPEN, 1959.

André-Jean TUDESQ, *Les Grands Notables en France (1840-1949) : étude historique d'une psychologie sociale*, Paris, PUF, 1964.

Jeannine VERDÈS-LEROUX, *Le Savant et la politique. Essai sur le terrorisme sociologique de Pierre Bourdieu*, Paris, Grasset, 1998.

Nicole VERNEY-CARRON, *Le Ruban et l'acier : les élites économiques de la région stéphanoise au XIX<sup>e</sup> siècle (1815-1914)*, Saint-Étienne, Presses de l'université de Saint-Étienne, 1999.

Pierre VERNUS (dir.), *Les Organisations patronales. Une approche locale (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Lyon, Centre Pierre Léon (Cahiers du Centre Pierre Léon, n° 1), 2002.

Richard C. VINEN, *The Politics of French Business 1936-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

Catherine VUILLERMOT, *Pierre-Marie Durand et l'énergie industrielle. L'histoire d'un groupe électrique, 1906-1945*, Paris, CNRS Éditions, 2001.

Anne-Catherine WAGNER, *Les Nouvelles Élités de la mondialisation. Une immigration dorée en France*, Paris, PUF, 1998.

Anne-Catherine WAGNER, « La place du voyage dans la formation des élites », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 170, 2007, p. 58-65.

George WEISZ, « Les transformations de l'élite médicale en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 74, 1988, p. 33-46.

Jean-Marie WISCART, *La Noblesse de la Somme au XIX<sup>e</sup> siècle : des lendemains de la Révolution à Jules Ferry*, Amiens, Éditions Encre, 1994.

Denis WORONOFF, *François de Wendel*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

Pierre-Paul ZALIO, *Grandes Familles de Marseille au XX<sup>e</sup> siècle. Enquête sur l'identité économique d'un territoire portuaire*, Paris, Belin, 1999.

Pierre-Paul ZALIO, *Mondes patronaux et territoire. Esquisse d'une théorie sociologique de l'entrepreneur*, mémoire d'HDR de sociologie, Institut d'études politiques de Paris, 2005.

Pierre-Paul ZALIO, « Les entrepreneurs enquêtés par les récits de carrière : de l'étude des mondes patronaux à celle de la grammaire de l'activité patronale », *Sociétés contemporaines*, n° 68, 2007, p. 59-82.

### **Publications allemandes ou sur l'Allemagne**

Werner ABELSHAUSER (dir.), *Die BASF. Eine Unternehmensgeschichte*, Munich, Beck, 2002.

Werner ABELSHAUSER *et al.* (dir.), *Wirtschaftsordnung, Staat und Unternehmen : neue Forschungen zur Wirtschaftsgeschichte des Nationalsozialismus. Festschrift für Dietmar Petzina zum 65. Geburtstag*, Essen, Klartext, 2003.

Johannes BÄHR, *Die Dresdner Bank in der Wirtschaft des Dritten Reichs*, Munich, Oldenbourg, 2006.

Johannes BÄHR, Axel DRECOLL, Bernhard GOTTO, Kim Christian PRIEMEL, Harald WIXFORTH, *Der Flick-Konzern im Dritten Reich*, Munich, Oldenbourg, 2008.

Johannes BÄHR, Ralf BANKEN, Thomas FLEMMING, *Die MAN. Eine deutsche Industriegeschichte*, Munich, Beck, 2008.

Avraham BARKAI, *Das Wirtschaftssystem des Nationalsozialismus. Der historische und ideologische Hintergrund. 1933-1936*, Cologne, Verlag Wissenschaft und Politik, 1977 (rééd. Francfort/Main, Fischer 1988).

Avraham BARKAI, *Vom Boykott zur "Entjudung". Der wirtschaftliche Existenzkampf der Juden im Dritten Reich*, Francfort/Main, Fischer, 1987.

Wilhelm BARTMANN, *Zwischen Tradition und Fortschritt : aus der Geschichte der Pharmabereiche von Bayer, Hoechst und Schering von 1935-1975*, Stuttgart, Steiner, 2003.

Bernard P. BELLON, *Mercedes in Peace and War : German Automobile Workers*, New York, Columbia University Press, 1990.

Volker R. BERGHAHN, Paul J. FRIEDRICH, *Otto A. Friedrich, ein politischer Unternehmer: sein Leben und seine Zeit. 1902-1975*, Francfort/Main, Campus, 1993.

Volker R. BERGHAHN, Stefan UNGER, Dieter ZIEGLER (dir.), *Die deutsche Wirtschaftselite im 20. Jahrhundert : Kontinuität und Mentalität*, Essen, Klartext Verlag, 2003.

Hartmut BERGHOF, *Englische Unternehmer 1870 - 1914: eine Kollektivbiographie führender Wirtschaftsbürger in Birmingham, Bristol und Manchester*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1991.

Heinrich BEST (dir.), *Quantitative Methoden in der historisch-sozialwissenschaftlichen Forschung*, Stuttgart, Klett, 1977.

Heinrich BEST (dir.), *Computers in the humanities and the social sciences : achievements of the 1980s - prospects for the 1990s*, Munich, Saur, 1991.

Heinrich BEST, *Interessenpolitik und nationale Integration (1848/49) : handelspolitische Konflikte im frühindustriellen Deutschland*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1980.

Heinrich BEST, *Die Abgeordneten der Assemblée Nationale Constituante 1848/49 : Sozialprofil und legislatives Verhalten*, Cologne, Zentrum für historische Sozialforschung, 1983.

Heinrich BEST, *Die Männer von Bildung und Besitz. Struktur und Handeln parlamentarischer Führungsgruppen in Deutschland und Frankreich 1848/49*, Düsseldorf, Droste, 1990.

Heinrich BEST, Wilhelm WEEGE, *Biographisches Handbuch der Abgeordneten der Frankfurter Nationalversammlung 1848/49*, Düsseldorf, Droste, 1996.

Burkhard BEYER, *Vom Tiegelstahl zum Kruppstahl : Technik- und Unternehmensgeschichte der Gussstahlfabrik von Friedrich Krupp in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts*, Essen, Klartext, 2007.

Wolfgang BIRKENFELD, *Der synthetische Treibstoff 1933-1945: ein Beitrag zur nationalsozialistischen Wirtschafts- und Rüstungspolitik*, Göttingen, Musterschmidt, 1964.

Dietmar BLEIDICK, *Die Hibernia-Affäre : der Streit um den preußischen Staatsbergbau im Ruhrgebiet zu Beginn des 20. Jahrhunderts*, Bochum, Deutsches Bergbau-Museum, 1999.

Willi A. BOELCKE, *Die deutsche Wirtschaft 1930-1945. Interna des Reichswirtschaftsministeriums*, Düsseldorf, Droste, 1983.

Karl W. BOETTICHER, *Unternehmer oder Manager : Grundprobleme industrieller Führerschaft*, Cologne, Grote, 1963.

Joseph BORKIN, *L'IG Farben*, Paris, Alta, 1979 (éd. originale en anglais, 1978).

Michael BUDDRUS, Sigrid FRITZLAR, *Die Professoren der Universität Rostock im Dritten Reich : ein biographisches Lexikon*, Munich, Saur, 2007.

Wilhelm P. BÜRKLIN, *Grüne Politik : ideologische Zyklen, Wähler und Parteiensysteme*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1984.

Wilhelm P. BÜRKLIN, Hilke REBENSTORF et al., *Eliten in Deutschland. Rekrutierung und Integration*, Opladen, Leske + Budrich, 1997.

Uwe BURGHARDT, *Die Mechanisierung des Ruhrbergbaus : 1890 – 1930*, Munich, Beck, 1995.

Birgit BUSCHMANN, *Unternehmenspolitik in der Kriegswirtschaft und in der Inflation. Die Daimler-Motoren-Gesellschaft 1914-1923*, Stuttgart, Steiner, 1998.

Eberhard CZICHON, *Der Bankier und die Macht*, Cologne, Rugenstein, 1970.

Bénédicte DAVIET-VINCENT, *Serviteurs de l'État. Prusse 1871-1933*, Paris, Belin, 2006.

Heidrun EDELMANN, *Heinz Nordhoff und Volkswagen. Ein deutscher Unternehmer im amerikanischen Jahrhundert*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2003.

*Eliten in Deutschland und Frankreich im 19. und 20. Jahrhundert : Strukturen und Beziehungen*, Munich, Oldenbourg, 2 vol. :

- Rainer HUDEMANN et Georges-Henri SOUTOU (dir.), vol. 1, 1994 ;

- Louis DUPEUX, Rainer HUDEMANN et Franz KNIPPING (dir.), vol. 2, 1996.

Paul ERKER, Toni PIERENKEMPER (dir.), *Deutsche Unternehmer zwischen Kriegswirtschaft und Wiederaufbau. Studien zur Erfahrungsbildung von Industrie-Eliten*, Munich, Oldenbourg, 1999.

Wilfried FELDENKIRCHEN, *Siemens : 1918-1945*, Munich, Piper, 1995.

Wilfried FELDENKIRCHEN, *Werner von Siemens : Erfinder und internationaler Unternehmer*, Munich, Piper, 2<sup>e</sup> éd., 1996.

Wilfried FELDENKIRCHEN, Eberhard POSNER, *Die Siemens-Unternehmer : Kontinuität und Wandel 1847-2005, zehn Portraits*, Munich, Piper, 2005.

Wilfried FELDENKIRCHEN *et al.* (dir.), *Wirtschaft, Gesellschaft, Unternehmen. Festschrift für Hans Pohl zu 60. Geburtstag*, Stuttgart, Steiner, 1995.

Gerald D. FELDMAN, *Army, Industry and Labor in Germany, 1914-1918*, Princeton, Princeton University Press, 1968.

Gerald D. FELDMAN, *Iron and Steel in the German inflation, 1916-1923*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

Gerald D. FELDMAN, *Hugo Stinnes. Biographie eines Industriellen 1870-1924*, Munich, Beck, 1998.

Gerald D. FELDMAN, *Allianz and the German Insurance Business, 1933-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

Gerald D. FELDMAN, Oliver RATHKOLB, Theodor VENUS, Ulrike ZIMMERL, *Österreichische Banken und Sparkassen im Nationalsozialismus*, Munich, Beck, 2006, 2 vol.

Martin FIEDLER, « Die Arisierung der Wirtschaftselite. Ausmaß und Verlauf der Verdrängung der jüdischen Vorstands- und Aufsichtsratsmitglieder in deutschen Aktiengesellschaft (1933-1938) », in Peter HAYES, Irmtrud WOJAK (dir.), *Arisierung im Nationalsozialismus. Volksgemeinschaft, Raub und Gedächtnis*, Frankfurt/Main, Campus, 2000, p. 59-83.

Helmut FIEREDER, *Reichswerke "Hermann Göring" in Österreich (1938-1945)*, Vienne, Geyer, 1983.

Saul FRIEDLÄNDER, Norbert FREI, Trutz RENDTORFF, Reinhard WITTMANN, *Bertelsmann im Dritten Reich*, Gütersloh, Bertelsmann, 2002.

Lothar GALL, *Krupp. Der Aufstieg eines Industrieimperiums*, Munich, Siedler, 2000.

Lothar GALL (dir.), *Krupp im 20. Jahrhundert. Die Geschichte des Unternehmens vom Ersten Weltkrieg bis zur Gründung der Stiftung*, Munich, Siedler, 2002.

Lothar GALL, *Der Bankier. Hermann Josef Abs. Eine Biographie*, Munich, Beck, 2004.

Boris GEHLEN, *Paul Silverberg (1876–1959). Ein Unternehmer*, Stuttgart, Steiner, 2007.

Gesellschaft für Unternehmensgeschichte (éd.), *Deutsche Wirtschaftsarchive*, Stuttgart, Steiner, vol. 1, *Nachweis historischer Quellen in Unternehmen, Körperschaften des Öffentlichen Rechts (Kammern) und Verbänden der Bundesrepublik Deutschland*, 3<sup>e</sup> éd., 1994 ; vol. 2, *Kreditwirtschaft*, 2<sup>e</sup> éd., 1988) et vol. 3, *Bestände von Unternehmen, Unternehmern, Kammern und Verbänden der Wirtschaft in öffentlichen Archiven der Bundesrepublik Deutschland*, 1991.

Neil GREGOR, *Stern und Hakenkreuz. Daimler Benz im Dritten Reich*, Berlin, Propyläen, 1997.

Elfriede GRUNOW-OSSWALD, *Die Internationalisierung eines Konzerns : Daimler-Benz 1890-1997*, Königswinter, Heel, 2006.

Stefan HADRIL, Peter IMBUSCH (dir.), *Oberschichten–Eliten–Herrschende Klassen*, Opladen, Leske + Budrich, 2003.

Hamburger Stiftung für Sozialgeschichte des 20. Jahrhunderts (éd.), *Das Daimler-Benz Buch. Ein Rüstungskonzern im "Tausendjährigen Reich"*, Nördlingen, Greno, 1987.

Sandra HARTIG, « Von der "Tradition" zur Innovation. Die Gründung der Gesellschaft für Unternehmensgeschichte », *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte*, vol. 46, n° 2, 2001, p. 221-236.

Heinz HARTMANN, *Unternehmer-Ausbildung*, Munich, Hanser, 1958.

Heinz HARTMANN, « Die Akademiker in der heutigen Unternehmerschaft. Eine Studie über Vorbildung, Alter und Funktionen von 2000 deutschen Unternehmern mit Hochschuldiplom », *Tradition*, vol. 4, n° 3, août 1959, p. 133-148.

Heinz HARTMANN, Hanns WIENOLD, *Universität und Unternehmer*, Gütersloh, Bertelsmann, 1967.

Heinz HARTMANN, *Authority and Organization in German Management*, Princeton, Princeton University Press, 1959 (édition allemande en 1968).



Heinz HARTMANN, *Die Unternehmerin*, Cologne, Westdeutscher Verlag, 1968.

Heinz HARTMANN, *Leitende Angestellte*, Neuwied, Luchterhand, 1973.

Heinz HARTMANN, *Logbuch eines Soziologen. Ausbildung, Arbeit, Anerkennung im Fach. 1950-2000*, Münster, Spurt-Verlag, 2007.

Michael HARTMANN, *Rationalisierung der Verwaltungsarbeit im privatwirtschaftlichen Bereich: Auswirkungen der elektronischen Datenverarbeitung auf den Angestellten*, Francfort/Main, Campus, 1981

Michael HARTMANN, *Rationalisierung im Widerspruch: Ursachen und Folgen der EDV-Modernisierung in Industrieverwaltungen*, Francfort/Main, Campus, 1984.

Michael HARTMANN, *Juristen in der Wirtschaft: eine Elite im Wandel*, Munich, Beck, 1990.

Michael HARTMANN, « Zwischen Stabilität und Abstieg – Juristen als akademische Elite in der Wirtschaft », *Soziale Welt*, vol. 40, n° 3, 1989.

Michael HARTMANN, *Informatiker in der Wirtschaft. Perspektiven eines Berufs*, Berlin, Springer, 1995.

Michael HARTMANN, « Informatiker in Führungspositionen. Voraussetzungen für eine Managementkarriere », *Zeitschrift für Personalforschung*, vol. 8, n° 1, 1994, p. 37-57.

Michael HARTMANN, *Top-Manager. Die Rekrutierung einer Elite*, Francfort/Main, Campus, 1996.

Michael HARTMANN, « Soziale Öffnung und soziale Schließung. Die deutsche und die französische Wirtschaftselite zwischen 1970 und 1995 », *Zeitschrift für Soziologie*, vol. 26, n° 4, août 1997, p. 296-311.

Michael HARTMANN, « Die Rekrutierung von Topmanagern in Europa. Nationale Bildungssysteme und die Reproduktion der Eliten in Deutschland, Frankreich und Großbritannien », *Archives européennes de sociologie*, vol. XXXVIII, 1997, p. 3-37.

Michael HARTMANN, Johannes KOPP, « Elitenselektion durch Bildung oder durch Herkunft », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, vol. 53, septembre 2001, p. 436-466.

Michael HARTMANN, *Der Mythos von den Leistungseliten. Spitzenkarrieren und soziale Herkunft in Wirtschaft, Politik, Justiz und Wissenschaft*, Francfort/Main, Campus, 2002.

Michael HARTMANN, *Elitesoziologie. Eine Einführung*, Francfort/Main, Campus, 2004 (traduction en anglais à Londres, Routledge, 2007).

Michael HARTMANN, *Eliten und Macht in Europa. Ein internationaler Vergleich*, Francfort/Main, Campus, 2007.

Peter HAYES, *Industry and Ideology. IG Farben in the Nazi Era*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987 (rééd. 2000).

Peter HAYES, *From Cooperation to Complicity: Degussa in the Third Reich*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

Klaus-Dietmar HENKE, *Die amerikanische Besetzung Deutschlands*, Munich, Oldenbourg, 1995.

Klaus-Dietmar HENKE, *Die Dresdner Bank 1933-1945: ökonomische Rationalität, Regimenähe, Mittäterschaft*, Munich, Oldenbourg, 2006.

Ludolf HERBST, *Der totale Krieg und die Ordnung der Wirtschaft. Die Kriegswirtschaft im Spannungsfeld von Politik, Ideologie und Propaganda 1939-1945*, Stuttgart, DVA, 1982.

Ludolf HERBST, Thomas WEIHE, *Die Commerzbank und die Juden 1933-1945*, Munich, Beck, 2004.

Ronald HITZLER, Stefan HORNBOSTEL, Cornelia MOHR (dir.), *Elitenmacht*, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften, 2004.

Ursula HOFFMANN-LANGE, *Politische Einstellungsmuster in der westdeutschen Führungsschicht*, thèse de doctorat de sociologie, université de Mannheim, 1977.

Ursula HOFFMANN-LANGE et al., *Konsens und Konflikt zwischen Führungsgruppen in der BRD*, Francfort/Main, Peter Lang, 1980.

Ursula HOFFMANN-LANGE, *Eliten, Macht und Konflikt in der Bundesrepublik*, Opladen, Leske + Budrich, 1992.

Friedrich Gerhard HOHMANN (éd.), *Westfälische Lebensbilder*, vol. 17, Münster, Aschaffenburg, 2005.

Heidrun HOMBURG, *Rationalisierung und Industriearbeit. Arbeitsmarkt, Management, Arbeiterschaft im Siemens-Konzern. Berlin 1900-1939*, Berlin, Haude & Spener, 1991.

Barbara HOPMANN, *Von der Montan zur Industrieverwaltungsgesellschaft (IVG) 1916-1951*, Stuttgart, Steiner, 1996.

Barbara HOPMANN, Mark SPOERER, Birgit WEITZ, Beate BRÜNINGHAUS, *Zwangsarbeit bei Daimler-Benz*, Stuttgart, Steiner, 1994.

Theo HORSTMANN, Klaus KLEINEKORTE, *Strom für Europa. Power for Europe. 75 Jahre RWE-Hauptschaltleitung Brauweiler 1928-2003*, Essen, Klartext, 2003.

Harold JAMES, *Reichsbank and Public Finance in Germany, 1924-1933. A Study of the Politics of Economics during the Great Depression*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

Harold JAMES, *The Deutsche Bank and the Nazi Economic War Against the Jews: The Expropriation of Jewish-Owned Property*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

Harold JAMES, *Die Deutsche Bank im dritten Reich*, Munich, Beck, 2003.

Hervé JOLY, *Patrons d'Allemagne. Sociologie d'une élite industrielle 1933-1989*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

Hartmut KAEUBLE, Hasso SPODE, « Sozialstruktur und Lebensweise deutscher Unternehmer 1907-1927 », *Scripta Mercaturae*, vol. 24, 1990, p. 132-178.

Werner KALTEFLEITER, Rudolf WILDENMANN (dir.), *Westdeutsche Führungsschicht 1972*, Cologne, Zentralarchiv für empirische Sozialforschung, 1972.

Tobias KAMPMANN, *Vom Werkzeughandel zum Maschinenbau : der Aufstieg des Familienunternehmens W. Ferd. Klingelberg Söhne 1900-1950*, Stuttgart, Steiner, 1994.

Rainer KARLSCH, Raymond G. STOKES, *Faktor Öl. Die Mineralölwirtschaft in Deutschland 1859-1974*, Munich, Beck, 2003.

Uwe KESSLER, *Zur Geschichte des Managements bei Krupp : von den Unternehmensanfängen bis zur Auflösung der Fried. Krupp AG (1811 - 1943)*, Stuttgart, Steiner, 1995.

Patrick KLEEDEHN, *Die Rückkehr auf den Weltmarkt. Die Internationalisierung der Bayer AG Leverkusen nach dem Zweiten Weltkrieg bis zum Jahre 1961*, Stuttgart, Steiner, 2008.

Jürgen KOCKA, Hannes SIEGRIST, « Die hundert größten deutschen Industrieunternehmen im späten 19. und frühen 20. Jahrhundert », in Norbert HORN, J. KOCKA (dir.), *Law and the Formation of the Big Enterprises in the 19th and Early 20th Centuries*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1979, p. 96-112.

Ingo KÖHLER, *Die "Arisierung" der Privatbanken im Dritten Reich: Verdrängung, Ausschaltung und die Frage der Wiedergutmachung*, Munich, Beck, 2005.

Otto KÖHLER, *...und heute die ganze Welt. Die Geschichte der IG-Farben und ihrer Väter*, Hambourg, PapyRossa, 1986.

Peter KOHL, Peter BESSEL, *Auto-Union und Junkers : die Geschichte der Mitteldeutschen Motorenwerke GmbH Taucha. 1935 – 1948*, Stuttgart, Steiner, 2003.

Volker KOOP, *Das schmutzige Vermögen. Das Dritte Reich, die IG Farben und die Schweiz Eidgenössische Machenschaften: Wie die Schweiz vom Vermögen der IG Farben profitierte*, Munich, Siedler, 2005.

Sandrine KOTT, Emmanuel DROIT (dir.), *Die ostdeutsche Gesellschaft. Eine transnationale Perspektive*, Berlin, Links, 2006.

*Kursbuch*, n° spécial *Die Neuen Eliten*, n° 139, mars 2000.

Jörg LESCZENSKI, *100 Prozent Messer: die Rückkehr des Familienunternehmens. 1898 bis heute*, Munich, Piper, 2007.

Jörg LESCZENSKI, *Lebenswelt eines Wirtschaftsbürgers: August Thyssen 1842-1926*, Essen, Klartext, 2008.

Joachim LILLA, *Leitende Verwaltungsbeamte und Funktionsträger in Westfalen und Lippe (1918 - 1945/46) : biographisches Handbuch*, Münster, Aschendorff, 2004.

Jürgen LINDENLAUB, *Die Finanzierung des Aufstiegs von Krupp. Die Personengesellschaft Krupp im Vergleich zu den Kapitalgesellschaften Bochumer Verein, Hoerder Verein und Phoenix 1850 bis 1880*, Essen, Klartext, 2006.

Stephan H. LINDNER, *Das Reichskommissariat für die Behandlung Feindlichen Vermögens im Zweiten Weltkrieg: eine Studie zur Verwaltungs-, Rechts- und Wirtschaftsgeschichte des nationalsozialistischen Deutschlands*, Stuttgart, Steiner, 1991.

Stephan H. LINDNER, *Den Faden verloren: die westdeutsche und die französische Textilindustrie auf dem Rückzug (1930/45 - 1990)*, Munich, Beck, 2001.

Stephan H. LINDNER, *Hoechst. Ein I.G. Farben Werk im Dritten Reich*, Munich, Beck, 2005 (traduction en anglais sous le titre *Inside IG Farben: Hoechst during the Third Reich*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008).

Peter LUNDGREEN (dir.), *Sozial- und Kulturgeschichte des Bürgertums. Eine Bilanz des Bielefelder Sonderforschungsbereichs. Sozialgeschichte des neuzeitlichen Bürgertums (1986–1997)*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2000.

Gerhard Th. MOLLIN, *Montankonzerne und "Drittes Reich". Der Gegensatz zwischen Monopolindustrie und Befehlswirtschaft in der deutschen Rüstung und Expansion 1936-1944*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1988.

Hans MOMMSEN, Manfred GRIEGER, *Das Volkswagenwerk und seine Arbeiter im Dritten Reich 1933-1948*, Düsseldorf, Econ, 1997.

Martin MÜNZEL, *Die jüdischen Mitglieder der deutschen Wirtschaftselite 1927-1955: Verdrängung-Emigration-Rückkehr*, Paderborn, Schöningh, 2006.

Frank J. NELLIßEN, *Das Mannesmann-Engagement in Brasilien von 1892 bis 1995. Evolutionspfade internationaler Unternehmensstätigkeit aus wirtschaftshistorischer Sicht*, Munich, Beck, 1997.

Anne NIEBERDING, *Unternehmenskultur im Kaiserreich. J.M. Voith und die Farbenfabriken vorm. Friedr. Bayer & Co.*, Munich, Beck, 2003.

Christoph NONN, *Die Ruhrbergbaukrise : Entindustrialisierung und Politik 1958-1969*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2001.

OMGUS, *Ermittlungen gegen die Deutsche Bank*, Nördlingen, Greno, 1985.

OMGUS, *Ermittlungen gegen die IG Farben*, Nördlingen, Greno, 1986.

OMGUS, *Ermittlungen gegen die Dresdner Bank*, Nördlingen, Greno, 1986.

Dietmar PETZINA, *Autarkiepolitik im Dritten Reich : Der nationalsozialistische Vierjahresplan*, Stuttgart, DVA, 1968.

Dietmar PETZINA, « IG-Farben und nationalsozialistische Autarkiepolitik », *Tradition*, vol. 13, n° 5, octobre 1968, p. 250-254.

Torsten M. PIEPER, *Mechanisms to Assure Long-Term Family Business Survival. A Study of the Dynamics of Cohesion in Multigenerational Family Business Families*, Francfort/Main, Peter Lang, 2007.

Gottfried PLUMPE, *Die I.G. Farbenindustrie AG. Wirtschaft, Technik und Politik 1904-1945*, Berlin, Duncker & Humblot, Berlin, 1990.

Hans POHL, *Die Beziehungen Hamburgs zu Spanien und dem spanischen Amerika in der Zeit von 1740 bis 1806*, Wiesbaden, Steiner, 1963.

Hans POHL, *Die Portugiesen in Antwerpen (1567-1648), zur Geschichte einer Minderheit*, Wiesbaden, Steiner, 1977.

Hans POHL, Stephanie HABETH, Beate BRÜNINGHAUS, *Die Daimler-Benz-AG in den Jahren 1933 bis 1945: eine Dokumentation*, Stuttgart, Steiner, 1986.

Hans POHL, *Vom Stadtwerk zum Elektrizitätsgrossunternehmen : Gründung, Aufbau und Ausbau der "Rheinisch-Westfälischen Elektrizitätswerk AG" (RWE). 1898-1918*, Stuttgart, Steiner, 1992.

Manfred POHL, *Die Geschichte der Saarländischen Kreditbank Aktiengesellschaft*, Saarbruck, Minerva-Verlag Thinner und Nolte, 1972.

Kim Christian PRIEMEL, *Flick : eine Konzerngeschichte vom Kaiserreich bis zur Bundesrepublik*, Göttingen, Wallstein, 2007.

Helge PROSS, *Manager und Aktionäre in Deutschland. Untersuchung zum Verhältnis von Eigentum und Verfügungsmacht*, Francfort/Main, Europäische Verlagsanstalt, 1965.

Helge PROSS, Karl W. BOETTICHER, *Manager des Kapitalismus : Untersuchung über leitende Angestellte in Grossunternehmen*, Franfort, Suhrkamp, 1972.

Stefan PRZIGODA, *Unternehmensverbände im Ruhrbergbau : zur Geschichte von Bergbau-Verein und Zechenverband 1858-1933*, Bochum, Deutscher Bergbau-Museum, 2002.

Hans RADANDT (éd.), *Fall 6. Ausgewählte Dokumente und Urteil des IG-Farben-Prozesses*, Berlin, Deutscher Verlag der Wissenschaften, 1970.

Alfred RECKENDREES, *Das 'Stahltrust'-Projekt. Die Gründung der Vereinigte Stahlwerke A.G. und ihre Unternehmensentwicklung 1926-1933/34*, Munich, Beck, 2000.

Morten REITMAYER, *Bankiers im Kaiserreich. Sozialprofil und Habitus der deutschen Hochfinanz*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1999.

Morten REITMAYER, « Führungsstile und Unternehmensstrategien deutscher Großbanken vor 1914 », *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte*, vol. 46, n° 2, 2001, p. 160-181.

Matthias RIEDEL, *Vorgeschichte, Entstehung und Demontage der Reichswerke im Salzgittergebiet*, thèse de doctorat d'histoire, université de Hanovre, 1967.

Matthias RIEDEL, *Eisen und Kohle für das Dritte Reich : Paul Pleigers Stellung in der NS-Wirtschaft*, Göttingen, Musterschmidt, 1973.

Horst ROMEYK, *Die leitenden staatlichen und kommunalen Verwaltungsbeamten der Rheinprovinz 1816-1945*, Düsseldorf, Droste, 1994.

Sabine ROß, *Biographisches Handbuch der Reichsrätekongresse 1918/19*, Düsseldorf, Droste, 2000.

Martin RÜTHER, « Zur Sozialpolitik bei Klöckner-Humboldt-Deutz während des Nationalsozialismus: "Die Masse der Arbeiterschaft muß aufgespalten werden" », *ZUG*, vol. 33, n° 2, 1988, p. 81-117.

Michael SCHÄFER, *Familienunternehmen und Unternehmerfamilien. Zur Sozial- und Wirtschaftsgeschichte der sächsischen Unternehmer 1850-1940*, Munich, Beck, 2007.

Andrea H. SCHNEIDER, *Die Kunst des Kompromisses: Helmut Schmidt und die große Koalition 1966 – 1969*, Paderborn, Schöningh, 1999.

Joachim SCHOLTYSECK, *Robert Bosch und der liberale Widerstand gegen Hitler 1933 bis 1945*, Munich, Beck, 1999.

Wilhelm Heinz SCHRÖDER, *Sozialdemokratische Reichstagsabgeordnete und Reichstagskandidaten 1898-1918 : biographisch-statistisches Handbuch*, Düsseldorf, Droste, 1986.

Wilhelm Heinz SCHRÖDER, *Sozialdemokratische Parlamentarier in den deutschen Reichs- und Landtagen 1867 - 1933 : Biographien, Chronik, Wahldokumentation ; ein Handbuch*, Düsseldorf, Droste, 1995.

Wilhelm Heinz SCHRÖDER, Wilhelm WEEGE et Martina ZECH, « Historische Parlamentarismus-, Eliten- und Biographieforschung : Forschung und Service am Zentrum für Historische Sozialforschung », supplément n° 1 *Historical Social Research*, 2000 (consultable en ligne <http://hsr-trans.zhsf.uni-koeln.de/hsr11/index.htm>, § 2.1 Methoden : Kollektive Biographik, sans pagination).

Harm G. SCHRÖTER, « Die Institutionalisierung der Unternehmensgeschichte im deutschen Sprachraum », *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte*, vol. 45, n° 1, 2000, p. 30-48.

Caroline SCHULENBURG, *Renault und Daimler-Benz in der Zwischenkriegszeit (1919-1938). Eine vergleichende Unternehmensgeschichte zweier europäischer Automobilhersteller*, Stuttgart, Steiner, 2008.

Gustav-Hermann SEEBOLD, *Ein Stahlkonzern im Dritten Reich : der Bochumer Verein 1927-1945*, Wuppertal, Hammer, 1981.

Hannes SIEGRIST, « Deutsche Großunternehmen vom späten 19. Jahrhundert bis zur Weimarer Republik. Diversifikation und Organisation bei den 100 größten deutschen Industrieunternehmen (1887-1927) in international vergleichender Perspektive », *Geschichte und Gesellschaft*, n° 6, 1980, p. 60-102.

Mark SPOERER, *Von Scheingewinnen zum Rüstungsboom : die Eigenkapitalrentabilität der deutschen Industrieaktiengesellschaften 1925-1941*, Stuttgart, Steiner, 1996.

Wilhelm STAHL, *Der Elitekreislauf in der Unternehmenschaft. Eine empirische Untersuchung für den deutschsprachigen Raum*, Francfort/Main, Harri Deutsch, 1973.

Jonathan STEINBERG, *All or nothing : the Axis and the Holocaust, 1941-1943*, Londres, Routledge, 1990.

Jonathan STEINBERG, *The Deutsche Bank and its gold transactions during the Second World War*, Munich, Beck, 1999.

Christian STEPHAN, *Die stumme Fakultät : biographische Beiträge zur Geschichte der theologischen Fakultät der Universität Halle*, Döbel, Stekovics, 2005.

Bernhard STIER, Johannes LAUFER, Susanne WIBORG, *Von der Preussag zur TUI. Wege und Wandlungen eines Unternehmens 1923-2003*, Essen, Klartext, 2005.

Raymond G. STOKES, *Divide and prosper. The heirs of IG Farben under allied authority 1945-1951*, Berkeley, University of California Press, 1988.

Peter STRUNK, *Die AEG : Aufstieg und Niedergang einer Industrielegende*, Berlin, Nicolai, 1999.

Toru TAKENAKA, *Siemens in Japan : von der Landesöffnung bis zum Ersten Weltkrieg*, Stuttgart, Steiner, 1996.

Klaus TENFELDE et al. (dir.), *Stimmt die Chemie : Mitbestimmung und Sozialpolitik in der Geschichte des Bayer-Konzerns*, Essen, Klartext, 2007.

Hans Jürgen TEUTEBOURG, « Wilhelm Treue als Nestor der Unternehmensgeschichte », *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte*, vol. 47, n° 2, 2002, p. 123-157.

Wilhelm TREUE, « Die Bedeutung der Unternehmerbiographie für die wirtschaftsgeschichtliche Forschung », *Tradition*, vol. 10, n° 5-6, décembre 1965, p. 254-265.

Wilhelm TREUE, *Die Feuer verlöschen nie. August Thyssen Hütte 1890-1966*, Düsseldorf, Econ, tome 1<sup>er</sup> : 1890-1926, 1966, tome 2<sup>e</sup> : 1926-1966, 1969.

Wilhelm TREUE, « Ein Fall von "Arisierung" im Dritten Reich und heute. Dokumentation », *Tradition*, vol. 16, n° 5/6, septembre-décembre 1971, p. 288-298.

Wilhelm TREUE, « Wirtschaft im Dritten Reich. Anmerkungen zu einigen Neuerscheinungen », *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte*, vol. 29, n° 2, 1984, p. 131-149.

Florian TRIEBEL, *Der Eugen Diederichs Verlag 1930-1949 : ein Unternehmen zwischen Kultur und Kalkül*, Munich, Beck, 2004.

Monika ULICZKA, *Berufsbiographie und Flüchtlingsschicksal : VW-Arbeiter in der Nachkriegszeit*, Hanovre, Hahn, 1993.

Stefan UNGER, « Zwischen Weltwirtschaftskrise und Ölpreisschock : Die wirtschaftliche Elite des Ruhrgebiets 1930-1970 », *Mitteilungsblatt des Instituts für soziale Bewegungen*, n° 30, 2003 (n° spécial « Strukturwandel in vergleichender regionale Perspektive nach 1945. Ruhrgebiet und Nord-Pas-de-Calais »), p. 67-76.

Bernd C. WAGNER, *IG Auschwitz : Zwangsarbeit und Vernichtung von Häftlingen des Lagers Monowitz 1941-1945*, Munich, Saur, 2000.

Dirk WAGNER, *Die höheren Beamten des Reichspostamtes/Reichspostministeriums (Ministerialdirektoren und Ministerialräte) : Versuch einer kollektiven Biographie auf der Basis von Personalakten*, thèse de doctorat d'histoire, université de Leipzig, 1992.

Stephan WEGENER (dir.), *August und Joseph Thyssen : die Familie und ihre Unternehmen*, Essen, Klartext, 2004.

Sigfrid von WEIHER, *Die englischen Siemens-Werke und das Siemens-Überseegeschäft in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts*, Berlin, Duncker & Humblot, 1990.

Volker WELLHÖNER, *"Wirtschaftswunder"-Weltmarkt-westdeutscher Fordismus : der Fall Volkswagen*, Münster, Westfälisches Dampfboot, 1996.

Horst A. WESSEL, *Erfolgreich unter verschiedenen Flaggen. Die Geschichte des Mannesmannröhren-Werkes in Bous/Saar und seiner Stahlwerke 1886-1998*, Essen, Klartext, 2007.

Rudolf WILDENMANN, Uwe SCHLETH, *Eliten in der Bundesrepublik. Eine sozialwissenschaftliche Untersuchung über Einstellung führender Positionsträger zur Politik und Demokratie*, Cologne, Zentralarchiv für empirische Sozialforschung, 1968.

Rudolf WILDENMANN *et al.*, *Führungsschicht in der Bundesrepublik Deutschland 1981*, Cologne, Zentralarchiv für empirische Sozialforschung, 1981.

Paul WINDOLF, « Kooperativer Kapitalismus - Unternehmensverflechtungen im internationalen Vergleich », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 1995, vol. 47, p. 1-36.



Paul WINDOLF, « Eigentum und Herrschaft: Elitenetzwerke in Deutschland und Großbritannien », *Leviathan*, n° 25, 1997, p. 76-106.

Paul WINDOLF, *Corporate Networks in Europe and the United States*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

Harald WIXFORTH, *Banken und Schwerindustrie in der Weimarer Republik*, Cologne, Böhlau, 1995.

Harald WIXFORTH, *Die Expansion der Dresdner Bank in Europa*, Munich, Oldenbourg, 2006.

Dietrich YORCK, *Die Mannesmannröhren-Werke 1888 bis 1920 : Organisation und Unternehmensführung unter der Gründerfamilie, Bankiers und Managern*, Stuttgart, Steiner, 1991.

Wolfgang ZAPF, *Wandlungen der deutschen Elite. Ein Zirkulationsmodell deutscher Führungsgruppen 1919-1961*, Munich, Piper, 1965.

Wolfgang ZAPF (dir.), *Beiträge zur Analyse der deutschen Oberschicht*, Munich, Piper, 1965.

Dieter ZIEGLER, « Die Verdrängung der Juden aus der Dresdner Bank 1933-1938 », *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, vol. 47, n° 2, 1999, p. 187-216.

Dieter ZIEGLER (dir.), *Großbürger und Unternehmer. Die deutsche Wirtschaftselite im 20. Jahrhundert*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2000.

Dieter ZIEGLER, *Die Dresdner Bank und die deutschen Juden*, Munich, Oldenbourg, 2006.

### **Autres publications étrangères**

Youssef CASSIS, *Big Business. The European Experience in the Twentieth Century*, Oxford, Oxford University Press, 1997.

Sheila HAMILTON, Anthony SLAVEN et Sidney G. CHECKLAND (dir.), *Dictionary of Scottish business biography 1860-1960*, Aberdeen, Aberdeen University Press, vol. 1 : *The staple industries*, 1986 et vol. 2 : *Processing, distribution, services*, 1990.

David J. JEREMY (dir.), *Dictionary of business biography : a biographical dictionary of business leaders active in Britain in the period 1860-1980*, Londres, Butterworths, 1984-1986, 5 vol., complétés par un volume de mise à jour : David J. JEREMY, Geoffrey TWEEDALE, *Dictionary of twentieth century British business leaders*, Londres, Bowker Saur, 1994.

Robert R. LOCKE, *The End of practical man : entrepreneurship and higher education in Germany, France and Great-Britain*, Greenwich, Jai Press, 1984.

Robert R. LOCKE, *Management and higher education since 1940. The influence of America and Japan in West Germany, Great Britain and France*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

Mairi MACLEAN, Charles HARVEY, Jon PRESS, *Business Elites and Corporate Governance in France and the UK*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2006.

# Table des matières

<b>Introduction</b>	7
<b>I<sup>ERE</sup> PARTIE : LES PATRONS FRANÇAIS ENTRE SOCIOLOGIE DES ELITES ET PROSOPOGRAPHIE HISTORIQUE</b>	13
<b>I) Héritage sociologique et travaux historiques</b>	14
<b>A) L'héritage sociologique</b>	14
1) L'incontournable héritage bourdieusien	15
2) Le renouvellement de Michel Bauer et de son équipe : apports et limites	18
3) Élités économiques et élites mondaines : les travaux des Pinçon-Charlot	21
<b>B) L'importance des travaux historiques</b>	24
1) L'apport des historiens de l'économie et de l'entreprise	25
a) L'étude majeure de M. Lévy-Leboyer (1979)	27
b) Le développement de l'histoire des entreprises dans les années 1980	29
c) L'apport des historiens de l'enseignement supérieur et de la haute administration	30
2) Les études et annuaires prosopographiques lancés dans les années 1980	31
a) les entreprises d'annuaires biographiques antérieures	33
α) <i>Le Dictionnaire de biographie française (1929)</i>	33
β) Le monumental « Maitron » sur le mouvement ouvrier (1958)	35
γ) <i>Les Grands notables du Premier Empire (1978)</i>	36
b) Les opérations lancées par l'IHMC au début des années 1980	37
c) Les dictionnaires des patrons du Second Empire : une opération au long cours	41
d) Tentative de bilan de ces opérations prosopographiques	47
α) La difficulté de constituer des corpus homogènes	48
β) Les difficultés d'une analyse statistique commune	51
γ) La longue attente d'une base de données accessible	54
<b>II) L'évolution depuis le début des années 1990</b>	58
<b>A) Une sociologie des élites peu renouvelée</b>	58
<b>B) Le dynamisme de l'histoire</b>	60
1) La poursuite des travaux prosopographiques	60
2) L'intérêt confirmé des historiens d'entreprise pour les dirigeants	63
3) La biographie patronale : un genre peu pratiqué dans un cadre scientifique	66
4) Les organisations patronales et leurs dirigeants : un objet en plein renouvellement	67
<b>II<sup>E</sup> PARTIE : L'ETUDE DES ELITES ECONOMIQUES ALLEMANDES, DE L'EFFACEMENT AU RENOUVEAU</b>	69
<b>I) Flux et reflux de la sociologie des élites</b>	70
<b>A) La vague des années 1950-1960</b>	70
1) La sociologie fonctionnaliste d'inspiration américaine d'Heinz Hartmann	70

2) L'école de Francfort et le capitalisme : Helge Pross	71
3) Wolfgang Zapf, élève de Dahrendorf	72
<b>B) Les seules <i>Elitenstudien</i> généralistes des années 1970-1995</b>	74
<b>C) Le succès académique et médiatique d'une « entreprise individuelle » : Michael Hartmann (1995)</b>	76
<b>II) Le dynamisme récent de l'historiographie allemande des entreprises et des entrepreneurs</b>	82
<b>A) L'émergence retardée d'une histoire critique des entreprises</b>	82
1) La prédominance académique d'une histoire complaisante	82
a) De l'entreprise individuelle W. Treue...	82
b) ... au « mono- (Hans) Pohl »	85
2) La remise en cause du « mono-Pohl » dans les années 1990	89
a) L'émergence extérieure d'une historiographie critique, notamment sur la période nazie	89
b) Une nouvelle organisation plus collective et scientifique	91
3) Le dynamisme actuel de l'histoire des entreprises malgré la pénurie académique	96
a) Productivité doctorale et foisonnement éditorial	96
b) L'intérêt des entreprises allemandes pour une écriture scientifique de leur histoire, en particulier sur la période nazie	102
<b>B) Une historiographie des entrepreneurs encore restreinte</b>	107
1) Une histoire des entreprises qui ne s'intéresse pas toujours aux dirigeants	107
2) La prosopographie des élites économiques contemporaines : un genre peu pratiqué en Allemagne	109
a) l'absence de véritable dictionnaire des entrepreneurs	109
α) Un centre spécialisé dans la collecte des données biographiques centré sur les parlementaires	110
β) L'ambition scientifique renforcée de la <i>Neue deutsche Biographie</i>	111
γ) Des initiatives régionales isolées	114
b) des projets collectifs très... individuels	115
c) d'intéressantes biographies collectives spécialisées	117
3) Les biographies patronales individuelles, un genre pas seulement journalistique	126
<b>Conclusion</b>	129
<b>Bibliographie</b>	133
<b>Publications françaises ou sur la France</b>	133
<b>Publications allemandes ou sur l'Allemagne</b>	146
<b>Autres publications étrangères</b>	158